

Forum mondial sur l'éducation

Dakar, Sénégal
du 26 au 28 avril 2000



Rapport

final



Rapport

final

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le
Bureau du Sous-Directeur général pour l'éducation
UNESCO

7, Place de Fontenoy
75 352 Paris 07 SP, France
Tél : +33 (0) 1 45 68 10 00
Fax : +33 (0) 1 45 68 56 29
Mél : efa@unesco.org
Site web : www.unesco.org/efa

Rédactrice en chef ► Ulrika PEPPLER BARRY

Auteur principal ► Edward B. FISKE

Mise au point rédactionnelle ► Karine BRUN, Wenda McNEVIN,
Chantal PACTEAU, Françoise PINZÓN-GIL,
Francisco SANDOVAL, Cecil V. SAYAG

Création graphique ► Sylvaine BAEYENS

Impression ► GRAPHOPRINT

Sommaire

■	Avant-propos	5
■	Préface	7
■	Introduction	8
Partie I	Les progrès depuis Jomtien	10
Partie II	Améliorer la qualité et l'équité de l'Education pour tous	16
Partie III	Utiliser efficacement les ressources pour l'éducation	22
Partie IV	Coopérer avec la société civile pour réaliser des objectifs sociaux	27
Partie V	Promouvoir l'éducation pour la démocratie et la citoyenneté	32
Partie VI	Au-delà de Dakar	36
■	Annexes	40
	1. Allocution de Kofi Annan lors du Forum mondial sur l'éducation	40
	2. Cadre d'action de Dakar	43
	3. Déclaration conjointe des co-organiseurs du Forum Mondial sur l'Education	46
	4. Les organisations non gouvernementales au Forum mondial sur l'éducation et le programme inachevé de l'Education pour tous (EPT)	47
	5. Bibliographie	48
	6. Liste des participants	50

Avan pr

Avant-propos

L'éducation est un droit fondamental qui fait partie intégrante de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cependant, aujourd'hui encore, des millions d'individus ignorent que c'est un droit qu'ils peuvent exiger.

Le Forum mondial sur l'éducation, qui s'est tenu à Dakar du 26 au 28 avril 2000, avait pour objectif de faire de ce droit une réalité. Il a constitué l'événement culminant de la décennie de l'Education pour tous (EPT) qui avait débuté en 1990 à Jomtien (Thaïlande), et plus particulièrement du Bilan de l'EPT à l'an 2000, l'évaluation de l'éducation la plus importante jamais entreprise. Cet exercice, basé sur une approche participative, a bénéficié d'une collaboration sans précédent de tous les partenaires de l'EPT, gouvernements, agences d'aide au développement et organisations non gouvernementales. Il a apporté au Forum des données solides, qui ont été collectées et analysées au niveau des pays puis synthétisées régionalement.

Le Cadre d'action de Dakar, adopté à la clôture du Forum, est largement basé sur ces données inestimables. Le Bilan à l'an 2000 - l'état des lieux sur l'éducation de base dans le monde le plus précis à ce jour - met en lumière les réussites et les faiblesses de l'offre éducative, pointe les zones à problèmes et les groupes qui n'ont pas été atteints, et représente un modèle pour les actions futures.

A l'évidence, le message du Forum mondial sur l'éducation n'est pas un message de satisfaction. Au contraire, c'est un appel au réveil et une invitation à agir de manière urgente et efficace. En premier lieu, le Cadre d'action de Dakar demande aux gouvernements nationaux de prendre toutes leurs responsabilités afin de garantir la mise en œuvre des objectifs et stratégies. L'Education pour tous est une obligation et une prérogative de l'Etat. En travaillant dans ce but, le Cadre d'action de Dakar incite les gouvernements à établir sur une large base des partenariats avec la société civile et à apporter leur soutien le plus déterminé aux plans d'actions nationaux qui vont suivre.

En second lieu, il demande à l'UNESCO de coordonner les actions globales. Bien évidemment, nous sommes très heureux de relever ce défi et de travailler plus étroitement avec les pays. Nos efforts seront dirigés vers le développement de systèmes d'éducation authentiques, d'un coût abordable, modernes, accessibles à tous sans exclusion ou discrimination et susceptibles d'inspirer une culture universelle que tous les hommes puissent partager.

L'UNESCO donnera aux pays des conseils et un soutien concret pour préparer leurs plans d'action nationaux et pour améliorer le dialogue entre pays, donateurs et société civile, en faisant en sorte que les gouvernements nationaux gardent l'entière propriété de leur éducation. Les tâches à venir sont immenses et la collaboration avec tous nos partenaires, agences, organisations non gouvernementales et société civile, sera vitale.

Les financements seront également de la plus extrême importance. Les ressources que nous allouerons à l'éducation pour tous devront être proportionnelles au défi à venir. Si les gouvernements doivent faire des choix clairs, cohérents et courageux à cet égard, ce qu'effectivement ils devront faire, il en est de même pour la communauté des donateurs. L'UNESCO est actuellement engagée dans un large processus de consultation portant sur les manières de renforcer les mécanismes de coordination, de compte rendu et d'évaluation des flux d'aide ainsi que de négocier l'allègement de la dette.

Lors de la réunion du G8, qui s'est tenue en juillet à Okinawa au Japon, les dirigeants mondiaux ont convenu de faire en sorte que des ressources supplémentaires soient affectées à l'éducation de base. Citant le Cadre d'action de Dakar, ils ont réaffirmé qu'«aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation de base ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources».

Pour sa part, l'UNESCO se focalisera plus particulièrement sur les stratégies identifiées à Dakar comme nécessitant une attention particulière, telles que le développement de la petite enfance, l'éducation des filles, l'alphabétisation, l'éducation en situation d'urgence, les questions relatives au VIH/sida et à la santé, ainsi que le rôle des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation.

En tant que Directeur général de l'UNESCO, je prends actuellement les dispositions pour permettre à l'Organisation de développer son potentiel d'innovation et sa capacité à guider et inspirer le travail des acteurs de terrain.

L'atout essentiel de l'Organisation réside dans l'approche multi-disciplinaire unique qu'elle peut offrir sur toutes ces questions afin que l'éducation pour tous devienne une réalité en 2015 au plus tard, et bien avant cette date, si cela est possible.



Koïchiro Matsuura
Directeur général de l'UNESCO

Préface

Préface

En avril 2000, le Forum mondial sur l'éducation a réuni à Dakar (Sénégal) quelque 1100 participants de 164 pays. Ils venaient de tous horizons, enseignants, premiers ministres, universitaires, politiciens, activistes politiques ou encore dirigeants d'organisations internationales majeures.

Quoique de milieux professionnels différents, les participants du Forum partageaient une vision commune. Ils rêvaient d'un monde dans lequel chacun, enfant ou adulte, pourrait acquérir les compétences de base en lecture, écriture et calcul nécessaires pour pouvoir agir comme citoyen, travailleur, parent, et s'épanouir dans la société globale en émergence. L'objectif de cette réunion de trois jours était de se mettre d'accord sur une stratégie qui fasse de cette vision de « l'éducation pour tous » (EPT) une réalité.

L'objectif de l'éducation universelle de base a été fermement articulé lors de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous : répondre aux besoins éducatifs fondamentaux, qui s'est déroulée au mois de mars 1990 à Jomtien en Thaïlande. Lors de cette conférence, les participants de 155 pays et les représentants de 160 organisations gouvernementales et non-gouvernementales avaient adopté la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous, qui réaffirmait la notion d'éducation comme un droit de l'homme fondamental et exhortait les nations du monde à intensifier leurs efforts en faveur de la réalisation des besoins d'apprentissage de base de tout un chacun. Ils avaient également approuvé un Cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux qui expliquait en détail les objectifs et les stratégies à mettre en œuvre pour atteindre ces buts d'ici l'an 2000.

Le Forum mondial sur l'éducation de Dakar a été convoqué afin d'évaluer les progrès de l'EPT depuis Jomtien, d'analyser quels objectifs n'avaient pas été atteints et pourquoi, et de renouveler les engagements pour faire de cette vision une réalité. Dans son allocution, Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, a annoncé une initiative majeure des Nations Unies visant à « réduire sensiblement l'écart entre garçons et filles » sur le plan de la

scolarisation dans le primaire et le secondaire, d'ici à 2005. Les dirigeants de quelques-unes des organisations bailleurs de fonds majeures et les délégués de plusieurs grands pays donateurs ont également annoncé des programmes nouveaux et importants.

L'actualité ne s'est pas cantonnée aux salles de conférence du Forum. Le jour de l'ouverture, des centaines d'enfants sénégalais portant des T-shirts blancs ont pris part au rassemblement organisé par la Campagne mondiale pour l'éducation devant l'entrée principale. Ils portaient des affiches et des banderoles célébrant l'EPT, ainsi que des pancartes jaunes rappelant que les nations du monde avaient échoué à scolariser tous les enfants. Les représentants des organisations non-gouvernementales – dont certaines participaient officiellement au Forum – ont maintenu la pression sur les délégués en leur distribuant des documents, en leur parlant dans les couloirs et en intervenant dans les médias.

Lors de la séance plénière finale du 28 avril, les délégués du Forum ont adopté le Cadre d'action de Dakar, intitulé « L'Education pour tous : tenir nos engagements collectifs ». Ce document réaffirme les buts de l'EPT, tels qu'ils ont été conçus à Jomtien et lors d'autres conférences internationales, engage les participants à atteindre des objectifs spécifiques en 2015 au plus tard, et affirme « qu'aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation de base ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources. » Il demande également que des plans d'action nationaux soient élaborés ou renforcés et met en place des mécanismes organisationnels nouveaux, reposant sur les structures nationales, régionales et internationales existantes, qui visent à coordonner les efforts globaux et à accélérer les progrès vers l'EPT.

Le présent document est un rapport sur le Forum mondial sur l'éducation. Les pages qui suivent rendent compte des discussions qui ont eu lieu lors de ce Forum et rappelle les actions issues de la conviction des participants selon laquelle l'éducation est, comme l'a rappelé Kofi Annan dans son allocution « la clef du succès pour les générations suivantes. » ■

Introduction

La convocation d'une conférence internationale majeure sur l'éducation pour tous en l'an 2000 était prévue par la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous qui s'est tenue en 1990, à Jomtien en Thaïlande. En plaidant pour la lutte en faveur d'une éducation primaire accessible à tous les enfants et d'une réduction massive de l'analphabétisme des adultes pour l'an 2000, les participants de la Conférence de Jomtien ont pris soin de mettre au point des mécanismes qui permettraient d'assurer que le travail serait mené de manière systématique. Ils ont créé un Forum international consultatif sur l'éducation pour tous, dont le mandat prévoyait des évaluations périodiques des progrès vers les buts fixés, dont un bilan majeur de la décennie.

En juin 1996, 250 participants de 73 pays se sont rencontrés quatre jours à Amman en Jordanie, lors de la Réunion à la mi-décennie du Forum consultatif international sur l'éducation pour tous visant à évaluer les progrès effectués. Le communiqué final de la réunion, adopté en tant que Réaffirmation d'Amman, déclarait que six ans après Jomtien, «d'incontestables progrès ont été accomplis dans le domaine de l'éducation de base, même s'ils ne sont pas aussi universels ni aussi importants que nous l'avions espéré.» Des progrès avaient également été notés lors d'autres conférences internationales des années 1990.¹

Comme prélude à l'évaluation de dix ans d'EPT dont il allait être question lors du Forum mondial sur l'éducation à Dakar, les pays participants ont pris part au Bilan à l'an 2000, une analyse considérable et détaillée de l'état de l'éducation de base dans le monde. Chaque pays a évalué ses propres progrès vers les buts de Jomtien et a présenté ses résultats. Un résumé global en a été donné à Dakar (voir la Partie II). Aux rapports nationaux se sont ajoutées quatorze études thématiques sur des questions éducatives d'intérêt général, vingt études de cas et des enquêtes sur les acquis de l'apprentissage et les conditions d'enseignement et d'apprentissage. Ces données, analyses et observations ont alors été utilisées par le Forum consultatif comme base de travail, afin de redéfinir

des stratégies et proposer un Cadre d'action révisé visant à répondre aux besoins éducatifs fondamentaux de tous d'ici 2015.

Le Forum mondial sur l'éducation a été sponsorisé par cinq parrains : la Banque mondiale, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). La conférence a réuni les délégués de 164 pays, ainsi que les représentants des agences de parrainage, les organisations non-gouvernementales et d'autres organisations et groupes intéressés par les questions d'éducation globale.

Le Forum s'est ouvert par le discours de bienvenue de Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, qui a insisté sur l'importance de reconnaître l'éducation comme un droit fondamental de l'homme «qui repose autant sur l'environnement juridique et social que sur l'individu lui-même qui doit aspirer à jouir pleinement de son droit.» «Respecter ce droit», a-t-il déclaré, «est essentiel au bon fonctionnement d'une société démocratique. La démocratie», a-t-il poursuivi, «se construit comme un édifice, liberté par liberté, droit par droit jusqu'à celui qui fait déborder le vase et... provoque l'alternance.»

Dans son discours inaugural, le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan a annoncé ce qui devait devenir un des leitmotivs du Forum de Dakar : bien que beaucoup de progrès aient été réalisés vers l'objectif de l'EPT, beaucoup reste à faire. «En ce début de XXI^e siècle, nous pouvons certes nous enorgueillir de certains acquis,» a-t-il déclaré à l'assemblée. «Le niveau d'instruction s'est considérablement amélioré dans de nombreux pays en développement, tandis que la proportion d'adultes analphabètes n'a cessé de reculer dans le monde ; l'explosion technologique a ouvert à des millions de personnes de nouvelles possibilités d'apprentissage. Nous comprenons mieux comment renforcer les capacités afin d'assurer une éducation de base pour tous. Cela étant, il y a encore 880 millions d'adultes analphabètes dans le monde, dont la plupart sont des femmes. Un fossé béant sépare ceux qui ont accès aux nouvelles technologies et ceux qui en sont exclus. Deux cent cinquante millions d'enfants travaillent, souvent dans des conditions dangereuses et insalubres. Et selon les estimations les plus sages, plus de 110 millions d'enfants d'âge scolaire ne vont pas à l'école.»

¹. Sommet mondial pour les enfants (1990), Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1992), Conférence mondiale sur les droits de l'homme (1993), Conférence mondiale sur les besoins éducatifs spéciaux : accès et qualité (1994), Conférence internationale sur la population et le développement (1994), Sommet mondial pour le développement social (1995), quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1995), Cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (1997) et Conférence internationale sur le travail des enfants (1997).

L'état d'esprit qui a caractérisé la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous de Jomtien était l'espérance et l'attente. Jomtien a inscrit le concept d'EPT au programme de développement mondial et a porté à la conscience des questions stratégiques importantes, en particulier le besoin de focaliser l'attention sur l'éducation des filles et des femmes. Une décennie plus tard, le concept d'EPT est toujours vivant et se porte bien.

Alors que Jomtien regardait principalement vers le futur, les participants du Forum mondial sur l'éducation de Dakar ont dû réfléchir à l'expérience de la décennie. L'optimisme de Jomtien a été tempéré par la constatation qu'en dépit des progrès, l'objectif d'universalisation de l'éducation de base en 2000 n'a pas été atteint. Comme Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, l'a déclaré aux participants : « la vision élargie de l'Education pour tous, proclamée il y a dix ans à Jomtien, n'a rien perdu de sa sagesse et de sa pertinence. Mais nous ne pouvions prévoir les événements parfois tragiques de la décennie qui ont affecté l'ensemble des sociétés et, consécutivement, leurs systèmes éducatifs. »

Les changements mondiaux - qui ne pouvaient être anticipés à Jomtien - ont alimenté une bonne part des discussions de Dakar. D'abord, la planète compte aujourd'hui trente pays de plus qu'en 1990. Ensuite, l'effondrement du communisme en Europe et la fin de la Guerre froide qui en a résulté ont redessiné la carte mondiale et provoqué des changements majeurs dans les alliances entre pays. On a également vu proliférer les conflits ethniques et croître le nombre des réfugiés et des déplacés. En outre, il est aujourd'hui admis que l'éducation doit être envisagée en termes « mondiaux » autant que « nationaux » ; quant au secteur privé, son rôle est de mieux en mieux accepté dans l'éducation « publique ». Enfin, les organisations

non-gouvernementales et autres représentants de la société civile se montrent plus critiques à l'égard des bailleurs de fonds qu'ils ne l'étaient en 1990.

Trois types d'évolutions intervenues au cours de la décennie ont constitué des thèmes de réflexion importants à Dakar. La première évolution a trait à la révolution des technologies de la communication et de l'information, qui est en train de transformer la quasi-totalité des institutions humaines. A l'époque de Jomtien, l'Internet ou le Web n'existaient pas tels que nous les connaissons aujourd'hui. Les participants du Forum se sont efforcés de trouver les moyens d'exploiter ces technologies en tant qu'outils pour l'EPT.

La seconde évolution concerne la pandémie du VIH/sida, dont les effets sont dévastateurs sur le personnel enseignant de nombreux pays, tout particulièrement en Afrique subsaharienne. Enfin, la troisième évolution est celle que M. Matsuura a qualifié de « fossé grandissant entre riches et pauvres ». Inlassablement, les intervenants du Forum ont rappelé que la pauvreté est le facteur majeur qui explique que de nombreux gouvernements se révèlent incapables d'atteindre les objectifs de l'EPT. Beaucoup ont plaidé pour l'oubli de la dette, première condition préalable, selon eux, à une résolution du problème.

Tels étaient les défis lorsque les participants du Forum mondial sur l'éducation ont commencé leurs délibérations. Kofi Annan leur a dit : « Cette conférence est un test pour nous tous, qui nous attribuons le titre de communauté internationale. Il y a 10 ans, à Jomtien, nous nous sommes fixé comme objectif d'assurer une éducation de base pour tous. Or, nous sommes encore loin du but. À l'ouverture de cette conférence, engageons-nous à tout mettre en œuvre pour l'atteindre. ■

La foi et la vision de Dakar

Si nous sommes optimistes, c'est que pour nous, l'éducation généralisée n'est pas fonction de sommes d'argent mais est avant tout une volonté politique, volonté d'attaquer de front et d'éradiquer cette tare et cette injustice en faisant participer toutes les composantes de la population. Si nous sommes des utopistes, qu'on nous laisse nos utopies tant qu'elles nous font mouvoir vers l'action, tant qu'elles nous motivent, tant il est vrai qu'une utopie incitatrice vers l'action est préférable à une utopie qui immobilise et fait rêver.

Mesdames, Messieurs, si vous pensez que nos discussions vont mettre en lumière une nouvelle approche, si vous pensez que la problématique de l'éducation doit avoir de nouvelles dimensions – dont le préscolaire et l'éducation des adultes par les langues nationales – si vous pensez que le défi n'interpelle pas seulement les gouvernements mais toutes les couches de la population, pourquoi ne pas sceller notre foi et notre vision dans ce que nous pourrions appeler la Déclaration ou l'Appel de Dakar ?

Après cette interrogation je déclare ouverte la Journée internationale de l'éducation.

Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal

PARTIE I

Les progrès depuis Jomtien

Le Forum mondial sur l'éducation a été précédé par l'évaluation la plus approfondie de l'éducation de base jamais effectuée : le Bilan de l'EPT à l'an 2000. Cet inventaire détaillé a examiné la situation actuelle de l'éducation de base dans plus de 180 pays. Son objectif était d'évaluer les progrès effectués par chaque pays depuis 1990 dans la promotion de l'objectif de l'EPT et dans la production d'une large gamme de programmes, activités et services visant à encourager les apprentissages de base.

Les résultats de ce bilan doivent aider les gouvernements et leurs partenaires à apprécier jusqu'où ils sont arrivés dans la réalisation de l'EPT et à identifier les stratégies efficaces pour obtenir de futurs bénéfices. Au niveau international, le Bilan fournira la base d'un dialogue et d'une coopération pour les années à venir. Denise Lievesley, Directrice de l'Institut de statistique de l'UNESCO, a décrit ce bilan comme « un point de référence vital qui nous permettra d'évaluer la portée des progrès dans le futur et de faire en sorte que tous les objectifs prévus soient réalistes et accompagnés des ressources appropriées. »

Le Bilan a principalement évalué, à partir des rapports nationaux, le degré auquel les gouvernements sont parvenus à réaliser les besoins éducatifs fondamentaux dans leurs pays. Le projet a été mené dans le monde entier par des milliers d'éducateurs et autres professionnels, reliés par un réseau impliquant les dix Groupes consultatifs techniques régionaux dirigés par les membres des équipes régionales appartenant aux organisations de parrainage du Forum EPT. Dans chaque pays, les coordonnateurs nationaux, habituellement des professionnels des Ministères de l'éducation, étaient responsables du Bilan et ont produit les rapports nationaux. Les résultats de ces rapports ont été présentés lors de six conférences régionales.

Outre les évaluations nationales, le Bilan a produit quelque vingt rapports sur les acquis scolaires et les conditions d'enseignement et d'apprentissage, concernant principalement l'Afrique. Ces rapports ont donné des informations précises sur les conditions de travail des enseignants, l'environnement scolaire et la qualité de l'apprentissage. Par ailleurs, vingt pays ont effectué des

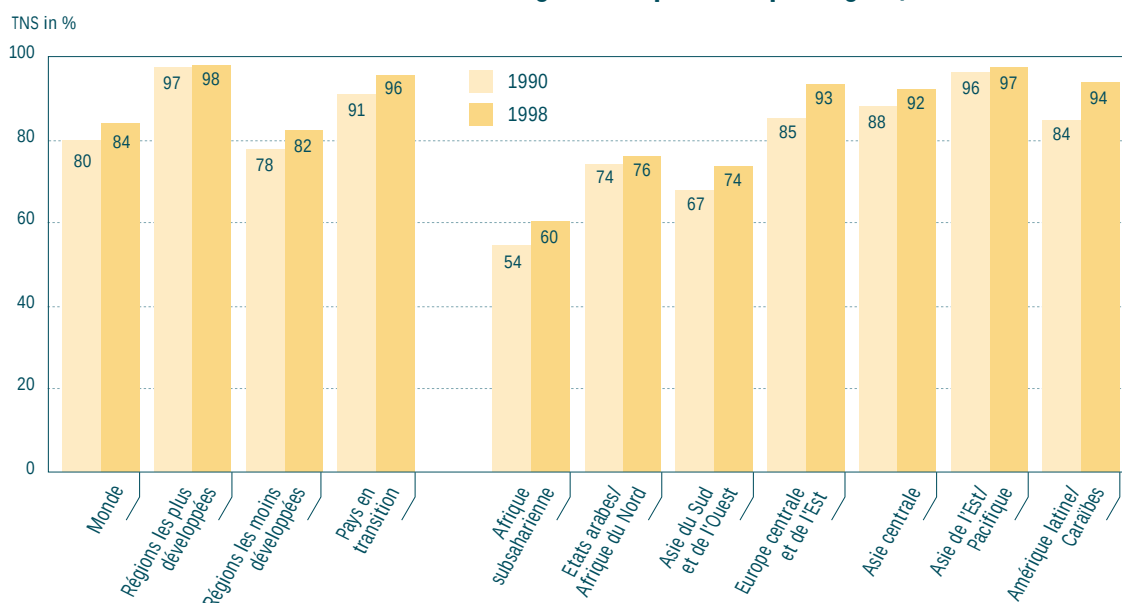
études de cas sur l'alphabétisation et le niveau éducatif atteint par leurs jeunes et leurs adultes.

Une autre particularité de cet inventaire mondial est la production de quatorze études thématiques portant sur des questions éducatives d'intérêt mondial, chacune d'entre elles ayant été commandée soit par une agence de développement soit par une organisation non-gouvernementale de premier plan. Ces questions concernaient : l'éducation des adultes, l'utilisation des nouvelles technologies, les enfants en difficulté, la décentralisation et la participation des communautés, la transition démographique, le financement de l'EPT par les bailleurs de fonds, la protection et l'éveil de la petite enfance, les besoins éducatifs spéciaux, l'éducation en période de crise économique, l'éducation des filles, les réfugiés, la santé et la nutrition en milieu scolaire, ainsi que les manuels scolaires et pédagogiques. Chaque étude thématique donne des exemples des meilleures pratiques et décrit les expériences qui ont remporté – ou non – du succès dans leur mise en œuvre politique.

Enfin, le Bilan de l'EPT a collecté auprès des pays participants les données nécessaires à l'estimation de dix-huit indicateurs statistiques qui permettent de quantifier la portée des progrès accomplis au regard des objectifs de l'EPT. Une liste complète des documents produits pour le Bilan se trouve en annexe.

Les résultats majeurs du Bilan à l'an 2000 sont résumés dans le document *Education pour tous : une synthèse globale*. Durant la séance plénière d'ouverture, Malcolm Skilbeck, auteur de ce rapport, en a présenté les résultats les plus marquants. Il a ainsi dressé la liste d'un certain nombre de domaines dans lesquels des progrès ont été enregistrés depuis 1990.

Augmentation du nombre d'enfants scolarisés (Figure 1). Un des objectifs majeurs de Jomtien était l'universalisation et l'achèvement de l'éducation de base. Le nombre d'enfants scolarisés est passé d'une estimation de 599 millions en 1990 à 681 millions en 1998. Ce qui signifie qu'il y a eu environ 10 millions d'enfants scolarisés en plus chaque année, soit près du double de la

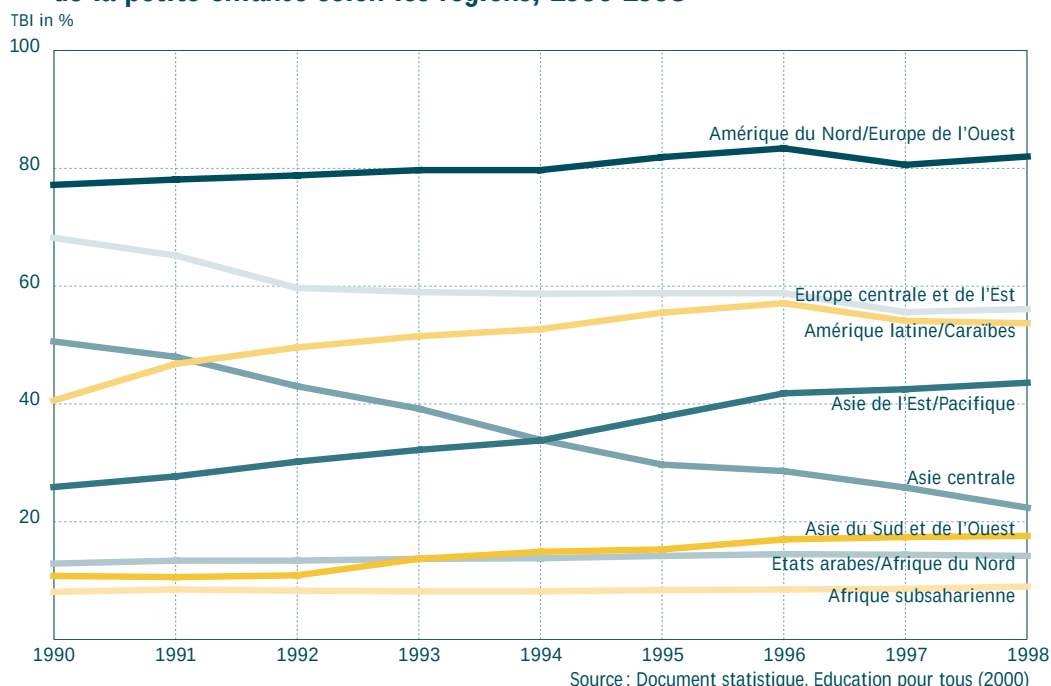
Figure 1.**Taux nets de scolarisation dans l'enseignement primaire par région, 1990 et 1998**

Source : Document statistique. Education pour tous (2000)

moyenne enregistrée entre 1980 et 1990. Les régions d'Asie de l'Est et du Pacifique ainsi que d'Amérique latine et des Caraïbes ont quasiment atteint l'universalisation de l'éducation primaire à l'heure actuelle. La Chine et l'Inde ont fait des progrès impressionnants vers la réalisation de l'éducation primaire universelle, particulièrement en ce qui concerne les filles. Les mêmes pays, ainsi que le Bangladesh, ont enregistré une diminution inégale du taux d'accroissement de leur population, une évolution favorable aux progrès.

Développement des programmes d'éveil de la petite enfance (Figure 2).

Jomtien a cherché à accroître la prise de conscience de la valeur des activités de protection et d'éveil de la petite enfance et à encourager la création de programmes qui favorisent le développement et les apprentissages du jeune enfant. La reconnaissance de l'importance de ces premières années de vie a fait que la question est désormais bien intégrée au calendrier mondial, et l'idée selon laquelle l'éducation commence à la naissance est admise dans de nombreuses sociétés.

Figure 2.**Evolution des taux bruts d'inscription dans les programmes d'éveil de la petite enfance selon les régions, 1990-1998**

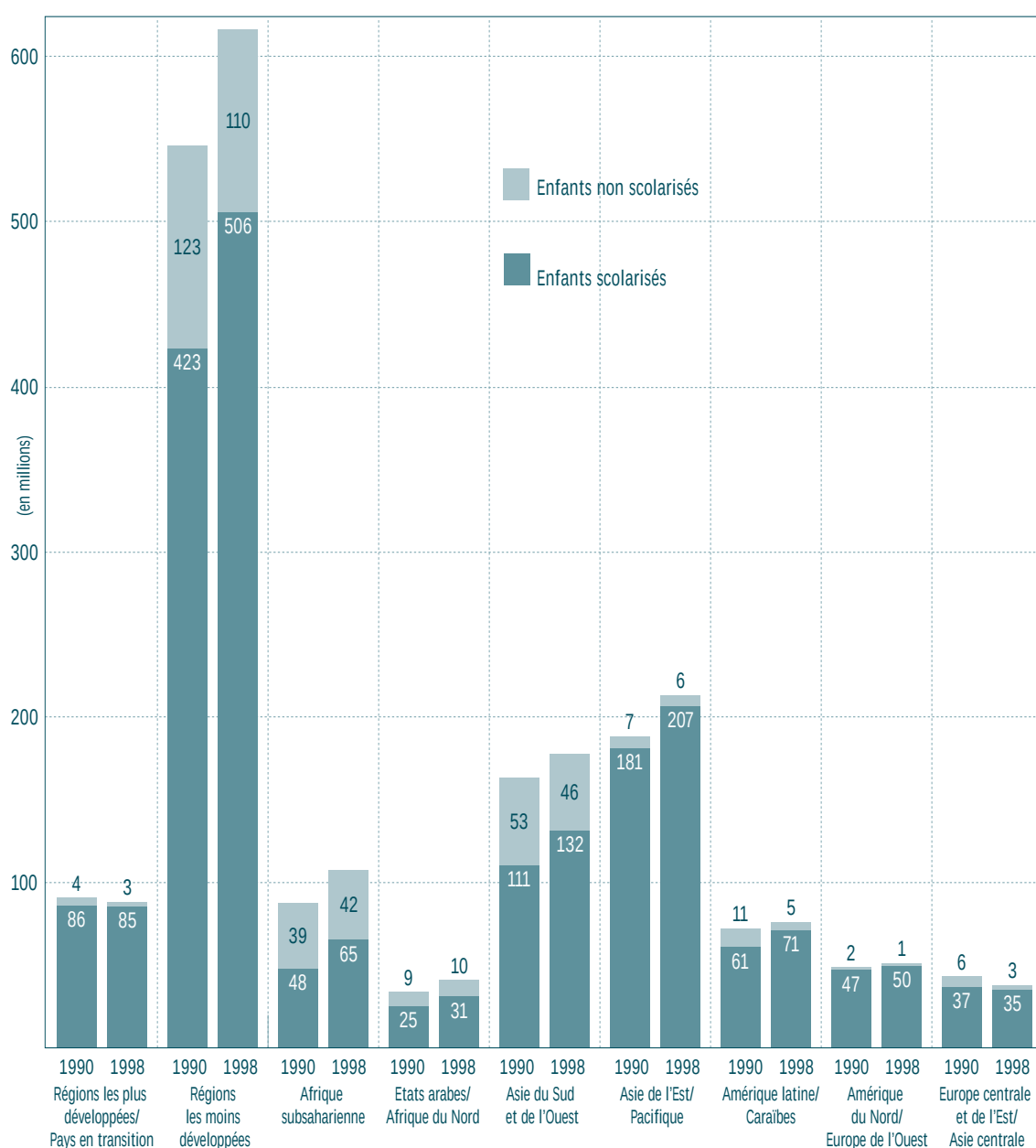
Source : Document statistique. Education pour tous (2000)

Il en résulte que le nombre d'enfants fréquentant le pré-scolaire a augmenté de 5 % durant la dernière décennie. Cependant malgré ce gain global, l'offre de programmes destinés à la petite enfance reste très inégale, la fréquentation du préprimaire étant quasi-universelle dans certains pays et presque inexistante dans d'autres. La nouvelle conscience de l'importance des soins maternels, des services de santé et de nutrition n'a pas été accompagnée des services appropriés.

Diminution du nombre d'enfants non scolarisés (Figure 3). Le nombre d'enfants non scolarisés a diminué, passant de 127 millions en 1990 à 113 millions en 1998. Dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes, par exemple, ce nombre a été réduit de plus de moitié, passant de 11,4 millions en 1990 à 4,8 millions en 1998. Des pays tels que le Bangladesh, le Brésil et l'Égypte montrent le chemin, en allouant près de 6 % de leur produit national brut à l'éducation. Au contraire, dans certains pays

Figure 3.

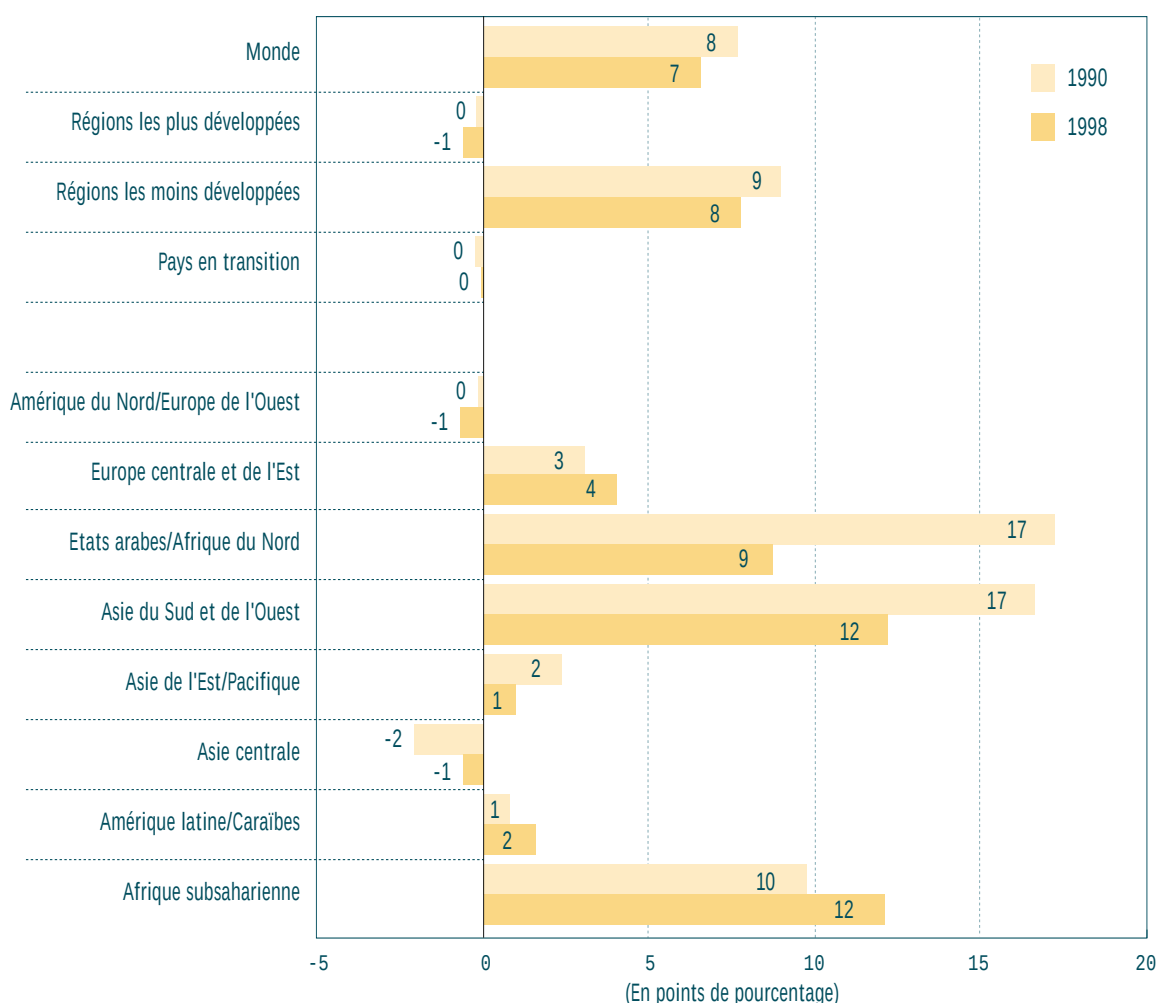
Nombre d'enfants scolarisés et non scolarisés par région, 1990 et 1998



Source : Document statistique. Education pour tous (2000)

Figure 4.

Différences garçons-filles dans les taux nets de scolarisation dans l'enseignement primaire par région, 1990 et 1998



Source : Document statistique. Education pour tous (2000)

d'Afrique subsaharienne, des facteurs tels que l'accroissement élevé rend difficile une diminution significative du nombre d'enfants non scolarisés.

Augmentation du nombre d'adultes alphabétisés. Le nombre d'adultes alphabétisés a augmenté significativement durant la dernière décennie, passant de 2,7 à 3,3 milliards en 1998. Les taux d'alphabétisme atteignent actuellement 85 % pour les hommes et 74 % pour les femmes. Dans certains pays d'Afrique, des pays font état de taux d'alphabétisation allant jusqu'à 90 %, comme au Swaziland ou 77 %, comme au Kenya, ce qui suggère que l'ambition de Jomtien de réduire le taux d'analphabètes est raisonnable. La Chine a réduit les taux d'analphabétisme des adultes âgés de 15 ans et plus de 22 % en 1990 à 16 % en 1997. Malgré ces progrès, l'analphabétisme des adultes reste un problème majeur. Ainsi, on estime à 880 millions le nombre d'adultes qui ne savent ni lire ni écrire. Dans les pays les moins développés, la moitié des adultes tombe dans cette catégorie. Par ailleurs, deux

tiers des adultes analphabètes sont des femmes, ce qui représente la même proportion qu'il y a dix ans.

Diminution de certaines disparités (Figure 4). Dans l'esprit de l'appel de Jomtien, quelques pays ont fait des progrès en matière de réduction des inégalités dans l'accès à l'éducation, comme le reflètent les données relatives au sexe, à la santé et à la forme physique, aux groupes ethniques, à la situation géographique et aux enfants travailleurs. Cependant, les évolutions positives observées masquent certaines disparités, comme par exemple des disparités dans l'accès à l'enseignement primaire, entre pays et au sein même des pays. En outre, les disparités dans la qualité de l'éducation peuvent persister, quand bien même les taux de scolarisation sont élevés.

Les personnes vivant dans des communautés pauvres, rurales ou isolées, ainsi que les minorités ethniques et les populations indigènes ont réalisé des progrès faibles ou nuls durant la dernière décennie. Dans l'Asie du Sud et

L'Afrique subsaharienne, moins de trois enfants sur quatre atteignent la 5^e année de l'enseignement primaire. Dans les pays les moins développés, un petit peu plus de la moitié des enfants parviennent à ce niveau, beaucoup d'entre eux abandonnant après la première ou la seconde année. Le faible taux de scolarisation des filles continue à être un problème qui concerne soit des pays entiers, soit certaines zones géographiques comme les zones rurales, soit certains groupes sociaux comme les familles à faible revenu. D'un autre côté, le bas niveau de réussite des apprentissages et le taux élevé d'abandon scolaire des garçons est à présent reconnu comme un vrai problème, au niveau du primaire dans certaines régions comme les Caraïbes, et du secondaire dans les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord ainsi qu'en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Autres signes positifs

Le Bilan à l'an 2000 a identifié d'autres évolutions positives intervenues durant la décennie. De nombreux pays ont adopté de nouveaux cadres d'action, politiques et législations destinés à réaliser un (ou plusieurs) objectif(s) de l'EPT et les ont appuyés grâce à des financements et des ressources supplémentaires. Par rapport à 1990, il y a désormais une plus grande implication des organisations non-gouvernementales, des groupes communautaires et des parents dans les prises de décisions concernant les politiques scolaires et dans la prise en charge des activités de protection et d'éveil de la petite enfance. Il y a également une amélioration substantielle de la capacité de nombreux pays à utiliser les évaluations nationales et autres formes de bilan pour éclairer les politiques éducatives.

En bref, aucun des objectifs spécifiques de l'EPT n'a été intégralement réalisé, en particulier l'objectif fondamental de «l'accès universel à l'éducation de base et de son achèvement à l'an 2000». Cependant, il est largement prouvé qu'un grand nombre de pays ont pris des mesures

sérieuses pour mettre en œuvre le calendrier de Jomtien et que beaucoup d'entre elles ont été fructueuses. D'autres pays et régions ont subi des échecs majeurs, tels que la diminution de la scolarisation de groupes particuliers d'étudiants, liés à des facteurs allant du manque de volonté politique à l'agitation sociale.

En présentant la synthèse du Bilan, Malcom Skilbeck a suggéré que le simple fait de fixer des objectifs lors de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous a eu un effet énergisant, et que ces objectifs, bien qu'incomplètement réalisés, sont désormais plus accessibles qu'ils ne l'étaient il y a dix ans. «On ne peut pas déclarer que le mouvement de Jomtien est un échec, simplement parce que ses objectifs n'ont pas été atteints, bien qu'il faille s'inquiéter quand les progrès sont infimes, voire absents», a-t-il déclaré. «Ce qui est important, c'est de pouvoir conclure si les efforts entrepris en ont valu la peine, si les engagements ont été suffisants, si les énergies et les ressources ont été disponibles et si cela vaut la peine d'entreprendre la prochaine étape. La réponse donnée par cette Synthèse globale est que les efforts ont été utiles, en fait indispensables, et que la mission de l'EPT doit continuer avec une résolution renforcée et une énergie renouvelée. Compte tenu des enjeux, on ne peut faire à moins».

Sur cette note finale, les participants du Forum mondial sur l'éducation ont dédié leur attention à la discussion des thèmes majeurs qui seraient éventuellement reflétés dans le Cadre d'action de Dakar. Ces discussions ont eu lieu sous forme de tribunes de discussion lors des séances plénières et de présentations et débats lors d'une série de sous-plénières et de séances de stratégie organisées autour de quatre thèmes généraux : l'équité et la qualité, l'utilisation efficace des ressources, la coopération avec la société civile et la promotion de l'éducation pour la démocratie. Ces discussions sont résumées dans les pages qui suivent. ■

L'éducation au cœur des stratégies de développement

Depuis que les dirigeants politiques se sont rencontrés à Jomtien, une nouvelle vague de défis politiques et économiques a balayé notre monde. Mais une chose n'a pas changé durant ces dix années de turbulence, le besoin primordial d'éducation. En tout état de cause, la nécessité de faire de l'Education pour tous une priorité est plus urgente moralement et économiquement que jamais. Maintes et maintes fois, étude après étude et pays après pays, les programmes d'éducation bien menés ont montré qu'ils étaient le meilleur investissement en dollars EU pour le développement. De la République de Corée, où une génération de parents a permis à l'Etat de réinvestir la sueur de son travail dans l'éducation de leurs enfants au souvenir de mon premier voyage aux Etats-Unis où, traversant le pays dans les bus Greyhound, j'ai remarqué que dans chaque ville, les plus vieux bâtiments étaient toujours l'église ou l'école – le message reste le même : l'éducation « marche ».

Demandez à une famille d'un village kenyan, à une jeune fille des hauts plateaux boliviens ou à un garçon qui travaille dans les champs de riz thaïlandais : il n'y a pas d'alternative à l'éducation. Et c'est pourquoi, nous PNUD, nous sommes très fiers d'être un des co-parrains du Forum international consultatif sur l'éducation pour tous.

Dans de nombreuses régions du monde, nous avons fait d'énormes progrès depuis Jomtien. Mais, même dans ces pays qui ont réalisé les objectifs d'éducation, les règles du jeu ont déjà changé ; l'éducation primaire n'est plus suffisante. De base sur laquelle les pays construisent leur succès dans la compétition, l'éducation est devenue le succès dans la compétition. Les mesures les plus anciennes de compétitivité, telles que le coût du travail, la dotation en ressources et les infrastructures ont été remplacées par le capital humain. L'unique question, et la plus importante, relative au succès économique est maintenant : à quel point nos concitoyens sont-ils intelligents ? La connaissance ne respecte pas la géographie et les vieilles économies. Les idées ont des ailes, et à l'ère des technologies de l'information, elles volent à la vitesse de la lumière.

Mark Malloch Brown, Administrateur du PNUD, dans son discours en séance plénière

PARTIE II

Améliorer la qualité et l'équité de l'Education pour tous

La Déclaration de Jomtien a fait comprendre que réaliser l'EPT implique un double but : parvenir à l'accès universel et à l'équité, tout en visant des standards élevés d'enseignement et d'apprentissage. Au début des années 90, l'accent a été mis principalement sur des buts quantitatifs, tels que l'accroissement du nombre d'enfants scolarisés. Cependant, au milieu de la décennie, les responsables en matière de politique et d'éducation ont pris de plus en plus conscience qu'un meilleur accès à l'éducation en l'absence d'une instruction de qualité était une victoire creuse.

Lors d'une série de sous-plénières et de séances de stratégie, les participants au Forum mondial sur l'éducation ont mené des discussions approfondies sur différents aspects des deux buts de l'EPT. Un des leitmotivs communs à tous les débats, comme l'ont nettement montré les analyses sur le rôle des nouvelles technologies éducatives, concernait l'impossibilité de dissocier les questions d'accès de celles d'équité et d'égalité. Ce qui suit est un résumé des discussions qui ont pris place dans le cadre du Thème I : Améliorer la qualité et l'équité de l'Education pour tous.

Technologie et éducation de base : luxe ou nécessité ?

Un des changements importants intervenu entre Jomtien et Dakar est l'apparition de nouvelles technologies de l'information et de la communication, tout particulièrement d'Internet. Les participants au Forum se sont mon-

trés très conscients que, dans la mesure où la révolution des technologies de l'information affecte la poursuite de l'EPT, elle est une arme potentielle à double tranchant. D'une part, les nouvelles technologies offrent des outils supplémentaires pour étendre l'éducation de base à des zones géographiques et des groupes d'élèves négligés. Elles ont ainsi le potentiel de vaincre les distances géographiques, d'autonomiser les enseignants et les apprenants grâce à l'information, et amener la planète dans la classe en appuyant sur un bouton ou en allumant un écran. D'autre part, la prolifération des nouvelles technologies exacerbe le fossé existant entre ceux qui ont accès à l'éducation et ceux qui en sont privés.

Lors d'une sous-plénière, le Forum a examiné l'impact des technologies sur l'éducation de base, qu'elles soient nouvelles ou traditionnelles. Les discussions ont débuté par la question de savoir si l'utilisation des technologies de l'information est un luxe ou une nécessité. La conclusion a été qu'une telle technologie ne peut être envisagée autrement que comme un luxe si l'éducation de base est appréhendée dans son sens le plus étroit, en tant qu'acquisition de la lecture et de l'écriture, du calcul et des compétences de la vie courante rudimentaires. Nous vivons tous dans une société où les changements rapides et l'accroissement des connaissances requièrent des apprentissages constants. Dans un tel contexte - où l'éducation de base doit être conçue comme une activité d'apprentissage qui a lieu n'importe quand, n'importe où et chez tout un chacun - les technologies de l'information deviennent une nécessité. Dans les pays pauvres, et dans les conditions actuelles, ces technologies peuvent ne pas

être disponibles ; mais paradoxalement, la nouvelle réalité pour ces pays est qu'ils ne peuvent pas se permettre de ne pas les utiliser pleinement.

Les participants ont pointé les différentes manières par lesquelles Internet offre la possibilité d'atteindre les communautés, rurales ou autres, qui n'ont pas encore été connectées - et qui pourraient ne jamais l'être - pour recevoir les technologies traditionnelles telles que le téléphone. La disponibilité est un problème, mais des pays tels que le Ghana ont affronté ce problème avec succès, par l'intermédiaire de «centres d'apprentissage communautaires». Ces centres, dirigés par des groupes de terrain, constituent un moyen d'améliorer l'éducation de base, de former les enseignants, de développer les affaires au niveau local, de renforcer les organisations civiques et gouvernementales et d'offrir des informations sur les soins de santé aux populations des petits villages d'un bon rapport qualité-prix. Les radios communautaires sont une autre technologie très puissante dont le potentiel est amélioré par les nouvelles technologies telles que le portable, les stations FM à bas prix, et les systèmes de radio digitale qui transmettent via les satellites ou les téléphones cellulaires.

Les intervenants ont insisté sur le fait que la technologie n'est qu'un outil et que son succès dans l'amélioration de l'offre d'une éducation de qualité dépend du bien fondé des décisions initiales concernant les objectifs, les méthodologies et les contenus éducatifs. Ainsi qu'un intervenant l'a commenté, «Aucune technologie ne peut déterminer de mauvaises philosophies et pratiques éducatives, pas plus qu'elle ne peut pallier à l'absence d'engagement politique.» Le défi est de repenser les objectifs d'apprentissage et d'aligner sur ceux-ci les décisions concernant les technologies appropriées, hardware et contenus. Des preuves de réussite ont été apportées au cours de la séance, avec l'exemple du Costa Rica qui a équilibré les priorités en matière de hardware, logiciels et contenus dans un programme d'une durée de 12 ans qui a introduit les ordinateurs pour la moitié des élèves de l'école primaire et pour quatre collèges et lycées sur cinq.

Un autre thème fréquemment soulevé pendant la discussion a concerné l'importance d'intégrer les nouvelles technologies à une infrastructure pertinente. Il n'est pas réaliste d'attendre des enseignants qui se battent avec les nouvelles technologies qu'ils assument la responsabilité technique du hardware. En outre, comme l'intégration des nouvelles technologies dans l'éducation est un processus sophistiqué qui comporte des facettes multiples, il est important d'effectuer des projets pilotes et de réaliser les ajustements nécessaires avant de passer à grande échelle.

Les intervenants ont souligné que les nouvelles technologies ne devraient jamais être pensées comme une panacée pour réaliser l'EPT. Cependant, avec l'apparition

constante de nouvelles technologies de l'éducation et la diminution considérable de leurs coûts, même les pays pauvres doivent trouver des modes d'utilisation de ces nouveaux outils de manière appropriée. Pour sa part, la communauté internationale a un rôle significatif à jouer en facilitant les régulations qui contraignent la mise en réseau, en construisant les infrastructures nécessaires, en contribuant au partage à la fois des programmes d'éducation et de l'expertise, et en soutenant le développement des contenus.

Surmonter les obstacles à l'éducation des filles

Il est largement reconnu que le fait d'allouer des ressources à une éducation de qualité des filles est l'un des meilleurs investissements que toute société peut faire. Les larges bénéfices sociaux de l'éducation des filles vont de l'accroissement des revenus familiaux à la réduction du taux de fertilité en passant par l'amélioration de la santé et de la nutrition de la famille, dont l'importance est multipliée par leur impact sur les générations successives.

Elargir l'éducation de base aux filles et combler le fossé entre sexes avaient été identifiés comme des priorités critiques à Jomtien, mais les progrès vers ces buts ont été lents au cours de la décennie, pour des raisons allant des discriminations bien ancrées contre les filles au fait que les pays et les organisations intergouvernementales du Nord n'ont pas atteint, loin s'en faut, l'échelle envisagée à Jomtien. Dans certains pays, ce qui semble être à première vue un progrès dans la réduction de l'écart entre sexes résulte en réalité d'une diminution de la scolarisation des garçons.

La sous-plénière a exploré les complexités de la question de l'écart entre les sexes en se référant plus particulièrement à l'importance de créer des environnements d'apprentissage propices à l'éducation des filles. Les intervenants ont noté que les attitudes de la société sont cruciales pour l'éducation des filles et que les améliorations dans la qualité de l'éducation ne stimulent pas obligatoirement les parents à scolariser leurs filles. Ils ont appelé à une définition plus large du terme «qualité» qui doit englober les concepts d'éducation «favorables aux filles» et «sensible à l'égalité des sexes». Les participants ont aussi fait remarquer que les écoles doivent être des lieux physiques sûrs si elles veulent attirer les filles.

Les intervenants de la séance ont reconnu le besoin urgent de mettre encore plus l'accent sur l'éducation des filles et de considérer l'éducation comme un instrument de l'égalité et de l'émancipation des femmes. Une attention particulière a été portée à la nécessité qu'un grand nombre de filles suivent des cours de sciences, de technologie et professionnels et qu'elles poursuivent des études supérieures dans tous les domaines.

Pourquoi l'éducation des filles doit être une priorité

Dans tous les pays, les expériences de développement montrent la valeur économique de l'éducation. Avec les soins de santé primaire, l'éducation est le fondement du développement. L'expérience montre aussi l'importance de concentrer les efforts sur l'éducation des filles. Comme nous l'avons entendu, celles-ci représentent les deux-tiers des jeunes non scolarisés, et les deux-tiers d'analphabètes dans le monde sont des femmes.

Il y a de nombreux obstacles à l'élimination de l'écart persistant entre hommes et femmes, mais aucun d'entre eux n'est insurmontable. Beaucoup de ces obstacles sont seulement dans la tête. D'une certaine façon, les politiciens, les dirigeants politiques et même les parents n'ont toujours pas compris le besoin primordial d'éduquer les filles. Dans de nombreuses sociétés, tous les bénéfices que retirent les filles et les femmes de l'éducation – tels que la connaissance de leurs droits à être protégées contre la violence, les maladies et les grossesses non désirées ou l'émancipation économique – sont précisément les raisons pour lesquelles ces sociétés et/ou pays refusent aux filles, consciemment ou inconsciemment, les occasions de s'éduquer. Dans plusieurs pays, le contenu de l'éducation des filles est sélectif et ne concerne que les manières de devenir une bonne épouse ou une bonne mère. L'éducation des filles et des jeunes femmes est encore traitée comme un luxe facultatif – un objectif à poursuivre quand d'autres besoins plus urgents sont satisfaits. Mais il n'y a pas de besoin plus urgent que celui de libérer le potentiel humain et la contribution économique de la moitié des jeunes qui sont des filles. Voilà pourquoi, bien sûr, l'engagement politique et le leadership sont si importants pour réaliser les objectifs de l'éducation pour tous, et particulièrement celle des filles.

La pauvreté est fréquemment évoquée pour expliquer le mariage des jeunes filles, mais je pense qu'un motif bien plus puissant est le conservatisme culturel qui n'attribue d'autre valeur aux filles que celle d'épouse ou de mère. Le futur d'une fille est souvent prédéterminé et ses choix et options subordonnés aux normes et pratiques culturelles. Une culture qui dénie aux femmes le droit au choix doit être changée.

Dans les trente dernières années, les pays qui ont investi dans l'éducation des filles, en tant que priorité éducative et approche intégrée du développement social, ont obtenu d'excellents résultats. L'ensemble de ces pays montre un accroissement de la population plus faible, une croissance économique plus rapide et un niveau plus élevé de cohésion sociale. Il est temps, pour tous les pays, de mettre de côté doutes et craintes sur l'éducation des femmes et de donner à cette éducation la priorité absolue.

Nafis Sadik, Directeur exécutif du FNUAP, dans son discours en séance plénière

L'importance de l'influence des facteurs culturels, sociaux et économiques dans l'écart entre les sexes a été vue comme une raison d'adopter une approche holistique et intégrée du problème – une approche qui lie les progrès accomplis à l'école à l'amélioration de la protection et du développement de la petite enfance, à la diminution du travail des enfants et à la formation des enseignants et des administrateurs de l'école. Les participants ont aussi convenu de l'importance d'une formation des enseignants sensible aux questions de genre, de l'amélioration des conditions de sécurité et de l'offre de toilettes séparées pour les filles.

Enfin, les intervenants ont insisté sur le fait que, même si le manque de ressources est d'évidence un obstacle à la diminution des disparités filles-garçons dans virtuellement tous les pays en développement, aucun pays ne peut justifier une absence d'action sur la base de contraintes en matière de ressources.

Répondre aux besoins éducatifs spéciaux et/ou divers : faire de l'éducation intégratrice une réalité

Le concept « d'éducation intégratrice » a émergé en réponse à un consensus grandissant selon lequel chaque enfant a droit à une éducation de base, là où il vit, indépendamment de son milieu, de ses capacités ou de ses handicaps. Le Cadre d'action a souligné l'objectif d'atteindre les besoins d'apprentissage pour « tous les jeunes et tous les adultes ».

Les préoccupations au sujet de l'éducation intégratrice ont évolué d'un combat au nom des enfants « ayant des besoins spéciaux » à un combat dont le défi concerne toutes les politiques et pratiques éducatives qui excluent, en relation avec les programmes scolaires, la culture et les centres locaux d'apprentissage. Au lieu de centrer la préparation des enfants afin qu'ils s'adaptent

aux écoles existantes, l'accent est maintenant mis sur l'organisation des écoles afin qu'elles puissent délibérément atteindre tous les enfants. Il est également reconnu que des gains dans l'accès à l'école ne s'accompagnent pas toujours d'une augmentation de la qualité.

Les discussions lors de cette séance de stratégie ont reconnu qu'il n'y a pas de résultats convaincants en matière de succès de l'éducation intégratrice sur une large échelle et que de nombreux enseignants ne sont pas vraiment convaincus que ce type d'éducation puisse marcher. Elargir l'EPT aux enfants et aux adultes exclus demande une attitude holistique qui vise à changer non seulement les pratiques en vigueur mais aussi les valeurs, les croyances et les attitudes.

Les présentateurs de la séance ont appelé à une «approche holistique» de l'éducation intégratrice qui rende l'objectif explicite pour la définition des responsabilités et des systèmes de financement, et le renforce à travers des législations qui le rende possible et le protège. Les enseignants doivent être formés à des pédagogies qui concilient les différents besoins d'apprentissage à l'aide de stratégies d'enseignement multiples, de programmes flexibles et d'évaluations continues. Des partenariats doivent être élaborés entre les enseignants et les administrateurs, les ONG, les organisations des parents d'élèves, les syndicats, le monde des affaires et les organisations communautaires.

Rendre l'éducation primaire universelle et gratuite

Les discussions sur ce thème se sont centrées sur certaines stratégies qui ont eu du succès dans divers pays en matière d'accélération des progrès vers une éducation primaire universelle, obligatoire et gratuite.

Un intervenant d'Ouganda a montré comment la mise en place d'une politique gouvernementale consistant à payer les frais scolaires des enfants (jusqu'à quatre par famille) a permis une augmentation remarquable de la scolarisation. Un participant du Brésil a expliqué que l'objectif relatif à l'accès universel à l'éducation primaire a presque été atteint dans son pays, en partie grâce à des politiques de financement mieux définies et recentrées qui ont eu un impact majeur dans les régions les plus pauvres, où les enfants, en particulier les garçons, sont supposés travailler pour aider leur famille.

D'autres pistes ont été présentées par l'Inde, qui ont permis de mettre en évidence comment la scolarisation avait augmenté par le biais de moyens tels que la diminution des distances traditionnelles entre l'école et le domicile, la planification décentralisée, l'implication de la communauté dans l'organisation et la planification de l'école

ainsi que l'utilisation d'écoles à temps partiel ou alternatives. Un intervenant de l'Organisation internationale du travail a souligné l'importance d'éliminer les pires formes du travail des enfants afin de promouvoir l'accès à l'école des groupes les plus marginalisés.

De nombreux participants ont réclamé l'effacement de la dette comme un des moyens de libérer des ressources pour l'éducation primaire et ont insisté sur la nécessité, pour la communauté internationale, de développer des procédures pour soutenir les capacités au niveau local aussi bien qu'au niveau national. Un autre thème récurrent a porté sur le besoin de promouvoir la demande de scolarisation de la part des familles plutôt que de se focaliser exclusivement sur des questions de fourniture.

Elargir l'accès aux programmes de développement de la petite enfance

Le concept de protection et d'éveil de la petite enfance (PEPE) a pris naissance à Jomtien pour élargir la notion d'éducation de base, reconnaissant ainsi que l'apprentissage commence à la naissance, et non pas à l'entrée à l'école primaire. Depuis lors, la conscience de l'importance des premières années de la vie a grandi tant dans les pays développés que dans les pays en développement, en partie à la suite des découvertes effectuées par les chercheurs dans le domaine des sciences du cerveau. Récemment, l'accent a été mis plus sur la prévention des problèmes que sur la remédiation de ceux-ci, lorsqu'ils apparaissent.

Malgré une conscience accrue de ces questions, les gains dans l'accès à la PEPE ont été erratiques. Dans les pays en développement, très peu d'enfants de moins de quatre ans suivent des programmes organisés, et dans certaines régions, comme les pays de l'ex-Union soviétique, l'accès à ces programmes a décliné. L'attention continue à être concentrée sur la «préscolarisation» des enfants sur le point de rentrer à l'école primaire.

Les participants à cette séance de stratégie ont insisté sur la nécessité d'approcher de manière plurielle la tâche de sensibiliser à l'importance d'éduquer les enfants durant les années préscolaires et de développer des programmes de PEPE. Nécessairement, une telle approche doit être intersectorielle et impliquer des activités et plans d'action aux niveaux local, régional et national. Les intervenants ont noté que la promotion d'une alphabétisation fonctionnelle parmi les parents est décisive pour une meilleure compréhension de l'importance des années préscolaires; ils ont aussi souligné l'intérêt d'inclure les enfants handicapés dans les programmes PEPE et de destiner ces programmes autant aux filles qu'aux garçons.

Organiser les contenus de l'éducation de base pour atteindre les besoins et les valeurs de la société

Les changements économiques, sociaux et autres qui ont affecté la société ces dernières années ont obligé à reconsidérer quelles connaissances, compétences et valeurs sont nécessaires pour une vie réussie. Le mouvement vers des sociétés plus ouvertes et démocratiques a créé des besoins en matière d'apprentissage qui vont au-delà des programmes académiques et des savoirs factuels et qui concernent davantage la résolution de problèmes ou les questions ouvertes. L'expansion des technologies de la communication et de l'information nécessite des formes d'apprentissage plus interactives et exploratoires; et la rapidité toujours plus grande de changements a fait de la nécessité de s'engager dans des apprentissages tout au long de la vie un impératif. Il y a également urgence à garantir que l'éducation à tous les niveaux et partout renforce une culture de la paix, de la tolérance et du respect des droits de l'homme.

Les intervenants de cette séance de stratégie ont noté que dans le futur, aucun pays ne peut s'attendre à fonctionner avec succès s'il s'appuie sur des systèmes d'éducation rigides et fermés. Il y a de nombreux types d'éducation, mais chaque forme d'éducation de base doit être organisée de manière à inclure spécifiquement une citoyenneté active et une participation de tous à tous les niveaux et dans toutes les sociétés. Afin d'être pertinents, les contenus de l'éducation de base doivent être tournés vers des apprentissages de type exploratoire, incluant tous les apprenants et les encourageant à jouer un rôle actif dans la planification des décisions. La culture, l'art et la créativité sont des composantes essentielles de l'éducation pour tous.

Les participants ont suggéré que l'offre d'éducation doit être envisagée en termes d'«écologie de l'apprentissage». Une telle approche devrait reconnaître que l'apprentissage a lieu en continu dans toutes les activités et tout au long de la vie.

Permettre aux enseignants d'apprendre aux élèves à apprendre

Les enseignants jouent évidemment un rôle clé dans l'offre d'éducation, et la qualité de l'instruction dépend dans une large mesure de la présence d'enseignants compétents et bien formés dans les classes. Malheureusement, il y a de nombreuses barrières à cette présence, telles que les bas salaires, le statut social médiocre, les lourdes charges de travail, le nombre important d'élèves par classe ou l'impossibilité d'évoluer professionnellement.

Cette séance de stratégie a considéré les manières dont la qualité de l'éducation peut être améliorée en offrant un soutien plus appuyé aux enseignants. Les participants ont convenu que, dans beaucoup de pays, des ressources supplémentaires sont nécessaires – un pays de l'Asie de Sud-Est qui investit 20 dollars EU par étudiant et par an ne peut en aucun cas se confronter à un pays industrialisé où le même investissement s'élève à plus de 5000 dollars EU. Les ressources existantes doivent aussi être utilisées de manière plus efficace.

Les participants ont en outre souligné l'importance d'un développement professionnel continu pour permettre aux professeurs d'aller au-delà d'enseignements et d'apprentissages «par cœur». Ils ont souligné la nécessité d'utiliser la supervision comme moyen de soutien des enseignants plutôt que d'identification de pratiques erronées. Certains participants ont cité des études montrant que la motivation des enseignants est très étroitement liée à la qualité de l'enseignement et que cette qualité augmente quand un rôle leur est offert dans la prise de décisions pédagogiques et dans l'élaboration de plans d'amélioration de l'école.

Evaluer les résultats de l'apprentissage

La Déclaration mondiale sur l'EPT a mis l'accent non seulement sur le besoin d'élargir l'accès à l'éducation mais aussi sur l'importance d'assurer une éducation de haute qualité aux enfants et aux adultes. Promouvoir la qualité, bien sûr, nécessite des instruments de mesure. C'est pourquoi au cours de la dernière décennie, la conscience s'est accrue du rôle que l'évaluation peut jouer dans l'amélioration de l'éducation de base.

Cette séance de stratégie a fait le tour des résultats-clé relatifs à des enquêtes récentes, dont certains projets majeurs dans les pays d'Afrique et d'Amérique latine. Les intervenants ont noté que les différences de niveau d'apprentissage à l'intérieur des pays sont fréquemment plus importantes que celles entre pays. Ils ont montré comment les résultats des évaluations ont été utilisés comme un outil pour allouer plus efficacement des ressources limitées, en identifiant les populations rurales et d'autres populations ayant des besoins spéciaux. De nombreux intervenants ont souligné la nécessité d'effectuer des évaluations de manière continue et d'établir une «culture de suivi». En outre, le développement de cadres conceptuels et de méthodologies pour l'évaluation des compétences de la vie courante a été proposé comme une priorité.

La majeure partie de la discussion s'est centrée sur la manière dont le soutien international peut être utilisé pour renforcer les capacités locales et nationales d'évaluations continues. ■

Thème transversal

L'importance des écoles amies des enfants

Réaliser l'éducation primaire universelle ne consiste pas seulement à scolariser tous les enfants. Une fois à l'école, l'enfant doit y rester suffisamment longtemps pour acquérir les compétences de base en calcul, en lecture et en écriture, ce qui demande environ cinq ans de scolarisation.

Les enfants abandonnent l'école pour diverses raisons, entre autres, parce que les parents pensent que l'école ne répond pas vraiment aux besoins de leur enfant ou n'agit pas aux mieux de ses intérêts. La création «d'écoles amies des enfants» est donc d'une importance primordiale pour réaliser l'éducation primaire universelle, pour améliorer la qualité de l'éducation, pour promouvoir l'équité et l'intégration éducatives et, enfin, pour atteindre l'équité entre les sexes à l'école.

Le besoin de ce type d'école a émergé comme un thème transversal lors de plusieurs séances du Forum. Les intervenants ont identifié au moins trois domaines importants pour créer de tels environnements d'apprentissage : les équipements et les infrastructures, les politiques et les services, les programmes et l'instruction.

La première exigence pour qu'une école soit amie des enfants est que les équipements et infrastructures soient en bon état, avec un espace et des meubles appropriés pour chaque enfant, un éclairage adéquat et une apparence générale de clarté, de chaleur dans l'accueil et de joie. La présence de toilettes hygiéniques et une localisation des écoles à proximité du lieu d'habitation des élèves est important, particulièrement pour les filles.

Outre des programmes d'enseignement réguliers, les écoles amies des enfants offrent des services d'assistance, de santé et de nutrition autant que des possibilités de participation à des activités en dehors du programme telles que les sports ou les clubs. Des politiques spéciales, comme les programmes d'action positive, sont nécessaires pour aborder les besoins de groupes particuliers d'élèves, tels que les enfants indigènes ou ceux qui ont des besoins physiques ou d'apprentissage spéciaux. Dans de nombreux pays, en particulier dans certaines régions de l'Asie du Sud ou de l'Afrique subsaharienne, des politiques spéciales destinées à attirer et retenir les filles sont nécessaires.

Enfin, les écoles amies des enfants suivent des programmes et utilisent des manuels qui respectent les langues, cultures et styles cognitifs locaux. Leurs méthodes pédagogiques sont centrées sur l'élève plutôt que sur l'enseignant.

Les participants se sont engagés dans un débat enflammé sur les manières de réaliser ce type d'école. Ils ont tous convenu que les enseignants ont besoin de formation pour utiliser des approches plus créatives et imaginatives capables de libérer le potentiel d'apprentissage de l'enfant. Mais ils se sont divisés sur la question de l'implication et des responsabilités de la communauté. La plupart pensaient que les communautés et les parents sont une source précieuse d'informations, de conseils et de soutien pour les éducateurs, les autres arguant que de nombreux parents manquent de l'expertise éducationnelle qui leur permettrait de savoir ce qui est meilleur pour l'éducation de leur enfant.

Les intervenants ont aussi noté que la décentralisation de l'autorité est parfois une couverture pour les gouvernements centraux qui se déchargent ainsi de leurs propres responsabilités en matière de financement et d'autres formes de soutien à l'éducation. Il est impératif que les programmes de décentralisation et d'autonomisation des communautés soient accompagnés d'un transfert de ressources afin que les communautés puissent assumer leurs responsabilités. Les ressources générées localement doivent compléter, et non pas remplacer, les engagements financiers du gouvernement central.

PARTIE III

Utiliser efficacement les ressources pour l'éducation

Réaliser simultanément une augmentation de l'accès à l'éducation de base et une amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage exige des ressources financières, humaines et autres. Trouver ces ressources n'a jamais été chose aisée, et la tâche s'est encore compliquée cette dernière décennie par le développement de la pandémie du VIH/sida, des conflits militaires, des désastres naturels et de l'élévation des niveaux de la dette dans de nombreux pays en développement.

Des moyens doivent donc être trouvés non seulement pour augmenter les ressources traditionnelles, mais aussi pour cibler ces ressources plus efficacement à travers des dispositifs tels que les évaluations, et pour développer de nouveaux partenariats avec des alliés potentiels tels que le monde des affaires. Les participants du Forum ont discuté de ces questions lors d'une sous-plénière et de différentes séances de stratégie. Ci-dessous figure un résumé des discussions portant sur le Thème II : Utiliser efficacement les ressources pour l'éducation.

Surmonter les effets du VIH/sida sur l'éducation de base

Le fait que le Forum mondial sur l'éducation a eu lieu en Afrique subsaharienne a donné un caractère d'urgence et d'acuité aux discussions menées lors du Forum sur l'impact de la pandémie du VIH/sida. Comme Peter Piot, directeur exécutif de l'ONUSIDA, l'a déclaré dans un discours en séance plénière : « Le sida constitue une des menaces les plus importantes sur le calendrier de l'éducation globale. Ce que le VIH/sida fait au corps humain, il le fait aussi aux institutions. Il mine ces institutions qui nous protègent. »

La discussion sur le VIH/sida au cours d'une sous-plénière du Forum a tourné autour de deux questions très liées

entre elles : (1) l'impact de la pandémie sur le secteur de l'éducation et (2) comment une éducation spécifique au VIH/sida peut avoir un impact salutaire dans la lutte contre l'infection.

Plusieurs conférenciers, surtout d'Afrique subsaharienne, ont donné des statistiques inquiétantes relatives à l'impact du VIH/sida sur le secteur de l'éducation et sur la capacité de la pandémie à miner et même à anéantir les progrès réalisés sur d'autres fronts en faveur de l'objectif de l'EPT. La fréquentation de l'école a décliné, due à différents phénomènes liés au VIH qui affectent les enfants. Dans des pays tels que la Zambie, le Swaziland et le Zimbabwe, le nombre des enfants en âge de fréquenter l'école primaire sera inférieur de 20% en 2010 au nombre prévu par les projections avant l'épidémie. De plus, une proportion élevée de ces enfants seront orphelins, n'auront pas grand chose pour vivre et seront peu stimulés pour aller à l'école. Enfin, les parents touchés par la mort précoce de leurs enfants seront peu disposés à consacrer une partie de leurs maigres ressources à l'éducation.

Les taux élevés de morbidité et de mortalité enregistrés parmi les enseignants et les administrateurs ont sévèrement affecté la capacité des pays à offrir enseignement et apprentissage. En Zambie par exemple, le taux de mortalité des professeurs d'école de la tranche d'âge 15-49 ans est supérieur de 70% à la mortalité de l'ensemble de cette cohorte, et deux-tiers des enseignants nouvellement formés meurent du sida chaque année. La pénurie d'éducateurs entraîne des emplois du temps aléatoires dans l'enseignement et même la fermeture d'écoles. Elle rend difficile la planification à long terme par les autorités centrales. Le VIH/sida a aussi un impact sur le climat social des écoles. Les jeunes filles peuvent parfois courir un risque accru d'exploitation sexuelle lorsqu'elles sont considérées comme non infectées et donc « sûres ».

Les participants à la sous-plénière ont donné des preuves selon lesquelles l'éducation peut être une arme puissante - peut-être la plus puissante - pour combattre l'extension du VIH/sida. Plusieurs études ont montré que dans les pays où des programmes concertés de prévention ont été menés au sein du système éducatif, tels que la Thaïlande, l'Ouganda ou le Sénégal, les efforts consentis ont aidé à réduire l'incidence du VIH, en particulier chez les groupes d'âge les plus jeunes. Les programmes réussis sont plutôt ceux qui sont ciblés, flexibles, prolongés, intensifs, conséquents et intersectoriels. Un intervenant de Thaïlande a attribué en partie les gains obtenus dans son pays au fait que la pandémie a très tôt été identifiée comme une crise nationale et que des contenus pertinents ont été introduits dans les programmes scolaires dès 1987. Des relations de travail très proches ont également été développées entre les ministères de l'éducation et de la santé.

Un des objectifs clé de la stratégie internationale doit être de comprendre le potentiel énorme que les systèmes éducatifs offrent comme vecteur de réduction de l'incidence du VIH/sida et de diminution de son impact sur la société - réduisant ainsi les contraintes énormes que l'épidémie impose dans la quête de l'EPT. Les intervenants ont noté que les structures de pouvoir résistent souvent à des décisions et des actions destinées à combattre les conséquences du VIH/sida et que les législations et politiques nationales sont nécessaires pour certifier que les enfants et les adultes atteints par la maladie ne voient pas leurs droits niés et ne soient pas exclus des services. Ils ont souligné le besoin de former des enseignants à l'éducation au VIH/sida et de les soutenir à travers un environnement d'apprentissage sain et rigoureux. Les programmes d'éducation doivent mettre l'accent sur les compétences de la vie courante pertinentes au niveau des communautés locales et adopter une approche multi-sectorielle qui, entre autres, lie l'éducation à des programmes globaux de santé.

Utiliser l'allègement de la dette pour l'éducation

La capacité de nombreux pays en développement à poursuivre l'objectif de l'EPT est sévèrement restreinte par le lourd et insoutenable fardeau de la dette qui limite leurs possibilités d'investir dans l'éducation. Cependant, ces dernières années, une série de partenariats globaux ont émergé, avec pour objectif l'allègement du fardeau de la dette et la libération de ressources destinées à la réduction de la pauvreté et à d'autres buts sociaux.

Les présentateurs de cette séance de stratégie ont décrit comment, avec l'extension de la démocratisation et la nécessité pour les gouvernements de répondre aux défis avec une agilité, une précision et une capacité toujours plus grandes, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont institué de nouveaux cadres

d'action pour combattre la pauvreté. Ces cadres ajustent étroitement le développement du secteur éducatif et social à celui de la macroéconomie. Du fait d'une interaction entre l'éducation et les conditions socio-économiques d'une nation d'autant plus forte que les marchés sont devenus plus ouverts, les communications et les changements technologiques plus rapides, le secteur de l'éducation est nécessairement au centre de ces nouvelles initiatives de développement. Parmi les efforts nouvellement consentis, il y a l'Initiative pour les pays pauvres lourdement endettés (*Heavily Indebted Poor Countries Initiative ou HIPC*), qui a réduit le fardeau de la dette de plusieurs des pays les plus pauvres et les plus endettés du monde. En 1999, la Banque et le FMI ont souscrit à une proposition liant l'annulation de la dette à des stratégies de réduction de la pauvreté menées par les pays eux-mêmes.

La discussion a montré que les partenaires et les alliances internationales peuvent jouer un rôle important en favorisant des liens entre les cadres politiques du secteur de l'éducation et les cadres macroéconomiques. Les participants ont montré comment un certain nombre de pays ont déjà réalisé de substantiels progrès en développant des stratégies qui lient entre eux des éléments à la fois sociaux, structureaux, humains, environnementaux, économiques, financiers et ayant trait à la gouvernance, qui touchent non seulement l'éducation mais aussi le développement national global. Par exemple, le Mozambique a utilisé l'annulation de la dette dans le cadre de l'HIPC pour tout à la fois allouer un budget plus important à l'éducation et mobiliser des ressources externes pour la poursuite de l'EPT. Il en résulte que ce pays a été capable d'améliorer l'accès à l'éducation, de réduire les disparités et d'augmenter la qualité globale de l'enseignement et de l'apprentissage. La Bolivie est un autre exemple de pays qui a utilisé l'argent de la dette pour canaliser des ressources vers l'éducation.

Travailler avec le monde des affaires pour renforcer l'éducation de base

Les gouvernements sont les premiers responsables de l'organisation et du financement de l'éducation de base. Cependant, il devient de plus en plus habituel, dans les pays développés comme dans les pays en développement, que ceux-ci cherchent à établir des partenariats avec le monde des affaires pour effectuer ces tâches. Le secteur privé est en position non seulement de fournir des ressources financières supplémentaires mais aussi d'apporter diverses approches, expériences et innovations en matière d'offre d'éducation. Un bon exemple d'innovation est le projet *Escuela Nueva* en Colombie.

Durant cette séance de stratégie, des exemples ont été cités de contributions apportées par le monde des affaires et d'autres partenaires, ONG et agences de développement

entre autres, dans des domaines tels que la création de matériel éducatif conçu et produit localement. Les participants ont exploré les manières dont les communautés financières privées peuvent fonctionner comme alliées des gouvernements en promouvant des programmes éducatifs financés et éventuellement mis en œuvre par le privé. Ils ont également examiné le rôle de l'industrie des télécommunications, en particulier dans la création de réseaux destinés à l'enseignement et à l'apprentissage, ainsi que dans l'offre aux écoles de contenus éducationnels.

De nombreux intervenants de cette séance ont cependant exprimé leur inquiétude quant aux motivations et au calendrier des corporations privées qui donnent de l'argent au secteur éducatif. Un intervenant s'est demandé si des sortes d'acteurs intermédiaires ou de facilitateurs n'étaient pas indispensables pour coordonner les activités, vu les calendriers et les contraintes tout à fait différents des ministères de l'éducation et des agences et organisations du secteur privé. Un autre a suggéré que les pays doivent devenir aussi créatifs dans le domaine financier que dans celui des technologies, et a parlé de la possibilité d'organiser des marchés nationaux de capitaux, tels que l'émission d'obligations, qui serviraient au financement à long terme des besoins éducatifs.

Il s'est surtout dégagé de cette séance un consensus général selon lequel l'accent doit être mis sur les ressources, consommations, responsabilités et modèles locaux pour trouver des solutions.

Choix stratégiques dans le développement et l'utilisation des ressources d'enseignement et d'apprentissage

Dans la poursuite de l'objectif de l'EPT, il est important pour les pays de faire l'utilisation la plus effective et la plus efficace de leurs propres ressources, tels que les manuels ou autres matériels d'enseignement et d'apprentissage imprimés.

Cette séance de stratégie a examiné les évolutions récentes dans ce domaine, telles que la décentralisation de la sélection et de l'acquisition des manuels qui ont mené plusieurs pays à passer de l'utilisation des seuls manuels au choix entre manuels et autres médias. D'autres évolutions ont trait à la privatisation croissante de la production et de la distribution des manuels ainsi qu'à l'émergence de grands conglomerats qui ont le pouvoir d'entrer en concurrence avec les politiques gouvernementales.

Les intervenants ont décrit comment l'Inde et certains pays des Caraïbes, du Pacifique et d'Afrique ont développé des moyens d'utiliser leurs ressources de manière effec-

tive. Des stratégies «incluant les gens» ont été défendues pour l'élaboration de livres écrits par des auteurs locaux pour des lecteurs locaux et qui seraient produits localement. Les intervenants ont aussi souligné l'importance de développer des matériels dans les langues locales, même si une telle approche est susceptible d'accroître les coûts de production. Une solution, ont-ils ajouté, réside dans l'utilisation des ressources locales pour produire ces matériels. Plusieurs intervenants ont parlé des projets de micro crédits pour aider au développement de coopératives d'édition communautaires.

Les participants ont insisté sur l'importance de développer des politiques ou stratégies nationales qui aillent de la juridiction des télécommunications au partage des rôles entre secteur public, secteur privé et ONG pour assurer que les ressources atteignent bien les écoles. Sans perspective stratégique de la part des gouvernements, a-t-il été discuté, il est probable que les actions seront principalement dirigées par les intérêts du secteur privé. Les politiques doivent inclure, par exemple, des structures de taxes qui encouragent, plutôt que découragent, les productions locales de matériels. Un équilibre doit aussi être trouvé entre les médias imprimés et les autres formes de technologie.

Assurer une éducation de base dans les situations d'urgence et de crise

La Déclaration et le Cadre d'action de Jomtien n'ont accordé qu'une place limitée à l'éducation en situation d'urgence. Or, au cours de cette dernière décennie, les conflits et les désastres naturels se sont révélés des obstacles majeurs dans la réalisation de l'EPT.

Une étude spéciale, commandée dans le cadre du Bilan à l'an 2000, a mis en évidence l'importance du manque de services éducatifs dont souffrent les populations déplacées et celles qui vivent dans un climat d'insécurité chronique. Dans certains cas, une génération entière d'enfants peut être privée d'éducation de base. L'étude souligne la responsabilité de la communauté internationale dans la reconnaissance du droit fondamental à l'éducation - y compris dans les situations d'urgence - et dans l'offre de ressources. Une des recommandations clé est que l'éducation en situation d'urgence doit être envisagée dès le départ comme faisant partie d'un processus de développement du pays, et non comme un simple effort de «soulagement».

Dans cette séance de stratégie, on a entendu, présentés par des ministres de quatre pays (l'Albanie, le Burundi, la Sierra Leone et le Soudan), des rapports sur les situations d'urgence auxquelles ils font face. Ils ont insisté, entre autres, sur la nécessité de coordonner les efforts entre agences nationales et internationales, ainsi que la coopération entre donateurs. Les participants à la séance ont

réaffirmé le rôle directeur de l'UNESCO, aussi bien dans le développement des stratégies que dans l'assistance aux Etats membres lors de la mise en place des projets et programmes en situation d'urgence.

Contrôler l'offre et les résultats de l'éducation de base

L'élaboration de systèmes statistiques fiables destinés à suivre les progrès est important pour le succès de

l'éducation de base. Les participants à cette séance de stratégie ont montré comment des pays aussi différents que le Bénin, le Nicaragua ou l'Ouganda ont utilisé de manière effective de tels systèmes ; ils ont aussi discuté des manières dont la coopération entre pays peut encourager leur développement dans d'autres domaines.

Les intervenants ont souligné le rôle central que la politique doit jouer dans la mise en place de systèmes statistiques fiables. Les statisticiens ont souvent à faire face à des interférences politiques pour montrer les

L'éducation est la clé pour alléger la pauvreté

Aucun pays n'a réussi sans éduquer son peuple. L'éducation est une des clés de la croissance soutenue et de la réduction de la pauvreté. Partout où je vais, je constate le pouvoir de l'éducation dans l'amélioration de la vie des gens.

La Banque mondiale est très impliquée dans la réalisation de l'objectif de l'Education pour tous. La Banque a rempli les engagements envers l'EPT qu'elle a pris à Jomtien en 1990 et, plus tard, à Beijing, en 1995. Nous avons doublé les prêts pour l'éducation, qui sont passés de 918,7 millions à 1,9 milliards de dollars EU par an. Par ailleurs, le pourcentage des prêts destinés à l'éducation de base est passé de 27 % à 44 %. Nous avons élaboré un programme pour cibler 31 pays dont la population est supérieure à quatre millions d'habitants et où l'écart entre les sexes est le plus important, et nous leur avons consenti un prêt pour l'éducation des filles d'environ 860 millions de dollars US par an. Notre soutien, combiné à celui d'autres organisations et à celui des gouvernements eux-mêmes, a permis des progrès significatifs en augmentant le nombre d'enfants scolarisés, particulièrement les filles, dans de nombreux pays.

Nous avons parcouru un long chemin vers l'EPT, mais il y a encore beaucoup à faire. Trop de gens demeurent exclus de l'éducation à cause de la pauvreté, de politiques médiocres et de la corruption. Comment allons-nous donc avancer ?

Premièrement, nous devons absolument placer l'éducation au cœur des calendriers qu'ils soient nationaux ou mondial du développement. Nous plaçons en faveur d'un travail revivifié avec les gouvernements et les autres donateurs pour atteindre les objectifs de l'EPT. Afin de garantir des stratégies coordonnées et cohérentes, il faut intégrer les actions et les résultats à différents secteurs de manière transversale et aux politiques macroéconomiques.

Deuxièmement, nous devons offrir un leadership renouvelé, avec un éventail très différent d'alliances. Après Dakar, le mouvement EPT doit aller vers les niveaux national, régional et mondial. Il doit être plus large, plus intégrateur, plus innovant et plus flexible que dans le passé.

Troisièmement, nous devons intensifier nos efforts en faisant pression pour forger des partenariats plus décidés à propos d'interventions clé, dont nous savons qu'elles feront la différence. Bien sûr, nous reconnaissons que pour aider les pays pauvres à atteindre cet objectif de manière durable, nous devons entre-temps être ouverts aux innovations en matière de financement de l'éducation, telles que les approches basées sur les communautés. Evidemment, il faut que nous travaillions avec les gouvernements pour garantir que les plus pauvres ne seront pas encore plus défavorisés par le processus.

Enfin, nous devons mettre en place un plan d'action accéléré pour les pays qui se sont engagés à atteindre les objectifs de l'EPT avant la date limite de 2015. Devant des processus axés sur la demande, nous, les donateurs, nous devons être prêts à répondre très rapidement et à aider les pays quand ils sont prêts à bouger.

Nous avons besoin d'un plan d'action réellement mondial. Le temps de l'action est venu.

James D. Wolfensohn, Président de la Banque mondiale, dans son discours en plénière

gouvernements sous leur meilleur jour. Il est donc important que les politiciens soient convaincus de l'importance de disposer de données quantitatives et de la nécessité de construire des systèmes statistiques robustes et durables pour servir de base d'information aux prises de décision. Afin d'atteindre cet objectif, les producteurs de statistiques doivent ajuster leurs activités au tempo des politiciens, comprendre leurs besoins et produire les chiffres qui leur servent.

Les participants à cette séance de stratégie ont souligné que les statistiques doivent être collectées pour servir les besoins des groupes particuliers et des gouvernements, et organisées pour permettre des feedbacks au niveau local. Les bailleurs de fonds devraient être conscients de ce que la qualité des statistiques peut considérablement varier, surtout dans les pays qui n'ont pas de données fiables sur l'évolution de leurs populations. Ils doivent jouer un rôle important dans l'accroissement du suivi national et dans le partage des informations qui concernent les actions réussies.

Mobiliser de nouvelles ressources au profit de l'éducation de base

Le volume et l'organisation des ressources au profit de l'éducation de base sont insuffisants pour réaliser la qualité de l'EPT, et les années récentes ont vu se produire des changements importants au niveau même des sources de financement disponibles. Les financements extérieurs ont décliné, et les financements domestiques reposent de plus en plus sur les contributions communautaires et familiales, une situation qui amplifie les disparités régionales et sociales.

Cette séance de stratégie s'est centrée sur la nécessité accrue de partenariats de différents types comme un moyen d'attirer de nouvelles ressources pour l'éducation de base. Les participants ont souligné le besoin d'une définition large du terme «ressources», qui inclue aussi bien les contributions humaines que financières. Ils ont parlé de la responsabilité de la communauté internationale pour faire pression sur les nations riches afin qu'elles utilisent leurs ressources pour l'éducation plutôt que pour les armements.

Les intervenants ont aussi discuté de la complexité de la tâche consistant à trouver un équilibre entre la responsabilité de l'Etat dans le maintien de l'unité nationale et le respect du droit des communautés à élaborer un système éducatif adapté à leurs besoins. Ils ont parlé de l'éducation comme d'un effort qui est - en premier lieu et avant tout - communautaire ; ils ont aussi insisté sur l'importance critique de la transparence dans la production des ressources. Il est essentiel que la démocratie et la décentralisation soient accompagnées d'une bonne gouvernance.

Bâtir des partenariats efficaces avec les agences de financement

La dernière décennie a vu un changement significatif dans la manière d'envisager le développement, passant de préoccupations concernant l'ajustement structurel à un intérêt qui se concentre sur la lutte contre la pauvreté. Il en a résulté que l'approche traditionnelle en termes de projet a été sévèrement critiquée, et que les planificateurs ont focalisé leur attention sur des stratégies sectorielles élaborées autour de coopérations accrues entre différents acteurs, tels que les agences bailleurs de fonds, les gouvernements et les ONG.

Lors de cette séance de stratégie, des présentations ont été faites sur le succès rencontré dans la mise en œuvre de ce nouveau «paradigme de coopération» dans des pays tels que le Mozambique ou l'Inde, ou dans son utilisation par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique.

Les intervenants ont néanmoins souligné que l'encouragement à la coopération entre ceux qui donnent et ceux qui reçoivent peut être problématique, en particulier dans les pays pauvres qui manquent de capacités institutionnelles et techniques, ou dans des situations où les autorités nationales ne sont que peu - ou pas du tout - engagées dans le bien-être de leurs populations. Ils ont insisté sur l'importance extrême de développer des capacités locales, de mettre en place des systèmes fiables de suivi des progrès et d'établir des mécanismes efficaces de financement et d'acquisition. ■

PARTIE IV

Coopérer avec la société civile pour réaliser des objectifs sociaux

Les écoles n'existent jamais dans le vide. Comme institutions, elles sont profondément modelées par le contexte économique, social et politique dans lequel elles fonctionnent, mais l'influence est réciproque. Les écoles peuvent aussi avoir un puissant impact sur les sociétés qu'elles servent.

Les participants au Forum ont examiné cette relation symbiotique entre institutions éducatives et société civile, en soulignant comment une meilleure coopération est de nature à faire progresser la cause de l'éducation pour tous. Voici un résumé des discussions ayant eu lieu lors des sous-plénières et des séances de stratégies sur le Thème III : Coopérer avec la société civile pour réaliser des objectifs sociaux.

L'éducation de base dans la lutte contre la pauvreté et la marginalisation

L'extrême pauvreté et l'exclusion constituent des obstacles significatifs à l'éducation et, à son tour, l'absence d'éducation conduit à une aggravation de la marginalisation des personnes et des groupes les plus pauvres. Si l'on veut étendre l'éducation de base à ces populations, il est important de trouver les moyens de rompre ce cercle vicieux par des actions spécifiques, appropriées et innovantes.

Les participants à la sous-plénière sur ce thème ont identifié trois conditions pour l'utilisation de l'éducation comme moyen de combattre la pauvreté et la marginalisation, à commencer par l'élimination de la dette pour les

pays les plus pauvres. Ils ont souligné que l'allègement de la dette ne produira pas d'effet positif tant que les gouvernements n'auront pas réellement alloué les fonds correspondants à l'éducation des pauvres. Il est également impératif que les pays du Nord ne considèrent pas l'allègement de la dette comme un substitut aux autres formes d'assistance aux pays pauvres.

Les participants ont également appelé à une redéfinition des rôles des différents acteurs du processus d'éducation. Comme l'éducation ne peut pas être abandonnée aux caprices des divers acteurs, l'Etat a une responsabilité importante dans l'organisation de l'éducation. En même temps, le rôle des communautés locales est fondamental, en particulier pour les pauvres. Les partenariats entre l'Etat, les communautés, les groupes organisés, les ONG et les donateurs deviennent ainsi la clé du développement de l'éducation dans les régions frappées par la pauvreté. Une telle coopération peut être facilitée par une décentralisation contrôlée de l'autorité et par les efforts de développement des synergies entre les groupes formels, non-formels et informels d'éducation.

Enfin, les participants ont appelé à repenser fondamentalement les concepts actuels sur l'éducation. Les populations les plus pauvres, qui n'établissent pas facilement de rapports avec les structures traditionnelles d'éducation, ont néanmoins besoin d'éducation afin de mieux comprendre la société moderne, de pouvoir prendre des décisions éclairées, en bref de s'émanciper et de construire leurs propres destinées. Les écoles alternatives, conçues et dirigées par les communautés, apportent souvent des

solutions qui sont insuffisamment reconnues et soutenues. Concevoir l'éducation dans un contexte spécifique exige aussi une nouvelle approche du rôle du maître. Les enseignants ne pouvant plus être seulement des transmetteurs de connaissances, ils doivent être considérés comme des facilitateurs des apprentissages, qui savent écouter, partager et inventer de nouvelles formes d'éducation pour les groupes que la société a exclus.

Promouvoir la santé génésique de la population par l'éducation de base, en particulier chez les jeunes

Les besoins des jeunes en information, dans notre monde en perpétuelle évolution, se modifient rapidement et il est particulièrement important que les éducateurs des secteurs formels et non formels trouvent les moyens d'améliorer l'enseignement des compétences de la vie courante et de la santé génésique.

Parmi les participants qui ont parlé à cette réunion de stratégie, un lycéen sénégalais a mis l'accent sur l'importance des crises économiques et sociales des deux dernières décennies qui ont imposé de nouveaux fardeaux aux écoles pour fournir de nouvelles qualifications pratiques aux jeunes. Les représentants de différents types d'agences ont parlé du besoin d'innovation sur des questions sensibles comme la santé génésique et le VIH/sida, et ils ont cité des exemples de tentatives fructueuses dans de nombreux pays, tels que l'Inde, le Burkina Faso ou le Mexique. Il a été prouvé que l'éducation sexuelle des jeunes les aide réellement à différer le début de leur activité sexuelle, à réduire le nombre de leurs partenaires et à éviter des grossesses prématurées.

En soulignant l'importance de l'éducation dans la prévention de problèmes comme les grossesses non désirées et les maladies sexuellement transmissibles, les participants ont insisté sur le besoin de flexibilité des curricula et des formations d'enseignants dont l'attention doit être attirée sur les nouvelles questions qui concernent les jeunes.

Participer à l'intégration sociale par l'éducation bilingue ou langue maternelle

Il a été abondamment prouvé, au cours des quatre dernières décennies, que l'enseignement des jeunes enfants dans une langue autre que la leur reste inefficace et contribue aux taux élevés de redoublement et d'abandon. Cependant, l'instruction dans la langue maternelle n'est nullement universelle. Les parents et enseignants accordent généralement plus de prestige aux langues nationales qu'aux langues locales et les responsables des politiques éducatives insistent sur les problèmes pratiques posés par ces dernières, en particulier l'affectation des

enseignants et leur formation dans une multiplicité de langues, ce qui renchérit et rend difficile l'instruction dans ces langues.

Les intervenants de cette réunion ont souligné l'importance de l'enseignement dans la langue maternelle, tant sur le plan social que pédagogique, et la fierté de sa culture que l'enfant peut retirer de l'apprentissage dans sa propre langue. Ils ont affirmé que les problèmes pratiques, tels que les coûts, peuvent facilement être réglés s'il existe une volonté politique. Certains ont suggéré que la décentralisation des affaires pédagogiques et administratives est un préalable à l'usage des langues maternelles dans l'instruction, de même que la participation communautaire est « vitale pour le succès ». Le Cameroun a été cité comme un pays où les associations ont créé des comités de langues locales pour promouvoir l'éducation multilingue. Un autre exemple cité est celui de l'Afrique du Sud où des politiques multilingues ont été adoptées pour les trois premières années de l'éducation primaire. En Amérique latine, l'éducation bilingue et interculturelle a progressé dans 17 pays.

Les participants ont également parlé de l'importance de conserver la qualité de l'instruction dans les langues maternelles et de prendre garde à l'importance des langues nationales officielles. La maîtrise de ces dernières à la fin du cycle de l'éducation de base est, ont-ils noté, critique pour la vitalité de l'instruction dans les langues locales et contre la résistance à cette approche.

FRESH -un nouveau départ pour la santé scolaire : améliorer les résultats de l'apprentissage et de l'enseignement en améliorant la santé, l'hygiène et la nutrition

Les relations entre la santé et l'éducation sont bien connues. La nutrition et la santé ont un impact majeur sur la capacité d'apprentissage des enfants, et améliorer la santé des apprenants et enseignants est un élément clé pour aboutir à l'éducation pour tous. Plus encore, une instruction efficace sur ces sujets dès l'école peut avoir un impact significatif sur la santé des nations.

Lors de cette séance de stratégie, ont été présentés des rapports sur les moyens d'organisation de l'éducation sanitaire dans différents pays. Un tiers seulement des pays étudiés par les enquêteurs de l'UNESCO/OMS lors de l'étude de 1999 fournissaient une éducation sanitaire en tant que sujet distinct dans les écoles primaires et secondaires. La plupart incluent cette instruction dans les cours de sciences ou d'éducation physique. Le projet FRESH (*Focused Resources for Effective School Health*, que l'on peut traduire en français par Ressources orientées vers une éducation sanitaire efficace) a été présenté comme un exemple de projet pour lequel les agences

internationales peuvent œuvrer ensemble pour soutenir des initiatives nationales et locales.

Les participants ont convenu que les employés du secteur de l'éducation et de la santé, les enseignants, les élèves, les parents et les membres de la communauté doivent œuvrer ensemble pour améliorer les programmes scolaires en matière de santé et de nutrition. Ils ont considéré que l'eau et l'assainissement sont les premières étapes de la création d'un environnement sûr et protégé sur les plans physique et psychologique. Les programmes d'instruction devraient inclure une éducation à la santé, orientée vers les savoirs, les attitudes, les valeurs et les compétences de la vie courante, afin que des décisions positives pour la santé puissent être prises. Il y a également eu accord général pour considérer que les enseignants sont la clé de la promotion de la santé à l'école. Ils doivent être formés à prendre soin de leur propre santé autant qu'à comprendre les questions affectant la santé de leurs apprenants.

Promouvoir l'éducation de base et la démocratie : le rôle des médias

Les médias écrits et électroniques sont, dans tous les pays, en position privilégiée pour promouvoir la participation aux programmes d'éducation de base et surveiller les progrès vers l'éducation pour tous et l'expansion des valeurs démocratiques. Au cours des dernières années, les médias de nombreuses nations ont montré une volonté croissante de coopérer avec les autorités éducatives dans ce but. Ils reconnaissent que la création d'une audience sachant lire et ayant conscience de sa citoyenneté est non seulement essentielle à leurs propres prospérité et survie, mais aussi à celle des sociétés démocratiques qu'ils servent.

Cette séance de stratégie a été centrée sur les différents moyens dont disposent les médias, en particulier les médias écrits, pour contribuer à l'éducation de base et à la démocratie, tels que les programmes 'Journal en Education' qui aident les éducateurs à enseigner toutes sortes de sujets, qui vont des mathématiques de base et de la lecture aux savoirs analytiques de très haut niveau. Des recherches ont montré que les enfants qui apprennent à lire et écrire à partir des journaux atteignent non seulement des niveaux de compétence plus élevés mais qu'ils éprouvent aussi un intérêt plus grand pour le monde qui les entoure. Utiliser les journaux dans les salles de classe s'est révélé un moyen d'enseignement peu coûteux mais efficace dans les pays en développement où les livres scolaires sont rares, mais aussi dans les anciens Etats de l'Union soviétique où il reste encore à développer les manuels d'éducation civique adaptés.

Les participants ont relevé que les journalistes qui suivent les questions scolaires devraient recevoir une formation

continue non seulement dans leur propre profession mais aussi dans le domaine de l'éducation, ce qui conférerait validité et rigueur à leurs articles. Ils ont également relevé le rôle important que jouent les enseignants en encourageant les élèves à lire les journaux et l'intérêt de travailler avec des éditeurs et des journalistes pour améliorer la couverture des sujets relatifs à l'éducation. Des exemples d'expériences menées en Irlande, Corée et France ont été présentés, dans lesquels les journaux ont réalisé des documents pour aider les enfants à mieux comprendre des thèmes tel que le besoin de compréhension et de tolérance à l'égard des personnes d'origine différente de la leur.

Intégrer les exclus : améliorer l'accès à l'éducation et sa qualité

Si des progrès notables ont été réalisés depuis Jomtien dans l'amélioration de la qualité et des résultats de l'éducation de nombreux enfants, seuls des progrès marginaux ont été obtenus en ce qui concerne l'accès à l'éducation de millions d'enfants exclus. Cette séance de stratégie a envisagé les moyens de résoudre un problème dont les implications vont bien au-delà des préjudices subis au niveau individuel. Dans n'importe quel pays, la présence d'un grand nombre de jeunes sans éducation rend difficile le développement économique et social et constitue un réservoir de troubles sociaux.

Les intervenants ont relevé que les enfants peuvent être privés d'opportunités éducationnelles pour un large éventail de raisons et la compréhension des causes du problème est un préalable à sa solution. Certains enfants sont exclus pour des raisons circonstancielles comme la pauvreté, la discrimination ou la violence. D'autres le sont pour des facteurs systémiques tels que l'insécurité des écoles, l'absence de qualification ou de motivation des enseignants, des emplois du temps rigides ou encore le manque de pertinence des programmes scolaires. D'autres, enfin, se voient refuser l'accès à l'école en raison de priorités et de valeurs en compétition avec l'institution scolaire au sein même de leurs familles.

Une première étape dans l'approche du problème serait, selon les participants, de trouver les moyens de rendre les enfants exclus visibles. Par ailleurs, ces enfants ayant typiquement des besoins spécifiques, les responsables politiques doivent travailler à modifier la manière dont l'éducation est traditionnellement perçue afin que la diversité et la valeur des structures non formelles et alternatives d'éducation soient reconnues. Durant la séance, des rapports ont été présentés sur nombre d'approches alternatives pour l'enseignement et l'apprentissage, telles que le programme brésilien *Bolsa Escola* dans lequel une rétribution mensuelle est versée aux parents qui laissent leurs enfants à l'école plutôt que de les envoyer travailler.

« Criez-le ! »

L'analphabetisme des adultes n'est pas limité aux pays en développement. Des millions de personnes dans les pays industrialisés tombent dans les fissures de leurs systèmes éducatifs et se retrouvent analphabètes. Sue Torr, qui est anglaise, était analphabète, jusqu'à ce qu'elle apprenne finalement à lire, à l'âge de 38 ans.

Sue Torr a raconté son histoire lors d'une séance plénière du Forum mondial sur l'éducation. Voici quelques extraits de son témoignage personnel :

Je tiens à vous dire ce que c'est que d'apprendre à lire à l'âge de 38 ans. C'est embarrassant.

Quand vous ne savez pas lire, chaque jour de votre vie est rempli de frustration, peur, colère, isolement et rage. Vous n'avez aucune estime de vous. Vous mentez beaucoup. Vous êtes classée comme une personne ignorante et lente, un cerveau d'oiseau.

Je suis allée à l'école tous les jours, mais d'une certaine façon, j'ai glissé entre les mailles du filet. Les autres apprennent à lire. Moi pas. J'étais excellente en sport, tout le monde le savait. Mais personne ne savait que je ne savais ni lire ni écrire. C'était mon secret. Je n'arrêtais pas de penser : « Tout ira bien, je rattraperai mon retard. » Mais je n'y suis jamais parvenue, jusqu'à aujourd'hui.

Quand j'attendais mon premier enfant, je me souviens d'avoir pensé : « Je ne serais pas capable de lui lire des histoires. » Je me rappelle aussi avoir accompagné à l'école mon second enfant avec un livre à la main. Je voulais que l'on me voit avec un livre. Je voulais demander à l'enseignant : « J'ai du temps devant moi maintenant ; pouvez-vous m'apprendre à lire s'il vous plaît ? ». Mais je ne le lui ai jamais demandé.

Vous avez cette sensation dans votre estomac, une sensation de grande angoisse. Vous voulez demander de l'aide, mais c'est si embarrassant que vous n'y arrivez pas. Je n'ai jamais pu aider mes enfants dans leurs devoirs. Ils avaient l'habitude de me demander de les aider, mais je trouvais toujours une excuse quelconque : « Je suis trop occupée. » « Va-t-en ! » « Je n'ai pas le temps. »

Si j'avais besoin d'aide pour lire ou écrire, je demandais à mon fils. Il me répondait des choses du type : « Tu n'as donc rien appris à l'école maman ? » Et j'avais tellement honte de moi.

Quand j'ai amené mon troisième enfant à l'école pour la première fois, le rêve est devenu réalité ; la réponse à toutes mes prières. Il y avait là Sue Cousins, ma fée de marraine, une éducatrice pour adultes. Elle donnait des livres aux parents, leur demandant de les lire et de venir la voir dans son bureau s'ils en avaient envie, afin de raconter ce qu'ils en pensaient.

Je suis allée voir Sue quelques jours plus tard, et Sue m'a demandé si j'avais des problèmes de lecture. J'ai dit « Oui » très rapidement. Pour la première fois de ma vie, j'admettais devant quelqu'un être analphabète. Cela a été un moment de grande émotion pour moi. Je suis allée voir Sue tous les jours. Puis j'ai commencé des cours d'alphabétisation pour adultes.

Je me souviens de la première fois où j'ai lu un livre d'un bout à l'autre. C'était juste un petit livre avec des images. J'avais envie d'ouvrir la fenêtre et de crier au monde entier : « Regardez ! Je viens juste de lire mon premier livre, toute seule, sans l'aide de personne ! Je peux lire ! Je peux lire ! »

Je me suis vue lire et relire ce livre, à haute voix. Aujourd'hui encore, j'aime lire à haute voix. C'est une sensation fantastique que d'être capable de lire.

Ma vie a complètement changé.

Un jour, mon professeur m'a demandé de rentrer à la maison et d'écrire toutes les choses que l'on ne peut pas faire quand on ne sait ni lire ni écrire. Elle a compris ce que j'avais écrit et l'a tapé à la machine chez elle. Puis elle a porté à un groupe d'écrivains locaux le manuscrit qui est devenu, grâce à leur aide, ma première pièce.

« Criez-le », c'est son titre. Elle a été jouée au Théâtre royal de Plymouth et à la prison de Dartmore. J'ai alors lancé le projet d'apprentissage « Criez-le ! ». Aujourd'hui, je fais le tour des écoles et des collèges avec ce projet en poche pour encourager les enfants et les parents à demander de l'aide pour leurs problèmes d'alphabétisation.

Ma vie a complètement changé depuis que je suis alphabétisée.

Il y a deux ans, Sue Torr a été faite *Member of the British Empire* par la Reine Elisabeth II pour son travail exceptionnel auprès des communautés. Sa pièce, « Criez-le ! », a récemment été jouée devant les membres du Parlement.

Les participants ont également insisté sur le fait que, comme dans d'autres domaines de l'éducation pour tous, les solutions au problème de l'exclusion d'enfants nécessiteront des changements d'attitudes à la fois dans le système scolaire et dans le reste de la communauté. Ceux qui gèrent le système d'éducation doivent vouloir intégrer tous les enfants dans le système.

L'alphabétisation pour tous : une vision renouvelée pour un plan mondial d'action sur dix ans

A Jomtien, a été adoptée une vision élargie de l'éducation de base qui comprend les besoins d'éducation de base de tous les enfants, des jeunes et des adultes. Savoir lire et écrire est au cœur de l'éducation de base, mais avec près d'un milliard d'adultes illettrés et des dizaines de millions d'enfants toujours non scolarisés, il est, hélas, évident que cette vision est loin de sa réalisation.

Compte tenu de cette situation, un mouvement s'est développé à l'Assemblée générale des Nations Unies pour lancer une très importante initiative mondiale afin de promouvoir l'alphabétisation universelle sous la bannière d'une Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation. Cette séance de stratégie a fourni aux participants l'occasion de présenter leurs commentaires sur le cadre d'action préparatoire préparé par un groupe de spécialistes comme base d'un tel plan décennal.

Les participants ont généralement approuvé l'idée de la Décennie des Nations Unies pour des raisons incluant sa centralité dans le succès culturel, civique et économique de tous les pays. Les intervenants ont relevé que l'alphabétisation -surtout celle des adultes- n'a pas été assez prise en compte pendant la décennie de Jomtien et que la décennie est une durée raisonnable pour obtenir des progrès majeurs sur toute la planète.

En soutenant cette idée, les participants ont insisté pour que l'initiative de l'ONU s'inscrive dans le cadre de l'initiative mondiale EPT, qu'elle ne soit pas traitée comme un programme séparé et parallèle et que l'objectif quantitatif ne soit pas poursuivi indépendamment de celui de qualité. Les intervenants ont insisté pour que chaque pays s'approprie cette initiative et la mette en œuvre à partir de la base plutôt que du sommet. Ils ont également souligné que si l'analphabétisme est un problème structurel,

il ne peut pas être réglé efficacement sans efforts sérieux pour éradiquer la pauvreté aux niveaux local, national et mondial.

Et après l'enseignement primaire ?

Il est abondamment prouvé que l'éducation secondaire est le « chaînon manquant » de l'agenda EPT. Trop souvent, le mandat de Jomtien a été interprété dans son acception étroite d'éducation primaire universelle.

Dans le monde d'aujourd'hui, cependant, l'éducation primaire doit être considérée comme un plancher et non comme un plafond à atteindre. Ceux qui quittent l'éducation primaire sont trop jeunes pour commencer à travailler, et même quand ils entrent dans la vie active, ils ont besoin de savoir plus que lire, écrire et compter en ce début de XXI^e siècle. La participation démocratique au développement social et économique exige de très nombreux citoyens ayant accès à une éducation secondaire de qualité. Le succès des efforts pour augmenter le nombre d'enfants scolarisés dans l'enseignement primaire a conduit des milliers d'adolescents qualifiés aux portes des écoles secondaires et il faut trouver les moyens de les y accueillir - au nombre desquels la formation de nombreux enseignants.

En examinant ces questions, les participants de cette séance de stratégie ont souligné la nécessité de concentrer les moyens sur des types d'apprentissage conçus de manière large plutôt que sur les formes traditionnelles d'éducation. Les jeunes veulent une éducation solide, pas seulement des sièges dans des écoles où les programmes et les méthodes d'enseignement sont surannés. Une telle éducation doit utiliser des approches interdisciplinaires pour résoudre des problèmes concrets et lier de manière plus créative l'école, la communauté et l'entreprise.

Tout en insistant sur le besoin d'augmenter la capacité des écoles secondaires, les orateurs ont souligné la nécessité de s'éloigner des distinctions traditionnelles entre les programmes d'éducation et de formation, et de faire un usage plus créatif d'un large éventail d'options, telles que les institutions polytechniques communautaires, les cours du soir pour les jeunes travailleurs, l'éducation non formelle et l'apprentissage combiné à la scolarisation. Il a été noté que tous les pays ont besoin d'élargir les possibilités d'enseignement secondaire, y compris dans le monde dit développé. ■

PARTIE V

Promouvoir l'éducation pour la démocratie et la citoyenneté

La démocratie a fait de gigantesques progrès au cours des dernières décennies. Le nombre d'Etats dont les dirigeants sont élus selon des systèmes de partis et candidatures multiples est passé de 22 en 1950 à 119 en 2000. Selon l'Organisation neutre *Freedom House*, 58 % de la population mondiale réside dans ces pays.

Cette croissance des systèmes politiques démocratiques s'est réalisée parallèlement à l'expansion considérable des économies de marché dans le monde. La globalisation économique a eu un puissant impact sur les pays développés comme sur ceux en développement et a provoqué – entre autres - une tendance à la prédominance de l'entreprise sur le pouvoir politique, à l'affaiblissement des Etats et des frontières nationales, et à l'approfondissement de l'écart entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas. Même dans leurs formes les plus dynamiques, on ne peut pas attendre des économies de marché qu'elles s'occupent des questions de justice sociale. Elles doivent être suppléées par des politiques sociales cohérentes et réalistes. L'éducation joue clairement un rôle central dans le développement de politiques de ce genre. Une direction politique éclairée est nécessaire pour assurer que tous les enfants reçoivent une bonne éducation, non seulement parce que c'est leur droit mais aussi parce que les problèmes sociaux pressants tels que la pauvreté, l'inégalité, l'exclusion et la maladie sont mieux pris en compte par des citoyens informés.

Les participants du Forum mondial de l'éducation ont envisagé les conséquences de ces évolutions dans le Thème IV : Promouvoir l'éducation pour la démocratie

et la citoyenneté. Une séance plénière a été consacrée au rôle que les écoles peuvent jouer dans la création et le développement de cultures et institutions démocratiques et dans l'aide à apporter aux populations pour qu'elles façonnent leur société et puissent faire face à la mondialisation. Ingemar Gustafsson, le président de séance, a ouvert la réunion en affirmant l'importance de l'éducation dans la promotion de la démocratie et de la citoyenneté. Il a rappelé aux participants les premiers mots de la Déclaration d'Amman : « L'émancipation de la personne passe par l'éducation. Elle est la clé qui permet d'établir et de renforcer la démocratie ; elle ouvre la voie d'un développement durable à visage humain, et d'une paix fondée sur la tolérance et la justice sociale ».

Les discussions en séance plénière se sont concentrées sur deux thèmes distincts. Le premier a envisagé ce que les systèmes d'éducation peuvent apporter à la promotion des valeurs démocratiques à travers leurs activités éducatives. Les écoles portent une responsabilité primordiale dans la préparation des élèves à devenir des citoyens informés et des participants actifs de la vie sociale et politique. Elles doivent transmettre aux générations successives les connaissances sur les structures et fonctions des institutions démocratiques, les privilèges et responsabilités qui accompagnent la citoyenneté et le besoin d'une constante vigilance pour préserver ces institutions.

Le rôle le plus évident que jouent les écoles dans la promotion des institutions démocratiques est leur usage des programmes, des manuels scolaires et de la pédagogie pour apporter le savoir et les compétences dont les élèves

ont besoin pour devenir des travailleurs, citoyens et individus productifs. Mais l'obligation des éducateurs s'étend bien au-delà de cette transmission du savoir et des compétences, en promouvant plus largement attitudes, comportements et valeurs. Comme l'a dit Graça Machel, ancienne ministre de l'éducation du Mozambique et dirigeante du FAWA (Forum des Educatrices Africaines), le défi est de «former des personnes dont l'esprit et le cœur sont prêts à embrasser les principes et pratiques d'une société où la solidarité et la justice font partie de la vie quotidienne». La question centrale est ainsi devenue : «quelles valeurs les enfants qui quittent l'école doivent-ils apprendre?».

Les participants ont noté que s'il est important que les écoles aient des programmes préparant les enfants à la démocratie et à la citoyenneté, le contexte et la manière d'enseigner constituent des leçons en tant que tels. La manière dont les écoles sont dirigées, dont les administrateurs et enseignants traitent leurs élèves et leur propres pairs, dont ils tolèrent voire encouragent le désaccord intellectuel - toutes ces caractéristiques de la vie scolaire constituent des signaux qui sont tout aussi importants que les mots qui sortent de la bouche des enseignants ou des pages des livres scolaires.

Les châtiments corporels ont été cités comme exemple d'une pratique scolaire qui mine la transmission des valeurs démocratiques. En séance plénière, Erica George, de *Human Rights Watch*, a décrit la situation dans des pays comme le Kenya, l'Afrique du Sud et les Etats-Unis où la violence sous forme de châtiments corporels ou de

vexations des élèves qui sont vus comme «différents» est excusée ou tolérée par les responsables des établissements scolaires. «Une telle attitude», dit-elle, «envoie un message : la violence est un moyen efficace et légitime de contrôler et de corriger le comportement des gens». Par contraste, «les environnements d'enseignement amis de l'enfant constituent des leçons-tests dans l'apprentissage de la démocratie».

Dans certains cas, le message que les écoles envoient pour soutenir les valeurs démocratiques est miné de l'extérieur par des forces sur lesquelles les écoles n'ont pas de contrôle. Les disparités basées sur le sexe constituent un problème majeur et dans de nombreux pays, les enfants de minorités ethniques ou religieuses sont privés de l'exercice de leur droit à l'éducation. On peut en dire autant de groupes marginalisés, tels que les enfants de réfugiés, les enfants de la rue, les enfants incarcérés ou abrités dans des institutions comme les orphelinats, les enfants travailleurs, les enfants homosexuels ou encore les enfants affectés par des conflits armés. Ceux qui ont la chance d'être scolarisés se rendent bien compte que des catégories entières d'élèves sont exclues de l'école et que certains dirigeants politiques font des efforts grossiers pour contrôler les contenus de l'enseignement.

«Quand des catégories entières d'enfants ne peuvent aller à l'école à cause de barrières discriminatoires, quand la violence est endémique dans l'environnement scolaire et quand les enseignants sont arbitrairement arrêtés ou licenciés pour des raisons politiques, toute leçon de démocratie a de bonnes chances de tomber dans l'oreille

Pourquoi une presse libre est nécessaire au développement

Les pays en voie de développement sont, dans la plupart sinon dans tous les cas, privés d'une information et d'une presse libres. Nous entendons souvent les gouvernements justifier la restriction de la libre expression par le besoin de développer d'autres droits, comme le droit à l'éducation. Mais en réalité, la liberté d'expression n'est pas un luxe que les gouvernements peuvent mettre de côté jusqu'à ce que tous les autres problèmes soient résolus. Car elle fait partie intégrante des solutions à ces autres problèmes ; elle en est la véritable clé.

Une presse libre ainsi que le droit de critiquer et de lancer des défis sont absolument nécessaires pour un développement véritable, parce qu'ils sont les vrais ennemis de la corruption, du gaspillage et de la mauvaise gestion. Ce sont eux qui sont les promoteurs réels de l'honnêteté et d'une gouvernance consciente du bien des gens.

Timothy Balding, Directeur général de l'Association mondiale des journaux, dans son discours en plénière

d'un sourd, quelle que soit la qualité de conception ou d'expression de cette leçon», a déclaré Mme George. «Les actions parlent plus fort que les mots».

Dans un second thème, très lié au précédent, la question de savoir si les sociétés sont organisées pour promouvoir les valeurs démocratiques a été discutée. Mme Machel a cadré la discussion en déclarant : «Si les sociétés elles-mêmes ne sont pas organisées démocratiquement et si l'accès au travail est le privilège de peu de gens, comment pouvons-nous espérer que les écoles aient un impact durable sur les valeurs de démocratie et de citoyenneté ? Ne devrions-nous pas avoir le courage de réexaminer le modèle de société lui-même ?».

Mme George aussi a repris ce thème très lié à la question des droits politiques des enseignants. «Dans de trop nombreux cas», a-t-elle déclaré en plénière, «des enseignants politiquement actifs risquent des représailles de l'Etat». Elle a cité l'exemple récent de 36 enseignants et d'un directeur d'école condamnés en Egypte à des amendes pour avoir participé à un programme de formation des maîtres financé par une ONG pro-démocratique. «Les institutions éducationnelles ne peuvent pas remplir leur mission de renforcement du respect des droits humains quand ne sont pas respectés les droits basiques des éducateurs eux-mêmes», a-t-elle souligné. En revanche, les gouvernements peuvent renforcer le respect de la culture démocratique parmi les élèves en montrant leur respect des droits du personnel scolaire. «Les éducateurs qui peuvent jouir librement et pleinement de l'exercice des droits humains reconnus internationalement sont les mieux placés pour encourager la pensée indépendante, le jugement critique, la tolérance d'opinions différentes et la créativité de leurs élèves».

L'existence d'une presse libre est un préalable à la libre expression d'idées essentielle à toute société démocratique. Une presse libre peut aussi constituer un allié important pour les écoles en soutenant l'éducation de base et en promouvant les valeurs démocratiques. En

séance plénière, Timothy Balding, directeur général de l'Association mondiale des journaux, a relevé que, tout au plus, six ou sept des 54 pays africains ont une «presse totalement libre». Il a ajouté que «certains des obstacles les plus importants au combat contre l'analphabétisme, à l'accès à l'éducation par tous, et donc au progrès dans son ensemble, sont érigés et maintenus par nombre de gouvernements représentés à cette conférence et dans cette salle». M. Balding a également félicité «la poignée de dirigeants africains éclairés qui se sont fait les avocats et promoteurs d'une presse libre» et il a cité le Président Thabo Mbeki (Afrique du Sud) qui a récemment déclaré à une délégation de son organisation que «l'on ne peut pas construire une nouvelle société si l'on restreint la liberté de presse et la liberté de pensée».

M. Balding a expliqué comment un nombre grandissant d'éditeurs de journaux ont établi des partenariats avec des écoles où les journaux sont utilisés dans les classes, parfois en lieu et place de manuels scolaires coûteux. Il a cité des recherches montrant que les enfants apprenant à lire et écrire à partir de journaux non seulement réussissent mieux que ceux qui utilisent des matériels pédagogiques traditionnels mais aussi «éprouvent un plus grand intérêt pour le monde qui les entoure». Il a décrit des exemples de pays où les journaux aident les ministères de l'éducation dépourvus de ressources en publiant des matériels d'apprentissage. Dans certains endroits comme l'Irlande du Nord ou le Kosovo, les journaux ont publié des articles rédigés pour aider à résoudre les conflits entre groupes sectaires. «Il y a réellement des centaines d'exemples de ce genre, de journaux et d'autorités scolaires travaillant ensemble sur une base permanente», a-t-il affirmé.

M. Balding a conclu en réaffirmant «la condition de base» à remplir afin d'exploiter l'influence des médias pour soutenir l'éducation de base et les valeurs démocratiques : «les gouvernements doivent respecter le droit de leurs citoyens à jouir d'une totale liberté d'information et d'expression, et ils doivent respecter la liberté de presse.» ■

Faire de l'éducation une réalité vivante

Il y a dix ans, à Jomtien, la communauté internationale a proclamé son attachement à une large vision d'avenir : un monde où l'Éducation pour tous ne serait plus un rêve cher, mais une réalité vécue.

Dix ans plus tard, nous nous sommes quelque peu rapprochés de ce monde. Mais nous sommes encore loin de remplir la promesse de Jomtien. Trop de jeunes enfants se voient refuser les soins qui leur sont nécessaires pour préparer leurs esprits et leurs corps à apprendre. Trop d'enfants d'âge scolaire sont encore exclus de l'éducation, tandis que d'autres sont prisonniers d'environnements qui découragent un apprentissage réel, des environnements malsains, dangereux, ennemis de toute efficacité et très peu accueillants pour les filles. Et trop de jeunes et d'adultes se voient encore refuser l'accès à la connaissance et au perfectionnement des savoir-faire dont ils ont besoin pour construire un avenir meilleur. L'éducation est le droit de tous les enfants - et l'obligation de tous les gouvernements.

L'éducation est une clef de la réalisation des autres droits de la personne. Elle se situe au cœur de toutes les formes du développement. Et elle est la condition préalable essentielle à l'égalité, la dignité et une paix durable. Comme le regretté Président Julius Nyerere de Tanzanie nous l'a rappelé, l'éducation n'est pas un moyen d'échapper à la pauvreté, elle est un moyen de la combattre.

Assurer le droit à l'éducation est une question de moralité et de justice. C'est aussi une question de sens commun économique, car en ce nouveau siècle où l'information joue un rôle moteur, le monde ne peut simplement pas se permettre de perdre une telle quantité de potentiel humain. Monsieur le Président, on ne saurait accepter de nouveaux retards. Les engagements pris à Jomtien doivent être tenus.

Il n'existe pas de solution unique qui permette d'élargir l'accès à l'éducation et d'en améliorer la qualité. Bien plutôt, il y a des milliers de solutions qui ont fait leurs preuves aux niveaux local et national. Et c'est pourquoi nous devons continuer, en collaboration avec les gouvernements et les ministères, avec les écoles et les communautés, à identifier les lacunes qui subsistent sur la voie de l'Éducation pour tous, et à concevoir des mesures concrètes pour atteindre cet objectif.

L'UNICEF approuve avec vigueur la déclaration qui figure dans le projet de Cadre, aux termes de laquelle «Aucun pays sérieusement déterminé à offrir à tous l'éducation de base ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources.» Nous-mêmes et l'ensemble de la communauté internationale devons redoubler d'efforts pour garantir que les plans et programmes de l'Éducation pour tous ne soient jamais privés à nouveau d'un appui suffisant.

Dix ans après Jomtien, agissons de telle sorte que l'avenir commence ici et aujourd'hui même, à Dakar.

Carol Bellamy, Directeur exécutif de l'UNICEF, dans son discours en plénière

PARTIE VI

Au-delà de Dakar

Lors de la séance plénière finale, le Forum mondial sur l'éducation a adopté un Cadre d'action engageant les gouvernements à «atteindre les buts et objectifs de l'éducation pour tous (EPT) pour chaque citoyen de chaque société». Il a décrit le Cadre de Dakar comme un «engagement collectif à l'action» et a précisé les mécanismes à mettre en œuvre aux niveaux national, régional et international pour coordonner l'élan mondial en faveur de l'EPT. Les participants se sont également engagés à trouver le soutien financier nécessaire pour faire en sorte que «aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation de base ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources.»

L'engagement

En adoptant le Cadre de Dakar, les participants du Forum ont réaffirmé la vision de la Déclaration mondiale de l'éducation pour tous qui avait été adoptée dix ans auparavant à la Conférence mondiale sur l'Education pour tous, à Jomtien (Thaïlande). Ils ont également réitéré la conviction que l'éducation est un droit humain fondamental et «une condition essentielle au développement durable ainsi que de la paix et de la stabilité à l'intérieur des pays et entre eux».

Le Cadre cite les progrès significatifs réalisés vers l'EPT dans de nombreux pays mais ajoute qu'il est inacceptable qu'en l'an 2000, plus de 113 millions d'enfants n'aient pas accès à l'éducation primaire, que 880 millions d'adultes soient illettrés, que la discrimination basée sur le sexe persiste et que de nombreux enfants et adultes se voient refuser l'accès aux qualifications et savoirs nécessaires à une pleine participation à leurs sociétés. «La réalisation des buts de l'EPT ne saurait être différée plus longtemps», a déclaré le Forum. «Il est possible et nécessaire de répondre d'urgence aux besoins éducatifs fondamentaux de tous».

Les objectifs

Les participants au Forum se sont collectivement engagés à atteindre six buts spécifiques en faveur de l'EPT. Les objectifs ont constitué les thèmes majeurs qui ont été discutés à maintes reprises en plénière, sous-plénière et séance de stratégie – thèmes tels que la nécessité de se concentrer sur les enfants les plus vulnérables et exclus, et sur l'importance de maintenir l'attention sur l'éduca-

tion des filles et des femmes. Les objectifs reflètent la conscience grandissante selon laquelle accès et qualité – qui sont interdépendants – et trois des objectifs tiennent compte de l'appel de nombre de participants à la fixation de dates limites spécifiques.

Ces objectifs sont les suivants:

- ▶ développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés;
- ▶ faire en sorte que d'ici à 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme;
- ▶ répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante;
- ▶ améliorer de 50% les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente;
- ▶ éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite;
- ▶ améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables – notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables de la vie courante.

Les stratégies

Pour atteindre ces six objectifs, les délégués se sont engagés à collaborer sur une douzaine de grandes stratégies

qui ont également rencontré un large soutien lors des discussions du Forum. La liste de stratégies commence avec un plan ambitieux pour « susciter, aux niveaux national et international, un puissant engagement politique en faveur de l'éducation pour tous, définir des plans d'action nationaux et augmenter sensiblement l'investissement dans l'éducation de base ». Une autre grande stratégie est la création « d'un environnement éducatif sain et sûr, inclusif et équitablement doté en ressources, qui favorise l'excellence de l'apprentissage et conduise à des niveaux d'acquisition clairement définis pour tous ».

Des stratégies spécifiques ont été arrêtées dans le Cadre d'action, telles que l'articulation entre les politiques d'EPT et la lutte contre la pauvreté ainsi que les efforts pour le développement, la collaboration des institutions de la société civile et la conception de systèmes éducatifs nouveaux et améliorés qui répondent de leurs actions. D'autres stratégies mettent l'accent sur le besoin de favoriser l'égalité entre les sexes, de combattre la pandémie du VIH/sida et de prendre en compte les problèmes des systèmes éducatifs affectés par les conflits.

Les délégués se sont également engagés à collaborer en faveur de programmes améliorant le statut, le moral et la qualification des enseignants, à mettre les nouvelles technologies de l'information et de la communication au service des objectifs de l'EPT et à suivre les progrès vers ces objectifs de manière systématique.

Les plans nationaux

Le Cadre d'action insiste sur le fait que le centre de l'activité en faveur de l'EPT se situe au niveau du pays. Il invite à l'établissement ou au renforcement de Forums nationaux EPT dans chaque pays, comprenant des représentants des organisations de la société civile nationale. Ces Forums « se devront d'être transparents et démocratiques et offrir un cadre de mise en œuvre à l'échelon infra-national », est-il précisé.

Le Cadre d'action appelle chaque pays à préparer un Plan national d'ensemble en faveur de l'Education pour tous d'ici 2002 au plus tard. « Ces plans devront s'insérer dans

L'engagement de l'UNESCO envers l'Education pour tous

Dès le premier jour de mon élection à la tête de l'UNESCO, j'ai pris l'engagement clair et ferme que l'éducation pour tous serait la priorité absolue de cette Organisation, son défi le plus urgent, mais également le plus noble. J'ai l'intention de mener ce combat avec toute la détermination nécessaire, toute la force morale et intellectuelle que je peux mobiliser, avec l'aide de tous les partenaires de l'UNESCO.

Cette Conférence mondiale sur l'éducation, avec la participation sans précédent des gouvernements, des organisations de la société civile, du secteur privé, des spécialistes en éducation, des partenaires bilatéraux et multilatéraux de développement, et des médias, ne peut pas être, vous en conviendrez, « une grande Conférence de plus ». Elle doit clore un chapitre dans l'histoire de l'alphabétisation universelle et en ouvrir un autre. Le dernier jour de Dakar doit être le premier jour d'une lutte collective et victorieuse pour réaliser l'éducation pour tous.

J'appelle tous les États à élaborer, immédiatement après Dakar, des plans d'action nationaux. Les ressources publiques et privées qui seront affectées à l'éducation devront être proportionnelles à l'importance vitale que nous lui reconnaissons. Les gouvernements devront opérer des choix clairs, cohérents et courageux dans ce sens.

Je suis par ailleurs pleinement conscient de la nécessité de l'éducation de base. La communauté des bailleurs de fonds doit s'engager à ce que tout pays proposant un plan réaliste et concret dans ce domaine bénéficie du soutien financier et technique requis pour atteindre ses objectifs. Des dotations, et non pas seulement des prêts, ainsi qu'un allègement de la dette doivent être proposés en échange de programmes pour des investissements sociaux, notamment dans le domaine de l'éducation de base.

L'UNESCO, en tant qu'agence spécialisée des Nations Unies pour l'éducation, continuera à assumer pleinement ses responsabilités dans ce combat mondial et collectif en faveur de l'éducation pour tous. Nous avons assuré la coordination du mouvement EPT depuis ces dix dernières années. Vous pouvez continuer à compter sur l'UNESCO. L'éducation pour tous est au cœur même du mandat qui lui a été confié au sein du système des Nations Unies.

Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, dans son discours en plénière

le cadre d'un effort plus large de développement et de lutte contre la pauvreté». Ils devraient prévoir des priorités budgétaires reflétant l'engagement à atteindre les buts et objectifs de l'EPT aussi tôt que possible et au plus tard en 2015. Chaque plan «sera axé sur l'action et s'inscrira dans un calendrier précis», avec un examen des résultats atteints à mi-parcours.

«Partout où ces processus sont engagés dans le cadre d'un plan crédible, les partenaires de la communauté internationale s'engagent à œuvrer de manière conséquente, coordonnée et cohérente. Chaque partenaire apportera sa contribution en fonction de ses avantages comparatifs à l'appui des plans nationaux d'EPT pour combler le déficit des ressources».

Le soutien régional

Le Cadre de Dakar affirme que les activités régionales de soutien aux plans et stratégies nationaux s'appuieront sur «les organisations, réseaux et initiatives déjà en place aux niveaux régional et sous-régional». Les délégués ont pris l'engagement d'aider au renforcement des Forums EPT régionaux et sous-régionaux qui seront liés aux Forums nationaux et responsables devant eux. Les fonctions des organes régionaux et sous-régionaux incluront la coordination des politiques, la coopération technique, le suivi pour la responsabilité et le partage des meilleures pratiques et leçons.

Le Cadre d'action ajoute que le défi de l'éducation pour tous est le plus important en Afrique subsaharienne et en Asie méridionale. «Bien qu'aucun pays dans le besoin ne doive être privé d'assistance», est-il déclaré, «la priorité doit être accordée à ces deux régions du monde».

Les ressources

Le Cadre d'action de Dakar reconnaît que nombre de pays manquent des ressources financières nécessaires pour atteindre les buts dans un délai acceptable et il observe qu'il «faut donc mobiliser de nouvelles ressources financières, de préférence sous forme de dons et d'aides assorties de conditions libérales, par le biais des institutions de financement bilatérales et multilatérales». Ces agences incluent la Banque mondiale, les banques régionales de développement et le secteur privé.

Pour mettre en œuvre l'engagement qu'aucun pays «sérieusement engagé en faveur de l'éducation pour tous» ne sera empêché d'atteindre ces buts par manque de ressources, le Cadre d'action en appelle à «une initiative mondiale visant à élaborer les stratégies et mobiliser

les ressources nécessaires pour apporter un soutien effectif aux efforts nationaux». Il établit une liste d'options à examiner dans le cadre de cette initiative, qui vont d'une assistance externe améliorée et plus prévisible à une meilleure coordination entre les donateurs, en passant par la réduction de la dette et un meilleur suivi des progrès vers l'EPT.

Le Cadre d'action souligne que «les pays aux stratégies moins affirmées - comme les pays en transition, les pays en proie à des conflits ou ceux qui sortent d'une crise - doivent recevoir tout l'appui nécessaire pour progresser plus rapidement vers les objectifs de l'éducation pour tous».

Les mécanismes de coordination

Le Cadre de Dakar déclare que l'Organisation des Nations Unies pour la science, l'éducation et la culture (UNESCO) continuera de jouer son rôle de coordination des partenaires de l'EPT et de maintien de leur élan de collaboration. Il spécifie que le Directeur général de l'UNESCO réunira chaque année un petit groupe de dirigeants de haut niveau, à la fois restreint et flexible, appartenant respectivement aux gouvernements, à la société civile et aux agences de développement. «Ce groupe contribuera à renforcer la volonté politique et la mobilisation des moyens techniques et financiers».

Les participants du Forum ont également demandé à l'UNESCO, dans son rôle de Secrétariat, de recentrer «son programme d'éducation de manière à placer les résultats et les priorités de Dakar au cœur de son activité». Le Secrétariat travaillera en étroite collaboration avec les autres organisations et pourra obtenir leur assistance en personnel.

Un slogan de 8 milliards de dollars

Le Cadre d'action de Dakar se termine par une observation: réussir l'éducation pour tous «nécessitera un soutien financier supplémentaire des pays et une intensification des efforts d'aide au développement et d'allègement de la dette en faveur de l'éducation de la part des donateurs bilatéraux et multilatéraux.» Il estime que le coût est d'environ 8 milliards de dollars par an.

Selon le Cadre d'action, «il est donc indispensable que de nouveaux engagements concrets soient pris au niveau financier tant par les gouvernements nationaux que par les donateurs bilatéraux et multilatéraux, y compris la Banque mondiale, ainsi que par les banques régionales de développement, la société civile et les fondations».

L'éducation pour l'Afrique au XXI^e siècle

Les êtres humains sont les architectes et les ingénieurs de changements et de développement progressifs et ils constituent la ressource la plus importante dont puisse disposer un pays. Le développement et les progrès internes de l'Afrique resteront limités tant que l'ignorance prévaudra comme résultat d'une éducation inadéquate. Tant qu'un certain niveau d'éducation ne sera pas atteint à l'intérieur de l'Afrique, nous ne pourrions pas songer à faire partie du monde du XXI^e siècle, guidé par la connaissance, conscient de l'importance de l'information, contrôlé par la haute technologie et économiquement compétitif.

Un élément essentiel de la transformation que les Africains éduqués auront à faire respecter est une nouvelle éthique du travail qui accordera une prime élevée à la poursuite de l'excellence à travers une réflexion sérieuse et un travail ardu.

Parlons franchement, le fléau de l'économie africaine, connu aujourd'hui comme les décennies perdues du siècle dernier, a fait que de nombreuses sociétés africaines arrivent à peine, pour ainsi dire, à joindre les deux bouts. Il est tout à fait normal que, dans ces circonstances, l'éducation puisse paraître un luxe dans la liste des priorités de développement national de beaucoup de nos pays.

Ce qui reste le plus visible de ces décennies perdues est l'obligation écrasante de la dette, qui se transmet au continent entier. Et pour rendre les choses pires encore [...], les Africains sont menacés de décimation par l'intrication fatale entre le VIH/sida, la malaria et la tuberculose.

Le XXI^e siècle promet d'être une période excitante dans l'évolution de l'humanité, avec son potentiel de merveilles dans les différentes sphères de ses tentatives. C'est déjà évident avec les développements actuels tant des technologies de l'information et de la communication que des différents domaines de la science et de la technologie.

Le village global du nouveau siècle ne peut pas se permettre (pour des raisons d'équité, d'égalité entre nations et de sécurité mondiale) d'avoir des ghettos à sa lisière. C'est en fait de l'intérêt des pays les plus riches d'apporter assistance aux pays les plus pauvres. Le terme opérationnel est assistance, c'est à dire soutien technique, logistique et financier, non seulement pour articuler les idées endogènes sur le développement mais aussi pour les voir se réaliser que pour renforcer les capacités individuelles et institutionnelles.

La coopération africaine en matière d'éducation doit s'établir sur la base d'une adaptation à ce qui existe déjà et qui marche. Nous n'avons ni le temps ni les moyens de réinventer la roue.

La communauté internationale sera sollicitée pour soutenir les pays africains les plus pauvres pour que l'Afrique puisse, tôt dans le siècle, améliorer son niveau éducatif et être partie prenante de la dynamique mondiale du siècle. Les principes de solidarité internationale ne peuvent prétendre à moins. Et ce sera seulement alors que la globalisation pourra avoir un sens et être pertinente pour l'Afrique et les Africains.

*Olesegun Obasanjo, Président de la République fédérale du Nigéria,
dans son discours en séance plénière*

Annexes

1. Allocution de Kofi Annan, Secrétaire Général des Nations Unies lors du Forum mondial sur l'éducation

Un partenariat pour l'éducation des filles

Je vous remercie, Monsieur le Président. Il est encourageant de voir que tant d'États participent à cette importante manifestation, et à un niveau si élevé, et que tant d'organisations non gouvernementales y sont représentées.

Je tiens d'emblée à remercier le peuple sénégalais pour deux choses : la tenue d'élections libres et régulières, qui ont inspiré le continent et impressionné le monde, et l'attachement indéfectible du Sénégal à la cause de l'éducation dont il apporte une fois de plus la preuve en accueillant le Forum mondial. C'est d'ailleurs un engagement auquel votre pays est fidèle depuis les premières heures de son indépendance.

Excellences, Mesdames et Messieurs, Chers collègues et amis,

Cette conférence est un test pour la communauté internationale. Il y a 10 ans, à Jomtien, nous nous sommes fixé comme objectif d'assurer une éducation de base pour tous. Or, nous sommes encore loin du but. À l'ouverture de cette conférence, engageons-nous à tout mettre en œuvre pour l'atteindre.

En ce début de XXI^e siècle, nous pouvons certes nous enorgueillir de certains acquis : le niveau d'instruction s'est considérablement amélioré dans de nombreux pays en développement, tandis que la proportion d'adultes analphabètes n'a cessé de reculer dans le monde ; l'explosion technologique a ouvert à des millions de personnes de nouvelles possibilités d'apprentissage. Nous comprenons mieux comment renforcer les capacités afin d'assurer une éducation de base pour tous.

Cela étant, il y a encore 880 millions d'adultes analphabètes dans le monde, dont la plupart sont des femmes. Un fossé béant sépare ceux qui ont accès aux nouvelles technologies et ceux qui en sont exclus. Deux cent cinquante millions d'enfants travaillent, souvent dans des conditions dangereuses et insalubres. Plus de 110 millions d'enfants d'âge scolaire ne vont pas à l'école.

Ces enfants sont non seulement privés de quelque chose que nous tenons pour acquis, on leur dénie aussi un droit fondamental inscrit dans des instruments internationaux auxquels leurs gouvernements ont souscrit, tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention relative aux droits de l'enfant, à savoir le droit à l'éducation.

Bien plus, en se privant ainsi d'une main d'œuvre en bonne santé, instruite et performante, sans laquelle elles ne pourront assurer leur développement ni s'intégrer à l'économie mondiale, les sociétés où vivent ces enfants hypothèquent leur avenir.

Mais le plus tragique et le plus injuste c'est que les deux tiers des 110 millions d'enfants qui ne sont pas scolarisés sont des filles. Leurs droits fondamentaux sont ainsi doublement violés, puisqu'on leur dénie un droit inscrit dans le préambule de la Charte des Nations Unies : l'égalité entre les hommes et les femmes.

Qu'il s'agisse de questions de moralité ou de mortalité, les filles sont privées de leurs droits dès leur plus tendre enfance. S'il faut choisir entre éduquer un garçon et éduquer une fille, c'est souvent la fille que l'on garde à la maison. S'il faut accroître les revenus de la famille, c'est souvent la fille que l'on envoie travailler. Et même lorsque les filles vont à l'école, elles doivent souvent s'occuper des travaux ménagers au détriment de leurs devoirs. Lorsqu'elles sont enceintes, elles sont souvent contraintes à abandonner leurs études. Les parents ont tendance à voir dans l'éducation des filles un obstacle au mariage et à la maternité plutôt qu'un avantage. Et lorsque survient une catastrophe – qu'il s'agisse d'une maladie, d'un conflit ou d'un exode – ce sont généralement les femmes, quel que soit leur âge, qui subviennent aux besoins du ménage et empêchent la famille de se désagréger.

Rien n'illustre mieux le fardeau de responsabilités qui retombe sur les filles que les répercussions du VIH/sida. C'est le plus souvent aux filles qu'il revient de s'occuper d'un membre de la famille atteint par la maladie et d'assurer la subsistance du ménage. Privées d'une éducation de base, elles ne reçoivent aucune information sur les moyens de se protéger contre le virus ; elles risquent aussi d'être contraintes à des relations sexuelles précoces et d'être ainsi contaminées. C'est donc à plus d'un titre que les filles sont durement pénalisées par le manque d'éducation.

L'éducation de base pour tous est l'outil qui peut nous permettre de briser le cercle vicieux du sida et de l'ignorance, de faire sauter tous les verrous qui font obstacle à l'éducation des filles – de la pauvreté aux conflits en passant par les inégalités.

On dit souvent que l'éducation favorise l'émancipation des filles en leur donnant confiance et en leur permettant de prendre des décisions en connaissance de cause. Et la question ne se pose pas tant en termes de diplômes universitaires, de revenus ou de carrière, comme nous qui participons à ce type de conférence serions tentés de le croire. Pour la plupart des filles dans le monde, la question est beaucoup plus fondamentale. Il s'agit pour elles d'échapper au piège du travail et

des grossesses précoces ; d'espacer les naissances pour qu'elles ne mettent pas en danger leur santé, leurs moyens d'existence ou leur vie ; de veiller à ce que leurs enfants puissent, à leur tour, exercer leur droit à l'éducation.

Il s'agit pour elles d'avoir des revenus, alors que les femmes qui les ont précédées n'en avaient pas ; de se protéger contre la violence et d'exercer des droits dont les femmes des générations précédentes n'avaient même pas conscience ; de participer aux décisions économiques et politiques, et enfin, d'apprendre à leurs enfants à suivre la même voie. Il s'agit de briser la spirale infernale de la pauvreté et de l'impuissance, qui semblait ne jamais devoir prendre fin.

Il n'est pas de meilleure stratégie de développement que de donner un rôle central aux femmes. Les avantages en sont immédiats sur les plans de la nutrition, de la santé, de l'épargne et des réinvestissements, tant à l'échelon de la famille qu'à ceux de la collectivité et du pays. En d'autres termes, l'éducation des filles est un outil efficace de développement social. C'est un placement à long terme dont le rendement est exceptionnellement élevé.

Bien plus, c'est un outil de prévention des conflits et de consolidation de la paix. De génération en génération, les femmes transmettent une culture de paix. Quand des tensions ethniques provoquent ou exacerbent des conflits, les femmes ont plutôt tendance à construire des passerelles qu'à élever des murs. Quand elles pensent à la guerre, les femmes craignent non seulement pour elles-mêmes mais aussi pour l'avenir de leurs enfants. Eduquer les filles et constituer ainsi un électorat féminin prêt à prendre son avenir en main, voilà peut-être l'investissement le plus rentable que l'on puisse faire au titre de la défense.

À l'évidence, tout cela exige des ressources financières. Rien ne remplace de bons enseignants, et il faut les rémunérer, ni de bons manuels, et il faut les acheter. Toutefois, le problème ne se résume pas aux dépenses qu'il faut faire. Il nous faut éliminer les raisons qui poussent les parents à priver leurs filles d'une éducation de base. Il nous faut veiller à ce que les filles puissent librement tirer parti des possibilités d'apprentissage, en les élevant dans un environnement sain, sûr et stable. Il nous faut associer la famille et la collectivité à des méthodes d'enseignement informel efficaces pour les filles qui n'ont pas la possibilité d'être scolarisées et prévoir des passerelles pour leur intégration dans le système scolaire. Une fois que les filles sont scolarisées, il faut veiller à ce que l'école les prépare à la vie, concevoir des programmes et des manuels qui mettent l'accent sur les compétences pratiques dont elles auront besoin et encourager les enseignants à mettre l'accent sur de telles compétences.

Nous devons aussi ouvrir aux filles un autre domaine de compétence dont elles auront besoin au XXI^e siècle : l'informatique, qui est devenue un outil indispensable d'apprentissage, de communication et de développement.

La première étape consiste à reconnaître que l'éducation des filles n'est pas une option mais un impératif. Or, pour bien des familles qui sont aux prises avec des difficultés quotidiennes, cela suppose des choix douloureux. Nous devons faire en sorte

que les familles reçoivent le soutien nécessaire de la part des collectivités et des gouvernements, avec le concours de la communauté internationale, pour qu'elles puissent envoyer tous leurs enfants, filles et garçons, à l'école.

Il existe des exemples encourageants, dont plusieurs en Afrique, du soutien offert par des organismes locaux, nationaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux. Ainsi, en Guinée, on a fourni aux familles des puits et des moulins mécaniques pour alléger la charge de travaux imposée aux filles. Le Malawi a réduit le coût de la scolarisation pour les parents en supprimant les droits d'inscription et le port obligatoire de l'uniforme. Au Ghana, l'*Alliance for Community Action* gère un programme de crédits pour l'éducation des filles destiné à aider les parents à payer les manuels et les frais de scolarité.

On peut trouver encore bien des exemples dans d'autres régions du monde en développement. Au Cambodge, on a créé des écoles flottantes pour les familles qui vivent sur des bateaux et, pour que les filles puissent y aller plus facilement, on leur donne le choix entre deux horaires. Dans certaines régions du Brésil, le programme *Bolsa Escola* verse des mensualités sur un compte familial qui reste gelé jusqu'à ce que l'enfant - garçon ou fille - ait suivi l'école pendant quatre ans. Au Bangladesh, une organisation non gouvernementale appelée BRAC a ouvert, dans les communes les plus pauvres, des écoles qui sont aussi fréquentées par des filles. Dans la province du Baluchistan, au Pakistan, grâce à un programme itinérant de formation d'enseignantes dans la province, 14 000 filles sont scolarisées dans des écoles où l'enseignement est dispensé par des femmes issues de leur propre communauté. Je suis d'ailleurs heureux de saluer dans la salle une femme qui vient du Baluchistan et qui a commencé sa carrière comme professeur. Aujourd'hui, elle est Ministre de l'éducation.

Toutes ces initiatives sont encourageantes. Je pourrais en citer bien d'autres, mais nous ne devons pas en rester là. Nous devons nous en inspirer et faire en sorte qu'elles soient transposables à l'échelon national. Il faut que tous ceux qui peuvent faire changer les choses s'unissent et forment une alliance mondiale pour l'éducation des filles. C'est pourquoi l'ONU lance une nouvelle initiative à cette fin. J'ai choisi d'y donner le coup d'envoi ici, à Dakar, car elle s'inscrit directement dans l'action menée à l'échelle mondiale en faveur de l'éducation pour tous, devise et raison d'être de notre conférence.

Les objectifs de cette initiative sont simples à énoncer : réduire sensiblement, d'ici à 2005, l'écart entre garçons et filles sur le plan de la scolarisation dans le primaire et le secondaire ; faire en sorte que d'ici à 2015 tous les enfants du monde, garçons et filles, puissent terminer le cycle primaire ; et garantir à cette date la parité quant à l'accès à l'éducation, à tous les niveaux.

Pour atteindre ces objectifs, il faudra du bon sens, de l'imagination et de la détermination. Cette gageure mettra à l'épreuve toute la communauté internationale.

Elle mettra à l'épreuve les organismes des Nations Unies et leur capacité à venir en aide aux États Membres. Une dizaine de ces organismes, UNICEF en tête, se sont déjà mobilisés. Je suis sûr que d'autres rejoindront le mouvement, car nul ne

saurait rester indifférent à cette cause. Il nous faut veiller à collaborer harmonieusement, sans nous mettre des bâtons dans les roues.

Avec les principaux pays concernés, nous nous sommes fixé pour objectif d'élaborer, d'ici à l'année prochaine, un plan d'action en matière d'éducation pour promouvoir l'égalité entre les sexes à tous les niveaux : politiques de scolarisation ; programmes d'enseignement ; sensibilisation des enseignants ; composition du corps enseignant ; promotion d'un environnement où les filles se sentent en sécurité et ne sont pas en butte au sexisme et au harcèlement sexuel ; information, appui et écoute pour que les filles puissent choisir en connaissance de cause, qu'il s'agisse de procréation ou de prévention du VIH/sida ; et, enfin, accès aux technologies nouvelles.

Quelle que soit la qualité du plan que nous élaborerons, il n'aboutira que si tous les pays concernés font preuve de la volonté politique voulue et y consacrent les ressources nécessaires. Nous aiderons les pays à dégager des fonds pour l'éducation des filles, en les conseillant sur la façon de tirer un meilleur parti de la coopération pour le développement, sur les politiques à mettre en œuvre pour réformer l'enseignement et sur les moyens d'alléger l'écrasant fardeau de la dette.

J'espère aussi que nous ferons de l'éducation des filles un des premiers tests de l'efficacité d'UNITEs, un groupement de bénévoles spécialistes des techniques de pointe créé sous l'égide de l'ONU. Cette association, dont j'ai annoncé la création dans mon rapport du millénaire, a pour vocation de former à l'utilisation des techniques de l'information dans les pays en développement.

Mais, à elle seule, l'ONU ne peut rien. Elle doit créer et développer des partenariats avec les gouvernements, la société civile et le secteur privé. Les uns et les autres devront être à la hauteur du défi.

Les gouvernements des pays en développement devront montrer qu'ils sont résolus à faire de l'éducation des filles une réelle priorité. Les pays donateurs devront apporter la preuve de leur capacité à mobiliser les fonds nécessaires.

Les organisations non gouvernementales et la nouvelle génération des militants auxquels l'Internet ouvre de nouvelles possibilités ne seront pas en reste. Chacune dans son domaine, diverses ONG ont apporté des contributions remarquables au progrès de l'éducation dans bien des pays, et maintenant elles s'allient pour mener une campagne à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, je dis aux ONG : sans vos compétences, votre énergie et votre présence dans les régions les plus reculées, nous ne pouvons pas gagner la bataille de l'éducation des filles. Et je vous le promets, nous vous écouterons.

De même, UNITEs sera un défi pour le secteur privé. Déjà, le monde de l'entreprise s'emploie, en partenariat avec les organismes des Nations Unies, à promouvoir l'application des meilleures pratiques dans les domaines de l'environnement, de la réglementation du travail et des droits de l'homme. Des fondations comme celles de Ted Turner et de Bill et Melinda Gates

donnent des millions de dollars pour financer des initiatives en faveur de la santé et des campagnes de vaccination dans le monde en développement. Nous avons besoin de leur aide pour accomplir, dans le domaine de l'éducation, les progrès qu'ils ont aidé à réaliser dans celui de la santé.

Dans le secteur informatique, on s'est rendu compte qu'il fallait que la prochaine génération de logiciels trouve son complément dans une nouvelle génération de savoir-faire. Ce secteur a un rôle considérable à jouer dans l'éducation. D'ailleurs, il a besoin d'une population instruite, puisqu'il lui faut des travailleurs qualifiés et des consommateurs avisés. Il est donc tout naturel qu'il épouse la cause de l'éducation des filles. Et si les entreprises de ce secteur ne savent pas par où commencer, elles seraient bien inspirées d'offrir leurs services à UNITEs.

Enfin, cette initiative sera un défi pour les collectivités et les familles, qui devront comprendre que l'éducation est un atout, plutôt qu'un frein, pour préserver l'unité et le bien-être de la structure familiale et qu'elle est la clef du succès pour les générations suivantes.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais à présent vous parler d'une des filles bien-aimées de Dakar : Mariama Bâ. Elle a dû, elle aussi, surmonter le handicap de son sexe. Il y a 60 ans, bravant la volonté de sa famille et encouragée par un professeur qui croyait en elle, elle s'est battue pour faire des études. Sortie de l'École normale avec la meilleure note de ce qui était alors l'Afrique occidentale française, elle est devenue une enseignante hors pair. On a dit de son roman *Une si longue lettre* qu'il brossait le tableau le plus poignant de la condition féminine en Afrique. Aujourd'hui encore, près de 20 ans après sa mort, elle reste une source d'inspiration pour plusieurs générations de femmes, en Afrique et dans le reste du monde.

Comme l'a dit Mariama Bâ peu avant sa mort, la nation est constituée de familles et c'est parmi les enfants qu'elle recrute ses chefs.

Les aspirations que j'ai évoquées aujourd'hui sont celles de tous les enfants, dans tous les pays. C'est sur elles que repose notre conférence vouée à l'idéal de l'Education pour tous. Elles mettent en jeu des questions qui ont trait à la qualité, à l'inégalité et au financement, dont vous allez débattre les trois prochains jours. Elles figurent dans le Plan-cadre d'action que vous allez adopter à l'issue de cette conférence, auquel l'UNESCO et ses partenaires apporteront leur appui et dont ils assureront le suivi. Elles font partie des recommandations que j'ai faites aux dirigeants du monde entier en prévision du Sommet du millénaire qui aura lieu en septembre. C'est en donnant une éducation aux enfants d'aujourd'hui qu'on apprendra aux générations futures à maîtriser leur destinée.

Tel est le défi que doit relever la communauté internationale. C'est un pari que nous devons absolument gagner. Et nous ne réussirons que si les enfants du monde entier acquièrent une éducation de base, ainsi que les compétences dont ils ont besoin pour affronter la vie.

2. Cadre d'action de Dakar

Education pour tous : respectons nos engagements collectifs
Adopté par le Forum mondial sur l'éducation
Dakar (Sénégal), 26-28 avril 2000

1. Nous, participants au Forum mondial sur l'éducation, réunis à Dakar (Sénégal), en avril 2000, nous engageons à assurer pour tous les citoyens et toutes les sociétés la réalisation des buts et objectifs de l'éducation pour tous.
2. Le Cadre de Dakar est l'expression de notre détermination collective à agir. Les gouvernements ont le devoir de veiller à ce que les buts et objectifs de l'éducation pour tous soient réalisés de façon durable. Il s'agit là d'une tâche qui, pour être menée à bien avec efficacité, requiert de larges partenariats dans les pays, soutenus par la coopération avec les institutions et organismes régionaux et internationaux.
3. Nous réaffirmons le principe énoncé dans la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous (Jomtien, 1990), qui s'appuie sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention relative aux droits de l'enfant, selon lequel toute personne - enfant, adolescent ou adulte - doit pouvoir bénéficier d'une formation conçue pour répondre à ses besoins éducatifs fondamentaux, au sens le plus large et le plus riche du terme, une formation où il s'agit d'apprendre à connaître, à faire, à vivre ensemble et à être. Une formation qui s'attache à exploiter les talents et le potentiel de chaque personne et à développer la personnalité des apprenants, afin de leur permettre de mener une vie meilleure et de transformer la société dans laquelle ils vivent.
4. Nous nous réjouissons des engagements pris par la communauté internationale en faveur de l'éducation de base tout au long des années 90, lors de diverses occasions : Sommet mondial pour les enfants (1990), Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1992), Conférence internationale sur la population et le développement (1994), Conférence mondiale sur les droits de l'homme (1993), Conférence mondiale sur les besoins éducatifs spéciaux : accès et qualité (1994), Conférence internationale sur la population et le développement (1994), Sommet mondial pour le développement social (1995), quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1995), Réunion à la mi-décennie du Forum consultatif international sur l'éducation pour tous (1996), cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (1997) et Conférence internationale sur le travail des enfants (1997). Il s'agit maintenant de tenir ces engagements.
5. Le Bilan mondial de l'éducation pour tous (EPT) à l'an 2000 montre que des progrès importants ont été accomplis dans beaucoup de pays. Cependant, il est inacceptable, en l'an 2000, que plus de 113 millions d'enfants n'aient pas accès à l'enseignement primaire, que l'on dénombre encore 880 millions d'adultes analphabètes, que la discrimination sexuelle continue de sévir dans les systèmes éducatifs et que la qualité de l'apprentissage et l'acquisition de valeurs humaines et de compétences soient loin de répondre aux aspirations et aux besoins des individus et des sociétés. Des jeunes et des adultes n'ont pas accès aux compétences et aux connaissances nécessaires pour trouver un emploi rémunéré et participer pleinement à la vie de la société. A moins d'un progrès rapide de l'éducation pour tous, les objectifs nationaux et internationaux de réduction de la pauvreté ne seront pas atteints et les inégalités entre les pays et au sein des sociétés iront s'aggravant.
6. L'éducation est un droit fondamental de l'être humain. C'est une condition essentielle du développement durable ainsi que de la paix et de la stabilité à l'intérieur des pays et entre eux, et donc le moyen indispensable d'une participation effective à l'économie et à la vie des sociétés du XXI^e siècle soumises à un processus de mondialisation rapide. La réalisation des buts de l'éducation pour tous ne saurait être différée plus longtemps. Il est possible et nécessaire de répondre d'urgence aux besoins éducatifs fondamentaux de tous.
7. En conséquence, nous nous engageons collectivement à assurer la réalisation des objectifs suivants :
 - (i) développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés ;
 - (ii) faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme ;
 - (iii) répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante ;
 - (iv) améliorer de 50% les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente ;
 - (v) éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite ;
 - (vi) améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables - notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul, et les compétences indispensables dans la vie courante.
8. Pour atteindre ces objectifs, nous, gouvernements, organisations, institutions, groupes et associations représentés au Forum mondial sur l'éducation, nous engageons à :
 - (i) susciter, aux niveaux national et international, un puissant engagement politique en faveur de l'éducation pour tous, définir des plans d'action nationaux et augmenter sensiblement l'investissement dans l'éducation de base ;
 - (ii) promouvoir des politiques d'éducation pour tous dans le cadre d'une action sectorielle durable et bien intégrée, clairement articulée avec les stratégies d'élimination de la pauvreté et de développement ;

- (iii) faire en sorte que la société civile s'investisse activement dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi de stratégies de développement de l'éducation ;
 - (iv) mettre en place des systèmes de gestion et de gouvernance éducatives qui soient réactifs, participatifs et évaluable ;
 - (v) répondre aux besoins des systèmes éducatifs subissant le contrecoup de conflits, de catastrophes naturelles et de situations d'instabilité et conduire les programmes d'éducation selon des méthodes qui soient de nature à promouvoir la paix, la compréhension mutuelle et la tolérance et à prévenir la violence et les conflits ;
 - (vi) mettre en œuvre des stratégies intégrées pour l'égalité des sexes dans l'éducation, qui prennent en compte la nécessité d'une évolution des attitudes, des valeurs et des pratiques ;
 - (vii) mettre en œuvre d'urgence des activités et des programmes d'éducation pour lutter contre la pandémie de VIH/sida ;
 - (viii) créer un environnement éducatif sain et sûr, inclusif et équitablement doté en ressources, qui favorise l'excellence de l'apprentissage et conduise à des niveaux d'acquisition clairement définis pour tous ;
 - (ix) améliorer la condition, la motivation et le professionnalisme des enseignants ;
 - (x) mettre les nouvelles technologies de l'information et de la communication au service de la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous ;
 - (xi) assurer un suivi systématique des progrès accomplis du point de vue des objectifs et des stratégies de l'EPT aux niveaux national, régional et international ;
 - (xii) renforcer les mécanismes existants pour faire progresser plus rapidement l'éducation pour tous.
9. S'appuyant sur les données accumulées dans le cadre des évaluations régionales et nationales de l'EPT, ainsi que sur les stratégies sectorielles nationales déjà en place, tous les États seront invités à définir des plans d'action nationaux ou à renforcer ceux qui existent déjà avant 2002 au plus tard. Ces plans, s'insérant dans le cadre d'un effort plus large de développement et de lutte contre la pauvreté, devront être élaborés selon des processus plus transparents et plus démocratiques, associant les différents partenaires, notamment les représentants du peuple, les responsables communautaires, les parents, les apprenants, les organisations non gouvernementales (ONG) et la société civile. Ils s'attaqueront notamment aux problèmes liés au sous-financement chronique de l'éducation de base, en définissant des priorités budgétaires qui expriment la volonté d'atteindre les buts et objectifs de l'EPT dans les meilleurs délais et au plus tard en 2015. Ces plans définiront également des stratégies sans équivoque pour répondre aux problèmes spécifiques de ceux qui sont actuellement les laissés-pour-compte de l'éducation, en privilégiant clairement l'éducation des filles et l'égalité des sexes. Ils donneront une forme et une réalité concrète aux objectifs et stratégies définis dans le présent document ainsi qu'aux engagements pris à l'occasion des conférences internationales qui se sont succédées depuis 1990. Les activités régionales de soutien aux stratégies nationales s'appuieront sur des organisations, des initiatives et des réseaux régionaux et sous-régionaux renforcés.
10. Une volonté politique et une impulsion nationale plus affirmée sont nécessaires pour garantir la mise en œuvre effective et réussie des plans nationaux dans chacun des pays concernés. Cependant la volonté politique n'est rien sans les moyens. La communauté internationale n'ignore pas que bien des pays sont actuellement dépourvus des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs de l'éducation pour tous dans des délais acceptables. Il faut donc mobiliser de nouvelles ressources financières, de préférence sous forme de dons et d'aides assorties de conditions libérales, par le biais des institutions de financement bilatérales et multilatérales, comme la Banque mondiale et les banques régionales de développement, mais aussi du secteur privé. Nous l'affirmons : aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation de base ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources.
11. La communauté internationale honorera cet engagement collectif en lançant avec effet immédiat une initiative mondiale visant à élaborer les stratégies et mobiliser les ressources nécessaires pour apporter un soutien effectif aux efforts nationaux. Les pistes à explorer dans le cadre de cette initiative sont les suivantes :
- (i) renforcer le financement externe de l'éducation, notamment de l'éducation de base ;
 - (ii) améliorer la prévisibilité des flux de l'aide extérieure ;
 - (iii) assurer une coordination plus efficace des donateurs ;
 - (iv) développer les approches sectorielles ;
 - (v) intensifier, élargir et diligenter l'allègement et/ou l'annulation de la dette pour lutter contre la pauvreté, avec des prises de position fermes en faveur de l'éducation de base ;
 - (vi) prévoir un suivi plus efficace et plus régulier des progrès réalisés dans la poursuite des buts et objectifs de l'EPT, sous forme notamment d'évaluations périodiques.
12. De nombreux pays ont déjà apporté la preuve de ce que peuvent obtenir des stratégies nationales résolues et s'appuyant sur une coopération efficace en faveur du développement. Les progrès réalisés dans le cadre de ces stratégies peuvent et doivent être accélérés par l'intensification de l'aide internationale. En même temps, les pays aux stratégies moins affirmées - comme les pays en transition, les pays en proie à des conflits ou ceux qui sortent d'une crise - doivent recevoir tout l'appui nécessaire pour progresser plus rapidement vers les objectifs de l'éducation pour tous.
13. Nous renforcerons les mécanismes régionaux et internationaux permettant de rendre compte de l'action menée afin de donner une expression claire à ces engagements et d'inscrire le Cadre d'action de Dakar parmi les préoccupations de toutes les organisations régionales et internationales, de tout corps législatif national et de toute instance de décision locale.
14. Le Bilan mondial de l'éducation pour tous à l'an 2000 montre que c'est en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et dans les pays les moins avancés que la situation est la plus préoccupante. En conséquence, même si l'aide internationale ne doit faire défaut à aucun pays qui en a besoin, la priorité doit être accordée à ces régions et pays. Les pays en conflit ou en cours de reconstruction doivent également bénéficier

d'une attention spéciale afin de pouvoir bâtir des systèmes éducatifs qui répondent aux besoins de tous les apprenants.

15. La mise en œuvre des objectifs et stratégies susmentionnés nécessitera une dynamisation immédiate des mécanismes nationaux, régionaux et internationaux. Dans un souci d'efficacité maximale, ces mécanismes seront participatifs et, dans la mesure du possible, s'appuieront sur ce qui existe déjà. Ils incluront des représentants de toutes les parties prenantes et de tous les partenaires et fonctionneront selon des modalités transparentes et susceptibles d'évaluation. Ils apporteront une réponse conforme en tous points, dans l'esprit et la lettre, à la Déclaration de Jomtien et au Cadre d'action de Dakar. Ils assumeront, à des degrés divers, des fonctions notamment de sensibilisation, de mobilisation de ressources, de suivi et de création et de partage des connaissances concernant l'EPT.
16. Le cœur de l'activité de l'EPT se situe au niveau national. Des forums nationaux EPT seront renforcés ou établis pour appuyer la réalisation des objectifs. Tous les ministères concernés et les organisations de la société civile seront systématiquement représentés dans ces forums qui devront être transparents et démocratiques et offrir un cadre de mise en œuvre à l'échelon infra-national. Les pays établiront des plans nationaux d'ensemble pour l'EPT d'ici 2002 au plus tard. Les pays confrontés à des problèmes particuliers, et notamment à des crises complexes ou à des catastrophes naturelles, bénéficieront d'un soutien technique spécial de la part de la communauté internationale. Chaque plan national d'EPT :
 - (i) sera défini par les responsables nationaux en consultation directe et systématique avec la société civile du pays ;
 - (ii) canaliserà le soutien coordonné de tous les partenaires du développement ;
 - (iii) définira des réformes correspondant aux six objectifs de l'EPT ;
 - (iv) établira un cadre financier pour le long terme ;
 - (v) sera axé sur l'action et s'inscrira dans un calendrier précis ;
 - (vi) comprendra des indicateurs de résultats à mi-parcours ;
 - (vii) réalisera une synergie de tous les efforts de développement humain en étant intégré dans le cadre et le processus de planification nationale du développement.
17. Partout où ces processus sont engagés dans le cadre d'un plan crédible, les partenaires de la communauté internationale s'engagent à œuvrer de manière conséquente, coordonnée et cohérente. Chaque partenaire apportera sa contribution en fonction de ses avantages comparatifs à l'appui des plans nationaux EPT pour combler le déficit des ressources.
18. Les activités régionales de soutien aux efforts nationaux s'appuieront sur les organisations, réseaux et initiatives déjà en place aux niveaux régional et sous-régional, en les renforçant au besoin. Les régions et sous-régions décideront d'un réseau d'encadrement EPT appelé à devenir le Forum régional ou sous-régional doté d'un mandat explicite dans ce domaine. La participation systématique de toutes les organisations compétentes représentant la société civile ou à caractère régional

et sous-régional est indispensable, de même que la synchronisation de leurs efforts. Les forums régionaux et sous-régionaux sur l'EPT seront rattachés par des liens organiques aux forums nationaux et responsables devant eux. Leurs fonctions seront les suivantes : assurer la coordination avec l'ensemble des réseaux concernés ; définir les objectifs régionaux et sous-régionaux et suivre leur mise en œuvre ; mener une action de sensibilisation ; favoriser la concertation sur l'action à mener ; promouvoir les partenariats et la coopération technique ; partager les meilleures pratiques et les enseignements tirés ; assurer le suivi des activités et en rendre compte ; enfin, promouvoir la mobilisation des ressources. Un soutien régional et international est prévu pour renforcer les forums régionaux et sous-régionaux et les capacités utiles en matière d'EPT, notamment en Afrique et en Asie du Sud.

19. L'UNESCO continuera d'assumer le rôle qui lui a été confié d'assurer la coordination entre les partenaires de l'EPT et de maintenir la dynamique de leur coopération. Dans ce cadre, le Directeur général de l'UNESCO réunira tous les ans un groupe de haut niveau à la fois restreint et souple. Ce groupe contribuera à renforcer la volonté politique et la mobilisation des moyens techniques et financiers. Grâce aux informations du rapport de suivi émanant de l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIEP), du Bureau international d'éducation de l'UNESCO (BIE), de l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE) et en particulier de l'Institut de statistique de l'UNESCO, et aux données fournies par les forums régionaux et sous-régionaux sur l'EPT, il permettra également de veiller à ce que la communauté mondiale rende compte des engagements de Dakar. Il sera composé de décideurs représentant au plus haut niveau les gouvernements et la société civile des pays développés et en développement ainsi que les organismes de développement.
20. L'UNESCO fera office de secrétariat. Elle réaxera son programme d'éducation de manière à placer les résultats et les priorités de Dakar au cœur de son activité, ce qui implique la création de groupes de travail sur les six objectifs adoptés à Dakar. Ce secrétariat collaborera étroitement avec les autres organisations et pourra accueillir du personnel détaché par elles.
21. La réalisation des objectifs de l'éducation pour tous nécessitera un soutien financier supplémentaire des pays et une intensification des efforts d'aide au développement et d'allègement de la dette en faveur de l'éducation de la part des donateurs bilatéraux et multilatéraux de manière à dégager un montant de l'ordre de huit milliards de dollars par an. Il est donc indispensable que de nouveaux engagements concrets soient pris au niveau financier tant par les gouvernements nationaux que par les donateurs bilatéraux et multilatéraux, y compris la Banque mondiale, ainsi que par les banques régionales de développement, la société civile et les fondations.

28 avril 2000
Dakar (Sénégal)

3. Déclaration conjointe des co-organisateurs du Forum mondial sur l'éducation

«Nous, co-organisateurs du Forum mondial sur l'éducation à Dakar (Sénégal), en avril 2000, Rappelons que l'éducation :

- est un droit consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme ;
- est la condition indispensable de tout développement économique, social et humain et de l'accès équitable de tous les pays aux bénéfices de la mondialisation ;
- joue un rôle fondamental dans la promotion de la paix civile et internationale ainsi que du respect mutuel entre les cultures et les peuples ;

Affirmons que l'éducation pour tous devrait s'insérer dans le cadre de politiques viables et intégrées associées aux efforts en faveur de l'élimination de la pauvreté, aux stratégies en matière de population et à la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes ; soutenons pleinement la vision et les objectifs fondamentaux énoncés par la communauté internationale dans la Déclaration sur l'éducation pour tous, adoptée à Jomtien en 1990 ; reconnaissons les progrès considérables accomplis par l'éducation de base dans certains pays ; alarmés, cependant, par la situation inacceptable qui, souvent, s'aggrave dans d'autres pays, et qui se caractérise par : la persistance de taux d'analphabétisme élevés ; la non-scolarisation d'un grand nombre d'enfants, notamment de filles ; des disparités, en particulier entre les sexes, en matière d'éducation ; l'insuffisance de la qualité et de la pertinence des systèmes éducatifs et des contenus de l'éducation,

1. Soulignons la nécessité impérieuse de prendre immédiatement - face à cette calamité mondiale inadmissible, et qui n'est pas une fatalité - des engagements forts et durables à tous les niveaux afin d'assurer la réalisation effective de l'éducation pour tous ;
2. Exhortons les gouvernements, en particulier ceux des pays où le désintérêt envers l'éducation de base a créé une situation critique, à réserver d'urgence à

l'éducation pour tous la plus haute priorité aux plans politique, budgétaire et législatif, à s'employer à atteindre tous les exclus de l'éducation, et à reconnaître qu'il sera impossible de relever les défis pressants auxquels l'éducation pour tous est confrontée sans une volonté politique résolue, des réformes radicales et des approches nouvelles, d'ordre conceptuel aussi bien que pratique ;

3. Nous engageons à accroître de manière significative les ressources destinées à l'éducation pour tous ainsi qu'à redoubler d'efforts en matière de : conseil pour l'élaboration de politiques ; coopération technique ; formation et renforcement des capacités ; encouragement de la coopération entre pouvoirs publics et société civile ; mobilisation d'une assistance financière accrue en faveur des pays qui se sont dotés d'un plan crédible et ont prouvé la réalité de leur engagement vis-à-vis de l'éducation ; élargissement et renforcement du partenariat en faveur de l'éducation pour tous ;
4. Lançons un appel à la communauté internationale, aux institutions de développement et de financement, et aux bailleurs de fonds multilatéraux, bilatéraux et privés, pour qu'ils soutiennent la cause de l'éducation pour tous et la considèrent comme faisant partie intégrante de leurs responsabilités globales, qu'ils mettent en œuvre des mécanismes de coordination et de collaboration efficaces, en particulier à l'échelon national, et qu'ils veillent ainsi à ce qu'aucun pays témoignant d'une volonté réelle de réaliser l'éducation pour tous et disposant de plans viables à cette fin n'en soit empêché par le manque de ressources ;
5. Demandons instamment aux organisations non gouvernementales, aux médias et à la société civile dans son ensemble, y compris le secteur privé, de poursuivre leur mobilisation et de renforcer leur participation à l'éducation pour tous, en particulier par des stratégies novatrices, à l'appui des efforts déployés par les pouvoirs publics pour s'acquitter de leur obligation d'assurer l'universalité de l'éducation».

21 avril 2000

*Koïchiro Matsuura,
Directeur général de l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)*

*Nafis Sadik,
Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies
pour la population (FNUAP)*

*Mark Malloch Brown,
Administrateur du Programme des Nations Unies
pour le développement (PNUD)*

*Carol Bellamy,
Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies
pour l'enfance (UNICEF)*

James D. Wolfensohn, Président de la Banque mondiale

4. Déclaration des ONG sur l'Éducation pour tous

Consultation internationale des ONG

(Dakar, Sénégal, 24-25 avril 2000)

Dix ans après la Conférence sur l'Éducation pour tous, le Forum mondial sur l'Éducation à Dakar offre l'opportunité de faire le bilan des réalisations, des leçons et des échecs de cette décennie. La leçon la plus décevante est que les objectifs de Jomtien n'ont pas été atteints. Pourtant, 125 millions d'enfants voient leur droit à l'éducation violé chaque jour et restent prisonniers de la pauvreté. Pour des millions d'autres enfants, le manque de professeurs, de salles de classe et/ou de livres abrègent leur éducation scolaire et ils n'apprennent pas grand-chose. Les deux tiers des enfants n'allant pas à l'école sont des filles. Dans les pays en voie de développement, un adulte sur trois – 880 millions de personnes – est encore illettré.

Le Forum mondial sur l'éducation offre une opportunité de remplir les engagements pris par rapport à une éducation de qualité pour tous. Les gouvernements et les organisations internationales doivent faire des efforts concertés afin de mobiliser la volonté politique et les ressources financières. Le prix à payer pour avoir l'éducation pour tous est de US\$ 8 milliards supplémentaires par an. Cette somme est l'équivalent de quatre jours de dépenses militaires et de 9 minutes de spéculation monétaire internationale. Près de 300 ONG réunies à Dakar les 24 et 25 avril 2000 pour discuter de l'éducation pour tous pensent que l'Éducation pour tous est possible si les gouvernements et les organisations internationales s'engagent sur les points suivants :

- Il est nécessaire de renouveler l'engagement en faveur de l'éducation comme droit tel que cela est exprimé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, paragraphe 26, dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, article 13, et dans la Convention des droits de l'enfant, article 28.
- Il est nécessaire de s'engager à offrir une éducation de base gratuite et de qualité à tous les enfants, aux jeunes et aux adultes. L'équité doit être assurée à tous les niveaux. Tous les coûts directs de l'éducation de base doivent être supprimés.
- Un engagement doit être pris afin que l'éducation pour tous s'adresse à tous les groupes marginalisés ou exclus, tels que les personnes handicapées, les minorités ethniques, les personnes déplacées à l'intérieur des frontières et les réfugiés.
- Il doit être déclaré clairement que l'éducation est la responsabilité fondamentale de l'Etat.
- L'éducation pour tous dépend de l'existence d'un système démocratique sain ayant des structures et mécanismes

efficaces, qui assurent un espace et une voix à toutes les parties prenantes et garantissent le partage équitable des avantages.

- Les gouvernements, la communauté internationale et toutes les parties prenantes doivent s'engager à instaurer et à renforcer la démocratie, la justice sociale et la paix, dans la mesure où aucun apprentissage ne peut avoir lieu en temps de guerre ou de conflit.
- Les systèmes éducatifs doivent se fonder sur la culture locale, la respecter, et répondre aux besoins locaux.
- La qualité et l'apprentissage pour tous doivent être au cœur du processus éducatif. Un effort commun doit être fait pour concevoir des indicateurs de qualité qui fixent les normes de l'EPT.
- Il doit y avoir un engagement clair à assurer l'équité entre les sexes dans l'éducation à tous les niveaux. Afin d'éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des filles et des femmes, des plans d'action spécifiques, accompagnés d'échéances précises, doivent être mis en place, y compris concernant les actions volontaristes.
- L'alphabétisation des adultes doit être intégrée dans un processus plus large de développement et d'autonomisation communautaire. Le droit à l'éducation commence dès la petite enfance et continue jusqu'au troisième âge, en passant par l'âge adulte. Les gouvernements doivent s'engager à réduire l'illettrisme de 50 % d'ici l'an 2015.
- Les gouvernements doivent s'engager à développer des plans d'action nationaux pour l'éducation d'ici l'an 2002. Ces plans doivent être négociés de manière transparente et démocratique avec toutes les principales parties prenantes nationales, et établir la manière d'atteindre les objectifs nationaux d'éducation dans le cadre plus large des objectifs de 2015 et dans celui des dépenses gouvernementales. Au sein de ces plans, un accord doit être passé sur des mécanismes clairs et obligatoires pour tous, relatifs au processus en cours de participation démocratique de la société civile, y compris les professeurs, les parents, les élèves, et ce à tous les niveaux du système éducatif d'ici l'an 2001.
- Les plans d'action nationaux doivent être conçus dans le cadre plus large d'un plan d'action mondial, assurant qu'aucun gouvernement avec une stratégie fiable pour l'éducation ne pourra échouer par manque de ressources. Les donateurs nationaux devraient financer leur contribution au plan par une aide plus importante et un allègement de la dette. Des mécanismes clairs pour le financement, la mise en œuvre et le suivi du plan doivent être créés avant l'an 2002.
- Les gouvernements doivent s'engager à développer et à améliorer les mécanismes et structures pour une participation de la société civile - entre autres les professeurs et leurs organisations représentatives dans les décisions relatives à l'éducation à tous les niveaux.

- Les gouvernements doivent s'engager à garantir leur part de ressources nécessaires à une éducation de base de qualité, y compris une augmentation en pourcentage du PNB alloué à l'éducation. Les gouvernements doivent allouer au moins 6% du PNB à l'éducation. Les gouvernements doivent s'assurer d'une augmentation de leurs recettes par un système fiscal efficace, d'une baisse des dépenses militaires excessives et autres dépenses non productives et doivent mettre fin à la corruption.
 - Les gouvernements doivent immédiatement identifier et renverser les disparités existantes dans le financement de l'éducation par habitant qui entraînent des discriminations à l'encontre des communautés rurales, des minorités ethniques, des personnes handicapées et des régions moins développées, afin d'avoir des dépenses équitables par élève, et ce, avant l'an 2005. Ils doivent s'engager à offrir un financement supplémentaire pour répondre aux besoins des écoles dans les zones pauvres et marginalisées afin d'amener les écoles au niveau des normes acceptées avant l'an 2015 et d'assurer que le programme, le matériel didactique ainsi que les méthodes répondent aux besoins des groupes marginalisés. Un engagement doit être pris pour mettre fin au travail des enfants et pour ratifier les Conventions de l'OIT N° 138 et 182.
 - Les gouvernements doivent concevoir des réponses innovantes afin d'assurer que les élèves provenant des familles touchées par le VIH/SIDA ne se voient pas refuser leur accès à l'éducation. Des plans doivent être conçus aujourd'hui pour faire face aux pertes de professeurs et à une nouvelle pression sur les enfants. Un lien étroit doit être établi entre l'éducation et la santé dans la mesure où l'éducation a l'avantage d'appuyer la prévention du VIH/SIDA au sein de la population.
 - Les gouvernements doivent s'assurer que les nouvelles techniques de l'information sont accessibles de manière équitable afin de promouvoir la qualité de l'éducation. Cependant, l'on doit reconnaître que les connaissances autochtones et les formes traditionnelles de média sont également de grande valeur.
 - Un code de référence des donateurs doit faire l'objet d'un accord dans le cadre des Nations Unies, en partenariat avec la société civile d'ici l'an 2002, afin d'engager les donateurs à suivre une bonne pratique dans leurs relations avec leurs partenaires et dans la répartition de l'aide à l'éducation.
 - Les gouvernements doivent avoir des lignes de conduite transparentes. Le suivi et le contrôle des programmes d'aide doivent être transférés au gouvernement en partenariat avec la société civile.
 - Des changements positifs à l'aide et aux engagements internationaux ne doivent pas être contredits ou entravés par les politiques institutionnelles plus larges des institutions financières internationales. Les conseils en politiques publiques et le soutien financier du FMI, de la Banque mondiale ou des banques régionales au développement, doivent être définis en considérant l'éducation comme faisant partie de la réduction de la pauvreté et du développement humain.
 - Les donateurs doivent s'assurer que tous les gouvernements voulant agir sérieusement dans le domaine de l'éducation ont accès aux ressources nécessaires pour réaliser l'éducation de base pour tous. Une étape clé est l'augmentation de l'aide à l'éducation de base qui devrait représenter au moins 8% des budgets d'aide totaux.
 - Les donateurs doivent s'engager à un allègement plus important et rapide de la dette, ce qui améliorerait les progrès de l'Initiative des pays pauvres fortement endettés (HIPC2). L'allègement de la dette doit compléter les flux de l'aide et non les entraver. En outre, il doit être lié aux plans nationaux dans le contexte de plans de réduction de la pauvreté plus larges.
 - Une forte représentation des gouvernements du Sud et de la société civile doit être assurée dans les structures internationales de l'EPT créées après le Forum mondial sur l'éducation de Dakar. Des ressources, une expertise technique et un suivi des programmes doivent être décentralisés, d'importants investissements devant être réalisés en faveur de l'EPT à l'échelle régionale. Ces structures doivent être efficaces, responsables et transparentes.
 - Au niveau national, la société civile devrait avoir le droit de demander aux structures internationales de l'EPT de mener une enquête sur les cas de violation claire du droit à l'éducation. Les structures de l'EPT devraient avoir le pouvoir de demander au Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'éducation ou aux Commissions régionales des droits de l'homme, de mener des enquêtes.
 - Une étude globale devrait être programmée pour 2006 afin d'identifier les progrès par rapport aux principaux objectifs internationaux relatifs à l'éducation. Les plans d'action nationaux et ceux des donateurs devraient spécifier les objectifs à mi-parcours pour chaque dimension de l'EPT et spécifier les ressources supplémentaires et les engagements au cas où ces objectifs ne seraient pas atteints. Si cette étude montre qu'un nombre important de pays continue à ne pas suivre la bonne direction une conférence officielle des Nations Unies sur l'éducation avec les chefs d'Etat devrait être organisée pour l'an 2010.
- Nous, les ONG réunies à Dakar et venant du monde entier, nous engageons à travailler et à coopérer avec les gouvernements et avec un large éventail de groupements, de particuliers et d'institutions afin d'atteindre notre objectif d'une éducation de qualité pour tous.
- Nous voulons une action immédiate!

25 avril 2000

5. Bibliographie

Cadre d'action de Dakar. L'Éducation pour tous : tenir nos engagements collectifs. Adopté par le Forum mondial sur l'éducation, Dakar (Sénégal), 26-28 avril 2000.

Commentaire élargi sur le Cadre d'action de Dakar. L'éducation pour tous : tenir nos engagements collectifs. Établi par le Comité de rédaction du Forum mondial sur l'éducation, Paris, le 23 mai 2000.

Cadres d'action régionaux

L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE. *Éducation pour tous. Cadre d'action pour l'Afrique subsaharienne. L'éducation pour la renaissance de l'Afrique au XXI^e siècle.* Adopté lors de la Conférence de l'Afrique subsaharienne sur l'éducation pour tous, Johannesburg, Afrique du Sud, 6-10 décembre 1999.

LES AMÉRIQUES. *L'Éducation pour tous dans les Amériques.* Adopté lors de la Conférence sur l'éducation pour tous pour les Amériques. Saint-Domingue, République dominicaine, 10-12 février 2000.

LES ÉTATS ARABES. *L'éducation pour tous dans les États arabes : Renouveler l'engagement. Cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux dans la région arabe au cours de la décennie 2000-2010.* Adopté lors de la Conférence régionale des États arabes sur l'éducation pour tous, Le Caire, Égypte, 24-27 janvier 2000.

L'ASIE ET LE PACIFIQUE. *Cadre régional d'action pour l'Asie et le Pacifique. Principes, objectifs spécifiques et cibles pour 2015.* Adopté lors de la Conférence sur l'éducation pour tous pour l'Asie et le Pacifique. Bangkok, Thaïlande, 17-20 janvier 2000.

L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE DU NORD. *Cadre d'action régional pour l'Europe et l'Amérique du Nord.* Adopté lors de la Conférence sur l'éducation pour tous pour l'Europe et l'Amérique du Nord. Varsovie, Pologne, 6-8 février 2000.

LES PAYS E-9. *Déclaration de Recife des pays E-9.* Adopté lors de la Réunion des ministres des neuf pays à forte population (E-9). Recife, Brésil, 31 janvier-2 février 2000.

Rapports régionaux EPT

Les États arabes et l'Afrique du Nord

Education for All in the Arab States Assessment 2000. Regional Report. Executive Summary. UNESCO Regional Office for Education in the Arab States. January 2000.

L'Asie et le Pacifique

A Synthesis Report of Education for All 2000 Assessment in the South and West Asia Sub-Region. Working Paper No. 4. UNESCO PROAP. UNESCO Principal Regional Office for Asia and the Pacific. Bangkok, 2000.

VINE, K. *A Synthesis Report of Education for All 2000 Assessment in the East and South East Asia Sub-Region.* Working Paper No. 2. UNESCO Principal Regional Office for Asia and the Pacific. Bangkok, January 2000.

VINE, K. *A Synthesis Report of Education for All 2000 Assessment in the Trans-Caucasus and Central Asia Sub-Region.* Working Paper No.1. UNESCO Principal Regional Office for Asia and the Pacific, Bangkok, January 2000.

VINE, K. and ORDONEZ, V. *A Synthesis Report of Education for All 2000 Assessment for the Asia-Pacific Region.* Working Paper No. 3. UNESCO Principal Regional Office for Asia and the Pacific. Bangkok, January 2000.

L'Europe et l'Amérique du Nord

MOTIVANS, A. *Education for All - Central and Eastern Europe Synthesis Report.* UNESCO Institute for Statistics/ UNICEF Innocenti Research Centre. Regional Report for the EFA 2000 Assessment.

SKILBECK, M. *Education for All. Trends and Issues from an OECD Perspective. Western Europe and North America.* Regional Report for the EFA 2000 Assessment, 2000.

VAN WASSENHOVE, G. and MOUSNY, C. *Education For All.* Warsaw Regional Conference 6-8 February 2000. Conference working document. EFA Forum.

Les pays E-9 (Les neuf pays à forte population)

SCHWARTZMAN, S. *Education for All: the Nine Largest Countries.* Regional Report for the EFA 2000 Assessment.

L'Amérique latine et les Caraïbes : les Amériques

BLANCO, R. and TREVINO, E. *Latin America Sub-regional Report. Education for All – the Year 2000 Assessment.* Santiago, UNESCO, 2000.

JULES, V. and PANNEFLEK, A. *Education for All in the Caribbean: Assessment 2000. Subregional Synthesis Report. Vol. 1: Summary.* January 2000.

MILLER, E. *Education in the Caribbean in the 1900s: Retrospect and Prospect.* Education for All in the Caribbean: Assessment 2000 Monograph Series. UNESCO.

L'Afrique subsaharienne

Education for All - Report from Spanish, Portuguese and French speaking countries. Assessment during the period 1990 - 2000.

Études thématiques EPT

ABLETT, J. and SLENGESOL, I-A. *Education in Crisis: The Impact and Lessons of the East Asian Financial Shock, 1997 – 1999.* International Consultative Forum on Education for All in association with the World Bank. Paris, UNESCO, 2000. 44 pp.

BENSALAH, K., SINCLAIR, M., NACER, F.H. *Education in Situation of Emergency and Crisis: Challenges for the New Century,* International Consultative Forum on Education for All in association with UNESCO and the Swedish International Development Agency. Paris, UNESCO, 2000. 93 pp.

BENTALL, C., PEART, E., CARR-HILL, R. and COX, A. *Funding Agency Contributions to Education for All.* International Consultative Forum on Education for All on association with the Department for International Development (United Kingdom). Paris, UNESCO, 2000. 124 pp.

BERNARD, A. K. *Education for All and Children Who are Excluded*. International Consultative Forum on Education for All in association with UNICEF. Paris, UNESCO, 2000. 79 pp.

BRAY, M. *Community Partnerships in Education: Dimensions, Variations, and Implications*. International Consultative Forum on Education for All in association with the World Bank. Paris, UNESCO, 2000. 57 pp.

HYDE, K. A. L. and MISKE, S. *Girl's Education*. International Consultative Forum on Education for All in association with UNICEF. Paris, UNESCO, 2000. 42 pp.

MONTAGNES, I. *Textbooks and Learning Materials 1990 – 1999: A Global Survey*. International Consultative Forum on Education for All in association with the Department for International Development (United Kingdom), ADEA Working Group on Books & Learning Materials, and the UNESCO/Danida Basic Learning Materials Initiative. Paris, UNESCO, 2000. 104 pp.

MYERS, R. G. *Early Childhood Care and Development*. Final draft. February 1. International Consultative Forum on Education for All in association with UNICEF. Paris, UNESCO, 2000. 55 pp.

OUEDRAOGO, A. and JOMMO, B. *Renewed Hope: NGOs and Civil Society in Education for All*. International Consultative Forum on Education for All in association with the Collective Consultation of NGOs on Literacy and Education for All. Paris, UNESCO, 2000. 68 pp.

PERRATON, H. and CREED, C. *Applying New Technologies and Cost-Effective Delivery Systems in Basic Education*. International Consultative Forum on Education for All in association with DFID. Paris, UNESCO, 2000. 93 pp.

SINISCALCO, M. T. *Achieving Education for All: Demographic Challenges*. International Consultative Forum on Education for All in association with UNESCO. Paris, UNESCO, 2000. 61 pp.

WAGNER, D. *Literacy and Adult Education*. International Consultative Forum on Education for All in association with UNESCO. Paris, UNESCO, 2000. 47 pp.

WHITMAN, C. V., LEVINGER, B., ALDINGER, C. and BIRDTHISTLE, I. *School Health and Nutrition*. International Consultative Forum on Education for All in association with WHO. Paris, UNESCO, 2000. 67 pp.

Études de cas des ONG

ACTION AID. Civil Society Perspectives on Education for All, Broken Promises, New Hopes. In: The Collective Consultation of NGOs on Literacy and Education for All, *Renewed Hope: NGOs and Civil Society in Education for All*. International Consultative Forum on Education for All in association with UNESCO. Paris, UNESCO, 2000.

DEBOUROU, D. Participation communautaire : des expériences des organisations non gouvernementales et de la société civile. Dans : La Consultation collective des ONG sur l'alphabétisation et l'éducation pour tous, *Renouer avec l'espoir : le soutien des ONG et de la société civile à l'Éducation pour tous*. Forum Consultatif International sur l'éducation pour tous en association avec l'UNESCO. Paris, UNESCO, 2000.

FREDERICKSON, U. Education for All: Teachers' Perspectives. In: The Collective Consultation of NGOs on Literacy and Education for All, *Renewed Hope: NGOs and Civil Society in Education for All*. International Consultative Forum on Education for All in association with UNESCO. Paris, UNESCO, 2000.

JOMMO, B. Gender Dimensions in Education for All: NGO and Civil Society Experiences. In: The Collective Consultation of NGOs on Literacy and Education for All, *Renewed Hope: NGOs and Civil Society in Education for All*. International Consultative Forum on Education for All in association with UNESCO. Paris, UNESCO, 2000.

KAHLER, D. Linking Non-Formal Education to Development: NGO Experiences During the Education for All Decade. In: The Collective Consultation of NGOs on Literacy and Education for All, *Renewed Hope: NGOs and Civil Society in Education for All*. International Consultative Forum on Education for All in association with UNESCO. Paris, UNESCO, 2000. 15 pp.

PATEL, I. Emerging Trends in Adult Literacy Policies and Practice in Africa and Asia. NGO Perspectives. In: The Collective Consultation of NGOs on Literacy and Education for All, *Renewed Hope: NGOs and Civil Society in Education for All*. Draft. International Consultative Forum on Education for All in association with UNESCO. Paris, UNESCO, 2000.

ROBINSON, C. Partnerships in Education for All – NGO and Civil Society Experiences. In: The Collective Consultation of NGOs on Literacy and Education for All, *Renewed Hope: NGOs and Civil Society in Education for All*. International Consultative Forum on Education for All in association with UNESCO. Paris, UNESCO, 2000.

Autres documents

FISKE, E. B. *Situation et tendances 2000. L'évaluation des acquis scolaires*. Forum Consultatif International sur l'éducation pour tous, Paris, UNESCO, 2000. 72 pages. ISSN 1020-0908

LITTLE, A. et MILLER, E. Le Forum International Consultatif sur l'éducation pour tous 1990-2000. *Une évaluation. Rapport au Comité directeur du Forum éducation pour tous*. Dakar, UNESCO, 2000. 59 pages.

SKILBECK, M. *Synthèse globale. Éducation pour tous. Bilan à l'an 2000*. Forum Consultatif International sur l'éducation pour tous. Paris, UNESCO, 2000. 71 pages.

Études thématiques. Synthèses. Éducation pour tous. Bilan à l'an 2000. Forum Consultatif International sur l'éducation pour tous. Paris, UNESCO, 2000. 62 pages.

INSTITUT DE STATISTIQUE DE L'UNESCO. *Document statistique. Éducation pour tous. Bilan à l'an 2000*. Forum Consultatif International sur l'éducation pour tous. Paris, UNESCO, 2000. 69 pages.

List of participants

Liste des participants

NATIONAL AUTHORITIES, INSTITUTIONS, ORGANIZATIONS

AUTORITÉS NATIONALES, INSTITUTIONS, ORGANISATIONS

Albania/Albanie

- ★ Prof. Dr Ethem Ruka
Ministre de l'éducation
- Ministère de l'éducation
Rruga Durrës 23
Tirana
Tel: (355) 4226 307
Fax: (355) 4232 002
- ★ Dr Vasil Qano
Chef de cabinet du ministre
Ministère de l'éducation
Rruga Durrës 23
Tirana
Tel: (355) 4225 987
Fax: (355) 4225 987
e-mail: vqano@usa.net
- ★ Mrs Irma Halimi
Specialist of International Relations
Ministry of Education and Science
Rruga Durrës 23
Tirana
Tel: (355) 4222 260
Fax: (355) 4232 002
e-mail: Vqano@usa.net

Algeria/Algérie

- ★ M. Boualem Bessaïeh
Président de la commission des
affaires étrangères du Sénat
Représentant personnel du président
de la République
Sénat Algérie
Tel: (213) 744 019
- ★ M. Si Amokrane Arab
Secrétaire général de la commission
nationale pour l'UNESCO
14 rue Mohamed Boudjatit
El Annasser
16000 Alger
Tel: (213) 232 862
Fax: (213) 223 2805
- ★ M. Mohamed Salmi
Directeur de l'Office national
de l'alphabétisation
37 Chemin El Bachir Ibrahim
16000 Alger
Tel: (213) 292 3667
Fax: (213) 292 3486
- M. Ali Seddiki
Député-Président de la commission
éducation formation
Assemblée Populaire Nationale
Bvd. Z. Yarcef
Alger
Tel: (213) 274 3977
Fax: (213) 274 3977

Andorra/Andorre

- ★ Monsieur Josep Areny
Inspecteur de l'éducation
Ministère de l'éducation,
de la jeunesse et des sports
C/ Bonaventura Armengol 6-8
Andorra La Vella
Tel: (376) 866 585
Fax: (376) 864 341
e-mail: jareny-gov@andorra.ad

Angola

- ★ M. Antonio Burity da Silva Neto
Ministre de l'éducation nationale
et de la culture
Ministère de l'éducation nationale
et de la culture
Luanda
- ★ M. Pedro Massala
Nsingui-Barro
Chargé d'affaires
Délégation permanente de l'Angola
auprès de l'UNESCO
Maison de l'UNESCO
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (33) 1 45 68 29 76
Fax: (33) 1 45 67 57 48
- ★ Ms Ana Paula da Silva
Sacramento Neto
National Director
Ministry of Family and Women
CP 6438
Luanda
Tel: (2442) 311 728 / 310 904
Tel: (2442) 310 057

- M. Zivendele Sebastião
Conseiller à l'Education pour tous
du Vice-Ministre chargé
de la réforme éducative
CP 1281 Ministério da Educação
Luanda
Tel: (2442) 321 482
Fax: (2442) 321 709
- Mme Judite Seabra Martins
Directrice nationale
Coopération internationale
Ministère de l'éducation
et de la culture
Luanda
Tel: (2442) 320 582
Fax: (2442) 238 393
- Mme Adelina Van-Dunem Gamboa
Directrice nationale
Ministère de l'éducation
et de la culture
Luanda

Argentina/Argentine

- ★ Lic Dario Braun
Asesor del Señor Ministro
de Educación
Pizzurno 935 (1020)
Buenos Aires
Tel: (5411) 4129 1160
Fax: (5411) 4129 1165
e-mail: dbraun@me.gov.ar
- Sra Cecilia Braslavsky
- Profesora, CONICET/Universidad
de Buenos Aires
Melian 3948
1430 Buenos Aires
Tel: (5411) 4806 9366
Fax: (5411) 4544 6392
e-mail: cbraslavsky@infovia.com.ar
e-mail: cosbra@infovia.com.ar
- Ms Roxana Morduchowicz
Newspaper in Education Director
ADIRA
Chacabuco 314-4°
1609 Buenos Aires
Tel: (5411) 4342 7003
Fax: (5411) 4342 7003
e-mail: rmorduchow@netex.com.ar
- Ms Rosa Maria Torres
Education Adviser
Lafinur 2932, 6th Floor
Buenos Aires
Tel: (5411) 4804 2834
Fax: (5411) 4804 2834
e-mail: rmtorres@fibertel.com.ar
- ◆ Mme Zumilda Gonzalez
Enseignante à Bocoya dans
la pré-cordillère des Andes
Maestra – Bocoya
Salta
Tel: (5411) 0387 425 2511
- Sra Pilar Pozner
Coord. Nacional De Gestión
Institucional
Pizzurno 935 (502) 1020
Buenos Aires
Tel: (5411) 4813 1022
Fax: (5411) 4815 3709
e-mail: ppozner@me.gov.ar

Australia/Australie

- ★ Ms Susan Pascoe
President of the Australian College
of Education
P.O. Box 3
East Melbourne 3002
Tel: (613) 9267 0225
Fax: (613) 9415 9325
e-mail: spascoe@ceo.melb.catholic.edu.au

- ★ Mr Geoff Masters
Executive Director
- Australian Council for Educational
Research (ACER)
19 Prospect Hill Road
Camberwell 2124/P.O. Box 55
Victoria
Tel: (613) 9277 5511
Fax: (613) 9277 5500
e-mail: masters@acer.edu.au
- ★ Mr Robin Davies
Counsellor (Development
Cooperation)
Australian Delegation to the OECD
4 rue Jean Rey
75724 Paris Cedex 15
France
Tel: (33) 1 40 59 33 46
Fax: (33) 1 40 59 33 67
e-mail: robin.davies@ausaid.gov.au
- ◆ Professor Malcolm Skilbeck
P.O. Box 278
Drysedale
Victoria 3222
Tel/Fax: (61) 352 53 33 40
e-mail: skilbeck.connell@deakin.edu.au

Austria/Autriche

- ★ M. Wilhelm Wolf
Directeur du département éducation
primaire
Ministère fédéral de l'éducation
et des affaires culturelles
1014, Minoritenplatz 5
Vienne
Tel: (43 1) 53120-4447
Fax: (43 1) 53120-4504
e-mail: wilhelm.wolf@bmuk.go.at
- ★ Mme Gabriele Eschig
Secrétaire général
Commission nationale autrichienne
pour l'UNESCO
Mentergass 11
1070 Vienne
Tel: (43 1) 523 6421
Fax: (43 1) 523 6421/20
e-mail: oeuk@unesco.at
- ★ M. le professeur Georg Gombos
Université de Klagenfurt
9020 Klagenfurt
Tel: (43) 463 2700 –704
Fax: (43) 463 2700 –293
e-mail: georg.gombos@uni-klu.ac.at

Azerbaijan/Azerbaïdjan

- ★ Mr Iskender Iskenderov
Deputy Minister of Education
Ministry of Education
Government House
Baku 37001
Tel: (994 12) 937266
Fax: (994 12) 987569

◆ Invitee/Invité

★ Member of official delegation/Membre d'une délégation officielle

● Steering Committee member/Membre du Comité directeur

■ Participating in strategy session/Participant à une séance de stratégie

▲ Participating in futures group/Participant au groupe du futur

▣ Participating in drafting group/Participant au groupe de rédaction

● Regional Technical Advisory Group member/
Membre du Groupe de conseil technique régional

■ Observer/Observateur

★ Mr Sabir Hamidov
Senior Officer of the Ministry
of Education
Ministry of Education
Government House
Baku 37001
Tel: (994 12) 987 504
Fax: (994 12) 987 504

★ Mrs Yegana Gafgazli
Specialist
Azerbaijani National Commission
for UNESCO
Ministry of Foreign Affairs
Baku
Tel: (994 12) 973 752
Fax: (994 12) 927 670

Bahamas

★ Hon. Zhivargo Laing
Minister of State for Education
Ministry of Education and Youth
Shirley Steet, Collins House
P.O. Box N 3913
Nassau
Tel: (1242) 322 8140
Fax: (1242) 356 3815
e-mail: zhlaing@batelnet.bs

★ Mrs Iris Pinder
Director of Education
Ministry of Education
P.O. Box N 3913
Nassau
Tel: (1242) 322 8116
Fax: (1242) 325 8140
e-mail: irispinder@hotmail.com

★ Mr Kingsley Black
President
Bahamas Union of Teachers
P.O. Box N 3482
Nassau
Tel: (1242) 323 4491
Fax: (1242) 323 7086

■ Dr Pandora Johnson
Vice President
Ministry of Education
P.O. Box N 4912
Nassau
Tel: (1242) 302 4307
Fax: (1242) 326 7834
e-mail: vpp35si@cob.edu.bs

Bahrain/Bahreïn

★ H.E. Mr Abdul Aziz M. Al-Fadhel
Minister of Education
Ministry of Education
P.O. Box 43
Manama
Tel: (973) 680 071
Fax: (973) 680 161

★ H.E. Mr (Dr) Salman R. Al-Zayani
Secretary-General
Bahrain Center for Studies and
Research
P.O. Box 496
Manama
Tel: (973) 754 757
Fax: (973) 754 010
e-mail: alzayani@bcsr.gov.bh

★ Mr (Dr) Ebrahim Y. Al-Abdulla
Assistant Under-Secretary for
General and Technical Education
Ministry of Education
P.O. Box 43
Manama
Tel: (973) 680 102
Fax: (973) 680 156

Bangladesh

★ Mr Abu Sharaf H.K. Sadique
Minister of Education
Government of Bangladesh
Dhaka 1000
Tel: (8802) 8611 395

★ Dr Saadat Husain
Permanent Secretary
Government of Bangladesh
Bangladesh Secretariat
Dhaka 1000
Tel: (8802) 861 2484
Fax: (8802) 861 8871
e-mail: scypmed@bdc.com

★ Mr Syed Muazzem Ali
Ambassador of Bangladesh in France
and Permanent Delegate
of Bangladesh to UNESCO
Embassy of Bangladesh
39 rue Erlanger
75016 Paris
France
Tel: (33) 1 46 51 98 69
Fax: (33) 1 46 51 90 35

★ Mr A.K.M.A. Awal Mazumder
Senior Assistant Secretary
Primary and Mass Education Division
Bangladesh Secretariat
Dhaka
Tel: (8802) 8618 646
Fax: (8802) 8618 871

★ Dr Delwar Hossain
Deputy Chief of Planning
Primary and Mass Education Division
Government of Bangladesh
Bangladesh Secretariat
Dhaka
Tel: (8802) 8610 292
Fax: (8802) 8618 871
e-mail: pmed.gob@bdc.com

● Mr Kazi Fazlur Rahman
Former Member, Planning
Commission
House No. 26, road No. 4
Dhanmondi Residential Area
Dhaka 1205
Tel: (8802) 861 160
Fax: (8802) 817 713
e-mail: lkfr@bdonline.com

Barbados/Barbade

★ Senator Cynthia Y. Forde
Parliamentary Secretary
Ministry of Education, Youth Affairs
and Culture
Elsie Payne Complex
Constitution Road
St Michael
Tel: (246) 430 2703
Fax: (246) 436 2411
e-mail: mined1@caribsurf.com

★ Mr Glenroy Cumberbatch
Deputy Chief Education Officer
Elsie Payne Complex
Constitution Road
St Michael
Tel: (246) 430 2700
Fax: (246) 436 2411
e-mail: mined1@caribsurf.com

Belarus/Bélarus

★ M. Vasily Strazhev
Ministre de l'éducation
9 vul Savietskaja
Minsk 220010
Tel: (375 17) 227 4736
Fax: (375 17) 227 4736

★ M. Alaksandr Istomin
Secrétaire général
Commission nationale du Belarus
pour l'UNESCO
19 Lenin Street
220030 Minsk
Tel: (375 17) 227 3402
Fax: (375 17) 227 4521

Belgium/Belgique

★ S. Exc. M. Hervé Hasquin
Ministre-Président du Gouvernement
de la Communauté française de
Belgique, chargé des relations
internationales
Place Surllet de Chokier, 15-17
1000 Bruxelles
Tel: (322) 227 3227
Fax: (322) 227 3345

★ M. Philippe de Clercq
Ambassadeur de Belgique près
la République du Sénégal
Ambassade de Belgique
Route de la Petite corniche Est
BP 524
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 821 2524

★ M. Alain Verhaagen
Conseiller pour les relations
internationales près le ministre –
Président du Gouvernement de la
Communauté française de Belgique ;
chargé des relations internationales
Place Surllet de Chokier, 15-17
1000 Bruxelles
Tel: (322) 227 3227
Fax: (322) 227 3345

■ Mme Sylvie Van Den Wildenberg
Attaché de presse du Ministre-
Président
Place Surllet de Chokier, 15-17
1000 Bruxelles
Tel: (322) 227 3227
Fax: (322) 227 3345

■ M. François de Smet
Attaché, Cabinet du Ministre-
Président
Place Surllet de Chokier, 15-17
1000 Bruxelles
Tel: (322) 227 3227
Fax: (322) 227 3345

■ Mme France Lebon
Directrice du Service
de l'éducation permanente
Ministère de la Communauté
française
Boulevard Leopold II, 44
1080 Bruxelles
Tel: (322) 413 2519
Fax: (322) 413 3063
e-mail: france.lebon@cfwb.be

■ M. Marc Demayer
Conseiller
Ministère de la Communauté
Wallonie-Bruxelles
Tel: 821 7481

Listed
under
3. Civil
Society

Mme Catherine Stercq
Coordinatrice
Lire et Ecrire – Belgique
Place Morichar 42-43
1060 Bruxelles
Tel: (32 2) 537 1044
Fax: (32 2) 538 2744
e-mail: lire.et.ecrire@skipnet.be

Belize

★ Mr Eldrid Roy Cayetano
Permanent Secretary
Ministry of Rural Development
and Culture
Vice-President
Belize National Commission
for UNESCO
East Block
Belmopan
Tel: (501) 8204 23
Fax: (501) 8230 17
e-mail: rmeconsult@btl.net/
ruraldev@btl.net

★ Mr K. Mustafa Toure
Director of Planning, Projects
and Performance Measurement
Ministry of Education and Sports
Secretary General
Belize National Commission
for UNESCO
West Block
Belmopan
Tel: (501) 8207 93
Fax: (501) 8233 89

Benin/Bénin

★ M. Olabiya B. Joseph Yaï
Délégué permanent
Ambassadeur du Bénin auprès
de l'UNESCO
Maison de l'UNESCO
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Fax: (331) 4306 1555
e-mail: o.yai@unesco.org

★ M. Joseph Ahanhanzo-Glele
Directeur de la programmation
et de la prospective
Ministère de l'éducation nationale
et de la recherche scientifique
01 BP 348
Cotonou
Tel: (229) 308 110
Fax: (229) 308 110
e-mail: ahanjo@intnet.bj

★ M. Ange N'Koue
Directeur départemental
de l'éducation
BP 06
Natitingou
Tel: (229) 821 224
Fax: (229) 301 579

■ Mme Agai Berthione née Vitin
Conseiller technique à l'éducation
auprès du Président de
la République du Bénin
01 BP 3674
Cotonou
Tel: (229) 307 840

Bermuda

★ Sen. The Hon. L. Milton Scott, J.P.
Minister of Education
Ministry of Education
P.O. Box HM 1185
Hamilton HM EX
Tel: (441) 236 6904
Fax: (441) 236 4006

★ Mr Joseph Christopher
Chief Education Officer
P.O. Box HM 1185
Hamilton HM EX
Tel: (441) 236 6904
Fax: (441) 296 9366

Bhutan/Bhoutan

★ Mr Perna Thinley
Director
Education Department
Ministry of Health and Education
Thimphu
Tel: (975) 2325 146
Fax: (975) 2324 827
e-mail: kynamgye@druknet.net.bt

★ Ms Dechen Zam
Assistant Planning Officer
Education Division
Ministry of Health and Education
Thimphu
Tel: (975) 2322 101
Fax: (975) 2325 183
e-mail: dechenzam@hotmail.com

Bolivia/Bolivie

★ Sr Ivan Tavel
■ Viceministro de Educación
Alternativa
Av. Arce No 2147
Lado Radisson Plaza Hotel
La Paz
Tel: (591 2) 440 885
Fax: (591 2) 443 973
e-mail: educal@ceibo.entelnet.bo

★ Sr Carlos Gutierrez F.
Jefe De la Unidad de Información
y Análisis VEIPS
Av. Arce No 2147
Lado Radisson Plaza Hotel
La Paz
Tel: (591 2) 443 612
Fax: (591 2) 443 973
e-mail: cgutie@kolla.net

**Bosnia and Herzegovina/
Bosnie-Herzégovine**

★ Mr Ramiz Selimovic
External Expert in Education
St Obala Maka Dizdara 2
71000 Sarajevo
Tel: (387) 71 443 340
Fax: (387) 71 443 340
e-mail: mganibeg@utic.net.ba

Bostwana

★ Hon. Ponatshego H K Kedikilwe
Minister for Education
Ministry of Education
Private Bag 005
Gaborone
Tel: (267) 365 5462 / 3
Fax: (267) 365 5458

★ Mr Archibald Sekao Makgothi
Head of Planning, Statistics
and Research
Ministry of Education
Private Bag 005
Gaborone
Tel: (267) 365 5477
Fax: (267) 365 5458
e-mail: amakgothi@gov.bw

★ Dr Kathleen Letshabo
Research Fellow
University of Botswana
Private Bag 0022
Gaborone
Tel: (267) 365 5400
Fax: (267) 365 5458
e-mail: k.letshabo@mopipi-ub.bw

● Mr Jakes Swartland
Secretary, National Council
on Education
Ministry of Education
Private Bag 005
Gaborone
Tel: (267) 365 5468/9
Fax: (267) 351 624/352 949
e-mail: jswartland@gov.bw

Brazil/Brésil

★ Mme le Professeur Maria Helena
■ Guimaraes Castro
Présidente de l'Institut national
des recherches en éducation (INEP)
Ministère de l'éducation du Brésil
Esplanada dos Ministérios
Anexo 2 – 4ème
Brasília D.F.
Tel: (5561) 226 1519
Fax: (5561) 226 8468
e-mail: mhelena@inep.gov.br
mhelenac@tba.com.br

★ Mrs Vitoria Alice Cleaver
Head of the Educational Affairs Unit
Ministry of Education
Esplanada dos Ministérios
Bloco "L" sala 824
Brasília D.F.
Tel: (5561) 410 8836
Fax: (5561) 492 2992
e-mail: vcleaver@gm.mec.gov.br

★ Mr Efrem de Aguiar Maranhao
■ Secretary of Education
Av. Vernerdo Vieira de Meho
1122/401
Piedade-Jaboatao-PE
Tel: (5581) 468 2859
Fax: (5581) 224 6263
e-mail: eam@ndp.ufpe.br

**British Virgin Islands/
Iles Vierges britanniques**

★ Dr Charles Wheatley
President of College
P.O. Box H. Lavity Stoult Community
College
P.O. Box 346, Road Town
Tortola
Tel: (284) 494 4994
Fax: (284) 494 4996
e-mail: cwheatley@mail.hlsc.edu.vg

★ Mr Angel Smith
Chief Education Officer
P.O. Box 78
Road Town
Tortola
Tel: (284) 494 3701 ext. 2174
Fax: (284) 494 5018
e-mail: education@bvigovernment.org

Burkina Faso

★ M. Julien Daboue
Conseiller technique du Ministre
Ministère de l'enseignement de base
et de l'alphabétisation
03 BP 7032
Ouagadougou
Tel: (226) 33 46 07
Fax: (226) 31 42 76
e-mail: j.daboue@fasonet.bf

★ Mme Salimata Sanou
Chargée d'études à la Direction
des études et à la planification
Coordonnatrice de l'équipe
nationale EPT
Ministère de l'enseignement
de base et de l'alphabétisation
01 BP 1308
Ouagadougou
Tel: (226) 31 98 84
Fax: (226) 31 28 84

★ M. Amadé Badini
Directeur général
Ecole Normale Supérieure
BP 376
Koudougou
Tel: (226) 44 01 22/25
Fax: (226) 44 01 19

■ Ms Maria Kere
Program Representative
Save the Children Burkina Faso
01 BP 642 Ouagadougou 01
Tel: (226) 36 41 19
Fax: (226) 36 41 21
e-mail: maria.kere@fasonet.bf

● Mme Alice Tiendrebeogo
Présidente, Association femmes
éducatrices et développement
01 BP 581
Ouagadougou 06
Tel: (226) 36 11 15
Fax: (226) 36 11 15
Via UNICEF (226) 300968
e-mail: afed@fasonet.bf

■ M. Bernard D. Yonli
Secrétaire général de la Commission
nationale pour l'UNESCO
03 BP 7046
Ouagadougou
Tel: (226) 30 72 15
Fax: (226) 31 56 14

Burundi

★ M. Prosper Mpawenayo
Ministre de l'éducation nationale
Ministère de l'éducation nationale
BP 1900
Bujumbura
Tel: (257) 217 776
Fax: (257) 228 477

★ M. Edouard Juma
Inspecteur général de l'enseignement
Ministre de l'éducation nationale
BP 1900
Bujumbura
Tel: (257) 226 839
Fax: (257) 228 477

Cambodia/Cambodge

★ H.E. Mr Im Sethy
Secretary of State
Ministry of Education, Youth
and Sports
Phnom Penh
Tel: (855 23) 72 12 02
e-mail: thysi@camnet.com.kh

★ Mr Nath Bunroeun
Director of Teacher Training
Department
Ministry of Education, Youth
and Sports
Phnom Penh
Tel: (855 15) 85 19 79
Fax: (855 23) 85 36 23 41

★ Mr Ros Borrom
First Deputy-Director of Personnel
Department
Ministry of Economy and Finance
St 92 Sangkat Wat Phnom, Khan
Daun Penh
Phnom Penh
Tel: (855 12) 91 50 05
Fax: (855 23) 42 86 82

Cameroon/Cameroun

★ Mr Joseph Yunga Teghen
Secretary of State
P.O. Box 16000
Yaounde
Tel: (237) 228 668
Fax: (237) 118 668

★ M. Yakouba Yaya
Directeur de l'enseignement
primaire, maternel et normal
Ministère de l'éducation nationale
BP 1600
Yaounde
Tel: (237) 231 406
Fax: (237) 230 855

■ Monsieur Pius Njave
● Réseau Africain des Journalistes
pour l'Education de Base (RAJEB)
Directeur
Le Messager
Boulevard de la Liberté
5925 Douala
Tel: (237) 420 439
Fax: (237) 423 764 / 420 214
e-mail: njawe@camnet.cm

■ M. Maurice Tadjadjeu
Professeur d'université
BP 2905
Yaounde
Tel: (237) 319 143
Fax: (237) 319 143
e-mail: nacalco@camnet.cm

Canada

★ H.E. Ms Maria Minna
Minister for International
Co-operation
200 Promenade du Portage
12th floor
Hull, Québec K1A 0G4
Tel: (819) 997 2615
Fax: (819) 997 6918
e-mail: maria_minna@acdi-cida.gc.ca

★ Mr Emile Gauvreau
Vice-President
Africa and Middle East Branch
Canadian International Development
Agency (CIDA)
200 Promenade du Portage
Hull, Québec K1A 0G4
Tel: (819) 997 1643
Fax: (819) 994 6174
e-mail: emile_gauvreau@acdi-cida.gc.ca

★ Mme Marie-France Benes
Directrice régionale de Montréal et
Directrice des communautés
culturelles et des écoles
montréalaises
Ministère de l'éducation du Québec
600 rue Fullum 10^e étage
Montréal H2K 4L1
Québec
Tel: (514) 873 6200 / 873 4630
Fax: (514) 873 0620
e-mail: marie-france.benes@meq-gouv.qc.ca

★ Ms Marilyn Blaeser
● Senior Education Advisor, Policy Branch
Canadian International Development Agency (CIDA)
200, Promenade du Portage
Hull, Québec K1A 0G4
Tel: (1819) 997 0892
Fax: (1819) 997 9049
e-mail: marilyn_blaeser@acdi-cida.gc.ca.

■ Ms Patricia Miaro
Education Specialist
Africa and Middle East Branch
Canadian International Development Agency (CIDA)
200 Promenade du Portage
Hull, Québec K1A 0G4
Tel: (1819) 997 1533
Fax: (1819) 953 5834
e-mail: patricia_miaro@acdi-cida.gc.ca

◆ Mr Bill Hynd
Listed under 3. Civil Society
Campaigns Co-ordinator
OXFAM Canada
Box 1252
St. John's Newfoundland
A1C 5V5
Tel: (1709) 722 0121 (home)
Tel: (1709) 753 2202/722 0121 (office)
Fax: (1709) 753 4110
e-mail: oxfam@nfld.com
e-mail: billrh@roadrunner.nf.net (personal)

◆ Ms Marilies Rettig
Listed under 3. Civil Society
President
Canadian Teachers' Federation (CTF)
110 Argyle Avenue
Ottawa, Ontario
K2P 1B4
Tel: (1613) 232 1505
Fax: (1613) 232-1886
e-mail: mrett@ctf-fce.ca

■ Mr Francis Whyte
Canadian Education Expert
Rector, Université du Québec à Hull
283 boulevard Alexandre-Taché,
pièce E-2200
Case Postale 1250, Succursale B
Hull, Québec J8X 3X7
Tel: (1819) 595 3910
Fax: (1819) 595 3924
e-mail: francis_whyte@uqah.quebec.ca

■ Ms Johanna Zumstein
Americas Branch, CIDA
200 Promenade du Portage
Hull, Québec K1A 0G4
Tel: (1819) 997 0042
Fax: (1819) 953 4676
e-mail: johanna_zumstein@acdi-cida.gc.ca

■ Ms Diane Laberge
Programme Officer
Canadian Commission for UNESCO
350 Albert Street, CP 1047
Ottawa, Ontario K1P 5V8
Tel: (1613) 566 4414 ext 5566
Fax: (1613) 566 4405
e-mail: diane.laberge@conseildesarts.ca

■ Mr Daniel Joly
Director, Policy Coordination, CIDA
200 Promenade du Portage
Hull, Québec K1A 0G4
Tel: (1819) 953 2229
Fax: (1819) 953 6356
e-mail: daniel_joly@acdi-cida.gc.ca

■ Mr John Berry
Education Consultant
60-C Rochester Street
Ottawa, Ontario K1R 7L6
Tel: (1613) 231 7475
Fax: (1613) 231 5798
e-mail: jwba@home.com

■ Mr Nick Discepola
Member of Parliament
476 Saint Charles Avenue, Ste. 200
Vaudreuil-Dorion
Québec J7V 2N6
Tel: (1450) 424 7565
Fax: (1450) 424 7571
e-mail: discen1@videotron.net

■ Mr Christopher White
Executive Assistant
Office of the Minister for
International Cooperation
200, Promenade du Portage
Hull, Québec K1A 0G4
Tel: (1819) 997 6907
Fax: (1819) 953 8525
e-mail: christopher_white@acdi-cida.gc.ca

■ Mr Duncan Fulton
Director of Communication
Canadian International
Development Agency
200, Promenade du Portage
Hull, Québec K1A 0G4
Tel: (1819) 997 6919
Fax: (1819) 819 2903
e-mail: duncan_fulton@acdi-cida.gc.ca

■ Mme Elizabeth Finney
Conseillère à la Ministre
de la Coopération
200, Promenade du Portage
Hull, Québec K1A 0G4
Tel: (1819) 997 6922
Fax: (1819) 953 2903
e-mail: elizabeth_finney@acdi-cida.gc.ca

Cape Verde/Cap-Vert

★ Mme Filomena Delgado
Secrétaire d'Etat adjoint
Ministère de l'éducation, des sciences
de la jeunesse et des sport
Praia
Tel: (238) 610 509
Fax: (238) 615 838

★ Mme Madaewa Silva
Directeur général de l'enseignement
Ministère de l'éducation, des sciences,
de la jeunesse et des sports
Praia
Tel: (238) 610 226
Fax: (238) 612 764

★ Mme Esther Sequeira
Coordinatrice du Projet
"Consolidation et Modernisation
des Bases d'éducation"
(Banque Mondiale)
BP 344
Praia
Tel: (238) 614 339
Fax: (238) 614 449
e-mail: pebf@cvtelecom.cv

Central African Republic/ République Centrafricaine

★ M. Elois Anguimate
Ministre de l'éducation nationale
BP 35
Bangui
Tel: (236) 616 950
Fax: (236) 612 599

★ M. Augustin Yangana Yahote
Coordinateur de l'Education
Pour Tous en l'an 2000
BP 35
Bangui
Tel: (236) 616 950
Fax: (236) 612 599

★ Mme Alphonsine Motinou
Secrétaire général de l'Association
des femmes éducatrices pour le
développement en Centrafrique
(AFEDEC)
BP 116
Bangui
Tel: (236) 618 794

Chad/Tchad

■ S. Exc M. Bireme Hamid Abderahim
Ministre de l'éducation nationale
BP 743
Njamena
Tel: (235) 514 512
Fax: (235) 514 862
e-mail: mebsa@intnet.td

★ M. Ddnadji Djimrangar
Directeur général de l'éducation
Ministère de l'éducation nationale
BP 437
Njamena
Tel: (235) 51 73 38
Fax: (235) 51 48 62
e-mail: dgdnadnji@intnet.td

★ M. Moussa Wayor
Responsable EPT 2000
Ministère de l'éducation nationale

★ M. Koko Abderamane
Secrétaire exécutif du CONEFE
BP 777
Njamena
Tel: (235) 52 44 62
Fax: (235) 52 39 76

Chile/Chili

★ Sr Jose Weinstein
Subsecretario de Educación
y la Infrascrita
Simon Gonzales 8121 casa 6
La Reina
Santiago
Tel: (562) 390 4600
e-mail: jweinstein@mineduc.cl

★ Sr Carlos Concha
Coordinador Nacional de la Comisión
de Evaluación de la Conferencia
Mundial de Educación para Todos
Alameda 1371
Santiago
Tel: (562) 390 4514
e-mail: cconcha@neruda.mineduc.cl

★ M. Juan Ruz
Directeur Général d'Education
Alameda 1371
Santiago
Tel: (562) 390 4501

● Mr Ernesto Schiefelbein
Rector of Santo Tomas University
Ejercito 146
Santiago
Tel: (562) 362 4821
Fax: (562) 360 1376
e-mail: ust@ust.cl

China/Chine

★ Mr Zhang Chongli
Ambassador and Permanent
Delegate of China to UNESCO
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (331) 4568 3456
Fax: (331) 4056 3424

★ Mr Jianguo Wang
Deputy Director-General of
the Basic Education
Ministry of Education
Beijing

★ Mr Yue Du
Division Director of the National
Commission of the People's
Republic of China for UNESCO
37 Damucanghutong
Beijing
Tel: (8610) 6609 6249
Fax: (8610) 6601 7912

★ Mr Liu Wanliang
Second Secretary of the Chinese
Permanent Delegation to UNESCO
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (331) 4568 3455
Fax: (331) 4056 3424

★ Mr Wang Hongjin
Deputy Director, Statistics Division
Development and Planning
Department
Ministry of Education
Beijing

Colombia/Colombie

★ Dr German Bula Escobar
▲ Minister of Education
Ministry of Education
Apdo 077983
Bogota
Tel: (57 1) 222 4918
Fax: (571) 222 4578
e-mail: gerbula@hotmail.com

★ H.E. Mr Augusto Galan Sarmiento
Ambassador and Permanent
Delegate of Colombia to UNESCO
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (33) 1 45 68 28 56 / 71
Fax: (33) 1 43 06 66 09
e-mail: galanao@unesco.org

■ Sra Margarita Peña
Directora, Corpoeducación
Cra 30 # 84-14
Bogotá
Tel: (571) 530 5128
Fax: (571) 530 5129
e-mail: corpoedz@colnodo.apc.org

Comoros/Comores

★ M. Amroine Darkaoui
Directeur général de l'Organisation
scolaire et de la scolarité
Membre du Comité de coordination
de l'EPT
Ministère de l'éducation nationale
et de la formation professionnelle
BP 73 Moroni
Tel: (269) 744 185
Fax: (269) 744 180
e-mail: adarkaoui@hotmail.com

★ M. Aboubakari Boina
Secrétaire général de la Commission nationale des Comores pour l'UNESCO
Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle
BP 73
Moroni
Tel: (269) 731 230
Fax: (269) 744 189
e-mail: cndrs@snpt.km

★ Monsieur Aby Mze Boina
Administrateur du Programme Éducation au Bureau de l'UNICEF à Moroni
Membre du Comité de Coordination de l'EPT
Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle
Moroni

Congo

★ M. Pierre Nzila
Ministre de l'enseignement
Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur
BP 2078 Brazzaville
Tel: (242) 815 265
Fax: (242) 815 265

■ Mme Aimée Gnali
Ministre de la culture et des arts
Chargée du tourisme
Ministère de la culture et des arts
Brazzaville
Tel: (242) 81 40 22
Fax: (242) 814 025
e-mail: gnali@congonet.cg

■ M. Joachim Mandano
Directeur de l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques
BP 2128
Brazzaville
Tel: (242) 81 08 36 / 51 42 14
Fax: (242) 81 52 65

■ M. Léon Voumbo Matoumona
Secrétaire académique à l'ENSF
BP 69 Université Marien Ngouabi
BP 15405 – Brazzaville
Tel: (242) 81 52 69
e-mail: voumbo_leon@hotmail.com

■ M. Ambianzi Itoua-Yoyo
Directeur de l'Alphabétisation et de l'Éducation pour Tous
BP 661 Brazzaville
Fax: (242) 81 03 30 / 81 52 65

■ M. Gabriel Bokoumaka
Secrétaire général
Commission nationale congolaise pour l'UNESCO
Brazzaville

■ Mme Marie Diamesso
Directrice générale
Éducation de base

Costa Rica

★ Mr Guillermo Vargas Salazar
Minister of Education
Apartado 6617
San Jose 1000
Tel: (506) 221 9616
e-mail: guivarsa@sol.racsa.co.cr

Côte d'Ivoire

★ M. Michel N'Guessan Amani
Ministre de l'éducation nationale
BP V120
Abidjan
Tel: (225) 20 21 05 34
Fax: (225) 20 22 93 22

★ Mme Anna Manouan
Secrétaire générale de la Commission nationale pour l'UNESCO
BP V297
Abidjan
Tel: (225) 20 32 48 28 / 25
Fax: (225) 20 32 36 49

★ Mme Salimata Ble
Coordonnateur national Éducation pour Tous
BP V120
Abidjan
Tel: (225) 20 22 93 09
Fax: (225) 20 22 93 09
e-mail: sble@ci.refer.org

■ Mme Marie-Chedez Arkhust
Responsable de plaidoyer éducation des filles
Ministère de l'éducation nationale
11 BP 853
Abidjan 11
Tel: (225) 20 22 29 15
Fax: (225) 21 99 06

■ Mme Constance Yai
Ministre de la solidarité et de la promotion de la femme
Abidjan

■ M. N'Diaye Alassane Salif
Ambassadeur
Ambassade de Côte d'Ivoire
BP 359
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 821 34 73 / 824 80 55
Fax: (221) 822 38 07

■ M. Raymond Konan
Deuxième Secrétaire
Ambassade de Côte d'Ivoire
BP 359
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 821 34 73
Fax: (221) 822 38 07

Croatia/Croatie

★ Mr Ivan Vavra
Vice-Minister
Ministry of Education and Sport
Trg Burze 6
10000 Zagreb
Tel: (385) 14610 485
Fax: (385) 14569 087

★ Mr Davor Butković
Deputy Minister
Ministry of Science and Technology
Strossmayerov trg 4
10000 Zagreb
Tel: (385) 14594 451
Fax: (385) 14594 469
e-mail: davor.butkovic@science.hr

Cuba

★ Dr Luis Ignacio Gomez Gutierrez
Ministro de Educación
Ministerio de Educación
Calle Obispo Esq 17 Vedado
La Habana
Tel: (537) 552 930
Fax: (537) 553 105
e-mail: meireles@rimed.cu

★ Mr Carlos E. Alfaro Alfaro
Director of International Relations
Ministry of Education
Calle Obispo No 160 Esq entre Mercaderes y San Ignacio
Habana Vieja
La Habana
Tel: (537) 552 930
Fax: (537) 662 208
e-mail: alfaro@rimed.eu

■ M. Pedro Julio Machado Hernandez
Ambassadeur de Cuba
Ambassade de Cuba à Conakry
Tel: 41 4268
Fax: 41 5076
e-mail: embageon@kassc.sotelguinea

Cyprus/Chypre

★ Mr Adonis Constantinides
Director General
Ministry of Education
Kimonos Street
1434 Nicosia
Tel: (357) 2 800 607
Fax: (357) 2 305 974

★ Mr Michael Stavrides
Director, Primary Education
Ministry of Education and Culture
Kimonos Street
1434 Nicosia
Tel: (357) 2 800 748
Fax: (357) 2 428 277

Czech Republic/République Tchèque

★ Mr Otto Holubar
Chargé d'affaires a.i.
Embassy of the Czech Republic
Rue Aimé Césaire
Fann Résidence
BP 3253
Dakar,
Sénégal

Democratic People's Republic of Korea/République Populaire Démocratique de Corée

★ Mr Jae Song Song
Vice-Minister of Education
Ministry of Education
Central District
Pyongyang

★ Mr Chang Min Kim
Senior Secretary of National Commission of DPR Korea to UNESCO
Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 44
Pyongyang
Tel: (850) 2 382 7222
Fax: (850) 2 381 4660

★ Mr Tok Hun Choe
Deputy Director
Ministry of Education
Central District
Pyongyang

Democratic Republic of the Congo/République Démocratique du Congo

★ M. Augustin Kamara Rwakaikara
Ministre de l'éducation nationale
BP 32
Kinshasa-Gombe
Tel: 8802 793 (portatif)

★ M. Simon Kayoyo Umbela
Conseiller pédagogique du ministre
BP 32
Kinshasa-Gombe
Tel: 8802 397 (portatif)

★ M. Lwamba Lwa Nemba
Secrétaire général à l'enseignement primaire, secondaire et professionnel
BP 16.564
Kinshasa – 1
Tel: 8802 395 / 333 11

Denmark/Danemark

★ Mr Gert B. Nielsen
Director
National Education Authority
Ministry of Education
Frederiksholms Kanal 26
1220 Copenhagen K
Tel: (45) 3392 5369
Fax: (45) 3392 5302
e-mail: geniel@uvm.dk

★ Mr Finn Ovesen
Head of Section
Ministry of Education
Frederiksholms Kanal 26
1220 Copenhagen K
Tel: (45) 3392 5374
Fax: (45) 3392 5302
e-mail: fiovel@uvm.dk

★ Mr Knud Mortensen
Chairperson EFA Steering Committee
Senior Technical Adviser, Education
Royal Danish Ministry of Foreign Affairs (DANIDA)
Asiatisk Plads 2
1448 Copenhagen K
Tel: (45) 3392 0000
Fax: (45) 3392 0790
e-mail: knumor@um.dk

Djibouti

★ M. Abdoul Samad Silah Eddine
Conseiller technique du ministre de l'éducation nationale
BP 107
Djibouti
Tel: (253) 350 997
Fax: (253) 354 234
e-mail: aiabsieh@intnet.dj

★ S. Exc. Mme Hawa Ahmed Youssouf
Ministre de la promotion de la femme, du bien-être familial et des affaires sociales
BP 06
Djibouti
Tel: (253) 353 409

★ Mme Moussa Saada Abdi
Représentante de l'Union des femmes de Djibouti
BP 1644
Djibouti
Tel: (253) 356 461

■ M. Ilmi Awaleh Elabeh
Conseiller technique
BP 1504
Djibouti
Tel: (253) 353 409
Fax: (253) 350 439
e-mail: min.fem@intnet.dj

Dominican Republic/République dominicaine

★ Lic Josefina Pimentel
Sub-Secretaria Docente de la Secretaría de Educación y Cultura
Av. Maximo Gomez #10
Santo Domingo
Tel: (809) 682 7305
Fax: (809) 689 8688
e-mail: Docente@sec.gov.do

★ Sr Roberto Reyna, M.A.
Vice-rector Academico de la
Universidad Autonoma de Santo
Domingo
Cuidad Universitaria
Santo Domingo
Tel: (809) 532 5512
Fax: (809) 535 5511
e-mail: roberto.reyna@codetel.net.do

Ecuador/Equateur

★ Sr Gabriel Pazmino Armijos
Viceministro de Educación del
Ecuador
Ministerio Educación
Quito
Tel: (593 2) 555 014
Fax: (593 2) 555 012

Egypt/Egypte

★ H.E. Prof. Hussein Kamel Bahaa Eldin
Minister of Education
Ministry of Education
Silver Tower
12 Waked Street
Z. Code 836 Cairo
Tel: (202) 589 0980 / 589 0981

★ Dr Salama Mohamed Shaker
Adjoint au ministre des affaires
étrangères
Ministère des Affaires Etrangères
Corniche El Nil, Maspero
Le Caire
Tel: (202) 574 9538 / 574 7845

★ Dr Kowssar Hussein Kougek
Director of Educational Curricula
Development Center
Silver Tower 12 Waked Street
Z. Code 836 Cairo
Tel: (202) 589 0980 / 589 0981

★ Dr Mrs Nadia Gamal Eldin
Regional Center for Educational
Research and Development
Silver Tower 12 Waked Street
Z. Code 836 Cairo
Tel: (202) 589 0982
Fax: (202) 588 3362

■ Mr Mohamed El Tayeb
Dean of Faculty of Education
Tanta University
Cairo
Tel: (202) 010 145 3801
Fax: (202) 040 335 9368

■ Dr Mohamed Amin El-Mofti
Dean
Faculty of Education
Ain Shams University
Cairo
Tel: (202) 258 1210
Fax: (202) 258 1243

■ M. Khaled El Mekwad
Deuxième Secrétaire
Ambassade d'Egypte
45 Boulevard de la République
BP 474
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 822 1964
Fax: (221) 8993

■ Mr Osama Mohamed Fattoh
Member of the Cabinet of the
Minister of Education
Ministry of Education
Cairo
Tel: (202) 795 0422
Fax: (202) 796 2952

◆ Ms Laila Zaghoul
Egypt Community Institutional
Development
Cairo
Tel: (202) 510 2723
Fax: (202) 510 0149
e-mail: ape1@idsc.gov.eg

Equatorial Guinea/ Guinée Equatoriale

★ M. Angel Eyene Avine
Vice-Ministre de l'éducation
et des sciences
Malabo
Tel: (240 9) 1803
Fax: (240 9) 3224

★ M. Santiago Bivini Mangue
Directeur général de l'enseignement
secondaire
Ministère de l'éducation et des
sciences
Malabo
Tel: (240 9) 2653

Eritrea/Erythrée

★ Mr Osman Saleh Mohammed
Minister of Education
Ministry of Education
P.O. Box 1056
Asmara
Tel: (291) 111 6644
Fax: (291) 111 8153 / 121 913

★ Mr Tesfamicael Gerahtu
Director General
General Education
Ministry of Education
P.O. Box 1056
Asmara
Tel: (291) 114 242 / 115 037
Fax: (291) 120 1659

★ Mr Berhane Demoz
Director Research Division
Ministry of Education
P.O. Box 1056
Asmara
Tel: (291) 112 7817
Fax: (291) 112 1913

Estonia/Estonie

★ Mr Tonis Lukas
Minister of Education
Ministry of Education
Tonismagi 9/11
15192 Tallinn
Tel: (372) 628 1212
Fax: (372) 631 1213 / 1300
e-mail: tonis@hm.ee

★ Mr Epp Rebane
Head of the General Education
Department
Ministry of Education
Tonismagi 9/11
15192 Tallinn
Tel: (372) 634 1157
Fax: (372) 628 1350
e-mail: epp@hm.ee

Ethiopia/Ethiopie

★ Mr Tafari Hagos
Head, Planning and Project
Department
Ministry of Education
P.O. Box 11510
Addis Ababa
Tel: (251) 155 1093
Fax: (251) 155 0877 / 155 0299

■ Mr Mamo Mengesha
Head Department of Teacher
Education
Ministry of Education
Addis Ababa
Fax: (251) 01 55 2754
e-mail: c/o beso@telecom.net.et

Fiji/Fidji

■ Ms Linda S. Crowl
Acting Director
Institute of Pacific Studies
University of the South Pacific
IPS/USP P.O. Box 1168
Suva
Tel: (679) 212 248
Fax: (679) 301 594
e-mail: crowl_l@usp.ac.fj

Finland/Finlande

★ Ms Taina Kiekko
Ambassador
Permanent Delegate of Finland
to UNESCO
Ministry for Foreign Affairs
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France

★ Mr Simo Juva
Director
General Education Division
Ministry of Education
00170 Helsinki
Tel: (358 9) 1341 7268

★ Ms Zabrina Holmström
Secretary-General of the Finnish
National Commission for UNESCO
P.O. Box 293
00171 Helsinki
Tel: (358 9) 1341 7386
Fax: (358 9) 1041 6980
e-mail: zabrina.holmstrom@minedu.fi

■ Mr Heikki Kokkala
● Educational Adviser
Department of International
Development Cooperation
Ministry for Foreign Affairs of Finland
P.O. Box 127
Katajanokanlaituri 3
00161 Helsinki
Tel: (358 9) 1341 6435
Fax: (358 9) 1341 6428
e-mail: heikki.kokkala@formin.fi

■ Mr Hannu Savolainen
● Executive Director
Niilo Mäki Institute
P.O. Box 35
40 351 Jyväskylä
Tel: (358) 14 260 2909
Fax: (358) 14 260 2908
e-mail: hsaveola@nmi.jyu.fi

■ Ms Hanna Alasuutari
Niilo Mäki Institute
P.O. Box 35
403 51 Jyväskylä
Tel: (358) 14 260 2911
Fax: (358) 14 260 2908
e-mail: halasuut@nmi.jyu.fi

France

★ M. Charles Josselin
Ministre délégué à la coopération
et à la francophonie
20 rue Monsieur
75700 Paris 07 SP
Tel: (33) 1 53 69 30 00
Fax: (33) 1 53 69 43 81

★ M. J. Christophe Deberre
Directeur adjoint du Cabinet du
ministre délégué à la coopération
et à la francophonie
Ministère des affaires étrangères
20 rue Monsieur
75700 Paris 07 SP
Tel: (33) 1 53 69 30 00
Fax: (33) 1 53 69 43 81 / 43 82

★ M. Renaud Rhim
Délégué adjoint aux relations
internationales et à la coopération
Ministère de l'éducation nationale
173 boulevard Saint Germain
75006 Paris
Tel: (33) 1 55 55 66 40

■ Mme Claudine Bourrel
● Chargée de mission pour la
coopération multilatérale
Ministère des affaires étrangères
20 rue Monsieur
75700 Paris 07 SP
Tel: (33) 1 53 69 41 90
Fax: (33) 1 53 69 40 79
e-mail: claudine.bourrel@diplomatie.fr

● M. Lucien Cousin
Chef de la Division de
la coopération éducative
Ministère des affaires étrangères
20 rue Monsieur
75700 Paris 07 SP
Tel: (33) 1 53 69 41 74
Fax: (33) 1 53 69 43 89
e-mail: lucien.cousin@diplomatie.fr

■ Mme Denise Epote-Durand
Directrice Afrique
TV 5
19 rue Cognac Jay
75007 Paris
Tel: (33) 1 44 18 55 91
Fax: (33) 1 44 18 55 27
e-mail: afr@afrique.tv5.org

● M. André Guyétant
Délégation aux relations
internationales et à la coopération
Ministère de l'éducation nationale
173 boulevard Saint Germain
75006 Paris
Tel: (33) 1 55 55 65 88
Fax: (33) 1 55 55 70 67
e-mail: dricb2@education.gouv.fr

■ Mme Martine D'Halluin
Groupe permanent de lutte contre
l'illettrisme (GPLI)
9-11 rue George Pitard
75740 Paris Cedex 15
Tel: (33) 1 53 68 78 01/78 02
Fax: (33) 1 53 68 78 00
e-mail: gppli@imaginet.fr

■ M. Christian Nique
Directeur
Centre international d'études
pédagogiques CIEP
1 avenue Léon-Journault
92318 Sèvres Cedex
Tel: (33) 1 45 07 60 11
Fax: (33) 1 45 07 60 01
e-mail: direction@ciep.fr

■ M. Claude Pair
Recteur d'Académie
Membre de la Commission française
pour l'UNESCO
54 boulevard des Invalides
75700 Paris 07 SP
Tel: (33) 1 53 69 37 80
Fax: (33) 1 53 69 32 23
e-mail: claude.pair@loria.fr

■ Mme Valérie Thorin
Le groupe "Jeune Afrique"
57 bis rue d'Auteuil
75016 Paris
Tel: (33) 1 44 30 19 60
Fax: (33) 1 44 30 19 30
e-mail: v.thorin@jeunesafrique.com

■ Mme Marie-Paule Belmas
Conseillère technique
Commission nationale française
pour l'UNESCO
57 boulevard des Invalides
75700 Paris 07 SP
Tel: (33) 1 53 69 30 05
Fax: (33) 1 53 69 32 23
e-mail:
marie-paule.belmas@diplomatie.fr

■ M. Richard Werly
Editeur adjoint, affaires
internationales
"La Vie"
163 boulevard Malesherbes
75017 Paris
Tel: (33) 1 48 88 46 11
Mobile: (33) 6 08 73 92 69
e-mail: werlylavie@compuserve.com

■ Mme Jocelyne de Clausade
Conseiller de Cabinet
Ministère des affaires étrangères
20 rue Monsieur
75700 Paris 07 SP

■ M. Jean de Gliasty
Ambassadeur, Haut représentant
de la France au Sénégal
Ambassade de France au Sénégal
BP 2014
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 839 51 00
Fax: (221) 839 53 60

■ M. Xavier Roze
Chef du Service de coopération
et d'action culturelle
Ambassade de France au Sénégal
BP 2014
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 839 51 00
Fax: (221) 839 53 60
e-mail: xavier.rose@diplomatie.fr

■ M. Daniet Boutte
Conseil culturel adjoint
Ambassade de France au Sénégal
BP 2014
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 839 51 00
Tel: (221) 839 53 60

■ M. Yves Gauffriau
Conseiller pour l'éducation
Ambassade de France au Sénégal
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 839 53 31
Fax: (221) 839 53 60

Gabon

★ M. André Mba Obame
Ministre de l'éducation nationale
Ministère de l'éducation nationale
BP 06
Libreville
Tel: (241) 724 461
Fax: (241) 761 448

★ M. Michel Mboumi
Directeur général des enseignements
et de la pédagogie
Ministère de l'éducation nationale
BP 06
Libreville
Tel: (241) 761 329
Fax: (241) 773 422

★ Mme Blandine Mefane
Planificateur de l'éducation
Coordinateur EPT
Ministère de l'éducation nationale
BP 06
Libreville
Tel: (241) 722 119
Fax: (241) 773 422
e-mail: bmefane@caramail.com

■ Mme Christiane Bitougha
Secrétaire générale, SEENA
BP 16407
Libreville
Tel: 72 23 02
Fax: 72 23 03

Gambia/Gambie

★ Ms Anne Therese Ndong-Jatta
Secretary of State for Education
Department of State for Education
Bedford Place Building
Banjul
Tel: (2201) 227 236
Fax: (2201) 224 180
e-mail: atrnjatta@ganet.gm

★ Dr Pap Sey
Director of Basic Education
Department of State for Education
Banjul
Tel: (220) 225 935
Fax: (220) 225 935

★ Mr Mohamed Jallow
Director – ITHRU
Department of State for Education
Bedford Place Building
Banjul
Fax: (220) 224 180

■ Dr Saidou S. Jallow
Permanent Secretary
Minister of Education
Willy Thorpe Building
Banjul
Tel: (220) 202 205
Fax: (220) 224 180

■ Mr Baboucar Bouy
Director
Department of State for Education
Will Thorpe Building
Banjul
Tel: (220) 228 889
Fax: (220) 224 180
e-mail: bbouy@ganet.gm

■ Mr Lawrence Bruce
Project Manager
Willy Thorpe Building
Banjul
Tel: (220) 228 522
Fax: (220) 225 066
e-mail: lbruce@ganet.gm

■ Ms Fatou Njie
Director Standard and Quality
Assessment (SQAD)
Department of State for Education
Banjul
Tel: (220) 226 746

Georgia/Géorgie

★ H. E. Mr Alexander Kartoza
Minister of Education of Georgia
Ministry of Education of Georgia
52 Uznadze St.
Tbilisi 380002
Tel: (99532) 958 886
Fax: (99532) 953 155

★ H. E. Mr George Matiasvili
Deputy Minister of Education
of Georgia
Ministry of Education of Georgia
52 Uznadze St.
Tbilisi 380002
Tel: (99532) 956 630
Fax: (99532) 953 155

★ H. E. Mr Tamaz Tatishvili
Vice Minister of Education
National Board Program Deputy
Minister
52 Uznadze St.
Tbilisi
Tel: (99532) 969 832
Fax: (99532) 953 155

Germany/Allemagne

★ H.E. Mr Erich Stather
Deputy Minister
Ministry for Economic Cooperation
and Development
Friedrich-Ebert-Allee 40
53113 Bonn
Tel: (49) 228 5350
Fax: (49) 228 5353500

★ Mr Christoph Eitner
Director for International Affairs
Ministry of Education
53170 Bonn
Tel: (49) 228 573632
Fax: (49) 228 573602

★ Dr Birgitta Ryberg
● Secretariat of the Permanent
Conference of the Ministers
of Culture
Lennestr. 6
53113 Bonn
Tel: (49) 228 5010
Fax: (49) 228 501777
e-mail: internationales@kmk.org

● Dr Herbert Krumbein
Ministry for Economic Cooperation
and Development
Friedrich-Ebert-Allee 40
53113 Bonn
Tel: (49) 228 5350
Fax: (49) 228 5353500

● Mr Bernd Sandhass
Federal Ministry for Economic
Cooperation and Development (BMZ)
Friedrich Ebert-Allee 40
53113 Bonn
Tel: (49) 208 535 3694
Fax: (49) 208 535 3755
e-mail: sandhaas@bmz.Bund.de

■ Dr Peter Krug
Head of Division for Further and
Adult Education and Pedagogical
Services
Ministry of Education, Science
and Further Education
Thineland-Palatinate
Mittlere Bleiche 61
55116 Mainz
Tel: (49) 6131 16-4594/95
Fax: (49) 6131 16-4579
e-mail: weiterbildung@mbwww.rpl.de

◆ Mr Klaus Huefner
President
German National Commission
for UNESCO
Colmontstr. 15
53115 Bonn

■ Mr Herbert Bergmann
GTZ
P.O. Box 5180
Eschborn
Tel: (49) 6196 79 1346
Fax: (49) 6196 79 1366
e-mail: herbert.bergmann@gtz.de

■ Ms Monika Troester
German Institute for Adult
Education (DIE)
Hansaale 150
60320
Frankfurt am Main
Tel: (49) 69 9562 6168
Fax: (49) 69 9562 6209
e-mail: troester@die-frankfurt.de

◆ Ms U.T.G. Ohoven
Special Ambassador for UNESCO
Av. Dreiliudeu 5-7
4000 Düsseldorf
Tel: (49) 211 611 133

■ Ms Christine M. Merkel
German National Commission
for UNESCO
Assistant Secretary General for
Education, Sciences, Expo 2000
Colmanstr. 15
53115 Bonn
Tel: (49) 228 604 970
Fax: (49) 228 604 9730
e-mail: merkel@unesco.de

■ Ms Susanne Dorasil
Ministry of Economic Cooperation
and Development
Friedrich Ebert-Allee 40
53113 Bonn
Tel: (49) 228 535 3416
Fax: (49) 228 535 3415

■ Ms Anca Welscheid
UNESCO-Botschafterin Ute-H.
Ohoven
Heinrichstr. 85
40239 Düsseldorf

Ghana

★ Hon. Mr Ekwow Spio-Garbrah
Minister for Education
Ministry of Education
Ministry Branch Post Office
P.O. Box M. 45
Accra
Tel: (233 21) 662 772
Fax: (233 21) 664 067

★ Mr Alex Tetley-Enyo
Deputy Director General of Ghana
Education Service
Ministry of Education
Ministry Branch Post Office
P.O. Box M. 45
Accra
Tel: (233 21) 662 977
Fax: (233 21) 664 067

★ Mr Frank Briamah
Director, Statistics Research,
Information Management
and Public Relations
Ministry of Education
Ministry Branch Post Office
P.O. Box M. 45
Accra
Tel: (233 21) 661 454
Fax: (233 21) 661 455

■ Mr Jonnie Akakpo
Community Learning Center (CLC)
Coordinator
C/o Center for the Development
of People (CEDEP)
Top Floor, BHC Building
Kumasi
e-mail: jakakpo@hotmail.com

◆ Invitee/Invité

★ Member of official delegation/Membre d'une délégation officielle

● Steering Committee member/Membre du Comité directeur

■ Participating in strategy session/Participant à une séance de stratégie

▲ Participating in futures group/Participant au groupe du futur

▢ Participating in drafting group/Participant au groupe de rédaction

● Regional Technical Advisory Group member/
Membre du Groupe de conseil technique régional

■ Observer/Observateur

■ Dr Kurt Komarek
Educational Advisor
GTZ Office
P.O. Box 9698
KIA
Accra
Tel: (233 21) 324 484
Tel: (233 21) 773 106
e-mail: astepkom@ghana.com

■ Dr Kweto Appiah
Consultant
P.O. Box MB10
Accra
Tel: (233 21) 502 87
Fax: (233 21) 220 138
e-mail: koaa@africaonline.com.gha

■ Dr Stephen Ayidiya
Coordinator, DEVP PARTNERS
Ministry of Education
Accra
Tel: (233 21) 661 455
Fax: (233 21) 661 455
e-mail: Sayidiya@ghana.com

Greece/Grèce

★ Mr John Panaretos
Vice President
Network of National Councils of
Education of European Union
Athens University of Economics
and Business
76 Patision St.
104 34 Athens
Tel: (301) 821 0509
Fax: (301) 821 0509
e-mail: jpan@aveb.gr

Guatemala

★ Sr Mario Rolando Torres Marroquin
Ministro de Educación
Despacho Ministerial
6 Calle 1-87, Zona 10
01010 Guatemala
Tel: (502) 361 0063
e-mail: mtorres@mineduc.gob.gt

★ Mrs Rossana Hegel
Coordinator of the National and
International Unit of Cooperation
of the Ministry of Education
UCONIME
5a Avenida 17-86, Zona 14
Guatemala
Tel: (502) 360 3826
e-mail: rdehegel@mineduc.gob.gt

★ Mr Bienvenido Argueta
Advisor
Ministry of Education
6 Avenida 20-25, Zona 10
Tel: (502) 360 3857
e-mail: bienvenido.argueta@undp.org

Guinea/Guinée

★ S. Exc. M. Germain Doualamou
■ Ministre de l'enseignement
pré-universitaire et
de l'éducation civique
BP 2201
Conakry
Tel: (224) 41 12 95
Fax: (224) 41 34 41

★ S. Exc. Mme Bruce Mariama Aribot
Ministre des affaires sociales,
de la promotion féminine et
de la petite enfance
BP 2201
Conakry
Tel: (224) 41 46 60
Fax: (224) 41 34 41

★ S. Exc. M. Eugène Camara
Ministre de l'enseignement
supérieur et de la recherche
scientifique
BP 2201
Conakry
Tel: (224) 41 12 95
Fax: (224) 41 34 41

■ M. Bernard Haoumou
Directeur national de
l'enseignement secondaire
Ministère de l'enseignement
pré-universitaire
BP 2201
Conakry
Tel: (224) 45 16 77
Fax: (224) 45 16 77

■ M. Sekov Kaba
Secrétaire général

■ Mme Baugoura Famoula Sylla
Chef de cabinet

■ M. Jean Delacroix Camara
Conseiller

Guinea-Bissau/ Guinée-Bissau

★ M. João José Silva Monteiro
Ministre de l'éducation, des sciences
et de la technologie
BP 237
Bissau
Tel: (245) 20 22 44
Fax: (245) 20 22 44
e-mail: uco@rocketmail.com

★ Mme Marcelina Santos Ba
Coordonatrice du projet EPT 2000
BP 132
Bissau
Tel: (245) 22 10 80
Fax: (245) 20 16 02
e-mail: marcelinosanto@hotmail.com

★ M. Luis Nancassa
Président de SINAPROF, Syndicat
National des Enseignants
BP 765
Bissau
Tel: (245) 20 40 70
Fax: (245) 20 40 71

■ M. Lassana Toure
Ambassadeur
BP 2319
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 680 6337

Guyana

★ Mr Hydar Ally
Permanent Secretary
Ministry of Education
26 Brickdam
Georgetown
Tel: (592) 2 585 11
Fax: (592) 2 585 11

★ Ms Evelyn Hamilton
Chief Planning Officer
Ministry of Education
26 Brickdam
Georgetown
Tel: (592) 2 585 11
Fax: (592) 2 585 11

Haiti/Haïti

★ M. Kénold Moreau
Directeur général
Ministère de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports
(MENJS)
5 rue Dr Audain
Port-au-Prince
Tel: (509) 221 4149 / 222 9732
Fax: (509) 223 7887

★ Dr Gaston Georges Merisier
Directeur général adjoint
Ministère de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports
(MENJS)
5 rue Dr Audain
Port-au-Prince
Tel: (509) 222 9732
Fax: (509) 223 7887
e-mail: ggmerisier@hotmail.com

★ M. Alain Solano Serena
Chef de Projet PAEH
c/o Ministère de l'éducation
nationale, de la jeunesse et
des sports (MENJS)
5 rue Dr Audain
Port-au-Prince
Tel: (509) 222 7535
Fax: (509) 223 7887

■ M. Miloudy Vincent
Bureau de presse du ministère
Ministère de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports (MENJS)
5 rue Dr Audain
Port-au-Prince
Tel: (509) 222 9732
Fax: (509) 223 7887

Holy See/Saint-Siège

★ S. Exc. Monseigneur Jean-Paul Gobel
Nonce apostolique au Sénégal
Nonciature Apostolique
BP 5076
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 824 2674
Fax: (221) 824 1931
e-mail: Vatembo@sentoo.sn

★ Rév. Stefano Sanchirico
Expert
Congrégation pour l'éducation
catholique
00120 Cité Vatican
Tel: (221) 824 2674
Fax: (221) 824 1931

★ Prof. Léopold Cabral
Expert
c/o Nonciature Apostolique
BP 5076
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 824 2674
Fax: (221) 824 1931

Honduras

★ S. Exc. M. Jose Ramon Calix Figueroa
Ministre de l'éducation
Tegucigalpa

★ Monsieur Juan Carlos
Bendana-Pinel
Délégué permanent adjoint
du Honduras auprès de l'UNESCO
Maison de l'UNESCO
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (33) 1 45 68 30 65
Tel: (33) 1 47 57 55 03

India/Inde

★ Mr Maharj Krishen Kaw
Education Secretary
Ministry of Human Resource
Development
Government of India
Shastri Bhavan
New Delhi – 110001
Tel: (91 11) 338 6451

★ Mr Abhimanyu Singh
■ Joint Secretary
■ Ministry of Human Resource
Development
Government of India
Shastri Bhavan
New Delhi – 110001
Tel: (91 11) 3381 096
Fax: (91 11) 3381 096
e-mail: abhimanyu.edu@sb.nic.in

★ Mr Rangalhar Govinda
■ Senior Fellow
National Institute of Educational
Planning and Administration
17-13 Sri Aurobindo Marg
New Delhi – 11 0016
Tel: (91 11) 685 3041
Fax: (91 11) 651 0135
e-mail: rgovinda@vsnl.com

■ Mr Anil Bordia
Former Education Secretary
27 Devi Path
Kanota Bagh
Jaipur - 302004
Tel: (91 141) 573 141
Fax: (91 141) 624 741
e-mail: bordia@datainfosys.net
anilbordia@hotmail.com

■ Mr Chander Daswani
Consultant, UNESCO
8 Poorvi Marg, Vasant Vihar
New Delhi - 110057
Tel: (91 11) 614 0038
Fax: (91 11) 614 3351
e-mail: cj.daswani@unesco.org

Indonesia/Indonésie

★ H.E. Prof. Dr Bambang Soehendro
Ambassador
Permanent Delegate of Indonesia
to UNESCO
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (331) 4551 5956
e-mail: bsoehendro@hotmail.com

★ Dr Indra Djati Sidi
Director General for Primary and
Secondary Education
JLM Sudirman
Jakarta
Tel: (62 21) 572 5057
Fax: (62 21) 572 5606

★ Mr Endro Sumarjo
Director-General
Out-of-School Education,
Youth and Sports
Department of National Education
JLM Sudirman
Jakarta
Tel: (62 21) 572 5033 / 572 5712
Fax: (62 21) 572 5487

Iran, Islamic Republic of/ Iran, République islamique d'

- ★ H.E. Mr Hossein Mozafar
Minister of Education
Ministry of Education
Tehran
Tel: (98 21) 889 9020
- ★ H.E Mr Ali Asghar Fani
Deputy-Minister of Education
Ministry of Education
Tehran
- ★ Mr Javad Safaei
Counsellor
Permanent Delegation of the Islamic
Republic of Iran to UNESCO
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (33 1) 45 68 00 99
- Mr Cholumali Heidari Khatehpour
Ambassador of Iran to Senegal
Fann Residence
Dakar 17
Senegal
Tel: (221) 825 2529
Fax: (221) 824 2314
- M. Seyed Farad Eftekhazadeh
Directeur général de la coopération
scientifique et internationale
Teheran
Tel: (98 21) 209 2797
Fax: (98 21) 209 2807
- Mr Aliasjar Mohammadirad
Director General Department of
National Education
Ministry of Education
Tehran
Tel: (98 21) 223 9995
- Mr Mohammad Reza Erfani
Headmaster of Education
Ministry of Education
Tehran
Tel: (98 21) 222 019
- Mr Mozaffar Morahedi
Headmaster of Education
Ministry of Education
Tehran
Tel: (98 21) 994 080
- Mr Touraj Jalali
Diplomatic Officer
MFA
Tehran
Tel: (98 21) 321 2265
e-mail: hh-jalali@yahoo.com

Iraq

- ★ H.E. Dr Fahad Al-Shagra
Minister of Education
Baghdad Post Office
P.O. Box 55309
Tel: (9641) 885 1989
Fax: (9641) 885 1989
e-mail: moe@nisciraq.net
- ★ H.E. Dr Ali Al-Mashat
Ambassador
Permanent Delegation of Iraq
to UNESCO
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (33) 1 45 68 34 21
Fax: (33) 1 43 06 79 87
e-mail: a.al-mashat@unesco.org

- ★ Dr Kadhim Ghaidan Madhi
Head of the Educational Research
and Studies Centre
Ministry of Education
Baghdad
Tel: (9641) 555 8020
- Mr Saihood Shakir Dair
General Director of Education
Ministry of Education
Baghdad
Tel: (9641) 772 8987

Ireland/Irlande

- ★ Mr Austin Gormley
First Secretary
Development Cooperation Division
Department of Foreign Affairs
76-78 Harcourt Street
Dublin 2
Tel: (353) 1478 0822
Fax: (353) 1478 5938
- ★ Ms Liz Higgins
Education Advisor
Development Cooperation Division
Department of Foreign Affairs
76-78 Harcourt Street
Dublin 2
Tel: (353) 1408 2453
Fax: (353) 1408 2626
e-mail: liz.higgins@iveagh.irlgov.ie
- ★ Mr Brian Power
Higher Executive Officer
Department of Education and
Science
Marlborough Street
Dublin 1
Tel: (353) 1889 2018
Fax: (353) 1889 2076
e-mail: powerb@educ.irlgov.ie

Israel/Israël

- ★ Prof. Michel Abitbol
President of the Pedagogical
Secretariat
Ministry of Education and Culture
Jerusalem 91911
Tel: (972) 2 560 2036
Fax: (972) 2 560 3706
- ★ Dr Yitzhak Tomer
Director of Southern District
Ministry of Education and Culture
Jerusalem 91911
Tel: (972) 7 646 4265
Fax: (972) 7 646 4134
- ★ Mr Yitzhak Shapira
Director of the Administration
for Values Education
Ministry of Education and Culture
Jerusalem 91911
Tel: (972) 2 649 0100

Italy/Italie

- ★ M. Giovanni Puglisi
Professeur de littérature comparée
à l'Université de Milan
Secrétaire général de la commission
nationale italienne pour l'UNESCO
Piazza Firenze 27
00186 Rome
Tel: (3906) 587 3723
Fax: (3906) 687 3684
- ★ M. Paolo Orefice
Professeur
Université de Florence
Viato Scanella 10
50125 Florence
Tel: (3933) 540 7343

- ★ M. Lucio Pucsi
Professeur
Viale Trastevere 76/A
00153 Rome
Tel: (3906) 5849 2543
Fax: (3906) 5849 2242
- Mme Alessandra Rossini
Attaché culturel
Ambassade d'Italie
BP 348 Dakar
Sénégal
Tel: (221) 822 0076
Fax: (221) 821 7580
e-mail: ambitsen@telecomplus.sn

Jamaica/Jamaïque

- ★ Mr Burchell Whiteman
Minister of Education and Culture
P.O. Box 498
Kingston 4
Tel: (1876) 922 5345
Fax: (1876) 929 6328
e-mail: bwhiteman@caijamaica.com
- ★ Mrs Valerie Been
Director of Planning and Development
Ministry of Education and Culture
4-6 Richings Ave.
Kingston 6
Tel: (1876) 922 3784
Fax: (1876) 922 6328
e-mail: edirplan@cwjamaica.com
- ★ Mr Lascelles Lewis
Chairman
JAMAL Foundation Ltd
47B South Camp Road
Kingston 4
Tel: (1876) 928 5183
- Mr Errol Miller
Professor of Education
Faculty of Education
University of West Indies
P.O. Box 30
Kingston 7
Tel: (1876) 927 2431
Fax: (1876) 927 2502
e-mail: emiller@uwimona.edu.jm
- Mr Ian Randle
Ian Randle Publishers
206 Old Hope Road
P.O. Box 686
Kingston 6
Tel: (1876) 927 2085
Fax: (1876) 977 0243
e-mail: irpl@colis.com
- Mr Wesley Barrett
Chief Education Officer
Ministry of Education
2 National Heroes Circle
Kingston
Tel: (1876) 922 1354
e-mail: edchief@cwjamaica.com

Japan/Japon

- ★ H.E. Dr Akito Arima
Representative of Japan
Former Minister of Education
Member of the House of Councillors
3-2-2 Kasumigaseki
Chiyoda-ku
Tokyo 1000
Tel: (813) 3581 4211 / 3581 2174
Fax: (813) 3581 9149 / 3581 9141
- ★ Mr Masamitsu Oki
Deputy Director General
Ministry of Education
3-1-8-702 Sendagaya Shibuyaku
Tokyo
Tel: (813) 3478 2034
Fax: (813) 3478 2034

- ★ Dr Ryo Watanabe
Director, Department of
International Education
and Cooperation
National Institute for Education
Research
6-5-22 Shimomoguro, Meguro-ku
Tokyo
Tel: (813) 5721 5074
Fax: (813) 5721 5517
e-mail: ryo.wa@nier.go.jp
- Mr Akira Yoshikawa
Minister – Counsellor
Permanent Delegation
of Japan to UNESCO
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (33) 1 45 68 35 23
Fax: (33) 1 47 34 46 70
e-mail: deljpn.ed@unesco.org
- Mr Daisuke Machida
First Secretary
Permanent Delegation
of Japan to UNESCO
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (33) 1 45 68 35 41
Fax: (33) 1 47 34 46 70

Jordan/Jordanie

- ★ Dr Izzat Jaradat
Minister of Education
Ministry of Education
P.O. Box 1646
Amman
Tel: (962-6) 568 8061
Fax: (962-6) 568 8061
- ★ Mr Maher Jewihan
Secretary-General
Jordan National Commission
for UNESCO
Ministry of Education
P.O. Box 1646
Amman
Tel: (962-6) 568 8061
Fax: (962-6) 568 8061
- ★ Mr Mahmoud Ahmad Al-Massad
Director of General of Education
Ministry of Education
P.O. Box 1646
Amman
Tel: (962-6) 568 8061
Fax: (962-6) 568 8061

Kazakhstan

- ★ M. Achimzhan Akhmetov
Vice-Ministre
Ministère de l'éducation
et de la science
Av. de la République 26
473000 Astana
Tel: (3172) 334 570
Tel: (3172) 333 1781
- ★ Mme Risty Zhoumabekova
Directeur du Département
de l'enseignement secondaire
et général
Ministère de l'éducation
et de la science
Av. de la République 26
473000 Astana
Tel: (3172) 333 409

- Mrs Shaizada Tasbulatova
Director
National Observatory
Almaty
Tel: (3172) 650 007
Fax: (3172) 641 286

Kenya

- ★ Mr Erastus Muthuuri Kiugu
Secretary General
The Kenya National Commission
for UNESCO
Commerce House 21
Moi Avenue
P.O. Box 72107
Nairobi
Tel: (254) 2 338 980
Fax: (254) 2 213 025
- Mr John Lodiaga
Director
Kenya Education Staff Institute
Ministry of Education, Science
and Technology
P.O. Box 62592
Nairobi
Tel: (254) 2 810 606
Fax: (254) 2 810 365

Kiribati

- ★ Hon. Mr Teambo Keariki
Minister of Education
Ministry of Education
P.O. Box 263
Bikenibeu
Tarawa
Tel: (686) 28 091
Fax: (686) 28 222
e-mail: mettps@tskl.ki
- ★ Mr Teken Tokataake
Permanent Secretary
Ministry of Education
P.O. Box 263
Bikenibeu
Tarawa
Tel: (686) 28 412 / 28 091
Fax: (686) 28 222
e-mail: mettps@tskl.ki
- ★ Mr Timau Tira
Chief Education Officer
Ministry of Education
P.O. Box 263
Bikenibeu
Tarawa
Tel: (686) 28 091 / 28 452
Fax: (686) 28 222

Kuwait/Koweït

- ★ H.E. Dr Yusef Hamad Al-Ibraheem
Minister of Education and Higher
Education
Ministry of Education
P.O. Box 3266
Safat 13033
- ★ H.E. Dr Mussaed Rashed Al-Haroun
Ambassador and Permanent
Delegate of Kuwait to UNESCO
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (33) 1 45 68 26 66
Fax: (33) 1 40 65 93 05
- ★ Mr Sulaiman Al-Kouh
Educational Director
Al Jahra Region
- M. Mbaye Mamadou
Traducteur
Ambassade du Koweït à Dakar
Sénégal

Kyrgyzstan/Kirghizistan

- ★ Mr Tursunbek Bekbolotov
Minister of Education Science
and Culture
Bishkek
Tel: (996 312) 22 80 01
- ★ Mr Savetbek Toktomyshev
Chairman of the Kyrgyz National
Commission for UNESCO
205 Abdumomunov St
720050 Bishkek
Tel: (996 312) 22 33 80

Lao People's Democratic Republic/République démocratique populaire lao

- ★ H.E. Mr Khamtanh Chanthala
Vice-Minister of Education
Ministry of Education
P.O. Box 67
Vientiane
Tel: (856 21) 21 20 37
Fax: (856 21) 22 32 62
- ★ Mr Sikhamtate Mitaray
Director-General
Department of Planning and
International Cooperation
Ministry of Education
P.O. Box 67 Lanex Ang Road
Vientiane
Tel: (856 21) 21 79 27
Fax: (856 21) 21 60 06
- ★ Mr Khamhoung Sacklokham
Director-General
Department of General Education
Ministry of Education
P.O. Box 67
Vientiane
Tel: (856 21) 21 54 23
Fax: (856 21) 22 32 62
e-mail: khamhoungs@hotmail.com

Latvia/Lettonie

- ★ Mr Maris Vitols
Minister of Education and Science
Valnu Str. 2
Riga
Tel: (371) 948 0330
- ★ Dr Andrejs Rauhvargers
Deputy of State Secretary of the
Ministry of Education and Science
Valnu Str. 2
Riga
Tel: (371) 729 9755
Fax: (371) 722 1006
e-mail: andrejs@aic.lv

Lebanon/Liban

- ★ S. Exc. M. Mohamad Youssef Beydoun
Ministre de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports
Beyrouth
Tel: (9611) 371 059
- ★ Mr Nemer Freiha
Head of the Educational Centre
P.O. Box 55264
Sinn El-Fil
Beirut
Tel: (9611) 683 088
Fax: (9611) 683 090
e-mail: ncend@dm.net.lb
- ★ Mme Salwa Saniora Baassiri
Secrétaire générale de la
Commission nationale libanaise
pour l'UNESCO
Beyrouth
Tel: (9611) 786 682
Fax: (9611) 786 656

- Mr Ghanem Bibi
▲ General Co-ordinator
Arab Resource Collective
P.O. Box 13-5916
Beirut
Tel: (9611) 742 075
Fax: (9611) 742 077
e-mail: arcleb@mawared.org

Lesotho

- ★ Mr Lesao Archibald Lehohla
Minister of Education
Ministry of Education
P.O. Box 471
Maseru 100
Tel: (9266) 317 900
Fax: (9266) 310 206
- ★ Mr Paul Khoashame Motholo
Acting Principal Secretary
Ministry of Education
P.O. Box 471
Maseru 100
Tel: (9266) 314 981
Fax: (9266) 310 206
- ★ Ms Ntsebe Idlett Kokome
Chief Education Officer – EFA
National Coordinator
Ministry of Education
P.O. Box 471
Maseru 100
Tel: (9266) 324 369
Fax: (9266) 310 562
e-mail: primary@ilesotho.com

Liberia/Libéria

- ★ Dr Evelyn Kandakai
Minister of Education
Ministry of Education
E.G.W. King Plaza
Broad Street
P.O. Box 9012
Monrovia
Tel: (231) 226 216
Fax: (231) 226 216 / 144
- ★ Mr Benjamin Sumo
Director, ISDS and EFA Coordinator
Ministry of Education
P.O. Box 9012
Monrovia
Tel: (231) 226 216 /144
- ★ Mr John Sumo
Education Project Officer
UNICEF Liberia
Monrovia
Tel: (231) 226 138
Fax: (231) 226 136
e-mail: jsumo@unicef.org

Libyan Arab Jamahiriya/Jamahiriyaa Arabe Libyenne

- ★ Mr Abdallah Milad Tagiuri
National Coordinator for EFA 2000
National Coordinator
General People's Committee for
Education and Vocational Training
Tripoli
Tel: (218 21) 462 42 46
Fax: (218 21) 444 55 54
- ★ Dr Abdalah Abed Abugfar
Head of Committee of the National
EFA Report
- ★ Mr Asaad Elmasoudi
Head of UNESCO Division
Libyan National Commission
for UNESCO
P.O. Box 1091
Tripoli
Tel: (218 21) 333 44 89
Fax: (218 21) 333 44 89

Lithuania/Lituanie

- ★ Mr Kornelijus Platelis
Minister of Education and Science
Ministry of Education and Science
Volano 2/7
2691 Vilnius
Tel: (370) 2612 590
Fax: (370) 2612 077
- ★ Mr Vaiva Vebraite
Vice-Minister of Education
and Science
Ministry of Education and Science
Volano 2/7
2691 Vilnius
Tel: (370) 2612 590
Fax: (370) 2612 077
e-mail: vaiva@smm.lt
- ★ Mr Arunas Pliksnys
Director of the Department
of General Education
Ministry of Education and Science
Volano 2/7
2691 Vilnius
Tel: (370) 2622 929

Luxembourg

- ◆ S.A. Princesse Maria Teresa
de Luxembourg
Ambassadeur de bonne volonté
pour l'UNESCO
Princesse héritière
Palais Grand-Ducal
- ★ Mr Jean-Pierre Kraemer
Inspector General of Primary
Education
President of the Luxembourg
National Commission for UNESCO
Ministry of National Education
29 rue Aldringen
2926 Luxembourg
Tel: (352) 878 955
Fax: (352) 878 657
e-mail: jean-pierre.fraemer.ci.educ.lu
- M. Henri Chrisnach
Aide de Camp
Palais Grand-Ducal

Madagascar

- ★ M. Jacquit Rosat Simon Nivison
Ministre de l'enseignement
secondaire et de l'éducation
de base, MINESEB
Anosy
Antananarivo 101
Tel: (26120) 22 213 02
Fax: (26120) 22 247 65
- ★ M. Boniface Levelo
Ministre de l'enseignement
technique et de la formation
professionnelle
Ampefiloha
Antananarivo 101
Tel: (26120) 22 646 13
Fax: (26120) 22 251 76
- ★ M. Albert Rafalimanana
Directeur de la planification
de l'éducation
Ministère de l'enseignement
secondaire et de l'éducation de base
Anosy
Antananarivo 101
Tel: (26120) 22 240 14
Fax: (26120) 22 247 65

Malawi

- ★ Hon. Mosses Dossi M.P.
Deputy Minister of Education,
Sports and Culture
Ministry of Education, Sports
and Culture
Private Bag 328
Lilongwe 3
Tel: (265) 783 053
Fax: (265) 782 873
- ★ Mr Matthew W. Matemba
Principal Secretary for Basic
Education
Ministry of Education, Sports
and Culture
Private Bag 328
Lilongwe 3
Tel: (265) 780 225
Fax: (265) 782 873
- ★ Mr McPherson Jere
Deputy Director Education Planning
Ministry of Education, Sports
and Culture
Private Bag 328
Lilongwe 3
Tel: (265) 784 800
Fax: (265) 780 225
- Ms Grace Milner
Planning Officer
Ministry of Education
Private Bag 328
Lilongwe 3
Tel: (265) 784 800
Fax: (265) 783 872
- Mr Lexon Ndlama
Principal Education Advisor, MOESC
Private Bag 328
Lilongwe 3
Tel: (265) 780 809/784 800
Fax: (265) 783 162
- Mr David Mulera
Programme Officer
Malawi National Commission
for UNESCO
Box 30278
Lilongwe 3
Tel: (265) 784 384
Fax: (265) 784 285
e-mail: mnatcom@malawi.net

Malaysia/Malaisie

- ★ Dr Abdul Shukor
Director General of Education
Ministry of Education
Damai Sara Town Centre
50604 Kuala Lumpur
Tel: (603) 255 6838
Fax: (603) 253 5150
e-mail: shukor@gov.my
- ★ Dr Ahmad Halim
Principal Assistant Director
Macro Planning Unit
Ministry of Education
Damai Sara Town Centre
50604 Kuala Lumpur
Tel: (603) 734 3767
- ★ H.E. Mr Jasmi bin Md. Yusoff
Malaysian Ambassador
to the Republic of Senegal
Embassy of Malaysia
7 (VDN) Fann Mermow
Dakar
Senegal
Tel: (221) 825 8935 / 36
- ★ Dr Mohamed Latheef
Minister of Education
Ministry of Education
Male
Tel: (960) 327 375 / 323 262 x 333
Fax: (960) 321 201
e-mail: educator@dhivehinet.net.mv
Web: http://www.thauleem.net
- ★ Dr Mahamoodh Shougee
Chief Curriculum Supervisor
Ministry of Education
Male
Tel: (960) 321 529 / 323 262 x 241
Fax: (960) 321 201
e-mail: educator@dhivehinet.net.mv
mshougee@oise.utoronto.ca
- ★ M. Moustapha Dicko
Ministre de l'éducation
BP 71
Bamako
Tel: (223) 22 21 26
Fax: (223) 22 77 67
- ★ M. Mountaga Lam
Coordinateur de l'équipe de suivi
de l'EPT/Mali
BPE 13 29
Bamako
Tel: (223) 21 27 21
Fax: (223) 21 27 21
- ★ M. Maharafa Traore
Secrétaire général
Ministère du travail
BP 80
Bamako
Tel: (223) 22 34 31
Fax: (223) 21 03 26
- M. Paul Diarra
Chef de la Division éducation
préscolaire
DNEPS
BP 71
Bamako
Tel: (223) 23 28 26
- M. Salif Samake
Conseiller technique
Ministère de l'éducation
BP 71
Bamako
Tel: (223) 22 24 50
Fax: (223) 22 77 67
- M. Nouhoum Diakite
Directeur adjoint de
l'alphabetisation
BP 62
Bamako
Tel: (223) 22 41 62
- Mme Maïmouna Tapo
Chef de la Cellule de scolarisation
des filles
Direction nationale enseignement
fondamental
Bamako
Tel: (223) 22 25 50
Fax: (223) 22 67 77
- Mme Fatimata Diallo Maiga
Chef de section
Division évaluation
Institut pédagogique national
Bamako
Tel: (223) 22 42 62
Fax: (223) 22 42 62

Maldives

- ★ Dr Mohamed Latheef
Minister of Education
Ministry of Education
Male
Tel: (960) 327 375 / 323 262 x 333
Fax: (960) 321 201
e-mail: educator@dhivehinet.net.mv
Web: http://www.thauleem.net
- ★ Dr Mahamoodh Shougee
Chief Curriculum Supervisor
Ministry of Education
Male
Tel: (960) 321 529 / 323 262 x 241
Fax: (960) 321 201
e-mail: educator@dhivehinet.net.mv
mshougee@oise.utoronto.ca

Mali

- ★ M. Moustapha Dicko
Ministre de l'éducation
BP 71
Bamako
Tel: (223) 22 21 26
Fax: (223) 22 77 67
- ★ M. Mountaga Lam
Coordinateur de l'équipe de suivi
de l'EPT/Mali
BPE 13 29
Bamako
Tel: (223) 21 27 21
Fax: (223) 21 27 21
- ★ M. Maharafa Traore
Secrétaire général
Ministère du travail
BP 80
Bamako
Tel: (223) 22 34 31
Fax: (223) 21 03 26
- M. Paul Diarra
Chef de la Division éducation
préscolaire
DNEPS
BP 71
Bamako
Tel: (223) 23 28 26
- M. Salif Samake
Conseiller technique
Ministère de l'éducation
BP 71
Bamako
Tel: (223) 22 24 50
Fax: (223) 22 77 67
- M. Nouhoum Diakite
Directeur adjoint de
l'alphabetisation
BP 62
Bamako
Tel: (223) 22 41 62
- Mme Maïmouna Tapo
Chef de la Cellule de scolarisation
des filles
Direction nationale enseignement
fondamental
Bamako
Tel: (223) 22 25 50
Fax: (223) 22 67 77
- Mme Fatimata Diallo Maiga
Chef de section
Division évaluation
Institut pédagogique national
Bamako
Tel: (223) 22 42 62
Fax: (223) 22 42 62

Marshall Islands/ Iles Marshall

- ★ Mr Falai Taafaki
▲ Special Consultant
Minister of Education, Science
and Technology
Ministry of Education
P.O. Box 1628
Majuro 96960
Tel: (692) 247 4918
Fax: (692) 247 4981
e-mail: taafaki@ntamar.com

Mauritania/Mauritanie

- ★ S.Exc. Maitre Sghair Ould M'Bareck
Ministre de l'éducation nationale
Ministère de l'éducation nationale
BP 227
Nouakchott
Tel: (222) 251 222
Fax: (222) 251 222
- ★ M. Ely Ould Bouhout
Secrétaire général de la Commission
nationale mauritanienne pour
l'UNESCO
BP 5115
Nouakchott
Tel: (222) 254 803 / 254 802
Fax: (222) 252 802
- ★ M. Mohaméden Ould Bagga
Directeur de la planification
et de la coopération
Coordinateur national de l'EPT
Ministère de l'éducation nationale
BP 227
Nouakchott
Tel: (222) 251 222
Fax: (222) 251 222
- ★ Mme Matt Mint Ewnen
Conseiller technique du secrétaire
d'état chargé de l'alphabetisation
BP 4963
SEAEON/KKTT
Nouakchott
Tel: (222) 257 169
Fax: (222) 257 169
- M. Douahi Ould Mohamed Saleck
Président
Association écoles privées
Mauritanie
BP 4892
Nouakchott
Tel: (222) 291 877
- M. Abdellah Mounina Mint
Conseiller technique du secrétariat
d'Etat à la condition féminine
BP 4472
Nouakchott
Tel: (222) 257 139
Fax: (222) 259 010
e-mail: nutricom@opt.mr

Mauritius/Maurice

- ★ Mr Sivallngum Subramanien
Permanent Secretary
Ministry of Education and Scientific
Research
1st Level, IVTB House
Phoenix
Tel: (230) 697 7730

Mexico/Mexique

- ★ Lic. Miguel Limón Rojas
Secretario de Educación Pública
Argentina 28
México DF
Tel: (525) 521 6690
Fax: (525) 521 6690

- ★ Sra Sofialeticia Morales Garza
■ Directora General de Asuntos
Internacionales
Secretaría de Educación Pública
Argentina 28
México DF
Tel: (525) 329 6940
Fax: (525) 329 6940
- ★ Ms Elisa Bonilla
Director General
Educational Methods and Materials
Obrero Mundial 358
Narvarte, Mexico DF
Tel: (525) 230 7751
Fax: (525) 230 7751
e-mail: dgmme1@sep.gob.mx
- Ms Lilian Alvarez de Testa
Advisor to the Minister
Argentina 28
Mexico DF
Tel: (525) 726 6698
Fax: (525) 723 6698
e-mail: lalvarez@sep.gob.mx
- Mr Diego Simancas
Third Secretary
Mexican Mission to UNESCO
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (33) 1 45 68 34 83
e-mail: d.simancas@unesco.org

Mongolia/Mongolie

- ★ Mr Avirmed Battur
Minister of Education, Science
and Culture
Ministry of Education
Government House III
Bagatouru 44
Ulaanbaatar
Tel: (976) 1322 480
Fax: (976) 1323 158
- ★ Mr Davaasuren Munkhjargal
Director of Department
Ministry of Education
Government House III
Bagatouru 44
Ulaanbaatar
Tel: (976) 1325 696
Fax: (976) 1323 158
e-mail: muuh@magicnet.mu

Morocco/Maroc

- ★ Mrs Aicha Belarbi
Secretary of State for Cooperation
Ministry of Foreign Affairs and
Cooperation
Rabat
Tel: (212) 766 0152 / 70
Fax: (212) 766 0158
- ★ M. Ali Ben Bachir Hassani
Chargé de mission auprès du
premier ministre chargé de
l'éducation et de la formation
Primature
Rabat
Tel: (212) 761 408
Fax: (212) 761 777
- ★ Mr Ahmed Lamrini
Secretary General
Ministry of National Education
Bab Rouah
Rabat
Tel: (212) 768 1509
Fax: (212) 777 2042
e-mail: lamrini@men.gov.ma

◆ M. El Mostafa Hddigui
Directeur de l'administration-centrale
Ministère de l'éducation nationale
32 rue Saadiyine (Hassane)
10000 Rabat
Tel: (212) 7 727 892
Fax: (212) 7 732 381
e-mail: hddiguiel@lemel.fr

■ M. Hassan Hassan El Ikil
Conseiller au cabinet de
Mme la Secrétaire d'Etat chargée
de la coopération
Rabat
Tel: (212) 7 660 152 / 66 01 69
Fax: (212) 7 660 158

Mozambique

★ Dr Alcido N'guenha
■ Minister of Education
Ministry of Education
Av 24 de Julho 167
C.P. 34
Maputo
Tel: (2581) 490 249
Fax: (2581) 490 979
e-mail: nguenha@mined.ue.mz

★ Mr Virgilio Juvane
Director of Planning
Ministry of Education
Av 24 de Julho 167
C.P. 34
Maputo
Tel: (2581) 490 892
Fax: (2581) 490 979
e-mail: virgilio@mined.ue.mz

★ Mr Anisio Matangala
Advisor of the Minister of Education
Ministry of Education
Av 24 de Julho N 167
C.P. 34
Maputo
Tel: (2581) 490 249
Fax: (2581) 490 979
e-mail: anisio@mined.ue.mz

◆ Dr Graça Machel
Ex-Minister of Education
of Mozambique
c/o Private Bag 152
Pretoria
South Africa
Tel: (27 11) 728 1000
Fax: (27 11) 728 111

Namibia/Namibie

★ Hon. John Mutorwa
Minister of Basic Education
and Culture
Ministry of Basic Education
and Culture
Private Bag 13186
Windhoek
Tel: (264) 61 2933 369
Fax: (264) 61 2242 77
e-mail: jmutorwa@emis.mec.gov.na

★ Mr Robert West
Director of Planning and
Development
Ministry of Basic Education and
Culture
Private Bag 13186
Windhoek
Tel: (264) 61 293 3341
Fax: (264) 61 293 3932
e-mail: rwest@emis.mec.gov.na

★ Ms Sylvia Bonisile Valashiya
Professional Nurse
Programme Coordinator (HIV/AIDS)
Youth
Ministry of Youth and Sport
P.O. Box 22617
Windhoek
Tel: (264) 61 220 066
Fax: (264) 61 245 939

■ Mr Justin Ellis
Under Secretary, Culture and
Lifelong Learning
Ministry of Basic Education,
Sports and Culture
Private Bag 13186
Windhoek
Tel: (264) 293 3344
Fax: (264) 293 3934
e-mail: jellis@emis.mec.gov.na

Nepal/Népal

★ Hon. Prasad Upadhyaya
Minister of Education and Sports
Ministry of Education and Sports
Kathmandu
Tel: (9771) 416 693
Fax: (9771) 414 887

★ Hon. Member Dr Nirmal Prasad
Pandey
National Planning Commission
Singh Durbar
Kathmandu
Tel: (9771) 228 846
Fax: (9771) 226 500

★ Mr Chuman Singh Basnyat
Joint Secretary
Ministry of Education and Sports
Kathmandu
Tel: (9771) 416 693
Fax: (9771) 414 887

Netherlands/Pays-Bas

■ Ms Eveline Herfkens
Minister of Development
Cooperation
Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 20061
2500 EB The Hague
Tel: (3170) 348 6486
Fax: (3170) 348 6436

★ Mr Dick Lageweg
Deputy Secretary General
National UNESCO Commission
of the Netherlands
Kortenaerkade 11
2518 AX The Hague
Fax: (3170) 426 0359
e-mail: dlageweg@nuffic.nl

★ Mr Arriën Lekkerkerker
Spokesperson for the Minister
Ministry of Foreign Affairs, D.V.L.
P.O. Box 20061
2500 EB The Hague
Fax: (3170) 348 6436

★ Ms Hanke Koopman
Basic Education Adviser
Ministry of Foreign Affairs, DCO
P.O. Box 20061
2500 EB The Hague
Fax: (3170) 348 6436

● Mr Ronald Siebes
■ Sector Expert Basic Education, DCO
Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 20061
2500 EB The Hague
Tel: (3170) 348 6691
Fax: (3170) 348 6436
e-mail: siebes@dco.minbuza.nl

■ Mr Gabriel Rugalema
Anthropology of Health and HIV Risk
Department of Technology and
Agrarian Development
Wageningen University
Tel: (3131) 748 2873
Fax: (3131) 748 4759
e-mail: g.rugalema@wanadoo.nl
gabriel.rugalema@tao.tot.wau.nl

Netherlands Antilles/ Antilles néerlandaises

★ Mr Stanley Lamp
Minister of Education
Fort Amsterdam 17
Curaçao
Tel: (599) 9 463 0450
Fax: (599) 9 461 3770

★ Mr Humphrey Senior
Head of Advisory Bureau
for Research Planning
Planning Department
Department of Education
Boerhaavestraat 16
Curaçao
Tel: (599) 9 434 3754
Fax: (599) 9 462 4471 / 64
e-mail: pim@cura.net

★ Ms Sarah Wescott-Williams
Commissioner of Education
Philipsburg
Saint Maarten
Tel: (599) 543 104 / 531 166
Fax: (599) 524 292

New Zealand/ Nouvelle-Zélande

★ Hon. Matt Robson, M.P.
Minister of Corrections
Minister for Courts
Associate Minister of Foreign
Affairs and Trade
Parliament Buildings
Wellington
Tel: (64 4) 470 6561
Fax: (64 4) 495 8462

★ Mr Lester Taylor
Chief Executive Officer Education
Education New Zealand Trust
P.O. Box 10-500
Wellington
Tel: (64 4) 472 0788
Fax: (64 4) 471 2828
e-mail: lester.taylor@educationnz.org.nz

★ Mr Roger King
Senior Private Secretary to Associate
Minister of Foreign Affairs
Parliament Buildings
Wellington
Tel: (64 4) 470 6561
Fax: (64 4) 495 8462

Nicaragua

★ Sr Francisco Chavarría Valenzuela
Vice Ministro de Educación,
Cultura y Deportes
Ministerio de Educación, Cultura
y Deportes
Centro Cívico
Modo J. Planta alta
Tel: (505) 265 1451 / 1979
Fax: (505) 265 1979
e-mail: Chavarria@med.gob.ni

★ Licenciada Ana Luisa Sanchez
Narvaez
Directora General de Educación
Ministerio de Educación,
Cultura y Deportes
Centro Cívico
Modo J. Planta alta
Tel: (505) 265 1979 / 0819
Fax: (505) 265 1979
e-mail: sanchez@med.gob.ni

Niger

★ M. Ibrahim Ary
Ministre de l'éducation nationale
BP 557
Niamey
Tel: (227) 722 280
Fax: (227) 722 105

★ M. Hamissou Oumarou
Directeur planification
Coordonnateur EFA 2000
Ministère de l'éducation
Secrétariat général
BP 557
Niamey
Tel: (227) 722 677 / 736 365
Fax: (227) 722 105
e-mail: mencula@intnet.ne

★ M. Morou Moumouni
Direction de l'ordonnancement
au Ministère des finances
223 Niamey
Tel: (227) 723 248

■ M. Maman Mallam-Garba
Projet éducation de base
Conseiller technique
GTZ-Niger
Tel: (227) 72 44 02
Fax: (227) 72 64 03
e-mail: 2peb@intnet.ne

■ Mme Thérèse Keita Mai Manga
Coordonnatrice de la Cellule
technique pour la promotion de
la scolarisation des filles au Niger
BP 10798
Niamey
Tel: (227) 724 498
Fax: (227) 740 646
e-mail: boukar@intnet.ne

Nigeria/Nigéria

★ Prof. Tunde Adeniran
Honourable Minister of Education
Federal Ministry of Education
Shehu Shagari Way
Maitama
Abuja
Tel: (234) 9523 2800
Fax: (234) 9523 7839
e-mail: tundeadeniran@hotmail.com

★ H.E. Prof. Michael Omolewa
■ Ambassador and Permanent
Delegate of Nigeria to UNESCO
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (33) 1 4568 2727
Fax: (33) 1 4567 5941
e-mail: dl.nigeria@unesco.org

★ Prof. Pai Obanya
Chief Executive, Universal Basic
Education (UBE) Commission
c/o Federal Ministry of Education
Box 6806, Wuse Zone 4
Abuja
Tel: (234) 9523 0089
Fax: (234) 9523 4721
e-mail: edsi@skannet.com

- ★ Dr Peter Shehu Abdu
Director
Educational Support Services
Department
Federal Ministry of Education
Headquarters
Shehu Shagari Way
Maitama
Abuja
Tel: (234) 9523 9013
Fax: (234) 9523 7839
 - ★ Mr Young Nwafor
Secretary General
Nigerian National Commission
for UNESCO
Federal Ministry of Education
PMB 476 Garki
Abuja
Tel: (234) 9413 9136 / 9413 9138
Fax: (234) 9413 9137
 - Mr Obododimma Oha
(University of Ibadan, Nigeria)
UFR des Lettres et Sciences
Humaines
Gaston Berger Université
de Saint-Louis
BP 234
Saint-Louis
Sénégal
Tel: (221) 961 2360 / 56 / 74
e-mail: obodooha@excite.com
 - Mr Uche Aloy Ewechukwu
Head, Nigeria Bureau
West Africa Magazine
P.O. Box 7189, Wuse
Abuja
Tel: (234) 9523 6457
Fax: (234) 9523 5562
e-mail: actas@skannet.com
 - Mr Remi Solape Longe
Department of Education
University of Ibadan
Tel: 810 0795
 - Mr Tunji Olaopa
Assistant Director
Federal Ministry of Education
Hon. Minister's Office
New Federal Secretariat
3rd Annex, Maitama
Abuja
Fax: (234) 9523 7839
e-mail: olaopa@skannet.com
 - Mr Lami Amodu
Chief Education Officer
Nigeria Federal Ministry
of Education
Abuja
Tel: (234) 1617 105
 - Mr Mobolaji Olurunfunmi
Deputy Director
Inter. Educ. Coop
6 Gimbiya Street
Abuja
Tel: (234) 9523 9013
 - Mr Abosede Akande
Retired Principal
P.O. Box 5
Ikere, Ekipi
Tel: (234) 030 610
- Norway/Norvège**
- ★ Ms Torild Skard
Senior Advisor
Ministry of Foreign Affairs
7 Juni Plass 1
Post-box 8114 Dep
0032 Oslo
Tel: (47) 2224 3701
Fax: (47) 2224 2751
e-mail: toriskar@online.nr

- ★ Ms Hanna Marit Jahr
Director General
Ministry of Education, Research
and Church Affairs
Akersgt. 44 (blokk Y)
Post-box 8119 Dep
0032 Oslo
Tel: (47) 2224 7500
Fax: (47) 2224 2732
e-mail: hmj@kuf.dep.no
- ★ Ms Birgitta Naess
President of the Norwegian National
Commission for UNESCO
Rute 510
1765 Halden
Tel: (47) 6919 7616
Fax: (47) 6921 5002
- Ms Sissel Volan
Senior Education Advisor
NORAD, P.O. Box 8034 DEP
0030 Oslo
Tel: (47) 2224 2030
Fax: (47) 2224 2031
e-mail: sissel.volan@norad.no

Oman

- ★ Dr Fawzia Al-Farsi
Under Secretary for Education
Ministry of Education
P.O. Box 3
Muscat 113
Tel: (968) 775 229
Fax: (968) 708 485
- ★ Dr Hamed Al-Hammami
Director General of Curricula
and Training
Ministry of Education
P.O. Box 3
Muscat 113
Tel: (968) 601 014
Fax: (968) 694 038
- ★ Mr Mohamed bin Saleem Al-Yacoubi
Deputy Director General
National Coordinator of the EFA
2000 Assessment
Ministry of Education
P.O. Box 3
Muscat 113
Tel: (968) 701 665
Fax: (968) 705 659

Pakistan

- ★ Ms Zobaida Jalal
Federal Minister for Education
Ministry of Education
Government of Pakistan
Pakistan Secretariat
Block D
Islamabad
Tel: (9251) 921 2020
- ★ Ms Shaheen Attiqur Rehman
Minister for Literacy
Government of Punjab
226 Munir Road
Lahore
Tel: (9242) 921 0320
Fax: (9242) 666 1817
- ★ Prof. Anita Ghulam Ali
Provincial Minister of Education
Education Department
Tuahlar House
Government of Sindh
Karachi
Tel: (9221) 587 4075
Fax: (9221) 586 3068
e-mail: seg@cybernet.pk
- ★ Mr Syed Imtiaz Hussain Gillani
Education Minister
Government of NWFP
Peshawar
Tel: 921 0894

- ★ Prof. Dr Razia Babar
Education Minister
Government of Balochistan
Babar Manzil
Tola Ram Road
Quetta
Balo
Tel: (9222) 920 1022
Fax: (9222) 920 2289

Palestine

- ★ Dr Naim Abu Hommos
Deputy Minister of Education
Ministry of Education
P.O. Box 576
Ramallah
West Bank
Tel: (9722) 298 3356
Fax: (9722) 298 3222
- ★ Mrs Lamis Alami
Chief, Field Education Programme
UNRWA
West Bank Field Office
P.O. Box 19149 Jerusalem
Via Israel
Tel: (9722) 589 0400
Fax: (9722) 532 2714
- Mr Hasan Abu-Libdeh
President
Palestinian Central Bureau
of Statistics
P.O. Box 1647
Ramallah
Tel: (9722) 240 6340
Fax: (9722) 240 6343
e-mail: hal@pcbs.pna.org
- Mr Nabil Soblabu
General Programme Coordinator
P.O. Box 25222
Jerusalem
Tel: (9722) 581 2308
Fax: (9722) 582 3464
e-mail: ecr@palnet.com

Panama

- ★ Sra Doris Mata
Ministra de Educación
Ministerio de Educación
Apdo. 2440 Zona 3
Panama
Tel: (507) 232 7782
Fax: (507) 232 7786
e-mail: dmata@sinfo.net
- ★ Sra Adela Abad
Directora General de Educación
Ministerio de Educación
Apartado 2440 Zona 3
Panama
Tel: (507) 232 7977
Fax: (507) 232 7983
e-mail: aabad@ancon.up.ac.pa

Papua New Guinea/ Papouasie-Nouvelle Guinée

- ★ Dr John Waiko
Minister for Education
National Parliament
P.O. Waifani
Tel: (675) 323 5523
Fax: (675) 325 0622
- ★ Mr Pala Wari
Advisor
Ministry of Education
P.O. Box 446
Waigwi
Tel: (675) 301 3512
Fax: (675) 301 3544

Paraguay

- ★ Licenciada Blanca Ovelar de Duarte
Viceministra de Educación
Chile 849
Asunción
Tel: (595) 2144 2500
Fax: (595) 2144 3919
e-mail: viceduc@mec.gov.py
- ★ Sr Ramón Rodas Duarte
Docente
Tte J. Martinez N° 1140
c/ Dr Sosa
Asunción
Tel: (595) 2160 9345
Fax: (595) 2160 9345
- ★ Sra Mirta Vera
Jefe – Viceministerio de Educación
Ministerio de Educación
Chile 849
Asunción
Tel: (595) 2144 2500 int 25
Fax: (595) 2144 3919
e-mail: viceduc@mec.gov.py

Peru/Pérou

- ★ Dra Susana Seto Miyamoto
Vice Ministra de Gestión
Institucional
Van de Velde 160
San Borja
Lima 41
Tel: (511) 435 4042
e-mail: sseto@minedu.gob.pe
- ★ Ing Tula Luna Moncayo
Secretaria General de la Comisión
Nacional Peruana de cooperación
con la UNESCO
Van de Velde 160
San Borja
Lima 41
Tel: (511) 436 3624
Fax: (511) 436 6324
e-mail: tluna@minedu.gob.pe
- Sr Wolfgang Küper
c/o Agencia de la GTZ en Lima
Prolongación Arenales 801
Casilla 18-1335
Agencia de la GTZ
Lima 18
Tel: (511) 436 9592
Fax: (511) 435 4745
e-mail: wkuper@minedu.gob.pe

Philippines

- ★ Mr Ramon Bacani
Assistant Secretary
Department of Education,
Culture and Sports
UL Complex
Meralco Avenue
Pasig City
Tel: (632) 633 7203
Fax: (632) 631 8492
e-mail: asecreb@i-next.net
- ★ Mr Ruperto Alonzo
Deputy Director General
National Economic Development
Authority
NEDA sa Pasig
Amber Avenue
Pasig City
Tel: (632) 633 6014
Fax: (632) 633 6014
e-mail: rpa@email.neda.gov.ph

★ Ms Lourdes Balanon
Assistant Secretary
Department of Social Welfare and Development
Constitutional Hill
Batasang Pambansa Complex
Quezon City
Tel: (632) 931 9131
Fax: (632) 931 9131

● Ms Feny De Los Angeles-Bautista
■ Executive Director
Community of Learners Foundation
1 Castilla Street
Quezon City
Metro Manila
Tel: (632) 721 0987
Fax: (632) 726 7021
e-mail: teachfen@philonline.com.ph

Poland/Pologne

★ Mr Ryszard Mosakowski
Personal Representative of the Minister of National Education
Ministry of National Education
Department for European Integration and International Cooperation
ai. Szucha 25
00-918 Warsaw
Fax: (4822) 628 8561
e-mail: mosakow@men.waw.pl

Portugal

★ Mme Ana Benavente
Secrétaire d'état à l'éducation
Av. 5 Outubro 107-9
Lisboa
Tel: (351) 21 793 7674
Fax: (351) 21 797 8994

★ Mme Marcia Trigo
Président de la commission de l'agence nationale de l'éducation et de la formation des adultes
Rua Vale de Pereiro No. 16-1
1250-271
Lisboa
Tel: (351) 21 383 7606
Fax: (351) 21 383 7697
e-mail: anefa@hotmail.com

★ Mme Maria Eduarda Boal
Directeur général
Ministère de l'éducation
Av. 5 Outubro 107-7
Lisboa
Tel: (351) 21 793 4254
Fax: (351) 21 797 8994
e-mail: meboal@om.ed.pt

■ M. Manuel Silva
Secrétaire d'Ambassade
Ambassade du Portugal à Dakar
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 5822

Qatar

★ H.E. Dr Mohammed Abdul Rahim Kafood
Minister of Education and Higher Education
P.O. Box 80
Doha
Tel: (974) 417 410
Fax: (974) 430 437

★ Dr Abdul Aziz Abdul Rahman Kamal
Head of Educational Research Centre
P.O. Box 9760
Doha
Tel: (974) 874 465

★ Mr Salem Rashid Al-Azbeh
Director of Minister's Office
P.O. Box 80
Doha
Tel: (974) 820 2132
Fax: (974) 430 437

Republic of Korea/ République de Corée

★ Mr Sang-sik OH
Deputy Permanent Delegate
Permanent Delegation of the Republic of Korea to UNESCO
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (33) 1 45 68 31 55
Fax: (33) 1 40 56 38 88
e-mail: dl.coree-edu@unesco.org

★ Mr Gul-woo Lee
First Secretary for Education
Permanent Delegation of the Republic of Korea to UNESCO
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (33) 1 45 68 31 55
Fax: (33) 1 40 56 38 88
e-mail: dl.coree-edu@unesco.org

★ Mr Zun-sang Han
Professor
Department of Education
Yonsei University
134 Shinchon
Seodaemoonku
Seoul 120-749
Tel: (822) 361 3177
Fax: (822) 755 7477
e-mail: john@bubble.yonsei.ac.kr

■ Mr Jong-hung Kim
Programme Officer Education Unit
Korean National Commission for UNESCO
P.O. Box Central 64
Seoul
Tel: (822) 755 2991
Fax: (822) 755 7477
e-mail: jhkim@unesco.or.kr

Republic of Moldova/ République de Moldova

★ Ms Lidia Gutu
Deputy Prime Minister
The Government of Moldova
Government House
Piata Marii Adunari Nationale 1
2033 Chisinau
Tel: (373-2) 23 38 22
Fax: (373-2) 24 26 96

★ M. Nicolae Bucun
Ministre adjoint au ministère
Ministère de l'éducation et des sciences
Government House
Piata Marii Adunari Nationale 1
2033 Chisinau
Tel: (373-2) 32 14 44
Fax: (373-2) 23 34 64

★ Prof. D.Sc. Vladimir Gutu
Chief of the Department of pre-school, primary and secondary general education
Ministry of Education and Sciences
Government House
Piata Marii Adunari Nationale 1
2033 Chisinau
Tel: (373-2) 24 84 36
Fax: (373-2) 23 64 38

Romania/Roumanie

★ M. Mihai Korka
Conseiller du ministre
Ministère de l'éducation nationale
Str Sen Berthelot 28-30
Bucarest 70738
Tel: (401) 313 1013
Fax: (401) 312 6614
e-mail: mkorka@men.edu.ro

★ Mme Anca Butuca
Conseiller du ministre
Ministère de l'éducation nationale
Str Sen Berthelot 28-30
Bucarest 70738
Tel: (401) 314 0604
Fax: (401) 312 4753
e-mail: ancab@men.edu.ro

★ M. Cătălin Baba
Conseiller du ministre
Ministère de l'éducation nationale
Str Sen Berthelot 28-30
Bucarest 70738
Tel: (401) 312 6669
Fax: (401) 312 4719
e-mail: cbaba@men.edu.ro

Russian Federation/ Fédération de Russie

★ M. Vladimir Filippov
Ministre de l'éducation de la Fédération de Russie
51 Lussinbovskay
Moscou
Tel: (7095) 237 7675
Fax: (7095) 230 2796

★ Mr Alexander Kondakov
▲ Deputy-Minister of Education
Shabalovke, 33
Moscow
Tel: (7095) 954 5127
Fax: (7095) 237 5400
e-mail: kam@ed.gov.ru

★ M. Nikolai Dmitriev
Directeur, Département des relations internationales
Ministère de l'éducation
33 Shabolovka
Moscou
Tel: (7095) 954 6104
Fax: (7095) 954 5460

■ Mme Olga Ivanova
Conseiller principal
Commission nationale russe pour l'UNESCO
Smolenskaya-Sennaya pl. 32/34
Moscou
Tel: (7095) 244 24 62
Fax: (7095) 244 25 00

Rwanda

★ M. Emmanuel Mudidi
Ministre de l'éducation
BP 622
Kigali
Tel: (250) 83051
Fax: (250) 82162
e-mail: educ1@rwandatel1.rwanda1.com

★ M. Narcisse Musabeyezu
Directeur de l'enseignement préscolaire, primaire et éducation spéciale
Ministère de l'éducation
BP 622
Kigali
Tel: (250) 82445
Fax: (250) 82162

★ M. Faustin Habineza
Directeur de la gestion et du développement du personnel
Enseignant au ministère de l'éducation
BP 622
Kigali
Fax: (250) 82162

Saint Lucia/Sainte-Lucie

★ Hon. Mario Michel
Deputy Prime Minister and Minister of Education, Human Resource Development, Youth and Sports
New NIS Building
Waterfront
Castries
Tel: (758) 451 6725
Fax: (758) 453 2299

★ Dr Didacus Jules
Permanent Secretary
Ministry of Education, Human Resource Development, Youth and Sports
New NIS Building
Waterfront
Castries
Tel: (758) 451 6725
Fax: (758) 453 2299
e-mail: julesd@candw.lc

San Marino/Saint-Marin

★ Mme Marina Freschi
Segretario Particolare Ministro Pubblica Istruzione e cultura
Segretaria Di Stato Pubblica Istruzione e cultura
Contrada Omerelli
San Marino
Tel: 0549 882 551
Fax: 0549 882 301

Sao Tome and Principe/ Sao Tomé-et-Principe

★ Mme Anna Maria Vera Cruz Costa
Coordinatrice de l'E.P.T
Ministère de l'éducation
Direction du développement curriculaire
BP 41
Sao Tomé
Tel: (239 12) 21 524 / 23 766 / 23 876
Fax: (239 12) 21 466 / 21 524

Saudi Arabia/ Arabie Saoudite

★ Dr Mohammed Ahmed Rasheed
Minister of Education
Ministry of Education
Riyadh
Tel: (9661) 4023 600
Fax: (9661) 4050 477

★ Dr Ibrahim Al Shaddi
Deputy Minister for Cultural Affairs
Ministry of Education
Riyadh

★ Dr Ali Al-Khabti
Director of School Evaluation
Ministry of Education
P.O. Box 108903
Jeddah 21351
Tel: (9661) 4039 546
Fax: (9661) 4037 905
e-mail: alkarni@icqmail.com

■ Dr Saudi Al Dohian
Director of Research Dep
Ministry of Education
Riyadh

- Dr Ali Al Hakami
Director of Department of
Measurement and Evaluation
Ministry of Education
Riyadh
- Dr Ali Al-Karni
Secretary General
Higher Educational Policy
Committee
Ministry of Education
Riyadh
- Professor Mr Ibrahim Al-Wadi
Chief of Secretariat and Relations
Unit
Minister Office
Ministry of Education
Riyadh

Senegal/Sénégal

- ★ M. Kasoumbaly Ndiaye
Ministre de l'éducation nationale
- ★ M. Madier Diouf
Ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche scientifique
- ★ M. Bécaye Diop
Ministre délégué chargé de
l'éducation de base et des langues
nationales
- ★ M. André Sonko
Ancien ministre de l'éducation
nationale
- ★ M. Kéba Birane Cisse
Ambassadeur, Délégué permanent
du Sénégal auprès de l'UNESCO
- ★ M. Ousmane Blondin Diop
Délégué permanent adjoint du
Sénégal auprès de l'UNESCO
- ★ M. Alexandre Mbaye Diop
Présidence de la République
- ★ M. Elhadji Tamsir Mbaye
Primature
- ★ M. Assane Hane
Comité préparatoire
- ★ Mr Pape Momar Sow
■ Director of Planning
▲ Ministry of Education
- ★ M. Mohamadou Aly Sall
Comité préparatoire
- ★ M. Seigne Tacko Ndaw
Comité préparatoire
- ★ M. Bala Dia
Comité préparatoire
- ★ M. Cheikh Alassane Mbaye
Comité préparatoire
- ★ M. Mafakha Touré
Comité préparatoire
- ★ M. Pape Madiop Fall
Comité préparatoire
- ★ M. Magatte Sow
Comité préparatoire
- ★ M. Cheikh Aw
Comité préparatoire
- ★ M. Chiekh Ndiaye
IA/AISEN
- ★ M. Alioune Ndoeye
ENS/UCAD
- ★ M. Mamadou Badiane
Association des Parents d'élèves
- ★ M. About Sy
Enseignants retraités
- ★ M. Mamdou Diop
Syndicat
- ★ M. Iba Ndiaye Diadji
Syndicat
- ★ M. Ibrahima Niokhobaye Diouf
Syndicat
- ★ M. Bakhaio Ndiogue
Représentant du SNEEL
Syndicat
- ★ M. Seydou Sall
CONGAD
- ★ M. Yves Richard
ONG
- ★ M. Tay
ONG
- ★ M. Serge Mareil
ONG
- ★ Mme Mame Bousso Samb
SCOFI
- ★ Mme Awa Diagne
Enseignement Privé
- ★ M. Michel Tokopuku
ONG
- ★ M. Mamadou Lamine Gassama
Comité préparatoire
- M. Ka Ibra Deguene
Ambassadeur du Sénégal à l'ONU
238 68th Street
New York, New York 10021
United States
Tel: (212) 517 9030
Fax: (212) 517 3032
- M. Malick Sembene
Directeur
Division de la santé scolaire
Ministère de l'éducation nationale
BP 5252
Dakar Fann
Tel: (221) 824 8659
Fax: (221) 822 3017
e-mail: msembene@refer.sn
- Ms Yaye Astou Cissé
1999 Miss Senegal
c/o UNFPA Field Office Dakar
Tel: (221) 823 6726
Fax: (221) 822 4298
- ◆ Mlle Dibou Faye
Equipe Jeunesse Action ENDA
TM/MAEJT
BP 3370
Dakar
Tel: (221) 821 2113 / 821 7403
Fax: (221) 823 5157
e-mail: jeuda@enda.sn

Seychelles

- ★ H.E. Mr Dany Rollen Antoine Faure
Minister of Education
P.O. Box 1098
Victoria
Mahe
Tel: (248) 515 984
Fax: (248) 224 708
e-mail: edumin@seychelles.net

- ★ Mr Jones Belmont
Director Resource Planning and
Project Development
Ministry of Education
P.O. Box 48
Victoria
Mahe
Tel: (248) 512 468
Fax: (248) 224 859
e-mail: belmontjones@hotmail.com

Sierra Leone

- ★ Hon. Dr Alpha Tejan Wurie
Minister of Education,
Youths and Sports
Ministry of Education,
Youths and Sports
New England
Freetown
Tel: (232) 2224 0023
Fax: (232) 2224 1018
e-mail: act_dups@sierratel.sl
- ★ Dr Albert C.T. Dupigny
Head – A and E, National EFA
Coordinator
Ministry of Education,
Youths and Sports
New England
Freetown
Tel: (232) 2224 2039
Fax: (232) 2224 1018
e-mail: act_dups@sierratel.sl

Slovakia/Slovaquie

- ★ Mr Milan Ftácnik
Minister of Education
Stromova 1
83103 Bratislava
Tel: (421 7) 5477 2427
Fax: (421 7) 5477 3966
e-mail: kancmin@education.gov.sk
- ★ Mrs Ludmila Simčáková
Institute of Information and
Prognosis
Stromova 1
831 03 Bratislava
e-mail: simcakova@mips.sk

Solomon Islands/ Iles Salomon

- ★ Hon. Japhet Waipora
Minister for Education and Training
Department of Education and
Training
P.O. Box 525
Honiara
Tel: (677) 23900
Fax: (677) 20485
- ★ Mr Joseph Ma'Ahanua
Counsellor
Embassy of Solomon Islands
Bd. St. Michel 28
1040 Brussels
Belgium
Tel: (32 2) 732 7085
Fax: (32 2) 732 6885
e-mail:
11411.3260@compuserve.com

South Africa/ Afrique du Sud

- ★ Mr Smangalis Mkhathshwa
Deputy-Minister of Education
Private Bag X895
Pretoria 0001
Tel: (27 12) 312 531
Fax: (27 12) 324 5072

- ★ Dr (Ms) Nomso Myijima
Chief Director, Quality Assurance
Department of Education
Private Bag X895
Pretoria 0001
Tel: (27 12) 312 5119
Fax: (27 12) 326 2191

- ★ Mr Bobby Soobrayan
Chief Director, Planning
Department of Education
Private Bag X895
Pretoria 0001
Tel: (27 12) 312 5531
Fax: (27 12) 324 5072

- Dr (Mrs) Nithi Muthukrishna
8 Keens – Meave Place
Malvern 4093
Durban
Tel: (27 31) 464 4255
Fax: (27 31) 260 2609
e-mail: muthukri@mtb.und.ac.za

- ◆ Dr Anil Kanjee
Human Sciences Research Council
134 Pretoria 0001
Tel: (27 12) 302 2966
Fax: (27 12) 324 2183
e-mail: Akanjee@beauty.hsrc.ac.za

- Prof. Neville Alexander
P.O. Box 13338
Mowbray 7705
Tel: (27 21) 650 4013
Fax: (27 21) 650 3027
e-mail:
nalexand@education.uct.ac.za

- Mr Ghaleeb Jeppie
Director International Relations
Private Bag X895
Pretoria 0001
Tel: (27 12) 312 5531
Fax: (27 12) 324 5072

- Mr Mauritz Lindeque
Chargé d'affaires
South African Embassy
Dakar
Senegal
Tel: (221) 823 6581

- Dayanidhie Pillay
Personal Assistant to Mme Graça
Machel Mandela
South African Embassy
Dakar
Senegal
Tel: (221) 823 6581

- N. S. Kunene
South African Embassy
Dakar
Senegal
Tel: (221) 823 6581

Spain/Espagne

- ★ Sr Luis Antonio Buñuel Salcedo
Subdirector General de Cooperación
Internacional
Ministerio de Educación y Cultura
Paseo del Prado 28
28014 Madrid
Tel: (3491) 506 5601
Fax: (3491) 506 5704
e-mail: l.bunuel@educ.mec.es

★ Sra McDolores Lopez-Aranguen
Consejera Técnica de Relaciones
Multilaterales
Subdirección General de
Cooperación Internacional
Ministerio de Educación y Cultura
Paseo del Prado 28
28014 Madrid
Tel: (3491) 506 5655
Fax: (3491) 506 5705
e-mail:
mdolores.laranguen@educ.mec.es

★ Sra Clara Barreiro
Consejera Embajada UNESCO
Delegación Permanente de España
en la UNESCO
UNESCO House
1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France
Tel: (33) 1 45 68 33 65

■ Sra Maria Noguero Alvarez
Consejera Técnica
Agencia Española de Cooperación
Internacional
Avda. Reyes Católicos N° 4
28040 Madrid
Tel: (3491) 583 8342
Fax: (3491) 583 8310 / 11 / 13
e-mail: maria.noguero@aeci.es

■ Mireia Montané
Subdirector Forum 2004 Barcelona
C. Maina 16-18, planta 29
08005 Barcelona
Tel: (3493) 402 3926
Fax: (3493) 402 3912
e-mail:
mmontané@barcelona2004.org

■ Mr Ferran Ferrer
Expert
Gran Via 488 2°
08015 Barcelona
Tel: (3493) 581 1419
Fax: (3493) 581 1419
e-mail: ferran.ferrer@vab.es

Sri Lanka

★ Hon. Prof. Viswa Warnapala
Deputy Minister of Education
Ministry of Education
Isurupaya
Battaramulla
Tel: (941) 688 336
Fax: (941) 694 485

★ Prof. Lal Senaka Perera
Additional Secretary
Ministry of Education
Isurupaya
Battaramulla
Tel: (941) 864 863
Fax: (941) 864 863 / 865 162

★ Ms Sunila Mendis
Kumarapatabemoige
Senior Assistant Secretary
President's Office
Isurupaya
Battaramulla
Tel: (941) 437 362
Fax: (941) 433 282

● Ms Kamala Peiris
Member, National Educational
Commission and President
Siyath Foundation
14 A, Charles Drive
Colombo
Tel: (941) 713 299
Fax: (941) 500 544
e-mail: siyath@slt.lk

Sudan/Soudan

★ Mr Abdel Basit Abdel Magid
Minister of Education
Ministry of Education
Khartoum
Tel: (249) 11 779 888
Fax: (249) 11 776 030

★ Mr Ibrahim Suleman El-Dasis
Director General of Planning
Ministry of Education
Khartoum
Tel: (249) 11 779 888
Fax: (249) 11 776 030

★ Mr Abdel Gadir Mohd El Haq
Secretary General of the Sudanese
National Commission for UNESCO
Khartoum
Tel: (249) 11 779 888
Fax: (249) 11 776 030

Swaziland

★ Mr Magwagwa Mdluli
Minister of Public Service
and Information
P.O. Box 170
Mbabane
Tel: (268) 404 2188
Fax: (268) 404 5379

★ Ms Adelaide P. Mkhonza
Principal Secretary
Ministry of Education
P.O. Box 39
Mbabane
Tel: (268) 404 2496
Fax: (268) 404 3880

★ Ms Faith Mazibuko
Planning Officer
Ministry of Economic Planning
and Development
P.O. Box 602
Mbabane
Tel: (268) 404 2158
Fax: (268) 404 2157
e-mail: faith@mepd.gov.sz

Sweden/Suède

★ Mr Carl Lindberg
■ Deputy State Secretary
Ministry of Education and Science
10333 Stockholm
Tel: (468) 405 1819
Fax: (468) 243 714
e-mail:
carl.lindberg@education.ministry.se

★ Mr Torgny Danielsson
Member of the Parliament
Member of the Swedish National
Commission to UNESCO
Riksdagen
10012 Stockholm
Tel: (468) 786 4814
Fax: (468) 411 0470
e-mail:
torgny.danielsson@riksdagen.se

◆ Dr Ingemar Gustafsson
Deputy Director
Swedish International Development
Cooperation Agency (SIDA)
10525 Stockholm
Tel: (468) 698 5213
e-mail: ingemar.gustafsson@sida.se

■ Ms Agneta Lind
● Head of Education Division
▲ Swedish International Development
Cooperation Agency (SIDA)
10525 Stockholm
Tel: (468) 698 5100
Fax: (468) 698 5651
e-mail: agneta.lind@sida.se

◆ Prof. Ingemar Fagerlind
Director
Institute of International Education
Stockholm University
10691 Stockholm
Sweden
e-mail:
Ingemar.Fagerlind@interped.su.se

● Mr Kaviraj Appadu
Senior Programme Officer,
Education Division
Division for Democracy and Social
Development
Swedish International Development
Cooperation Agency (SIDA)
Sveavägen 20
10525 Stockholm
Tel: (468) 698 5636
Fax: (468) 698 5651
e-mail: kaviraj.appadu@sida.se

■ Ms Ulla-Stina Ryking
Senior Administrative Officer
Ministry of Education and Science
10333 Stockholm
Tel: (468) 405 1771
Fax: (468) 405 1909

Switzerland/Suisse

★ M. Pierre Luisoni
Responsable des affaires
internationales
Secrétariat de la Conférence suisse
des Directeurs de l'instruction
publique (CDIP)
Zaehringerstrasse 25
3001 Berne
tel: (41) 31 309 5123
Fax: (41) 31 309 5150
e-mail: luisoni@edk.unibe.ch

★ M. Ahlin Byll-Cataria
Adjoint scientifique du service
sectoriel ressources humaines
Swiss Agency for Development
and Cooperation (SDC)
Federal Department of Foreign
Affairs
Freiburgstrasse 130
3003 Berne
Tel: (41) 31 322 3428
Fax: (41) 31 324 8741
e-mail: ahlin.byll@deza.admin.ch

★ M. Pier-Angelo Neri
Président du Comité suisse de lutte
contre l'illettrisme de la Commission
nationale suisse pour l'UNESCO
Avenue de la Grenade 24
1207 Genève
Tel: (41) 22 735 1106
Fax: (41) 22 735 1106
e-mail: pier-angelo.neri@etat.ge.ch

Syrian Arab Republic/ République Arabe Syrienne

★ Prof. Mahmoud Al Sayyed
Minister of Education
Ministry of Education
Damascus
Tel: (96311) 613 3151 / 613 2646

★ Ms Ghada Al Jabi
Director of Illiteracy Elimination
Ministry of Culture
Chair-Person of the Executive
Council of the Arab Network of
Literacy and Adult Education
Vice President of International
Council for Adult Education
Damascus
Tel: (96311) 333 8600 / 332 0632
Fax: (96311) 331 5171 / 333 8446

★ Mr Issam Diab
Senior Inspector of Curricula
and Research
Ministry of Education
Damascus
Tel: (96311) 5912 925 / 6133 151

Tajikistan/Tadjikistan

★ Ms Lola Dodkhoudoeva
Secretary General
Tajikistan National Commission
for UNESCO
Rudaki Str 37
Dushanbe
Tel: (922 372) 211 750
Fax: (922 372) 217 210
e-mail: lolga@academy.tajik.net

Thailand/Thaïlande

★ Dr Thongkoon Hongpan
Deputy Permanent Secretary
Office of the Permanent Secretary
Ministry of Education
Bangkok 10300
Tel: (662) 628 5627/8
Fax: (662) 281 8764

■ Dr Kasama Varavarn
Secretary General, National Primary
Education Commission
Ministry of Education
Bangkok 10300
Tel: (662) 282 1312
e-mail: varavarn@classic.asianet.th

★ Dr Duangtip Surintatip
Deputy Permanent Delegate of
Thailand to UNESCO
Office of the Permanent Secretary
Ministry of Education
Bangkok 10300
Tel: (662) 628 6180
Fax: (662) 281 0953
e-mail: duangtip@winning.com

★ Dr Athipat Cleesuntorn
Director
Bureau of Policy and Planning
Office of the Permanent Secretary
Ministry of Education
Ratchadamnoen-Nok Avenue
Bangkok 10300
Tel: (662) 281 5638
Fax: (662) 281 9413
e-mail: athipat@emisc.moe.go.th

Togo

★ Mr Oteth Adjai Ayassor
Secretary-General of the Ministry
of National Education and Research
P.O. Box 398
Lome
Tel: (228) 212 473
Fax: (228) 220 783 / 212 473
e-mail: aayassor@syfed.tg.refer.org

★ M. Yao K. B. Babnabana
Coordonnateur national EPT
Secrétaire permanent du Conseil
supérieur de l'éducation nationale
BP 4830
Lome
Tel: (228) 210 639
Fax: (228) 220 783

Trinidad and Tobago/ La Trinité-et-Tobago

- Ms Vena Jules
(Co-writer of the Caribbean
Synthesis Report on EFA)
The University of West Indies
Saint Augustin Campus
Trinidad
West Indies
Tel: (1 868) 662 7329 (home)
Tel: (1 868) 662 2002 ext. 3349
e-mail: vj@cablenett.net

Tunisia/Tunisie

- ★ M. Houcine El Oued
Secrétaire général de la commission
nationale tunisienne pour
l'éducation, la science et la culture
Ministère de l'éducation
22 rue d'Angleterre
1000 Tunis
Tel: (2161) 321 014
Fax: (2161) 569 230
- ★ M. Mohammed Knani Gsouma
Directeur du programme national
tunisien d'alphabétisation et
d'éducation des adultes
Ministère des affaires sociales
Bab B'Nat
1000 Tunis
Tel: (2161) 564 985
Fax: (2161) 569 230
- ★ Mme Fatma Tarhouni
Inspectrice générale de l'éducation
Coordinatrice nationale pour l'EPT
Ministère de l'éducation
Bab B'Nat
1000 Tunis
Tel: (2161) 564 750 / 566 985
Fax: (2161) 569 230
e-mail: fatma.tarhouni@minedu.edunet.tn

Turkey/Turquie

- ★ H.E. Mr Metin Bostancıoğlu
Minister of National Education
Ministry of National Education
Milli Eğitim Bakanlığı
Bakanlıklar
Ankara
Fax: (90) 312-418 8289
- ★ Assistant Prof. Dr Ata Tezbasaran
Director-General for Primary
Education
Ministry of National Education
Milli Eğitim Bakanlığı
Bakanlıklar
Ankara
Fax: (90) 312-418 8289
- ★ Mrs Zühal Gökçeşu
Head of Department
General Directorate for External
Affairs
Ministry of National Education
Milli Eğitim Bakanlığı
Bakanlıklar
Ankara
Fax: (90) 312-418 8289
- M. Senbir Tümay
Ambassadeur de la République
de Turquie à Dakar
Ambassade de Turquie
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 824 5811
Fax: (221) 825 6977

Turkmenistan/ Turkménistan

- ★ Mr Saparbay Gunbarbayev
Head of Education Department
Dasoguz Mir
S5/ 1 f.0
Ashgabat
Tel: (993 12) 35 90 81
- ★ Mr Nowruz Kurbanmuradow
Vice Minister of Education
Ministry of Education
Gonoglu N 2
Ashgabat
Tel: (993 12) 35 13 73

Uganda/Ouganda

- ★ Hon. Dr Edward Khiddu Makubuya
Minister of Education and Sports
Ministry of Education and Sports
Embassy House
Kampala
Tel: (256 41) 257 200
Fax: (256 41) 230 437
- ★ Mr Francis Xavier K. Lubanga
Permanent Secretary
Ministry of Education and Sports
Box 7063
Crested Towers
Kampala
Tel: (256 41) 257 038
Fax: (256 41) 234 920
e-mail: pses@swiftuganda.com
- ★ Mr Sam Servy Onok
■ Acting Director of Education
Ministry of Education
P.O. Box 7063
Crested Towers
Kampala
Tel: (256 41) 233 651
Fax: (256 41) 234 394

Ukraine

- ★ Mr Victor Ogneviuk
Vice Minister of Education
and Science
10 Prospect Peremogy
01135 Kiev
Tel: (38 044) 274 2096
Fax: (38 044) 226 3331
- ★ Mr Yevhen Polishchuk
Director of the Institute of
International Cooperation
Ministry of Education
and Sciences
27a T Shevchenko Blvd
01001 Kiev
Tel: (38 044) 246 5450
Fax: (38 044) 246 5450

United Arab Emirates/ Emirats Arabes Unis

- ★ Mr Ali Meihad Al Suwadi
Assistant Under Secretary for
Private and Specific Education
Ministry of Education
P.O. Box 295
Abu Dhabi
Tel: (9712) 343 285
Tel: (9712) 213 800
Fax: (9712) 334 316
e-mail: meihad@emirates.net.ae
- ★ Mr Awad Ali Saleh
Secretary General of the National
Commission for UNESCO
Ministry of Education and Youth
P.O.Box 295
Abu Dhabi
Tel: (9712) 634 3933
Fax: (9712) 631 3991

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland/ Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

- ◆ Ms Clare Short
★ Secretary of State for International
Development
Department for International
Development (DFID)
94 Victoria Street
London SW1E 5JL
- Mr Chris Austin
Private Secretary to the Secretary
of State
- ★ Mr Barrie Ireton
Director General (Programmes)
DFID
Fax: (44) 20 7917 0732
e-mail: b-ireton@dfid.gov.uk
- ★ Ms Myra Harrison
■ Chief Education Adviser
DFID
Fax: (44) 20 7917 0287
e-mail: m-harrison@dfid.gov.uk
- Mr Steve Packer
■ Deputy Head Education Department
(Policy and Programme Development)
DFID
Tel: (44) 20 7917 0057
Fax: (44) 20 7917 0287
e-mail: s-packer@dfid.gov.uk
- Dr Carew Treffgarne
● Senior Education Adviser DFID
Leader ADEA Books Working Group
DFID
Fax: (44) 20 7917 0287
Tel: (44) 20 7917 0658
e-mail: c-treffgarne@dfid.gov.uk
- Ms Anne Jellema
Listed under 3. Civil Society
ActionAid UK
Hamlyn House
MacDonald House
Archway
London N19 5PG
Tel: (44) 20 7281 4101
Fax: (44) 20 7272 0899
e-mail: via.d.archer@virgin.net
- Mr Owen Barden
Imfundo Project Manager
Prime Minister's Initiative
DFID
Tel: (44) 20 7917 0962
Fax: (44) 20 7839 9044
e-mail: owen@owen.org
- Dr Hilary Perraton
Director, International Research
Foundation for Open Learning
(IRFOL)
Cintra House
12 Hills Road
Cambridge CB2 1PF
Tel: (44) 12 2336 4721
Fax: (44) 12 2335 5207
e-mail: H.D.Perraton@open.ac.uk
- Prof. Keith Lewin
Director
Centre for International Education
Institute of Education
University of Sussex
Farmer, Brighton, Sussex BN1 9RG
Tel: (44) 12 7367 8970 / 67860
Fax: (44) 12 7367 8568
e-mail: k.m.lewin@sussex.ac.uk
- Prof. Tony Booth
Centre for Educational Research
Canterbury Christ Church University
College
North Holmes Road
Canterbury
Kent CT1 1QU
Tel: (44) 12 2778 2912
Fax: (44) 12 2324 4696
e-mail: t.j.booth@cant.ac.uk
- Prof. Angela Little
Institute of Education
University of London
20 Bedford Way
London WC1H 0AL
Tel: (44) 20 7612 6623
Fax: (44) 20 7612 6632
e-mail: a.little@ioe.ac.uk
- Mr Kevin Watkins
Listed under 3. Civil Society
Senior Policy Adviser
OXFAM GB
274 Banbury Road
Oxford, OX2 7DZ
Tel: (44) 18 6531 1 311
Fax: (44) 18 6531 2381
e-mail: oxfam@oxfam.org.uk
- Prof. Roy Carr-Hill
Institute of Education
University of London
Tel: (44) 20 7612 6631
Fax: (44) 20 7612 6032
e-mail: irss23@york.ac.uk
- Mr Sylvain Semilinko
Head French Africa Department
BBC
Bush House
London WC2B 4PH
Tel: (44) 20 7557 2046
Fax: (44) 20 7557 3751
e-mail: sylvain.semilinko@bbc.co.uk
- Mr Clinton Robinson
Summer Institute of Linguistics (SIL)
Horsleys Green
High Wycombe Bucks, HIP 14 3XL
Tel: (44) 14 9468 2206
Fax: (44) 14 9468 2220
e-mail: Clinton_Robinson@sil.org
- ◆ Ms Sue Torr
Director, Project Leader
151 Pembroke Street
Devonport
Tel: (44) 500 657
Fax: (44) 301 301

United Republic of Tanzania/ République-Unie de Tanzanie

- ★ Hon. Alhaj Juma Kapuya MP
Minister for Education and Culture
P.O. Box 9121
Dar es Salaam
Tel: (255) 5111 3134
Fax: (255) 5111 3139
- ★ Ms Mary Mushi
Permanent Secretary
Ministry of Education and Culture
P.O. Box 9121
Dar es Salaam
Tel: (255) 5111 3139
Fax: (255) 5111 3139
e-mail: ps-moeed@twiga.com
- ★ Dr Said Gharib Bilal
Deputy Permanent Secretary
Ministry of Science, Technology
and Higher Education
P.O. Box 394
Zanzibar
Tel: (255) 4747 412
Fax: (255) 4232 260
e-mail: educ@zanzinet.com

◆ Invitee/Invité

★ Member of official delegation/Membre d'une délégation officielle

● Steering Committee member/Membre du Comité directeur

■ Participating in strategy session/Participant à une séance de stratégie

▲ Participating in futures group/Participant au groupe du futur

■ Participating in drafting group/Participant au groupe de rédaction

● Regional Technical Advisory Group member/
Membre du Groupe de conseil technique régional

■ Observer/Observateur

■ Mr Salum R. Mnjagila
National EFA Coordinator
Ministry of Education and Culture
P.O. Box 9121
Dar es Salaam
Tel: (255) 5111 3139

United States of America/ Etats-Unis d'Amérique

★ Dr Thomas Fox
Assistant Administrator
Bureau for Policy and Program
Coordination
US Agency for International
Development
Ronald Reagan Building,
Room 6.08-113
1300 Pennsylvania Avenue, N.W.
Washington, DC 20523-6802
Tel: (202) 712 1430
Fax: (202) 216 3426
e-mail: tfox@usaid.gov

★ Mr Gene Sperling
Head of Delegation (for Friday 28th)
Assistant to the President for
Economic Policy and Director
National Economic Council

★ Ms Norma Cantu
Assistant Secretary
Office of Civil Rights
US Department of Education
330 C Street, S.W.
Washington, DC 20202-1100
Tel: (202) 205 5557
Fax: (202) 205 5381
e-mail: norma_v_cantu@ed.gov

★ Dr Gordon Ambach
Executive Director
Council of Chief State School
Officers
2715 31st PL. N.W.
Washington, DC 20008
Tel: (202) 338 4599
Fax: (202) 338 4599
e-mail: gordona@ccsso.org

● Ms Emily Vargas-Baron
■ Deputy Assistant Administrator
▲ Director, Center for Human
Capacity Development, USAID
Ronald Reagan Building
1300 Pennsylvania Avenue, N.W.
Room 3.09-036
Washington, DC 20523-3901
Tel: (202) 712 0236
Fax: (202) 216 3229
e-mail: evargas-baron@usaid.gov

■ Mr Richard M. Samans
Assistant to the President for
International Economic Policy
National Economic Council

■ Ms Kathy Byrne
Senior Assistant to Gene Sperling
National Economic Council

■ Ms Melissa Green
Senior Assistant to Gene Sperling
National Economic Council

■ Mr Donald Foster-Gross
Team Leader for Basic Education
Center for Human Capacity
Development
USAID
1300 Pennsylvania Avenue, N.W.
Washington, DC 20523-3901
Tel: (202) 712 5415
Fax: (202) 216 3229
e-mail: dfoster-gross@usaid.gov

■ Ms Julia Owen-Rea
Education Specialist,
Bureau for Africa USAID
Ronald Reagan Building
1300 Pennsylvania Avenue, N.W.
AFR/SD 4.8
Washington, DC 20523
Tel: (202) 712 0638
Fax: (202) 216 3373

■ Ms Maureen McClure
Director, GINIE Project Global
Information Networks in Education
University Professor
115E University of Pittsburgh
5K38 Forbes Quad
Pittsburgh, PA 15260
Tel: (412) 648 7714
Fax: (412) 624 7114
e-mail: mmclure+@pih.edu

■ Dr Phyllis Magrab
Professor, Pediatrics
Georgetown University Child
Development Center
3307 M Street N.W. – Suite 401
Washington, DC 20007-3935
Tel: (202) 687 8837
Fax: (202) 687 8899
e-mail: magrabp@gunet.georgetown.com

◆ Mr Stephen F. Moseley
President and Chief Executive
Officer
Academy for Educational
Development (AED)
1825 Connecticut Avenue, N.W.
Washington, DC 20009-5721
Tel: (202) 884 8000
Fax: (202) 884 8400
e-mail: smoseley@aed.org

■ Mr Alfred W. Wood
Director of Education
Save the Children USA
54 Wilton Road
Westport, CT 06880
Tel: (203) 221 4125
Fax: (203) 221 3799
e-mail: fwood@savechildren.org

■ Ms Janet Robb
Director
Education, Mobilization and
Communication Division
Creative Associates International,
Inc
5301 Wisconsin Avenue, N.W.
Suite 700
Washington, DC 20015
Tel: (202) 966 5804
Fax: (202) 363 4771
e-mail: janet@caii-dc.com

■ Ms Vivian Toro
Education Assistant Specialist
Academy for Educational
Development (AED)
1825 Connecticut Avenue, N.W.
Washington, DC 20009-5721
Tel: (202) 884 8168
Fax: (202) 884 8466
e-mail: vtoro@aed.org

■ Mr Ash Hartwell
Education Advisor
USAID Africa Bureau
130 Red Gate Lane
Amherst, MA 01002
Tel: (413) 253 9186
Fax: (413) 256 4579
e-mail: ashtrish@igc.org

■ Ms Susan Malone
International Literacy Consultant
Summer Institute of Linguistics (SIL)
41/5 Soi Sailom
Phahol Yothin Road
Samsennai, Phayayathai
Bangkok 10400
Thailand
Tel: (66 2) 619 1456
Fax: (66 2) 270 0712
e-mail: susan_malone@sil.org

◆ Ms Erika George
Human Rights Watch
Fellow Academic Freedom
Committee
350 Fifth Avenue, 34th Floor
New York, NY 10118-3299
Tel: (212) 216 1226
e-mail: georgee@hrw.org

■ Mr Robert Berg
International Development
Conference
Suite 720
1875 Connecticut Avenue, N.W.
Washington, DC 20009-5728
Tel: (202) 884 8580 / 244 7474
Fax: (202) 244 3897
e-mail: idc@idc.org

■ Dr Hassana Alidou N'game
Fondation Allemande DES
2910 Jennifer Drive
College Station
Texas 77845
Tel: (979) 693 6416
Fax: (979) 845 9663
e-mail: alidou-ngame@tamu.edu

■ Ms Lynne Murphy
Stanford University
School of Education
Stanford, CA 94305
Tel: (650) 725 4411
e-mail: lynn.murphy@stanford.alumni.org

Vanuatu

★ M. Jacques Sese
Ministre de l'éducation
Ministère de l'éducation
PMB No. 028
Port Vila
Tel: (678) 22309
Fax: (678) 24569

Venezuela

★ H.E. Mr Hiram Gaviria
Ambassador
Permanent Delegate of Venezuela
to UNESCO
28 rue Galilée
75016 Paris
France
Tel: (33) 1 4553 2998
e-mail: hgavinia@aol.com

★ Licenciada Yanet Ramirez
Coordinadora de Relaciones
Multilaterales de la Oficina de
Relaciones Institucionales
9091
Caracas
Tel: (582) 563 2915 / 564 8755
Fax: (582) 564 1508
e-mail: raminezyanet@hotmail.com

Viet Nam

★ Prof. Dr Pham Minh Hac
Former Minister of Education
Chairman of the National
Committee for Literacy of Viet Nam
7 Nguyen Canh Chan
Hanoi
Tel: (844) 733 0392

★ Mr Le Vu Hung
Vice Minister of Education
and Training
Ministry of Education and Training
49 Dai Co Viet
Hanoi
Tel: (844) 868 1256
Fax: (844) 869 4085

★ Mr Pham Quang Tho
Deputy Secretary General
of the Viet Nam National
Commission for UNESCO
8 Khuc Hao Street
Hanoi
Tel: (844) 199 3512
Fax: (844) 823 0702

■ Mr Chi Nguyen Quoc
National Consultant for EFA
Ministry of Education and Training
49 Dai Co Viet
Hanoi
Tel: (844) 822 0019

Yemen/Yémen

★ Dr Abu Baker Al-Qirbi
Professor
University of Sana'a
P.O. Box 11351
Sana'a
Tel: (967) 1 207 456
Fax: (967) 1 402 698

★ Prof. Abdul-Karim Al Gindari
Deputy of Minister of Education
Ministry of Education
P.O. Box 95
Sana'a
Tel: (967) 1 619 039
Fax: (967) 1 619 489

★ Prof. Abdullah Al-Hamam
Coordinator of the EFA 2000
Assessment
P.O. Box 11115
Sana'a
Tel: (967) 1 207 377

Zambia/Zambie

★ Mr Godfrey Miyanda MP
Minister of Education
Mogadishu Road
P.O. Box 50093
Lusaka
Tel: (260) 1253 502
Fax: (260) 1253 502

★ Dr Elizabeth Mumba
Deputy Vice Chancellor
University of Zambia
P.O. Box 32379
Lusaka
Fax: (260) 1253 952
e-mail: dvc@admin.unza.zm

★ Mr Emmanuel Silanda
Director Planning and Information
Ministry of Education
Mogadishu Road
P.O. Box 50093
Lusaka
Tel: (260) 1250 760
Fax: (260) 1250 760

■ Mr Michael Kelly
Professor
Luwisha House
5880 Great East Road
P.O. Box 35391
Lusaka
Tel: (260) 1291 606
Fax: (260) 1293 763
e-mail: mjkelly@zamnet.zm

■ Prof. Geoffrey Lungwangwa
Director, Directorate of Research and
Post Graduate Studies
University of Zambia
P.O. 32379
Lusaka
Tel: (260) 1290 560
Fax: (260) 1290 258
e-mail:
directorpostgrad@postgrad.unza.zm

■ Ms Marian Leaf
Project- Coordinator
Zambia Open Community Schools
(ZOCS)
P.O. 50429
Lusaka
Tel: (260) 1227 084
Fax: zocs@zamnet.zm

Zimbabwe

★ Hon Dr Ignatius M.C. Chombo
Minister of Higher Education and
Technology
P.O. Box UA275
Union Avenue
Harare
Tel: (263) 4732 726
Fax: (263) 4733 070

★ Mr Gabriel Machinga
Minister of Education, Sport
and Culture
P.O. Box UA275
Union Avenue
Harare
Tel: (263) 4734 075

★ Mr Menias S. Machawira
Acting Secretary General
Zimbabwe National Commission
for UNESCO
P.O. Box UA275
Union Avenue
Harare
Tel: (263) 4794 680
Fax: (263) 4790 923

■ Ms Chipo Olga Zindoga
Chargée d'affaires
Zimbabwe Embassy
Dakar
Senegal
Tel: (221) 8250 325
Fax: (221) 8258 959
Fax: zimdakar@telecomplus.sn

■ Dr Patrick Pfukani
Interim Co-ordinator
SACMEQ
UNESCO Harare Sub-Regional Office
P.O. Box HG425
Highlands
Harare
Tel: (263) 4334 425 / 32
Fax: (263) 4332 222
e-mail: pfukani@unesco.org

■ Ms Glory J. T. Makwati
Regional Director, Education
P. Bag 5824
Gwanda
Tel: (263) 843 085
Fax: (263) 843 383

INTERNATIONAL ORGANIZATIONS AND GROUPS

ORGANISATIONS ET GROUPE INTERNATIONAUX

A. UNITED NATIONS SYSTEM SYSTÈME DES NATIONS UNIES

United Nations/ Organisation des Nations Unies

◆ Mr Kofi Annan
Secretary-General of the United
Nations
United Nations Headquarters
New York, NY 10017
United States
Tel: (1212) 963 1234
Fax: (1212) 963 4879

● Mr John Langmore
▲ Director, Division for Social Policy
and Development, Department of
Economic and Social Affairs
Room DC2-1370
Tel: (1212) 963 5855
Fax: (1212) 963 3062
e-mail: langmore@un.org

★ M. Ibrahima Fall
Sous-Secrétaire général
Nations Unies

★ Mme Elizabeth Lindenmayer
Assistante du Secrétaire-Général

★ Mr James Setterlin
Assistant

★ M. Fred Eckhard
Porte-Parole du Secrétaire Général

★ Mme Hawa Bunti Dièye
Administrateur hors classe

★ M. Lamlin Sise
Administrateur

★ M. Edward Mortimer
Administrateur

★ Mme Anne Marie Ibanez
Secrétaire

★ M. Mamadi Touré
Rédacteur

★ Mme Danielle Loff-Fernandez
Rédactrice

★ M. William Shawcross
Journaliste

★ M. Americo Canepa
Responsable des télécommunications

★ M. Evan Schneider
Photographe

★ M. Arnulfo Fareux
Agent de sécurité

★ M. Bryant
Agent de sécurité

★ M. Bernard Robinson
Agent de Sécurité

■ Mrs Nane Annan
c/o The Secretary-General of
the United Nations

■ M. Mohamed Sahnoun
Conseiller spécial du Secrétaire
Général des Nations Unies
1 rue Miollis
75732 Paris CEDEX 15
France
Tel: (33) 1 45 68 49 00

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)/ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

◆ Ms Vera Boerger
Agricultural Education and
Extension Officer
Sub-Regional Office for Southern
and Eastern Africa
FAO
Box 3730
Harare
Zimbabwe
Tel: (263) 4 253 693
e-mail: vera.boerger@fao.org

■ Mr Daniel Gregoire
Expert Information Education
Communication
FAO - Mali
BP 1820
Bamako
Mali
e-mail: dgreg2c@yahoo.fr

International Labour Organization (ILO)/ Organisation internationale du travail (OIT)

★ M. Carlos Castro-Almeida
Directeur, BIT/EMAS
BP 414
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 9045
Fax: (221) 821 0956
e-mail: castroa@ilo.org

◆ M. Frans Roselaers
Directeur du programme IPEC
ILO
4 route des Morillons
1211 Geneva 22
Switzerland
Fax: (41 22) 821 0956
e-mail: castroa@ilo.org

■ M. Geir Myrstad
Chargé de l'éducation IPEC
ILO
4 route des Morillons
1211 Geneva 22
Switzerland
Tel: (41 22) 823 9045
Fax: (41 22) 821 0956
e-mail: myrstad@ilo.org

■ Mme Fatou Kiné Sall
Coordinatrice nationale du
programme IPEC
BIT/ILO Dakar
BP 414
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 9045
Fax: (221) 821 0956
e-mail: sall@ilo.org

■ Mme Maria Koulouris
BIT/ILO Dakar
BP 414
Dakar
Sénégal
Tel: (1450) 681 8301
e-mail:
maria_koulouris@hotmail.com

■ Mme Corinne Vargha
BIT/ILO Dakar
BP 414
Dakar
Sénégal
e-mail: Vargha@ilo.org

■ M. Abdoulaye Ndour
Chargé d'information
BIT/ILO Dakar
BP 414
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 5975
Fax: (221) 821 0956
e-mail: ndour@ilo.org

■ Mme Elisabeth Venn
Assistante au programme
BIT/ILO Dakar
BP 414
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 9045
Fax: (221) 821 0956
e-mail: venn@ilo.org

International Monetary Fund (IMF)/Fonds monétaire international (FMI)

★ M. Koffi Yao
Représentant résident
FMI
8 Rue Docteur Guillot
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 821 3398
e-mail: kyao@imf.org

United Nations African Institute for Economic Development and Planning (IDEP)

★ Mr Samuel Ochola
Acting Director, IDEP
P.O. Box 3186
Dakar
Senegal
Tel: (221) 822 2538
Fax: (221) 822 2964
e-mail: s.ochola@idep.sn

United Nations Development Programme (UNDP)/Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

(All Address at UNDP HQ unless
otherwise noted)

★ Mr Mark Malloch Brown
Administrator
UNDP
DC1-2128
1 UN Plaza
New York, NY 10017
United States
Tel: (1212) 906 5791
Fax: (1212) 906 5778
e-mail:
mark.malloch.brown@undp.org

★ Mr Abdoulie Janneh
Acting Director
UNDP Africa
DC1-2418
Tel: (1212) 906 5310
Fax: (1212) 906 3605
e-mail: abdoulie.janneh@undp.org

◆ Invitee/Invité

★ Member of official delegation/Membre d'une délégation officielle

● Steering Committee member/Membre du Comité directeur

■ Participating in strategy session/Participant à une séance de stratégie

▲ Participating in futures group/Participant au groupe du futur

▣ Participating in drafting group/Participant au groupe de rédaction

● Regional Technical Advisory Group member/
Membre du Groupe de conseil technique régional

■ Observer/Observateur

- ★ Mr Djibril Diallo
Director COA
(Official Spokesperson
for the EFA Forum)
DC1-1918
Tel: (1212) 906 5300
Fax: (1212) 906 5364
e-mail: djibril.diallo@undp.org
- ★ Mr Ahmed Rhazaoui
Resident Representative Senegal
UNDP
P.O. Box 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 839 9055
Fax: (221) 823 5500
e-mail: fo.sen@undp.org
- ★ Mr Abdoulaye Mar Dieye
Chief Economist
(Alternate to Mr Janneh)
DC1-2424
Tel: (1212) 906 5072
Fax: (1212) 906 6478
e-mail: abdoulaye.dieye@undp.org
- ★ Mr Naresh Singh
Principal Poverty Advisor
DC1-2048
Tel: (1212) 906 5007
Fax: (1212) 906 5313
e-mail: naresh.singh@undp.org
- ★ Ms Hilda Paqui
Chief Social Mobilisation and
Operations Branch (COA)
DC1-1920
Tel: (1212) 906 5305
Fax: (1212) 906 5364
e-mail: hilda.paqui@undp.org
- ★ Mr Mamadou Bah
Information Officer (COA)
DC2-2609
Tel: (1212) 906 6175
Fax: (1212) 906 5364
e-mail: mamadou.bah.hq@undp.org
- ★ Mr Mark Suzman
Advisor to the Administrator
DC1-2148
Tel: (1212) 906 5726
Fax: (1212) 906 5778
e-mail: mark.suzman@undp.org
- ★ Gulden Turkoz-Cosslett
Programme Specialist to the
Administrator
DC1-2141
Tel: (1212) 906 5036
Fax: (1212) 906 5778
e-mail: gulden.turkoz-cosslett@undp.org
- ★ Ms Anjimile Mtila Doka
Senior Advisor, Social Analysis
and Policy (Education)
DC1-2050
Tel: (1212) 906 6023
Fax: (1212) 906 5313
e-mail: anjimile.mtila.doka@undp.org
- Mr John Lawrence
Senior Adviser to UNDP's Social
Development Division
Tel: (1203) 327 2253
Fax: (1212) 906 6743
e-mail: lawrence@undp.org
- ◆ M. Albert Tevodjedre
Coordonnateur
Projet International
"Millénaire pour l'Afrique"
PNUD
BP 506
Cotonou
Bénin
Tel: (229) 307 792 / 93
Fax: (229) 307 791
e-mail: milenium@intnet.bj
- Mr Assad Ahmadi
Deputy Resident Representative
UNDP Dakar
P.O. Box 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 839 9055
Fax: (221) 823 5500
e-mail: fo.sen@undp.org
- Ms Khady Diaw
Programme Assistant
UNDP Dakar
P.O. Box 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 839 9050
Fax: (221) 823 5500
e-mail: khady.diaw@undp.org
- Mr Mamdou Guèye
Principal Administrative Assistant
and Protocol Officer
UNDP Dakar
P.O. Box 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 839 9050
Fax: (221) 823 5500
e-mail: mamadou.gueye@undp.org
- Ms Danielle Hayes
Photographer
Tel: (1212) 473 7826
Fax: (1212) 473 7826
e-mail: dhayefoto@aol.com
- Mrs Gifty Mbow
Secretary
UNDP Dakar
P.O. Box 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 839 9050
Fax: (221) 823 5500
- Ms Aminata Ndiaye
UNV/Administrative Assistant
UNDP Dakar
P.O. Box 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 839 9055
Fax: (221) 823 5500
e-mail: aminat.ndiaye@undp.org
- Mrs Louise Page
PSU and Programme Assistant
UNDP Dakar
P.O. Box 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 839 9050
Fax: (221) 823 5500
e-mail: louise.page@undp.org
- Mr Yves Sassenrath
Programme Officer
UNDP Dakar
P.O. Box 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 839 9055
Fax: (221) 823 5500
e-mail: yves.sassenrath@undp.org
- Mrs Seynabou Guèye Tall
Programme Officer, UNIFEM/PNUD
UNDP Dakar
P.O. Box 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 839 9050
Fax: (221) 823 5002
e-mail: seynabou.tall@undp.org
- Ms Yasmine Thiam
Advisor, UNIFEM/PNUD
UNDP Dakar
P.O. Box 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 823 5002
e-mail: yasmine.thiam@undp.org
- Mrs Assitan Diarra Thioune
National Economist
UNDP Dakar
P.O. Box 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 839 9055
Fax: (221) 823 5500
e-mail: assitan.diarra@undp.org
- Mr Laba Touré
Assistant Resident Representative
UNDP Dakar
P.O. Box 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 839 9055
Fax: (221) 823 5500
e-mail: fo.sen@undp.org
- M. Bernard Verschueren
Chargé de l'information
UNDP Dakar
P.O. Box 154
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 839 9069
Fax: (221) 823 5500
e-mail: bernard.verchueren@undp.org
- ★ Mr Jacques Hallak
Assistant Director-General
International Bureau of Education
(IBE)
15 route des Morillons
1218 Grand Saconnex
Switzerland
Tel: (41 22) 798 1455
e-mail: j.hallak@unesco.org
- ★ Mr Noureini Tidjani-Serpos
Assistant Director-General, Africa
Tel: (33) 1 45 68 15 35 / 31
Fax: (33) 1 45 68 55 44
e-mail: n.tidjani-serpos@unesco.org
- ★ Mr Alain Modoux
Assistant Director-General
CII/FED
1 rue Miollis
75732 Paris CEDEX 15
France
Tel: (33) 1 45 65 42 03
Fax: (33) 1 45 68 55 84
e-mail: a.modoux@unesco.org
- ★ Mr Dieter Berstecher
Director
Global Action Plan on Education
for All
Tel: (33) 1 45 68 08 04
Fax: (33) 1 45 68 56 29
e-mail: d.berstecher@unesco.org
- ★ Ms Aicha Bah Diallo
Director
Basic Education Division
Tel: (33) 1 45 68 10 76 / 13 40
Fax: (33) 1 45 68 56 26 / 27 / 28
e-mail: a.bah-diallo@unesco.org
- ★ Ms Denise Lievesley
Director
UNESCO Institute of Statistics
Tel: (33) 1 45 68 23 78 / 24 41
Fax: (33) 1 45 68 55 20
e-mail: d.lievesley@unesco.org
- ★ Mr Victor Billeh
Director
Regional Office for the Arab States
P.O. Box 5244
Cité Sportive Av
Beirut
Lebanon
Tel: (961) 1850 013 / 14
Fax: (961) 1824 854
e-mail: v.billeh@unesco.org
- ★ Mr Victor Ordoñez
Director
Regional Office for Asia and
the Pacific
920 Sukhumvit Road
Bangkok
Thailand
Tel: (662) 391 8474
e-mail: v.ordonez@unesco.org
- ★ Ms Ana Luiza Machado
Director, Regional Office for Latin
America and the Caribbean
Calle Enrique Delpiano 2058
Providencia
3187 Santiago
Chile
Tel: (56-2) 655 1050
Fax: (56(2) 655 1046
- ★ Mr Armoogum Parsuramen
Director
UNESCO Dakar
12 avenue L.S. Senghor
Dakar
Senegal
Tel: (221) 849 2335 / 823 5082

United Nations Economic Community for Africa (UN AEC/CEA)

- ★ Mr Joseph Ngu
Economic Affairs Officer
United Nations Economic
Community for Africa (UN AEC/CEA)
P.O. Box 3001
Addis Ababa
Ethiopia
Tel: (251 1) 44 34 02
Fax: (251 1) 51 04 68

UNESCO Executive Board

- ◆ H.E. Mrs Sonia Mendieta de
Badaroux
Chairwoman of the Executive
Board of UNESCO
7 place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization/Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

(All Address at UNESCO HQ unless otherwise noted)

- ★ Mr Koichiro Matsuura
Director-General
7 place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France
Tel: (33) 1 45 68 10 00
- ★ Mr Colin N. Power
Deputy Director-General
for Education
Tel: (33) 1 45 68 10 47 / 46
Fax: (33) 1 45 68 56 27
e-mail: c.power@unesco.org

- ★ Ms Helene Gosselin
Director
Office of Public Information
Tel: (33) 1 45 68 15 50
e-mail: h.gosselin@unesco.org
- ★ Mr Adama Ouane
Director
UNESCO Institute of Education (UIE)
Feldbrunnenstrasse 58
2000 Hamburg 13
Germany
Tel: (49 40) 4480 4130
Fax: (49 40) 4107 723
e-mail: a.ouane@memo.unesco.org
- ★ Mr Gudmund Hernes
Director, International Institute of Educational Planning (IIEP)
7-9 rue Eugène Delacroix
75116 Paris
France
Tel: (33) 1 45 03 77 10
e-mail: G.Hernes@iiep.unesco.org
- ★ Mr Gene Seiti
Executive Officer
Office of the Director General
Tel: (33) 1 45 68 12 59
- Mr Richard Sack
Association for the Development of Education in Africa (ADEA)
7-9 rue Eugène Delacroix
75116 Paris
France
Tel: (33) 1 45 03 37 85
(33) 1 45 03 39 65
e-mail: r.sack@iiep.unesco.org
- Ms Anna-Maria Barthès
Programme Specialist
SVE/STE
Tel: (33) 1 45 68 09 31
Fax: (33) 1 45 68 56 22
e-mail: am.barthes@unesco.org
- Mr Kacem Bensalah
Director
Emergency Educational Assistance Unit
Tel: (33) 1 45 68 10 34
Fax: (33) 1 45 68 56 29
e-mail: k.bensalah@unesco.org
- Ms Rosa Blanco
Programme Specialist
UNESCO
Calle Enrique Delpiano 2058
Providencia
3187 Santiago
Chile
Tel: (56-2) 655 1050
Fax: (56-2) 655 10 46/47
e-mail: rblanco@unesco.cl
- Mr Diomansi Bombote
Regional Information Officer
OPI/REG
Tel: (33) 1 45 68 17 26
e-mail: d.bombote@unesco.org
- Ms Françoise Caillods
International Working Group on Education
Senior Programme Coordinator, IIEP
7-9 rue Eugène Delacroix
75116 Paris
France
Tel: (33) 1 45 03 77 33
Fax: (33) 1 40 72 83 66
e-mail: f.caillods@iiep.unesco.org
- Mr Vinayuagum Chinapah
Head of Project
Monitoring Learning Achievement and Quality Indicators Project
ED/MIP
Tel: (33) 1 45 68 10 34
Fax: (33) 1 45 68 56 29
e-mail: v.chinapah@unesco.org
- Ms Camilla Gidlof
Associate Expert
ED/MIP
Tel: (33) 1 45 68 10 83
Fax: (33) 1 45 68 56 29
e-mail: c.gidlof@unesco.org
- Mr Marc Gilmer
Director Literacy
ED/BAS
Tel: (33) 1 45 68 10 02
Fax: (33) 1 45 68 56 29
e-mail: m.gilmer@unesco.org
- Mrs Winsome Gordon
Director Primary Education Section
Tel: (33) 1 45 68 10 37
Fax: (33) 1 45 68 56 26 / 27
e-mail: w.gordon@unesco.org
- Ms Linda King de Jardon
Deputy Director
UNESCO Institute of Education (UIE)
Feldbrunnenstrasse 58
2000 Hamburg 13
Germany
Tel: (49 40) 44 70 41 31
e-mail: l.king@unesco.org
- Dr Malika Ladjali
Senior Programme Specialist
EPD
Tel: (33) 1 4568 0124
Fax: (33) 1 4568 5635
e-mail: m.ladjali@unesco.org
- Mr Frank Method
Director
UNESCO Washington
1775 K Street NW
Washington, D.C. 20006
United States
Tel: (1202) 454 2182
Fax: (1202) 331 9121
e-mail: UNESCO@CAIS.COM
- Mr Toshio Ohsako
Senior Research Specialist
UNESCO Institute of Education (UIE)
Feldbrunnenstrasse 58
2000 Hamburg 13
Germany
Tel: (49 40) 44 80 41 24
e-mail: t.ohsako@unesco.org
- Ms Ulrika Peppler-Barry
Programme Specialist
EFA/FOR
Tel: (33) 1 45 68 21 28
Fax: (33) 1 45 68 56 29
e-mail: u.peppler@unesco.org
- Ms Nureldin Satti
Director
UNESCO Regional Programme for Emergency
P.O. Box 30592
Nairobi
Kenya
Tel: (254) 262 1234
Fax: (254) 221 5991
e-mail: nureldin.satti@unesco.org
- Ms Sai Vayrynen
UNESCO Liaison to the 'Working Group on Disability and Development' (IWGDD)
Division of Basic Education (ED/BAS/SNE)
Tel: (33) 1 45 68 11 95
Fax: (33) 1 45 68 56 27
e-mail: s.vayrynen@unesco.org
- Ms Claudia Harvey
Director UNESCO Kingston
P.O. Box 8203
Kingston 5
Jamaica
Tel: (1809) 929 7087
Fax: (1809) 929 8468
e-mail: kingston@unesco.org
- Mr Moegiadi
Director UNESCO New Delhi
8 Poorvi Marg, Vasant Vihar
New Delhi
India
Tel: (91 11) 614 7310
Fax: (91 11) 614 3351
e-mail: unesco.newdelhi@unesco.org
- Mr Jorge Sequeira
Head of Office
UNESCO Almaty
G7 Tole-gi Street
Almaty 408100
Kazakhstan
Tel: (73272) 640 771
Fax: (73272) 642 661
e-mail: almaty@unesco.org
- Mrs Nour Dajani Shehabet
Programme Specialist Literacy
UNESCO Beirut
P.O. Box 5244
Cité Sportive Av
Beirut
Lebanon
Tel: (961) 1850 013
Fax: (961) 1824 854
e-mail: n.dajani@unesco.org
- Ms Edna Tait
Director UNESCO Apia
P.O. Box 5766
Matautu-uta Post Office
Apia
Samoa
Tel: (685) 242 76
Fax: (685) 222 53
e-mail: apia@unesco.org
- Mr Ko-Chin Tung
Chair, EFA Sub-Saharan Africa RTAGs
UNESCO Harare
P.O. Box HG 435
Highlands, Harare
Zimbabwe
Tel: (263) 4 332 329
Fax: (263) 4 776 055
e-mail: kd.tung@unesco.org
- Mr Warren Mellor
Senior Programme Specialist
ED/EFA
Tel: (33) 1 45 68 09 27
Fax: (33) 1 45 68 56 29
e-mail: w.mellor@unesco.org
- Mr Emmanuel Apea
Director UNESCO Nigeria
Plot 777
Bouake Street, Zone 6
Wuse, Abuja
Nigeria
Tel: (234 9) 523 4776
Fax: (234 9) 523 8094
e-mail: abuja@unesco.org
- Ms Fay Chung
Director UNESCO International Institute for Capacity-Building in Africa (IICBA)
P.O. Box 2305
Addis Ababa
Ethiopia
Tel: (251 1) 55 75 87
Fax: (251 1) 55 75 85
e-mail: f.chung@unesco-iicba.org
- Mudiappasamy Devadoss
Programme Coordinator
UNESCO PEER
P.O. Box 30592
Nairobi
Kenya
Tel: (254 2) 622 363
Fax: (254 2) 622 324
e-mail: m.devadoss@unesco.org
- Lucette Diawara
Representative UNESCO Côte d'Ivoire
01 BP 1747
Abidjan 01
Côte d'Ivoire
Tel: (225) 212 242 99
Fax: (225) 212 677 68
- Mr J. Hironaka
Web Editor, Press Edition
OPI/PSS
Tel: (33) 1 45 68 16 84
e-mail: opi@unesco.org
- Mr Hubert Charles
Representative
UNESCO Mozambique
515 Frederick Engels Avenue
Maputo
Mozambique
Tel: (258 1) 49 3434
Fax: (258 1) 49 3431
e-mail: hjcharles@unesco.org
- Ms Koto Kanno
Programme Specialist
BER/FIT
Tel: (33) 1 45 68 18 13
e-mail: k.kanno@unesco.org
- Ms Aigull Khalafova
Education Specialist
UNESCO Almaty
67, Tole Bi Street
480091 Almaty
Kazakhstan
Tel: (7 3272) 58 26 40
Fax: (7 3272) 69 98 63
e-mail: almaty@unesco.org
- Mr Jones Kyazze
Director Africa Section
BRX/AFR
Tel: (33) 1 45 68 08 37
e-mail: j.kwazze@unesco.org
- Ms Ushio Miura
Associate Expert
ED/BAS/LIT
Tel: (33) 1 45 68 08 84
e-mail: u.miura@unesco.org
- Mme Elke Salas Rossenbach
Chef du Service de Presse
OPI/PSS
Tel: (33) 1 45 68 17 43
Fax: (33) 1 45 68 56 52
Tel: e.salas-rossenbach@unesco.org
- Mr Ken Vine
Consultant
UNESCO Bangkok
920 Sukhumvit Road
Bangkok
Thailand
Tel: (66 2) 391 0577
e-mail: k.vine@unesco.org
- Int'l Cons. NGO Mme Fatoumata Marega
Chargée de liaison, Division des relations avec les organisations internationales
BRX/RIO
Tel: (33) 1 45 68 14 30
Fax: (33) 1 45 68 14 30
e-mail: f.marega@unesco.org
- Int'l Cons. NGO Ms Claire Mollard
Consultant, NGO Program
Basic Education Division
Tel: (33) 1 45 68 17 13
e-mail: c.mollard@unesco.org
- Int'l Cons. NGO Ms Susanne Schnuttgen
Programme Specialist, NGO
ED/BAS
Tel: (33) 1 45 68 21 41
Fax: (33) 1 45 68 56 20
e-mail: s.schnuttgen@unesco.org

United Nations Information Centre (UNIC)/Centre d'information des Nations Unies (CINU)

- ★ M. Toussaint Kong-Doudou
Directeur
CINU Ouagadougou (c/o UNDP)
BP 135
Ouagadougou
Burkina Faso
Tel: 30 60 76
- ★ Alioune Loum
Chargé de l'information
CINU-Dakar
12 avenue Léopold Sédar Senghor
BP 154
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 3070
Fax: (221) 822 2679
e-mail: loum@sonatel.senet.net

United Nations Population Fund (UNFPA)/Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

(All Addresses at UNFPA HQ unless otherwise noted)

- ★ Dr Nafis Sadik
Executive Director
220 East 42nd Street, 19th Floor
New York, NY 10017-5880
United States
Tel: (212) 297 5151
Fax: (212) 297 4901
e-mail: sadik@unfpa.org
- ★ Mr Ali Ugur Tuncer
■ Chief, Coordination Branch
▲ Technical and Policy Division
Tel: (212) 297 5237
Fax: (212) 297 4915
e-mail: tuncer@unfpa.org
- ★ Ms Delia Barcelona
● Senior Technical Officer
■ Technical and Policy Division
Tel: (212) 297 5233
Fax: (212) 297 4915
e-mail: barcelona@unfpa.org
- ★ Mr Niangoran Essan
Representative
UNFPA Field Office
Boîte Postale 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 839 9060
Fax: (221) 892 4258
e-mail: essan@unfpa.org
- ★ Ms Bintou Sanogoh
Regional Director
UNFPA Country Support Team, Dakar
Boîte Postale 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 822 8414
Fax: (221) 822 4258
e-mail: sanogoh@unfpa.org
- ★ Mr Makane Kane
■ Regional Adviser on Population and IEC
UNFPA Country Support Team, Dakar
Boîte Postale 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 892 8414
Fax: (221) 822 4258
e-mail: kane@unfpa.org

- ★ Mr Claude George
■ Regional Adviser
UNFPA Country Support Team, Dakar
Boîte Postale 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 822 8414
Fax: (221) 822 4298
e-mail: georges@unfpa.org
- ★ Mr Ismaila M'bengue
UNFPA Country Support Team, Dakar
Boîte Postale 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 839 9062
Fax: (221) 822 4298
- ★ Dr Fatou Sarr Diop
Chargé de programme au FNUAP
Boîte Postale 154
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 839 9063
Fax: (221) 822 4298
- ★ M. Cheikh Tidiane Cisse
■ Chargé de programme au FNUAP
Boîte Postale 154
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 839 9061
Fax: (221) 822 4298

- Mme Thérèse Eleazar
Secrétaire au FNUAP
Boîte Postale 154
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 9168

- Mme Ténéba Badiane
Secrétaire à l'équipe d'appui technique du FNUAP
Boîte Postale 154
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 892 8414
Fax: (221) 892 4298

United Nations Children's Fund (UNICEF)/Fonds des Nations Unies pour l'enfance

(All Addresses at UNICEF HQ unless otherwise noted)

- ★ Ms Carol Bellamy
Executive Director
UNICEF House
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017
United States
Tel: (212) 326 7028
Fax: (212) 326 7758
e-mail: cbellamy@unicef.org
- ★ Mr Andre Roberfroid
Deputy Executive Director for Programmes
Tel: (212) 326 7160
Fax: (212) 326 7758
e-mail: aroberfroid@unicef.org
- ★ Ms Rima Salah
Regional Director
West and Central Africa Regional Office
UNICEF WCARO
Boîte Postale 443
Abidjan 04
Côte d'Ivoire
Tel: (225) 20 208 100
Fax: (225) 20 227 607
e-mail: rsalah@unicef.org

- ★ Mr Ian Hopwood
Representative
UNICEF Senegal
2 rue Carnot X Salva
Dakar
Senegal
Tel: (221) 8231 092
Fax: (221) 8234 61507
e-mail: ihopwood@unicef.org

- ★ Mr David Pulkol
Deputy Regional Director
Eastern and Southern Africa
UNICEF ESARO
P.O. Box 44145
Nairobi
Kenya
Tel: (2542) 520 526
Fax: (2542) 521 913
e-mail: dpulkol@unicef.org

- ★ Ms Leila Bisharat
Representative
UNICEF Egypt
7 Lazoughly Street
Garden City
Cairo
Egypt
Tel: (202) 3942 270
Fax: (202) 5942 270
e-mail: lbisharat@unicef.org

- ★ Mr Edwin Judd
Representative
UNICEF China
12 Sanlitun LU
Beijing 100600
China
Tel: (8610) 6532 3131
Fax: (8610) 6532 3107
e-mail: ejudd@unicef.org

- ★ Mr Louis-Georges Arsenaault
Representative
UNICEF Afghanistan
GPO Box 3117
Islamabad
Pakistan
Tel: (9251) 2120 834
Fax: (9251) 212836
e-mail: garsenaault@unicef.org

- ★ Mr Rodney Hatfield
Representative East Timor
UNICEF
17 West Lane Arcade
Darwin NT 0800
Australia
Tel: (618) 8981 8757
Fax: (618) 8981 8961
e-mail: rhatfield@unicef.org

- ★ Mr Francisco Basili Dominguez
Education Programme Officer
UNICEF
P. Meliton Porras # 350
Lima 18
Peru
Tel: (511) 241 1615
Fax: (511) 447 0370
e-mail: fbd@unicef.org.pe

- ★ Ms Cecilia Baldeh
Education Programme Officer
UNICEF Eritrea
5 Andinet Street
Asmara
Eritrea
Tel: (291) 1150 568
Fax: (291) 1151 350
e-mail: cbaldeh@unicef.org

- Mr Sheldon Shaeffer
■ Chief Education Section
■ Programme Division
Tel: (212) 824 6619
Fax: (212) 824 7129
e-mail: sshaeffer@unicef.org

- Ms Mary Pigozzi
▲ Senior Education Advisor
Programme Division
Tel: (212) 824 6618
Fax: (212) 824 7129
e-mail: mpigozzi@unicef.org

- Ms Aline Bory-Adams
■ Regional Education Adviser
West Africa and Central Africa
UNICEF WCARO
Boîte Postale 443
Abidjan 04
Côte d'Ivoire
Tel: (225) 227 680
Fax: (225) 227 607
e-mail: abory-adams@unicef.org

- Mr Robert Fuderich
Regional Education Adviser
Europe and Tokyo Offices
UNICEF
Palais des Nations
1211 Geneva 10
Switzerland
Tel: (4122) 909 5111
Fax: (4122) 909 5900
e-mail: rfuderich@unicef.org

- Mr Frank Dall
Regional Education Adviser
Middle East and North Africa
UNICEF MENA
Al Dahak Bin Soufian Street
P.O. Box 1551
11821 Amman
Jordan
Tel: (962 6) 553 3997
Fax: (962 6) 553 8880
e-mail: fdall@unicef.org

- Mr Garren Lumpkin
Regional Education Adviser
Latin America and Caribbean
UNICEF TACRO
Transversal 38
100025 Bogota
Colombia
Tel: (571) 635 7255
Fax: (571) 635 7337
e-mail: glumpkin@unicef.org

- Ms Shamse Hasan
Regional Education Adviser
South Asia
UNICEF ROSA
P.O. Box 5815
Lethmandu Marg
Kathmandu
Nepal
Tel: (9771) 419 467
Fax: (9771) 419 479
e-mail: shasan@unicef.org

- Ms Elaine Furniss
Senior Education Adviser, East Asia
Tel: (212) 824 6629
Fax: (212) 824 6481
e-mail: efurniss@unicef.org

- Mr Kadayapreth Ramachandran
Senior Education Programme Officer
Eastern and Southern Africa
UNICEF ESARO
P.O. Box 1169
Africa Hall
Addis Ababa
Ethiopia
Tel: (251) 1514 295
(251) 1515 155 ext 270
Fax: (251) 1511 628
e-mail: rramachandran@unicef.org

- Mr Peter Buckland
Senior Education Officer
Emergencies
Tel: (212) 824 6630
Fax: (212) 326 7758
e-mail: pbuckland@unicef.org

■ Ms Eveline Pressoire-Lofficial
Regional Education Officer
West and Central Africa
UNICEF WCARO
Boîte Postale 443
Abidjan 04
Côte d'Ivoire
Tel: (225) 227 680
Fax: (225) 227 607
e-mail: epressoire@unicef.org

■ Ms Aster Haregot
Education Programme Officer
Tel: (1212) 824 6622
Fax: (1212) 824 6481
e-mail: aharegot@unicef.org

■ Dr Amaya Gillespie
Senior Adviser, AIDS and Life Skills
Education Section
Tel: (1212) 824 6674
Fax: (1212) 824 6481
e-mail: agillespie@unicef.org

■ Mr Nicolas Pron
Programme Coordinator
UNICEF Benin
Rue du Collège Aupiais
01 BP 2289
Cotonou
Benin
Tel: (229) 300 266
Fax: (229) 300 697
e-mail: npron@unicef.org

■ Mme Henriette Alavo
Chargée de l'information
UNICEF Dakar
2 rue Carnot X Salva
BP 429
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 5080
Fax: (221) 823 4615

■ Ms Margherita Amodeo
Communication Officer
UNICEF Geneva
Switzerland
Tel: (41 22) 909 5515
Fax: (41 22) 909 5907
e-mail: mamodeo@unicef.org

■ M. Mamdou Bagayoko
Chief, Basic Education Child
Protection and Development Unit
UNICEF Kenya
P.O. Box 44145
Nairobi
Kenya
Tel: (254) 2 622 138
Fax: (254) 2 622 746
e-mail: mbagayoko@unicef.org

■ Mme Nathalie Biagui
Secrétaire
UNICEF Dakar
2 rue Carnot X Salva
BP 429
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 5080
Fax: (221) 823 4615

■ Ms Sally Burnheim
Communications Officer
Tel: (1212) 329 7566
Fax: (1212) 326 7518
e-mail: sburnheim@unicef.org

■ Ms Aurora Bushati
Project Officer Education
UNICEF Albania
Rruga Arben Broci, No. 6
Tirana
Albania
Tel: (355) 42 275 00
Fax: (355) 42 300 28
e-mail: abishati@unicef.org

■ Professeur Jean-Marie De Ketele
Titulaire de la Chaire UNESCO en
sciences de l'éducation (UCAD-ENS
Dakar depuis 1994)
Consultant permanent de l'UNICEF
Professeur ordinaire au département
des sciences de l'éducation de
l'Université catholique de Louvain
Place du Cardinal Mercier, 10
1348 Louvain-la-Neuve
Belgique
Tel: (32) 10 41 44 74
Fax: (32) 10 47 85 89
e-mail: deketele@forg.ucl.ac.be

■ Mme Aissatou Dia
Assistante au programme
UNICEF Dakar
2 rue Carnot X Salva
BP 429
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 5080
Fax: (221) 823 4615

■ M. Sidy K. Diagne
Assistant administratif
UNICEF Dakar
2 rue Carnot X Salva
BP 429
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 5080
Fax: (221) 823 4615

■ Mme Madeleine Diatta
Secrétaire
UNICEF Dakar
2 rue Carnot X Salva
BP 429
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 5080
Fax: (221) 823 4615

■ M. Marc Dieng
Informaticien
UNICEF Dakar
2 rue Carnot X Salva
BP 429
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 5080
Fax: (221) 823 4615

■ M. Mohamed Fall
Assistant, chargé de projet éducation
UNICEF Dakar
2 rue Carnot X Salva
BP 429
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 5080
Fax: (221) 823 4615

■ Mr Andres Guerrero
Education Adviser
Tel: (1212) 326 7472
Fax: (1212) 326 7126
e-mail: aguerrero@unicef.org

■ Mme Noreen Hamilton
Administrateur chargé des opérations
UNICEF Dakar
2 rue Carnot X Salva
BP 429
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 5080
Fax: (221) 823 4615

■ M. Amadou Mbodj
Documentaliste
UNICEF Dakar
2 rue Carnot X Salva
BP 429
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 5080
Fax: (221) 823 4615

■ M. Jean-Baptiste Ndikudana
Chargé de l'éducation
UNICEF Dakar
2 rue Carnot X Salva
BP 429
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 5080
Fax: (221) 823 4615

■ Mr Kris Oswalt
Child Info Coordinator
C/o UNICEF ICO-SPME
73 Lodi Estate
New Delhi
India
Tel: (91 11) 469 0401
e-mail: koswalt@compuserve.com

■ Mme Teresa Pinilla
Coordinatrice des programmes
UNICEF Dakar
2 rue Carnot X Salva
BP 429
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 5080
Fax: (221) 823 4615
e-mail: tpinilla@unicef.org

■ Ms Jehane Sedky-Levandro
Communication Officer
Tel: (1212) 326 7269
e-mail: jsedky@unicef.org

■ Mr Maman Sidikov
Chief of Education Section
UNICEF Nigeria
30A Oyinkan Aboyomi Drive
Ikoyi
Nigeria
Tel: (234 1) 269 0276
Fax: (234 1) 269 0726

■ Mme Maimouna Sy
Secrétaire
UNICEF Dakar
2 rue Carnot X Salva
BP 429
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 5080
Fax: (221) 823 4615

NGO Committee on UNICEF

◆ Dr Nancy Brown
NGO Committee on UNICEF
12 West 72 Street, Apt. 3D
New York, NY 10023
United States
Tel: 1 212 877 52 49
Fax: 1 914 654 55 93
e-mail: gpp3@unicef.org

United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)/ Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

★ M. François d'Adesky
Représentant résident
Bureau de l'ONUDI pour le Sénégal,
Le Cap-Vert, la Guinée-Bissau et
la Mauritanie
19 rue Parchappe
BP 154 Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 1876
Fax: (221) 823 5746
e-mail: onudi.cyn.sn

Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS)/Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)

◆ M. Peter Piot
Directeur exécutif
20 avenue Appia
1211 Genève 27
Suisse
Tel: (41 22) 731 4705
Fax: (41 22) 791 4533
e-mail: piotp@unaids.org

■ Mme Awa Marie Coll-Seck
Directeur de département
20 avenue Appia
1211 Genève 27
Suisse
Tel: (41 22) 731 3392
Fax: (41 22) 791 4507
e-mail: collseck@unaids.org

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)/ Haut Commissariat des Unies pour les réfugiés (HCR)

★ M. Dillah Doumaye
Délégué régional ad interim
Représentant UNHCR
BP 3125
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 6603
Fax: (221) 823 6600 / 02
e-mail: doumayed@unhcr.ch

★ Mr Christopher Talbot
Senior Education Officer
UNHCR
CP 2500
1211 Genève 2 Depot
Suisse
Tel: (41 22) 739 8341
Fax: (41 22) 739 7371
e-mail: talbotc@unhcr.ch

United Nations International Drug Control Programme (UNDCP)/ Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID)

★ Mme Christiane D'Almeida
Représentante
UNDCP/PNUCID
BP 455
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 822 1384
Fax: (221) 822 1386
e-mail: pnucid@telecom.sn

★ Aliare Sall
UNDCP/PNUCID
BP 455
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 822 1384
Fax: (221) 822 1386
e-mail: pnucid@telecom.sn

◆ Invitee/Invité

★ Member of official delegation/Membre d'une délégation officielle

● Steering Committee member/Membre du Comité directeur

■ Participating in strategy session/Participant à une séance de stratégie

▲ Participating in futures group/Participant au groupe du futur

▢ Participating in drafting group/Participant au groupe de rédaction

● Regional Technical Advisory Group member/
Membre du Groupe de conseil technique régional

■ Observer/Observateur

The World Bank/ La Banque mondiale

(All Addresses at World Bank HQ unless otherwise noted)

- ◆ Mr James D. Wolfensohn
President
The World Bank
MC12-745
1818 H Street N.W.
Washington, D.C. 20433
United States
Tel: (1202) 458 2907
e-mail: jholden1@worldbank.org
(care of Jane Holden Executive Assistant to the President)
- ★ Mr Eduardo Doryan
■ Vice President, Human Development Network
G8-005
Tel: (1202) 473 7575
Fax: (1202) 522 3235
e-mail: edoryan@worldbank.org
- ★ Mr Bassary Toure
Executive Director for West Africa
MC 13-335
Tel: (1202) 458 7126
e-mail: btoure3@worldbank.org
- ★ Ms Maris O'Rourke
● Director, Education
▲ Human Development Network
G8-072
Tel: (1202) 473 7096
e-mail: morourke@worldbank.org
- ★ Ms Marlaine Lockheed
■ Sector Manager
Middle East and North Africa
H9-269
Tel: (1202) 473 3443
e-mail: mlockheed@worldbank.org
- ★ Mr Birger Fredriksen
■ Sector Director
Human Development Africa
J8-089
Tel: (1202) 473 5033
e-mail: bfredriksen@worldbank.org
- ★ Ms Ruth Kagia
Director
Strategy and Operations
Human Development Network
G8-015
Tel: (1202) 473 3314
Fax: (1202) 522 3235
e-mail: rkagia@worldbank.org
- ★ Mr Mamadou Ndoeye
■ Senior Education Specialist, Africa
J9-077
Tel: (1202) 458 2726
e-mail: mndoye@worldbank.org
- ★ Mr Ayub Mahmood
Country Director, Senegal, Africa
J9-153
Tel: (1202) 473 3155
e-mail: mayub@worldbank.org
- ★ Mr Adriaan Verspoor
● Lead Specialist Education, Africa
■ J8-107
Tel: (1202) 473 1283
e-mail: averspoor@worldbank.org
- ★ Mr Donald A.P. Bundy
■ Knowledge Coordinator
Human Development Network
G8-105
Tel: (1202) 473 3636
e-mail: dbundy@worldbank.org

- ★ Ms Carolyn Winter
■ Knowledge Coordinator
Human Development Network
G8-049
Tel: (1202) 473 1281
e-mail: cwinter@worldbank.org
- Mrs Elaine Wolfensohn
c/o The President
The World Bank
- Mr James Richard Prietsch
President's Security Operations Officer
MC1-627
Tel: (1202) 473 5076
e-mail: jprietsch@worldbank.org
- Mr Robert Floyd
President's Trip Assistant
J5-005
Tel: (1202) 458 7445
Fax: (1202) 877 0380
e-mail: rfloyd@worldbank.org
- Mr Akintola Fatoyinbo (Press)
Senior Public Affairs Specialist, Africa
The World Bank
Corner of Bocker
Washington and Jacques Aka Streets
Cocody
Abidjan
Côte d'Ivoire
Tel: (225) 442 227
e-mail: Afatoyinbo@worldbank.org
- Ms Carolyn Reynolds (Press)
Communications Officer
External Affairs
U11-217
Tel: (1202) 473 0049
e-mail: creynolds@worldbank.org
- Mr Cadman Atta Mills
Resident Representative
Senegal Country Office
3 place de l'Indépendance
Dakar
Senegal
Tel: (221) 8236277
e-mail: cmills@worldbank.org
- Mr Sam Carlson
Manager
World Links For Development Program
Tel: (1202) 473 7561
Fax: (1202) 676 0961
e-mail: scarlson@worldbank.org
- Mr Alassane Diawara
World Bank Office
3 place de l'Indépendance
Dakar
Senegal
Tel: (221) 823 6277
e-mail: Adiawara@worldbank.org
- Ms Vivian Jackson
Administrative Coordinator
G8-150
Tel: (1202) 473 0981
e-mail: vjackson4@worldbank.org
- Ms Vivien Stewart
Consultant
8 Locust Ridge Road
Larchmont, NY 10538
United States
Tel: (1212) 834 3087
Fax: (1212) 834 0835
e-mail: vivienstewart@aol.com
- Mr Christopher M. Walsh (Press)
Junior Communications Associate
U11-133
Tel: (1202) 458 2710
Fax: (1202) 614 0796
e-mail: cwalsh@worldbank.org

World Food Programme (WFP)/Programme alimentaire mondial (PAM)

(All Addresses at WFP HQ unless otherwise noted)

- ★ Mr Jean-Jacques Graisse
Assistant Executive Director
Director of Operations
World Food Programme
Via Cesare Giulio Viola, 68/70
00148 Rome
Italy
Tel: (396) 6513 2200
Fax: (396) 6513 2837
e-mail: jean-jacques.graisse@wfp.org.
- ★ Mr Jamie Wickens
Director of the WFP Regional Office
for the Sahel
Tel: (396) 6513 2766
Fax: (396) 6513 2817
e-mail: jamie.wickens@wfp.org
- ★ Ms Gretchen Bloom
Senior Programme Adviser
Tel: (396) 6513 2200
Fax: (396) 6513 2837
e-mail: gretchen.bloom@wfp.org
- M. Mahamat Kasser Badaoui
Représentant du PAM au Sénégal
BP 154
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 23 46
Fax: (221) 822 98 37
e-mail: kasser.badaoui@wfp.org

World Health Organization (WHO)/Organisation mondiale de la santé (OMS)

- ★ Dr Kadri Tankari
Représentant résident
OMS Sénégal
BP 4039
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 823 0270
Fax: (221) 823 3255
e-mail: ndureo@telecomplus.sn
- ★ Ms Isolde Birdthistle
■ Technical Officer
6051 HPS
1211 Geneva 27
Switzerland
Tel: (41 22) 791 4345
Fax: (41 22) 791 4186
e-mail: birdthistlei@who.ch
- ★ Mr Jack Jones
● Health Education Specialist
▲ Department of Health Promotion
20 Avenue Appia
1211 Geneva 27
Switzerland
Tel: (41 22) 791 2582
Fax: (41 22) 791 4186
e-mail: jonesj@who.ch
- Dr Inon Schenker
HIV/AIDS Coordinator
20 Avenue Appia
1211 Geneva 27
Switzerland
Tel: (41 22) 791 4275
Fax: (41 22) 791 4851
e-mail: schenkeri@who.int

B. OTHER

INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

AUTRES ORGANISATIONS

INTERGOUVERNEMENTALES

African Development Bank/ Banque africaine de développement

- ◆ Mr Gabriel Bayemi
Education Analyst
African Development Bank
01 BP 1387
Abidjan 01
Côte d'Ivoire
Tel: (225) 20 44 44
Fax: (225) 20 59 91

Agence intergouvernementale de la Francophonie

- ◆ M. Hamidou Arouna Sidikou
Directeur de l'éducation et
de la formation technique et
professionnelle
Agence intergouvernementale
de la Francophonie
13 quai André Citroën
75015 Paris
France
Tel: (33) 1 44 37 33 42
(33) 1 44 37 33 92 / 85
Fax: (33) 1 44 37 33 34
e-mail: agence@francophonie.org;
hamidou-arouna.sidikou@francophonie.org

Arab Educational, Cultural and Scientific Organization (ALECSO)

- ◆ Dr Abdul Aziz Al Sunbul
Deputy Director General
Arab Educational, Cultural and
Scientific Organization (ALECSO)
P.O. Box 1120
Tunis
Tunisia
Tel: (2161) 781 368
Fax: (2161) 784 965
- Mr Hassan Kamal
Adult Education Coordinator
Arab Educational, Cultural and
Scientific Organization (ALECSO)
P.O. Box 1120
Tunis
Tunisia
Tel: (2161) 784 466
Fax: (2161) 784 965

Arab Gulf Programme for United Nations Development Organizations (AGFUND)

- ◆ Mr Nasser Al-Kahtani
Executive Director
Arab Gulf Programme for United
Nations Development Organizations
(AGFUND)
P.O. Box 18371
Riyadh
Kingdom of Saudi Arabia
Tel: (966 1) 441 8888
Fax: (966 1) 441 2963 / 441 2962
e-mail: director@agfund.org

◆ Dr Mohamed Hamdan
Rector, Arab Open University
Arab Gulf Programme for United
Nations Development Organizations
(AGFUND)
P.O. Box 18371
Riyadh
Kingdom of Saudi Arabia
Tel: (966 1) 441 8888
Fax: (966 1) 441 2963 / 441 2962
e-mail: aou@agfund.org

Asian Development Bank (ADB)

◆ Mr Edward M. Haugh, Jr.
Manager
Education, Health and Population
(West) Division
Agriculture and Social Sectors
(West) Department
Asian Development Bank (ADB)
P.O. Box 789
0980 Manila
Philippines
Tel: (63 2) 632 6860
Fax: (63 2) 636 2310
e-mail: ehaugh@adb.org

◆ Mr Yasushi Hirosato
Education Specialist
Education, Health and Population
(West) Division
Agriculture and Social Sectors
(West) Department
Asian Development Bank (ADB)
P.O. Box 789
0980 Manila
Philippines
Tel: (63 2) 632 5958
Fax: (63 2) 636 2310
e-mail: yhirosato@adb.org

Caribbean Community Secretariat (CARICOM)

◆ Dr Carole Maison Bishop
Programme Manager, Human
Resources Development
Caribbean Community Secretariat
(CARICOM)
Bank of Guyana Bldg.
P.O. Box 10827
Georgetown
Guyana
Tel: (592) 26 92 81
Fax: (592) 26 78 16
e-mail: cnb@networksgy.com

Commission économique pour l'Afrique

Mme Lala Ben Barka
Secrétaire exécutive adjointe
Commission économique pour
l'Afrique
P.O. Box 3001
Addis Ababa
Ethiopia
Tel: (2511) 511 165
Fax: (2511) 510 468
e-mail: Barkal@un.org

The Commonwealth of Learning

■ Dr Gajaraj Dhanarajan
President and CEO
The Commonwealth of Learning
1285 West Broadway, Suite 600
Vancouver, BC V6H 3X8
Canada
Tel: (1604) 775 8235 (direct)
Tel: (1604) 775 8200 (switchboard)
Fax: (1604) 775 8210
e-mail: gdhan@col.org

■ Mr David Walker
Education Specialist, Educational
Technology
The Commonwealth of Learning
1285 West Broadway, Suite 600
Vancouver, BC V6H 3X8
Canada
Tel: (1604) 775 8235 (direct)
Tel: (1604) 775 8200 (switchboard)
Fax: (1604) 775 8210
e-mail: dwalker@col.org

Commonwealth Secretariat

◆ Professor Stephen Matlin
Director
Human Resource Development
Division (HRDD)
Commonwealth Secretariat
Marlborough House
Pall Mall
London SW1Y 5HX
United Kingdom
Tel: (44) 20 7747 6280
Fax: (44) 20 7747 6282
e-mail: s.matlin@commonwealth.int

● Dr Cream A.H. Wright
■ Special Adviser
Head of Education Dept.
Commonwealth Secretariat
Marlborough House
Pall Mall
London SW1Y 5HX
United Kingdom
Tel: (44) 20 7747 6274
Fax: (44) 20 7747 6287
e-mail: creamwright@urgentmail.com

■ Ms Alison Girdwood
Human Resource Development
Division (HRDD)
Commonwealth Secretariat
Marlborough House
Pall Mall
London SW1Y 5HX
United Kingdom
Tel: (44) 20 7747 6292
Fax: (44) 20 7747 6287
e-mail: a.girdwood@commonwealth.int

■ Dr Henry Kaluba
Commonwealth Secretariat
Marlborough House
Pall Mall
London SW1Y 5HX
United Kingdom
Tel: (44) 20 7747 6276
Fax: (44) 20 7747 6287
e-mail: h.kaluba@commonwealth.int

■ Dr Ved Goel
Chief Programme Officer
Commonwealth Secretariat
Marlborough House
Pall Mall
London SW1Y 5HX
United Kingdom
Tel: (44) 20 7747 6282
Fax: (44) 20 7747 6287
e-mail: v.goel@commonwealth.int

Conférence des ministres de l'éducation des pays ayant le français en partage (CONFEMEN)

◆ M. Bougouma Ngom
Secrétaire général
Conférence des ministres de
l'éducation des pays ayant le
français en partage (CONFEMEN)
Immeuble Kebe
Extension -3^e étage
BP 3220
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 21 60 22
Fax: (221) 21 32 26
e-mail: Confemen@sonatel.sen.net

European Commission/ Commission européenne

◆ M. Philip Lowe
Directeur général du Dvpt
Commission européenne
200 Rue de la Loi
1049 Bruxelles
Belgique
Tel: (32 2) 299 1111

◆ Mr José-Javier Paniagua
Principal Administrator
European Commission
Development Directorate-General
A-2 Unit
Rue de Genève N° 12
1140 Brussels
Belgium
Tel: (32 2) 295 3726
Fax: (32 2) 299 2872 / 73
e-mail: jose.paniagua@cec.eu.int

■ Ms Louise Hilditch
Policy Adviser
European Commission
70-72 rue du Commerce
1040 Brussels
Belgium
Tel: (32 2) 502 5501
Fax: (32 2) 502 6203
e-mail: hilditch@actionaid.org.uk

Islamic Educational, Scientific and Cultural Organization (ISESCO)

◆ H.E. Dr Abdulaziz Othman Altwajiri
Director General
Islamic Educational, Scientific and
Cultural Organization (ISESCO)
BP 2275-10104
Rabat
Morocco
Tel: (212 7) 77 24 33 / 71 53 05
Fax: (212 7) 77 74 59 / 77 20 58

◆ H.E. Mr Omar Saad Touré
Deputy Director General
Islamic Educational, Scientific and
Cultural Organization (ISESCO)
BP 2275-10104
Rabat
Morocco
Tel: (212 7) 77 24 33 / 71 32 66
Fax: (212 7) 77 74 59 / 77 20 58

● Mr Mohamed Ghemari
Director of External Relations
and Cooperation
Islamic Educational, Scientific and
Cultural Organization (ISESCO)
BP 2275-10104
Rabat
Morocco
Tel: (212 7) 77 24 33 / 71 53 05
Fax: (212 7) 77 74 59 / 77 20 58
e-mail: coop@isESCO.org.ma

◆ Mr Mamadou Lamrana Bah
■ Expert
Islamic Educational, Scientific and
Cultural Organization (ISESCO)
BP 2275-10104
Rabat
Morocco
Tel: (212 7) 77 24 33 / 71 53 05
Fax: (212 7) 77 74 59 / 77 20 58

■ Mr Seydou Cisse
Expert
Islamic Educational, Scientific and
Cultural Organization (ISESCO)
BP 2275-10104
Rabat
Morocco
Tel: (212 7) 77 24 37 / 71 53 05
Fax: (212 7) 77 20 18

Organization of African Unity (OAU)/ Organisation de l'Unité Africaine (OUA)

◆ Ambassadeur Mahamat Habia
Doutour
Secrétaire général adjoint
Chargé de l'ESAS
Organisation de l'Unité Africaine
P.O. Box 3243
Addis Ababa
Ethiopia
Tel: (2511) 51 37 82
Fax: (2511) 51 40 82

■ M. Marcel Diouf
Chef, Division Education et Culture
Organization of African Unity
P.O. Box 3243
Addis Ababa
Ethiopia
Tel: (2511) 51 35 22
Fax: (2511) 52 30 36

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)/ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

(All Addresses at OECD HQ unless otherwise noted)

◆ Mr Jean-Claude Faure
President, Development Assistance
Committee (DAC)
Organisation for Economic
Co-operation and Development
(OECD)
2 rue André-Pascal
75775 Paris Cedex 16
France
Tel: (33) 1 45 24 82 00
Fax: (33) 1 45 24 85 00

■ Mr Peter Evans
Professor (CERI)
Tel: (33) 1 45 24 91 66
Fax: (33) 1 45 24 90 98
e-mail: peter.evans@oecd.org

● Mr Hans Lundgren
Adviser on Aid Effectiveness
Development Co-operation
Directorate
Tel: (33) 1 45 24 90 59
Fax: (33) 1 45 24 19 96
e-mail: hans.Lundgren@oecd.org

Organisation of Eastern Caribbean States (OECS)

- ◆ Ms Lorna Callender
Representative of the Organisation of Eastern Caribbean States
Educational Reform Unit (OERU)
Organisation of Eastern Caribbean States
P.O. Box 179
Morne Future
Castries, Saint Lucia
West Indies
Tel: (1809) 452 2537
Fax: (1809) 453 1628
e-mail: funyer98@yahoo.com

Organización de Estados Iberoamericanos para la Educación, la Ciencia y la Cultura (OEI)

- ◆ Sra Maria Del Rosario Fernandez Santamaria
Secretaria Asistente General
Organización de Estados Iberoamericanos para la Educación, la Ciencia y la Cultura (OEI)
Bravo Murillo, 38
28015 Madrid
Spain
Tel: (3491) 594 4382/ 594 4442
Fax: (3491) 594 3286
e-mail: rfs@oei.es
- ◆ Sr Daniel Gonzalez
Director de la Comisión de Planificación
Organización de Estados Iberoamericanos para la Educación, la Ciencia y la Cultura (OEI)
Bravo Murillo, 38
28015 Madrid
Spain
Tel: (3491) 594 4382 / 594 4442
Fax: (3491) 594 3286
e-mail: dgonzalez@oei.es

CIVIL SOCIETY: NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS, FOUNDATIONS AND OTHERS SOCIÉTÉS CIVILES : ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES, FONDATIONS ET AUTRES

Academy for Educational Development (AED)

Listed under
1. National Authorities

Mr Stephen F. Moseley
President and Chief Executive Officer
Academy for Educational Development (AED)
1825 Connecticut Avenue, N.W.
Washington, DC 20009-5721
United States
Tel: (1202) 884 8000
Fax: (1202) 884 8400
e-mail: smoseley@aed.org

Ms Barbara O'Grady
Academy for Educational Development (AED)
1825 Connecticut Avenue, N.W.
Washington, DC 20009-5721
United States
Tel: (1202) 884 8102
Fax: (1202) 884 8400
e-mail: bogrady@aed.org

Mr Edward B. Fiske
Academy for Educational Development (AED)
1723 Jisdale Street
Durham, NC 27705
United States
Tel: (1919) 493 9476
(1202) 884 8102
Fax: (1919) 493 1934
e-mail: efiske@aol.com

- Mr Albert Byamugisha
Academy for Educational Development (AED)
P.O. Box 7063
Kampala
Uganda
Tel: (256 41) 258 629

Listed under
1. National Authorities

Ms Vivian Toro
Education Assistant Specialist
Academy for Educational Development (AED)
1825 Connecticut Avenue, N.W.
Washington, DC 20009-5721
United States
Tel: (1202) 884 8168
Fax: (1202) 884 8466
e-mail: vtoro@aed.org

ACCU-Asia / Pacific Cultural Centre for UNESCO

Mr Shigeru Aoyagi
Director, Literacy Promotion Division
ACCU-Asia/Pacific Cultural Centre for UNESCO
Japan Publishers Building
No.6 Fukuromachi, Shinjuku-ku
Tokyo 162-8484
Japan
Tel: (81 3) 3269 4559
Fax: (81 3) 3269 4510
e-mail: literacy@accu.or.jp

Action Aid Alliance

- Mr David Archer
▲ International Education Unit
ActionAid UK
Hamlyn House
MacDonald House
Archway
London N19 5PG
United Kingdom
Tel: (44) 207 561 7561
Fax: (44) 207 263 7599
e-mail: d.archer@virgin.net

Listed under
1. National Authorities

Ms Anne Jellema
ActionAid UK
Hamlyn House
MacDonald House
Archway
London N19 5PG
United Kingdom
Tel: (44) 20 7281 4101
Fax: (44) 20 7272 0899
e-mail: d.archer@virgin.net

- Ms Maggie Burns
International NGO Coordinator for Education
ActionAid UK
Hamlyn House
MacDonald House
Archway
London N19 5PG
United Kingdom
Tel: (44) 17 1561 7561

Ms Louise Hilditch
ActionAid Alliance
70-72 rue du Commerce
1040 Brussels
Belgium
Tel: (32 2) 503 2422
Fax: (32 2) 502 6203

- Ms Jacqueline Bataringaya
ActionAid Africa Regional Office
6 Natal Road, Belgravia
P.O. Box CY2451
Causeway, Harare
Zimbabwe
Tel: (263 4) 704 005 / 702 226 / 702 216
Fax: (263 4) 704 004
e-mail: bataringayaj@aafrica.org.zw

- Mogre Salifu
Africa Elimu Coordinator
ActionAid Ghana
P.O. Box 190 83
Accra North
Ghana
Tel: (233 21) 764 931
Fax: (233 21) 764 930

- Adu-Gyamfi Juliana
Reflect Coordinator
ActionAid Ghana
P.O. Box 190 83
Accra North
Ghana
Tel: (233 21) 764 931
Fax: (233 21) 764 930
e-mail: aaghana@africaonline.com.gh

- Ms Tasqeen Macchiwalla
Citizens' Initiative on Elementary Education
ActionAid India
3 Rest House Road
P.O. Box 5406
Bangalore 560 001
India
Tel: (91 805) 586 682
Fax: (91 805) 586 284
e-mail: tasqeenm@actionaidindia.org

Ms Mary Rose Warue Kariuki
Education Co-ordinator
ActionAid Kenya
Nairobi
Kenya
Tel: (254 2) 440 440
Fax: (254 2) 445 843
e-mail: maryrosek@actionaidkenya.org

- Dr Sarah Hasan Tirmazi
Country Director
ActionAid Pakistan
House 4B, Street 34 Sector F-8/1
Islamabad
Pakistan
Tel: (92 51) 282 880
Fax: (92 51) 260 678
e-mail: sarah@aaidpk.isb.sdnpc.org
aapk@aaidpk.isb.sdnpc.org

Moussa Faye
Programme Manager
ActionAid Senegal
Mermoz BP 412
Fann, Dakar
Senegal
Tel: (221) 824 7130
Fax: (221) 824 7112
e-mail: aea@ns.arc.sn

- Ms Dede Bruku
Gender Coordinator
ActionAid Regional Office (Zimbabwe)
Harare
Zimbabwe

- M. Gorgui Sow
☑ Responsable Pédagogique
Aide et Action Sénégal
BP 412
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 824 7130
e-mail: aea@ns.arc.sn

M. Yves Richard
Responsable Pédagogique
Aide et Action Sénégal
BP 412
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 824 7130
e-mail: aea@ns.arc.sn

- Mme Claire Calosci
Directeur
Aide et Action
53 boulevard de Charonne
75545 Paris Cedex 11
France
Tel: (33) 1 55 25 71 30

- Mme Sheela Pimpare
Aide et Action
53 boulevard de Charonne
75545 Paris Cedex 11
France
Tel: (33) 1 55 25 70 30
Fax: (33) 1 55 25 70 29
e-mail: ope-inde@aide-et-action.org

- Mr Joel Bedos
Aide et Action
53 boulevard de Charonne
75545 Paris Cedex 11
France
Tel: (33) 1 55 25 70 00
Fax: (33) 1 55 25 70 29
e-mail: partenariats@aide-et-action.org

■ M. Andrianantenaina Rafetiarison
Chargé du mission
Aide et Action Madagascar
BP 4182
Madagascar
Tel: (261 20) 224 0555
e-mail: rafetiarison@hotmail.com

African Community Education Network

Ms Berewa Jommo
Member of the Collective Consultation of NGOs
African Community Education Network
Bureau for the African Region
4C Adalyn Flats, Ngong Road
P.O. Box 29214
Nairobi
Kenya
Tel: (254 2) 720 271
Fax: (254 2) 715 808
e-mail: acenaf@arcc.or.ke

Aga Khan Foundation

■ Ms Kathy Bartlett
Co-director of Secretariat for the Consultative Group in Early Childhood Care and Development
Education Programme Officer
Aga Khan Foundation
P.O. Box 2369
1211 Geneva 2
Switzerland
Tel: (41 22) 909 7200
Fax: (41 22) 909 7291
e-mail: kathy.bartlett@akdn.ch

Albania Education Development Project (AEDP)

Ms Snezhi Bedalli
Albania Education Development Project
Ruga, the germenji N3/1
Tirana
Albania
Tel: (355 42) 277 31
Fax: (335 42) 305 06
e-mail: sbedalli@adep.soros.al

Amnesty International

Cheikh Tidiane Camara
Amnesty International
1, Easton Street
London WC1X 8DJ
United Kingdom
Tel: (44 171) 413 55 00
Fax: (44 171) 956 11 57
e-mail: amnestyis@gn.apc.org

Arab Network for Literacy and Adult Education

Listed under 1. National Authorities
Ms Ghada Al Jabi
Chairperson, Arab Network for Literacy and Adult Education
Vice President, International Council for Adult Education – Arab Region
Ministry of Culture
Rawda Street
Damascus
Syrian Arab Republic
Tel: (963 11) 331 5171 / 332 0632
Fax: (963 11) 331 5171

Asian-South Pacific Bureau of Adult Education (ASPBAE)

Ms Nitya Rao
Programme Officer
Asian-south Pacific Bureau of Adult Education (ASPBAE)
C/o H. Bharagava
First Floor, Shroff Chambers
259/261 Perin Nariman Street
Fort, Mumbai 400 001
India
Fax: (91 22) 267 9154
e-mail: aspbae@vsnl.com

Asociación Brasileira de ONGs (ABONG)

■ Mr Sergio Haddad
▲ Asociación Brasileira de ONGs (ABONG)
Ação Educativa
Rua Itapicuru, 305
05463-050 Sao Paulo SP
Brazil
Tel: (55 11) 3023 0139
Fax: (55 11) 3666 1082
e-mail: acaoeducativ@altermex.com.br

■ Ms Camilla Croso Silva
■ Asociación Brasileira de ONGs (ABONG)
Ação Educativa
Av Higienópolis 901
Brazil
Tel: (55 11) 825 5544
e-mail: camsilva@origininit.com.br

Association Algérienne d'Alphabétisation

Mme Aïcha Barki
Présidente
Association Algérienne d'Alphabétisation
Réseau des ONGs Arabes d'Alphabétisation
4 Rue Wargnier
Ben Aknoun
BP 377
16030 Alger
Algérie
Tel: (213 2) 913 576
Fax: (213 2) 735 247

Association Islamique de secours à l'enfant déshérité (AISE)

Mme Fatimatou Gaye Lo
AISE
BP 10518
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 824 8513

Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance (ASSAFE)

M. Sékou Traore
Président
Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance (ASSAFE)
BP 6049 Bamako
Mali
Tel: (223) 294 084
Fax: (223) 291 653
e-mail: assafe-mali@cefib.com

■ M. Zoumana Kone
Chargé de Programme Education
Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance (ASSAFE)
BP 6049 Bamako
Mali
Tel: (223) 294 084
Fax: (223) 291 653

Association for the Development of Education in Africa (ADEA)

Listed under 1. National Authorities
● Mr Richard Sack
■ Association for the Development of Education in Africa (ADEA)
7-9 rue Eugène-Delacroix
75116 Paris
France
Tel: (33) 1 45 03 37 85
(33) 1 45 03 39 65
e-mail: r.sack@iiep.unesco.org

Thanh-Hoa Desruelles
Information and Communication Officer
Association for the Development of Education in Africa (ADEA)
7-9 rue Eugène Delacroix
75016 Paris
France
Tel: (33) 1 45 03 41 92
e-mail: th.desruelle@iiep.unesco.org

Mr Hamidou Boukary
Programme Officer
Association for the Development of Education in Africa (ADEA)
7-9 rue Eugène Delacroix
75016 Paris
France
Tel: (33) 1 45 03 41 94
Fax: (33) 1 45 03 39 65
e-mail: h.boukary@iiep.unesco.org

Association Nationale pour l'Alphabétisation et la Formation des Adultes (ANAFa)

■ M. Ibrahima Fall
Coordinateur Réseau
Association Nationale pour l'Alphabétisation et la Formation des Adultes (ANAFa)
BP 10 358
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 825 4850
Fax: (221) 825 4850
e-mail: anafa@metissacana.sn

Barefoot College

■ Mr Sanjit (Bunker) Roy
Director, Barefoot College
Tilonia 305816, Madanganj
District Ajmer
Rajasthan
India
Tel: (91 14) 6388 205
Fax: (91 14) 6388 206
e-mail: swrc@unv.ernet.in

Bernard Van Leer Foundation

● Mr Peter Laugharn
■ Bernard Van Leer Foundation
P.O. Box 82334
Eindhoven 156
2566 KH, The Hague
The Netherlands
Tel: (31 70) 351 2040
Fax: (31 70) 350 2373
e-mail: peter.laugharn@bvleerf.nl

Bokk Jang Bokk Jee (2BL-SN)

Mamadou Lamine Bangoura
Secrétaire général
Bokk Jang Bokk Jee
22 rue Guillet et Pasteur
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 822 8105

Cadre de Concertation en Education de Base (CCEB)

■ M. Christophe Zoungana
Coordonnateur
Cadre de Concertation en Education de Base
01 BP 642
Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tel: (226) 364 119
Fax: (226) 364 121
e-mail: cceb.bf@fasonet.bf

Campaign for Popular Education (CAMPE)

■ Ms Rasheda Choudhury
Director (CEO)
Campaign for Popular Education (CAMPE)
5/14 Humayun Road
Mohammadpur
Dhaka 1207
Bangladesh
Tel: (880 2) 8115 769
Fax: (880 2) 8118 342
e-mail: campe@bdcom.com

Canadian Council for International Cooperation (CCIC)

Mr Bill Hynd
Canadian Council for International Cooperation

See OXFAM Canada

Canadian Teachers' Federation (CTF)

Listed under 1. National Authorities
Ms Marilies Rettig
President
Canadian Teachers' Federation (CTF)
110 Argyle Avenue
Ottawa, Ontario
K2P 1B4
Canada
Tel: (1613) 232 1505
Fax: (1613) 232 1886
e-mail: mrett@ctf-fce.ca

CARE International

■ Aben Ngay
Programme Director, CARE Zambia
P.O. Box 36 238
Lusaka
Zambia
Tel: (260 1) 265 901
Fax: (260 1) 265 060
e-mail: ngay@zm.care.org

Caribbean Regional Council for Adult Education (CARCAE)

Ms Vilma McClenan
Chairman, Caribbean Regional Council for Adult Education (CARCAE)
C/o University of the West Indies
Distance Education Centre (UWIDEC)
Mona Campus, Kingston 7
Jamaica
Tel: (1 876) 927 2831
Fax: (1 976) 977 3497
e-mail: vilmam@uwimona.edu.jm

Caritas Internationalis (Caritas)

- M. Michel Deyglun
Caritas Internationalis (France)
c/o Secours Catholique
106 rue du Bac
75341 Paris Cedex 07
France
Tel: (33) 1 45 49 74 47
Fax: (33) 1 45 49 94 50
e-mail: secatho@worldnet.fr
- Elise Ways
Caritas Internationalis (Ile Maurice)

CCSVI

- M. Paco Garcia
CCSVI
BP 19 092
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 837 2652
e-mail: cidids@refer.sn

International Development Research Centre (IDRC) Canada/ Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

M. Sibry Tapsoba
Directeur Régional
Afrique de l'Ouest et du Centre
CRDI – IDRC
BP 11007
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 864 0000
Fax: (221) 825 3255
e-mail: stapsoba@idrc.org.sn

Christian Children's Fund

M. Michel Toko-Puku
Directeur Régional
Christian Children's Fund
BP 1608
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 824 2316
Fax: (221) 824 6009
e-mail: ccfddakar@telecomplus.sn

CIVICUS - World Alliance for Citizen Participation

Mr Thierno Kane
Vice-Chair, Board of Directors
CIVICUS-World Alliance for Citizen Participation
9191 18th Street, N.W. Third Floor
Washington, DC 20006
Tel: (1202) 331 8518
Fax: (1202) 331 8774
e-mail: info@civics.org
thkane@telecom-plus.sn

Civil Society Action Committee on EFA (CSAEFA)

- Ms Irène Ogbogu
Civil Society Action Committee on EFA (CSAEFA)
P.O. Box 14 903
Kano State
Women's Health Education (WHED)
Nigeria
Tel: (234 64) 664 039
Fax: (234 62) 637 217

Ms Stella Iwuactwu
Representative
Civil Society Action Committee on EFA (CSAEFA)
P.O. Box 72944
Victoria Island
Lagos
Nigeria
Tel: (234 14) 968 605
Fax: (234 14) 568 606

- ▲ Mr Tom Maiyashi
Civil Society Action Committee on EFA (CSAEFA)
10 Shehu Laminu St
P.O. Box 442
Kaduna
Nigeria
Tel: (234 62) 241 928
Fax: (234 62) 241 928

Kiru Aisha
Civil Society Action Committee on EFA (CSAEFA)
Baiero University
Kano
Nigeria
Tel: (234 64) 661 858
Fax: (234 64) 635 200

Chike Anyanwu
Programme Officer Literacy
Civil Society Action Committee on EFA (CSAEFA)
P.O. Box 1827
Garki, Abuja
Nigeria
Tel: (234 94) 130 786
Fax: (234 94) 130 988
e-mail: chickea@actionaid.nigeria.org

Community and Institutional Development (CID)

- Ms Laïla Kamel Rashed Iskandar
Community and Institutional Development (CID)
11, Al-Gabalaya Street
Zamalek 11211
3rd Floor, Suite (9)
Cairo
Egypt
Tel: (20 2) 332 0832 /0752
Fax: (20 2) 340 2660
e-mail: cid@intouch.com

Confédération Syndicale Mondiale de l'Enseignement (CSME)

M. Gaston de la Haye
Secrétaire général
Confédération Syndicale Mondiale de l'Enseignement (CSME)
33 rue de Trèves
1040 Bruxelles
Belgique
Tel: (32 2) 285 4729
Fax: (32 2) 285 4730
e-mail: wct@cmt-wcl.org

Conseil des ONGs d'Appui au Développement (CONGAD)

M. Moustapha Sane
Conseil des ONGs d'Appui au Développement (CONGAD)
Sicap Amike III
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 824 4116
Fax: (221) 832 0078

Conseil National des O.N.G.D. (CNONGD)

- M. Félicien Malanda
Secrétaire exécutif
Conseil National des O.N.G.D. (CNONGD)
Avenue Katanga n°2
Kinshasa
République Démocratique du Congo
Tel: (243 88) 46 625
Fax: (243 12) 34 441
e-mail: cnongd@ic.cd

Consultative Group on Early Childhood Care and Development (CGECCD)

- Ms Kathy Bartlett
Co-director of Secretariat for the Consultative Group in Early Childhood Care and Development

See Aga Khan Foundation

Convenio Andrés Bello

- Sr Eduardo Fabara Garzon
Convenio Andrés Bello
Coordinador Del Area de Educación
Avenida 13 No. 85-60
Santafé de Bogotá
Colombia
Tel: (571) 610 0213
Fax: (571) 256 3203
e-mail: efabara@inti.cab.int.co

Cooperation Technique Belge / Belgische Technische Cooperatie (BTC/CTB)

- ◆ M. Olivier Cogels
Représentant résident
Coopération Technique Belge
5 rue Victor Hugo, 5^e Etage D
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 822 3359
Fax: (221) 822 3359
e-mail: ctbdak@sentoo.sn

Creative Associates International

Listed under
1. National Authorities

- Ms Janet Robb
Director
Education, Mobilization and Communication Division
Creative Associates International
5301 Wisconsin Ave. N.W. Suite 700
Washington, DC 20015
United States
Tel: (1202) 966 5804
Fax: (1202) 363 4771
e-mail: janet@caii-dc.com

Dhaka Ahsania Mission

Mr Kazi Rafiqul Alam
Executive Director
Dhaka Ahsania Mission
House # 19 Road # 12 (New)
Dhanmondi R.A. Dhaka – 1209
Bangladesh
Tel: (880 2) 811 5909 / 912 2738
Fax: (880 2) 811 3010 / 811 8522
e-mail: dambgd@bdonline.com

Disabled People International (DPI)

- Ms Venus Ilagan (Mr Rodolfo Ilagan)
Area Chair – Asia Pacific Council
Unit 701
Disabled People International (DPI)
Merchants Square Condominium
1386 E. Rodriguez Avenue cor.
Mabolo St
Quezon City
Philippines
Tel: (632) 412 0506 / 9655
Fax: (632) 412 0506
e-mail: bbc701@surfshop.net.ph

Education Enfants de la Rue-Développement

M. Abdoulaye Ball
Président
Education Enfants de la Rue - Développement
BP 1033
Nouakchott
Mauritanie
Tel: (222) 250 570
Fax: (222) 259 280

Education International (EI)

- Mr Elie Jouen
▲ Deputy General Secretary
Education International (EI)
5 bld du Roi Albert II
1210 Brussels
Belgium
Tel: (32 2) 224 0611
Fax: (32 2) 224 0606
e-mail: elie.jouen@ei-ie.org
- Mr Ulf Fredriksson
Coordinator Education
Education International (EI)
5 bld du Roi Albert II
1210 Brussels
Belgium
Tel: (32 2) 224 0611
Fax: (32 2) 224 0606
e-mail: ulf.fredriksson@ei.ie.org
- M. Rudy Dejaeghere
Secrétaire Général
Education International (EI)
C. Plantijnstraat 34
8510 Kortryk
Belgique
Tel: (32 56) 217 837
Fax: (32 51) 207 595

- Mr Thomas Bediako
Chief Coordinator Africa
Education International (EI)
BP 14058
Lome
Togo
Tel: (288) 212 841
Fax: (288) 212 848
e-mail: eiraf@biway.com

- Mr Richard Langlois
Economist
Education International (EI)
5 bld du Roi Albert II
1210 Brussels
Belgium
Tel: (322) 224 0611
Fax: (322) 224 0606
email : langric@hotmail.com

Education Network Nepal

- Mr Manvi Shrivastav
Education Network Nepal
P.O. Box 6257
Lazimpat, Kathmandu
Nepal
Tel: (977) 1 410 929 / 1 419 115
e-mail: manvis@actionaidnepal.org

Education Watch Network-Gambia

Lamin Nyangado
Advocacy Officer
Education Watch Network-Gambia
ActionAid Gambia
PMB 450 Sere Kuna
Gambia
Tel: (220) 392 244
Fax: (220) 392 425
e-mail: aatg@gamtel.gm

Elimu Education Campaign-Gambia

Lamin K. Sise
Education Advocacy Officer
Elimu Education Campaign
c/o AAIG
Bajul
Gambia
Tel: (220) 392 244
e-mail: aatg@gamtel.gm

Environnement et Développement Tiers Monde (ENDA International)

- ★ M. Jacques Bugnicourt
Secrétaire exécutif
Environnement et Développement
Tiers Monde (ENDA International)
54 rue Carnot
BP 3370
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 822 2125 / 821 6027
Fax: (221) 822 2695
e-mail: se@enda.sn
- M. Raphaël Ndiaye
Coordination de la Communication
Environnement et Développement
Tiers Monde (ENDA International)
54 rue Carnot
BP 3370
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 822 9890
Fax: (221) 823 5157
e-mail: coorcom@enda.sn

- Prof. M. Cheik Kamara
Environnement et Développement
Tiers Monde (ENDA Mauritanie)
BP 512
Nouakchott
Mauritanie
Tel: (222) 257 555
Fax: (222) 251 831
e-mail: ckamara@caramail.com

Fédération Africaine des Parents d'Élèves (FAPE)

- M. Martin Itoua
Président, Fédération Africaine
des Parents d'Élèves (FAPE)
BP 1113
Brazzaville
Congo
Tel: (242) 814 996
e-mail: fape_bzv@yahoo.fr

Fédération Africaine des Parents d'Élèves et des Etudiants (APEEC)

M. Anatole Milandou
Directeur exécutif
Fédération Africaine des Parents
d'Élèves et des Etudiants (APEEC)
BP 1113
Brazzaville
Congo
Tel: (242) 814 996
e-mail: fape_bzv@yahoo.fr

Fédération des Universités Catholiques

- Mme Odile Moreau
Fédération des Universités
Catholiques
21 rue d'Assas
75270 Paris Cedex 06
France
Tel: (33) 1 44 39 52 26
Fax: (33) 1 44 39 52 28

Fédération Internationale des Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active (FICEMEA)

- M. Claude Vercoutere
Secrétaire général
FICEMEA
24 rue Marc Séguin
75883 Paris Cedex 18
France
Tel: (33) 1 53 26 24 61
Fax: (33) 1 53 26 24 19
e-mail: chanoiz@cnam.fr

Fédération Internationale des Femmes Diplômées d'Universités (FIFDU)

- Mme Madeleine Deves Senghor
Fédération Internationale des
Femmes Diplômées d'Universités
(FIFDU)
BP 1348
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 820 0548
e-mail: ifuw@ifuw.org

Mme Mama Sakho
Fédération Internationale des
Femmes Diplômées d'Universités
(FIFDU)
BP 5085
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 825 0894
Fax: (221) 825 5594
e-mail: msakho@ucad.sn

Fédération Internationale Syndicale de l'Enseignement (FISE)

- M. Jean-Pierre Adami
Fédération Internationale Syndicale
de l'Enseignement (FISE)
78 rue du Faubourg St Denis
75010 Paris
France
Tel: (33) 1 44 79 96 10
e-mail: fise@snesup.fr

Fédération Mondiale des Associations, Centres et Clubs UNESCO (FMACU/WFUCA)

M. Saku Diarra
Vice-Président, Région Afrique
Fédération Mondiale des
Associations, Centres et Clubs
UNESCO (FMACU/WFUCA)
BP 119
Bamako
Mali
Tel: (223) 230 276
Fax: (223) 230 276
e-mail: clubs-unesco@spider.toolnet.org
mamadou-diarra@hotmail.com

Fédération Syndicale des Enseignants de l'Éducation Nationale (FESEENA)

Damil Kombe Lekambo
Secrétaire général
Fédération Syndicale des
Enseignants de l'Éducation
Nationale (FESEENA)
BP 10533
Libreville
Gabon
Tel: (241) 263 206

Fondation Paul Gérin Lajoie

- M. Serge Marcil
Président directeur général
Fondation Paul Gérin Lajoie
465 rue Saint-Jean, bureau 900
Montréal QC H2Y2R
Canada
Tel: (514) 288 3888
Fax: (514) 288 4880
e-mail: fpgl@fondationpgl.ca
- M. Paul Gérin Lajoie
Président
Fondation Paul Gérin Lajoie
465 rue Saint-Jean, bureau 900
Montréal QC H2Y2R
Canada
Tel: (514) 288 38 88
Fax: (514) 288 48 80
e-mail: fpgl@fondationpgl.ca

Forum for African Women Educationalists (FAWE)

Prof. Mme Bouli Ali Diallo
Présidente, FAWE
BP 237
Niamey
Niger
Tel: (227) 732 561
Fax: (227) 733 862
e-mail: dialloba@intnet.ne

Mme Marie Bwirana
FAWE Burundi
BP 6382
Bujumbura
Burundi
Tel: (257) 224 517
Fax: (257) 223 755

Dr Mariana Sarr-Ceesay
Director of Planning and Programme
Administration
FAWE Kenya
P.O. Box 53168
Nairobi
Kenya
Tel: (254-2) 226 590
Fax: (254-2) 210 709 / 568 278
e-mail: fawe@fawe.org

- Dr Eddah Gachukia
FAWE Kenya
P.O. Box 53168
Nairobi
Kenya
Tel: (254 2) 574 409
Fax: (254 2) 574 409 / 568 278
e-mail: fawe@fawe.org

- Mr Francisco Assis Joao
FAWE Mozambique
Av. Eduardo Mondlane 1170
Maputo
Mozambique
Tel: (258 1) 303 975
e-mail: fawemo@Teledata.mz

- Ms Clara Antunes
FAWE Mozambique
Av. Eduardo Mondlane 1170
Maputo
Mozambique
Tel: (258 1) 30 39 75
e-mail: fawemo@Teledata.mz

- Ms Juliana Osei
FAWE Ghana
P.O. Box C1217
Cantoments, Accra
Ghana
Tel: (223 21) 406 682
Fax: (223 21) 406 682
e-mail: fawegh@africaonline.com.gh

Ms Yeboah Vida
FAWE Ghana
P.O. Box C1217
Cantoments, Accra
Ghana
Tel: (223 21) 406 682
Fax: (223 21) 406 682
e-mail: fawegh@africaonline.com.gh

Ms Regina Musokotwane
FAWE Zambia
Box 51028
Lusaka
Zambia
Tel: (260 1) 252 254

Gambia Teachers' Union

Bakary Badjie
Regional Coordinator
Gambia Teachers' Union
Tel: (220) 992 075

Ghana Education Network (EDN)

- Mr William Ahadzie
Coordinator
Ghana Education Network
P.O. Box CT 48 52
Cantoments
Ghana
Tel: (223 21) 50 22 17
e-mail: wahadzie@ug.edu.gh

Global Campaign for Education

- Mr Richard Langlois
Co-ordinator Global Campaign
for Education

See *Education International*

Global March Against Child Labor

- Mr Kailash Satyarthi
- Global March Against Child Labor
L6 Kalkagi
New Delhi 19
India
Tel: (91 11) 6489 855
Fax: (91 11) 6236 818
e-mail: childhood@globalmarch.org

GNECC

- Dr Robert Aboagye-Mensah
General Secretary GNECC
CCG P.O. Box 919
Accra
Ghana
Tel: (223 21) 77 40 97
e-mail: ccghana@africaexpress.com
boagyemensah@africaexpress.com

Groupe d'Etude sur l'Éducation en Afrique (GRETAF International)

- M. Cheikhe Tidiane Dem
Président
Groupe d'Étude sur l'Éducation en Afrique
(GRETAF International)
29 avenue Georges Mandel
75116 Paris
France
Tel: (33) 1 42 01 18 15
e-mail: ctdem@wanadoo.fr

Groupe Pivot Éducation de Base du Mali (GP/EB)

Mariam Naamogo
Président du Groupe Pivot Éducation de Base du Mali (GP/EB)
BP E 1309
Bamako
Mali
Tel: (223) 212 721
Fax: (223) 212 721
e-mail: gpeb@afribone.net.ml

M. Moussa Traore
Coordinateur, Groupe Pivot Éducation de Base du Mali (GP/EB)
BP E 1309
Bamako
Mali
Tel: (223) 212 721
Fax: (223) 212 721
e-mail: gpeb@afribone.net.ml

Groupe pour l'Étude et l'Enseignement de la Population (GEEP)

- M. Babacar Fall
Coordonnateur
Group pour l'Étude et l'Enseignement de la Population (GEEP)
BP 5036
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 824 4877
Fax: (221) 825 4714

Human Rights Watch

- Listed under 1. National Authorities
- Ms Erika George
Human Rights Watch
Fellow Academic Freedom Committee
350 Fifth Avenue, 34th Floor
New York, NY 10118-3299
United States
Tel: (212) 216 1226
e-mail: georgee@hrw.org

Idara Taleem-O-Angahi (Center of Education and Consciousness)

Ms Baela Jamil
Coordinator Programmes
Idara Taleem-O-Angahi
43 Gulberg V
Justice Iqbal Road
Lahore
Pakistan
Tel: (92 42) 575 8697
Fax: (92 42) 571 7397
e-mail: tbjay99@yahoo.com

Inclusion International

- Mr Gordon Porter
Inclusion International
13 D chemin du Levant
02 12 10 Ferney Voltaire
France
Tel: (33) 4 50 40 01 97
Fax: (33) 4 50 40 01 07
e-mail: inclus@club-internet.fr

Institute for International Cooperation of the German Adult Education Association (IIZ/DVV)

Prof. Dr Heribert Hinzen
Director
Institute for International Cooperation of the German Adult Education Association (IIZ/DVV)
Obere Wilhemstr. 32
53225 Bonn
Germany
Tel: (49-228) 975 690
Fax: (49-228) 975 695
e-mail: Iiz-dvv-bonn@geod.geonet.de

International Committee of the Red Cross

- Mr Sobhi Tawil
Exploring Humanitarian Law Education Unit
(DC/COM/EDUC)
International Committee of the Red Cross
19 avenue de la Paix
1202 Geneva
Switzerland
Fax: (41 22) 730 2720
e-mail: stawil@icrc.org

International Council for Adult Education (ICAE)

Ms Maria Lourdes Almazan-Khan
Vice-President, ICAE Executive Board
Secretary General
South-Asian Pacific Center of Adult Education (ASPBAE)
C/o H. Bhargava
First Floor, Shroff Chambers
259/261 Perin Nariman Street
Fort, Mumbai 400 001
India
Tel: (91 22) 266 5942 / 269 4667
Fax: (91 22) 267 9154
e-mail: info@aspbae.org
aspbae@vsnl.com

Ms Ghada Al Jabi
Vice President, International Council for Adult Education – Arab Region

See Arab Network for Literacy and Adult Education

International Council for Distance Education (ICDE)

Mr Bernard Loing
General Delegate of ICDE
at UNESCO
International Council for Distance Education
5 rue Jean-Carries
75007 Paris
France
Tel: (33) 1 43 06 55 55
Fax: (33) 1 45 66 40 08
e-mail: bernard.loing@multicable.fr
icde@icde.no

International Literacy Institute (ILI)

- Mr Dan Wagner
Director and Professor of Education
International Literacy Institute (ILI)
University of Pennsylvania
3910 Chestnut Street
Philadelphia, PA 10104-3111
United States
Tel: (1215) 898 9803
Fax: (1215) 898 9804
e-mail: wagner@literacy.upenn.ed

- Mr Mohamed Maamouri
Associate Director
International Literacy Institute (ILI)
University of Pennsylvania
3910 Chestnut Street
Philadelphia, PA 10104-3111
United States
Tel: (1215) 898 9979
Fax: (1215) 8989804
e-mail: maamouri@literacy.upenn.ed

International Telecommunication Union (ITU)

- Mr Yapi Bancouli
International Telecommunication Union (ITU)
P.O. Box 154
Dakar
Senegal
Tel: (221) 823 49 40
Fax: (221) 822 80 13
e-mail: bankouli@itu.sn

Internationale Culturelle de la Jeunesse (ICF)

Ibra Fall
Président, Internationale Culturelle de la Jeunesse
Las Palmas N° 862
Tel: 837 67 68
e-mail: junior.ibra@hotmail.com

Fall Codou
Internationale Culturelle de la Jeunesse
Las Palmas N° 862
Tel: 837 67 68

Jesuit Refugee Service

- Mr Lolín Menéndez
Education Coordinator
Jesuit Refugee Service
P.O. Box 76 490
Nairobi
Kenya
Tel: (254) 2 577 969
Fax: (254) 2 577 969
e-mail: lolin.menendez@jisref.org

Knowledge Enterprise

- Dr Wadi D. Haddad
President
Knowledge Enterprise, Inc.
9926 Courthouse Woods Court
Vienna, VA 22181
United States
Tel: (1703) 242 7997
Fax: (1703) 242 2279
e-mail: whaddad@knowledgeenterprise.org

LABAYI

- Lata Maimanchi Tombai
President/Director
LABAYI
Box 90 94
Kaduna
Nigeria
Tel: (254) 62 236 910

Laboratoire d'Études Politiques et d'Analyses Cartographiques (LEPAC)

- M. Jean-Christophe Victor
Laboratoire d'Études Politiques et d'Analyses Cartographiques (LEPAC)
47 avenue du Maréchal Fayolle
75016 Paris
France
Tel: (33) 1 56 91 00 75
Fax: (33) 1 56 91 00 76
e-mail: lepac@wanadoo.fr

Lar Fabiano de Christo (LFC)

Mme Claudia Bonmartin
LFC
12 rue Ledru Rollin
92220 Bagneux
France
Tel: (33) 1 46 57 54 28
Fax: (33) 1 46 57 54 28
e-mail: cjff@club_internet.fr

LINK NGO Forum

Ms Else Lichtenberg
Project Leader, ADPP
Link NGO Forum
CP 489
Maputo
Mozambique
Tel: (258) 175 0106
Fax: (258) 175 0106
e-mail: link@forum.uem.mz

Lire et Ecrire – Belgique

Listed under 1. National Authorities

Mme Catherine Stercq
Coordinatrice
Lire et Ecrire – Belgique
42-43 place Morichar
1060 Bruxelles
Belgique
Tel: (32 2) 537 1044
Fax: (32 2) 538 2744
e-mail: lire.et.ecrire@skipnet.be

Literacy and Adult Basic Education (LABE)

Mr Patrick Delba Kiirya
Director
Literacy and Adult Basic Education (LABE)
P.O. Box 16176
Kampala
Uganda
Tel: (256) 41 532 116
Fax: (256) 41 534 864

Missao Crianca

- Mr Cristovam Buarque
President
Missao Crianca
SCN, Edificio Liberty Mall
Torre A. Sala 391
CEP 71710-500
Brasilia
D.F. Brazil
Fax: (55 61) 327 0224
e-mail: cbuarque@brnet.com.br

Mouvement International ATD Quart Monde (ATD)

Mr Philippe Hamel
Mouvement International ATD Quart Monde
107 avenue du Général Leclerc
95480 Pierrelaye
France
Tel: (33) 1 34 30 46 22
Fax: (33) 1 30 37 65 12
e-mail: atdint@atd-quartmonde.org

National Adult Education Association of Tanzania

Ms Hlima Zinga
Secretary General
National Adult Education
Association of Tanzania
Box 7484
Dar Es Salaam
United Republic of Tanzania
Tel: (255 51) 865 828

National Education Association

- Ms Jill Christianson
Senior Professional Associate
International Relations
National Education Association
1201 Sixteenth Street N.W.
Washington, DC 200 36
United States
Tel: (1202) 822 70 46
Fax: (1202) 822 70 23
e-mail: jchristians@nea.org

National Union of Disabled Persons of Uganda

Macline Twimukye
Executive Director
National Union of Disabled Persons
of Uganda
P.O. Box 8567
Kampala
Uganda
Tel: (256) 41 540 179
Fax: (256) 41 540 178
e-mail: nudipu@starcom.co.ug

Nederlands Organisatie voor Internationaal Ontwikkelingssamenwerking (NOVIB)

Ms Greetje Lubbi
Director
NOVIB
P.O. Box 30919
2500 GX The Hague
The Netherlands

Nigerian Education Non-Governmental Organization (NENGO)

Dr Rashid A. Aderinoye
Nigerian Education Non-Governmental Organization
c/o University Village Association (UNIVA)
Department of Adult Education
University of Ibadan
Ibadan
Nigeria
Tel: (234) 2 810 254 / 2 810 3071
e-mail: r.aderinoye@uiadult-educ.skannet.com

Notre Dame Foundation for Charitable Activities, Inc.

Ms Myrna B. Lim
Executive Director
Notre Dame Foundation for
Charitable Activities, Inc.
Cotabato City
Philippines
Tel: (63 64) 421 1954
Fax: (63 64) 421 7184
e-mail: ndfcaiwed@hotmail.com

Office International de l'Enseignement Catholique (OIEC)

M. Fulgence Kone
Représentation permanente de
l'OIEC auprès de l'UNESCO
Office International de
l'Enseignement Catholique (OIEC)
227 rue Saint-Jacques
75005 Paris
France
Tel: (33) 1 53 73 73 60
Fax: (33) 1 53 73 73 51
e-mail: fkone@scolanet.org

Olinga Foundation for Human Development

- Mme Leslie De Casely-Hayford
Director
Olinga Foundation for Human
Development
Box 7726
Accra North
Ghana
Tel: (233 21) 23 56 07
e-mail: condev9@yahoo.com

ORGENS – Sénégal

Mme Awa Fall Diop
ORGENS-Sénégal
Coordinatrice de Programme
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 825 2450

OXFAM

- Mr Kevin Watkins
Senior Policy Adviser
OXFAM GB
274 Banbury Road
Oxford, OX2 7DZ
United Kingdom
Tel: (44) 1865 311 311
Fax: (44) 1865 312 381
e-mail: oxfam@oxfam.org.uk

Frances Rudd
Campaign Manager
OXFAM GB
274 Banbury Road
Oxford, OX2 7DZ
United Kingdom
Tel: (44) 1865 311 117
Fax: (44) 1865 313 133
e-mail: frances-rudd@oxfam.org.uk

- Mr Twyford Phil
Director of Advocacy
OXFAM International
733 15th St N.W.
Washington, DC
United States
Tel: (1202) 393 5332
e-mail: phil.twyford@oxfaminternational.org

- Listed under 1. National Authorities
Mr Bill Hynd
Campaigns Co-ordinator
OXFAM Canada
Box 1252
St. John's Newfoundland
A1C 5V5
Canada
Tel: (1709) 753 2202/722 0121
Fax: (1709) 753 4110
e-mail: oxfam@nfld.com
billrh@roadrunner.nf.net

Ms Anne Sikwibele
Programme Coordinator
OXFAM Zambia
P.O. Box 211323
Kitwe
Zambia
Tel: (260 2) 231 613
Fax: (260 2) 231 615
e-mail: oxfam@coppernet.zm

P.A.U. Educacion

- Sr Paul Fenton
Coordinador Proyectos
Internacionales
P.A.U. Educación
Avenida Diagonal 441, 3°
08036 Barcelona
Spain
Tel: (34 93) 363 2667
Fax: (34 93) 363 2670
e-mail: paul.fenton@paueducation.com

PAX ROMANA/C.P.N. Nairobi

M. Etienne Triaille
Pax Romana/C.P.N. Nairobi
Aumonier Panafricain
P.O. Box 62102
Nairobi
Kenya
Tel: (254) 2 607 317
e-mail: imcsafr@insightkenya

People's Action Forum

Ms Jennifer M. Chiwela
Executive Director
People's Action Forum
P.O. Box N° 33709
Lusaka 10101
Zambia
Tel: (260 1) 231 201
Fax: (260 1) 224 443
e-mail: paf@zamnet.zm

PLAN International

Mr Varghese Sathyabalan
Learning Adviser
PLAN International UK
Chobham House
Christchurch Way
Woking, Surrey GU21 1JG
United Kingdom
Tel: (44) 1483 733 248
Fax: (44) 1483 756505
e-mail: sathya@plan.geis.com

Mr Winnie Tay
Country Director
Plan International Senegal
P.O. Box 15042
Fann, Dakar
Senegal
Tel: (221) 825 4195
Fax: (221) 825 8868
e-mail: tayw@plan.geis.com

Plateforme des ONG de Madagascar

- M. Armand Andriamampimona
Plateforme des ONG de Madagascar
BP 3044
Tana 101
Madagascar
Tel: (261 22) 355 68
e-mail: fdp@mts.mg

Poder Ciudadano

Sra Cécilia Ponteville ép. Gostuski
Directora de Programa
Poder Ciudadano
Murature 583
1642 San Isidro
República Argentina
Tel: (54 11) 4747 5550
e-mail: ceciliaponteville@attglobal.net

Réseau Alpha Collectif des ONG d'Education des Adultes

- M. Dieudonné Mparara
Secrétaire exécutif
Réseau Alpha Collectif des ONG
d'Education des Adultes
BP 3
Cyangugre Rwanda
Bukavu
République Démocratique du Congo
Tel: 0851 7771
e-mail: infobukavu@bustinet.net

Réseau Education pour Tous

- M. Jean Blaise Bilombo
Vice Président
Réseau Education pour Tous – Congo
BP 13341
Brazzaville
Congo
Tel: (242) 820 551
e-mail: agirpluriel@voila.fr

Mme Yvette Mbeto
Réseau Education pour Tous – Congo
BP 13341
Brazzaville
Congo
Tel: (242) 820 551
e-mail: agirpluriel@voilà.fr

- M. Abdoua Mainassara
Coordonnateur National
Réseau Education pour Tous – Niger
BP 708 Niamey
Niger
Tel: (227) 723 552
Fax: (227) 723 554

Réseau des ONG Education pour Tous

- M. Gabriel Zie Zeeri
Réseau des ONG Education
pour Tous
01 BP 446
Abidjan
Côte d'Ivoire
Tel: (225) 20 32 33 36
Fax: (225) 20 32 33 36

Rotary International

- Mr Alain Bambara
Past District Governor
Rotary International – Africa
Fann Residence
Dakar
Senegal
Tel: (221) 832 3378
Fax: (221) 832 7313
e-mail: saica@telecomplus.sn

SADTU

■ M. Aubrey Patrick Matlole
SADTU
P.O. Box 6401
Johannesburg 2000
South Africa
Tel: (27 11) 334 4830
Fax: (27 11) 334 4836
e-mail: aubrey@sadtuo.org.za

SAEG (Gabon)

M. Simon Ndong Edzo
Président du Syndicat
SAEG (Gabon)
5573 Libreville
Gabon
Tel: (241) 734 284

Save the Children Alliance

Mr David Norman
Education Advocacy Adviser
Save the Children UK
17 Grove Lane
London SE5 8RD
United Kingdom
Tel: (44) 171 923 4134
Fax: (44) 171 793 5500
e-mail: d.norman@scfuk.org.uk

■ Mr Alfred W. Wood
Director of Education
Save the Children U.S.A.
54 Wilton Road
Westport, CT 06880
United States
Tel: (1203) 221 4125
Fax: (1203) 221 3799
e-mail: fwood@savechildren.org

Mr Fawad Usman Khan
Director, SUDHAAR
Save the Children Pakistan
Lahore
Pakistan
Tel: (9257) 279 215
Fax: (9257) 279 216
e-mail: sudhaar@hotmail.com

Deepika Nair
Regional Education Adviser
Office of South and Central Asia
Region
Save the Children Nepal
Kupendo, Kathmandu
Nepal
Tel: (977) 527 152
e-mail: deepika@scfscar.org.np

Usha Acharya
Save the Children Nepal
Chakupat
Kathmandu
Nepal
Tel: (977) 1 521 281
Fax: (977) 1 527 256
e-mail: u.acharya@sc-uk.org.np

Ms Tove Nagel
Education Adviser
Save the Children Norway
Hammersborg torg 3
Postboks 6902 St. Olavs Plass
0130 Oslo
Norway
Tel: (47) 22 990 892
e-mail: tove.nagel@redbarna.no

■ M. Oumer Mohammed Sado
Education Project Officer
Save the Children U.S.A., Ethiopia
Field Office
P.O. Box 387
Addis Ababa
Ethiopia
Tel: (251 1) 655 409
Fax: (251 1) 653 615
e-mail: pie-ethiopia@hotmail.com

■ Mr Kedir Ali Kediro
Education Project Manager
Save the Children U.S.A., Ethiopia
Field Office
P.O. Box 387
Addis Ababa
Ethiopia
Tel: (251 1) 655 409
Fax: (251 1) 653 615
e-mail: pie-ethiopia@hotmail.com

Sebenta National Institute

Ms Thulisile Dladla
Director
Sebenta National Institute
P.O. Box 64
Mbabane
Swaziland
Tel: (268) 404 5997
Fax: (268) 404 2729
e-mail: sebenta@africaonline.co.szz

Shikshantar

■ Mr Manish Jain
Shikshantar
21 Fatchpura
Rajasthan
India
Tel: (91 29) 452 6003
Fax: (91 29) 452 0177
e-mail: shikshantar@yahoo.com

Shoma Education Foundation

■ Ms Claire Brown
Director
Shoma Education Foundation
P.O. Box 1502
Randburg 2125
South Africa
Fax: (27 11) 789 6962
e-mail: cbrown@m-edu.co.za

Soroptimist International

Mme Marie Louise Sow
Directrice Ecole Président
Soroptimist Sénégal
Nolivé Liberté VI
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 827 85 38

South Africa NGO Coalition (SANGOCO)

Ms Bothale Nong
South Africa NGO Coalition
(SANGOCO)
P.O. Box 31 471
Braamfontein 2017
South Africa
Tel: (27 11) 403 7746
Fax: (27 11) 403 8703
e-mail: ngocoal@wn.apc.org

SYNERGIE – Femmes

Mme Serigne Nbaye Gaye
Responsable Programme EFA
Synergie – Femmes
BP 18215
Ouagadougou
Burkina Faso
Tel: (226) 820 0006

SYPROS Senegal

Seckel Gning
SYPROS Senegal
7 avenue Lamine Gueye
Bourse de Travail CNTS
BP 937
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 821 8381
Fax: (221) 821 7771
e-mail: cnts@santoo.sn

Summer Institute of Linguistics (SIL)

■ Ms Susan Malone
International Literacy Consultant
Summer Institute of Linguistics (SIL)
41/5 Soi Sailom
Phahol Yothin Road
Samsennai, Phayayathai
Bangkok 10400
Thailand
Tel: (66 2) 619 1456
Fax: (66 2) 270 0712
e-mail: susan_malone@sil.org

TANGO

■ M. Mamsamba Joof
Education Officer
TANGO
P.O. Box 828
Gambia
Tel: (220) 720 106
Fax: (220) 720 106

Tanzania Education Network

■ Leoncia Salakana
Representative
Tanzania Education Network
P.O. Box 15102
Arusha
United Republic of Tanzania
Tel: (255) 05 552 475
Fax: (255) 05 552 475
e-mail: bradondyet@eoltz.com

■ Cairo Mwaitete
Tanzania Education Network
P.O. Box 15102
Arusha
United Republic of Tanzania
Tel: (255) 05 552 475
Fax: (255) 05 552 475

The Lebanese Down Syndrome Association

■ Ms Fadia Farah
The Lebanese Down Syndrome
Association
P.O. Box 113-7345
Beirut
Lebanon
Tel: (961 3) 250 982
Fax: (961 4) 710 649
e-mail: ldsa@destination.com.lb

Union pour la Solidarité et l'Entraide (USE)

■ Mme Aby Sarr
Chargée de mission
Union pour la Solidarité et
l'Entraide (USE)
Centre Ahmadou M. Gaye
BP 5070
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 824 67 96
Fax: (221) 824 19 89
e-mail: lwoe@sonatel.senet.net

■ Ndeye Maty Ndaye
Union Pour la Solidarité et
l'Entraide (USE)
BP 5070
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 824 6796
Fax: (221) 824 1989
e-mail: use@sonatel.senet.net

University of Laval

■ Mr Miala Diambomba
Professor
University of Laval
3188 Lavallée
Sainte-Foy
Québec G1X 1J3
Canada
Tel: (1418) 656 2131 post 3667
Fax: (1418) 656 3071
e-mail: miala.diambomba@fse.ulaval.ca

VSO

■ Ms Lynne Benson
Country Director
VSO
Gambia
e-mail: vso@gamtel.bm

World Association of Girl Guides and Girl Scouts (WAGGGS)

Ms Eldrid Midttun
World Association of Girl Guides
and Girl Scouts (WAGGGS)
Slalamv 58
1350 Lommedalen
Norway
Tel: (47) 23 10 9843
Fax: (47) 23 10 9801
e-mail: wagggsworld@org
eldrid.midttun@nrc.no

World Association of Newspapers (WAN)

■ Mr Timothy Balding
Director General
World Association of Newspapers
25 rue d'Astorg
75008 Paris
France
Tel: (33) 1 47 42 85 00
Fax: (33) 1 47 42 49 48
e-mail: mcmmane@wan.asso.fr

■ Ms Aralynn Abare McMane
Director of Educational Programmes
World Association of Newspapers
25 rue d'Astorg
75008 Paris
France
Tel: (33) 1 47 42 85 00
Fax: (33) 1 47 42 49 48
e-mail: mcmmane@wan.asso.fr

World Education

Mr David W. Kahler
Vice-President
World Education
44, Farnsworth Street
Boston, MA 01518
U.S.A.
Tel: (1617) 482 9485
Fax: (1617) 482 0617
e-mail: dkahler@worlded.org

World Organization for Early Childhood Education/Organisation Mondiale pour l'Éducation Préscolaire (OMEP)

Ms Audrey Curtis
World President
World Organization for Early Childhood Education / Organisation Mondiale pour l'Éducation Préscolaire (OMEP)
Chiltern College
18 Peppard Road
Caversham
Reading Berks RG48 JZ
United Kingdom
Tel: (44) 1189 343 260
Fax: (44) 1189 343 260
e-mail: wpcurtis@aol.com

World Organization of the Scout Movement (WOSM)/Bureau Mondial du Scoutisme

M. Lamine Diawara
Directeur du centre opérationnel de l'office régional africain
World Organization of the Scout Movement (WOSM)/Bureau Mondial du Scoutisme
BP 2495
Dakar
Sénégal
Tel: (221) 821 1987
Fax: (221) 822 8873
e-mail: cod@telecomplus.sn

World Vision

Mr Chris Herink
International Program Officer
World Vision
220 " I " Street, N.E.
Washington, DC 20002
United States
Fax: (1202) 547 4834
e-mail: cherink@worldvision.org

WOTCLEF-Nigeria

Amina Titi Atiku-Abubakar
WOTCLEF-Nigeria
Aso Rock
Presidential Villa
Abuja
Nigeria
Tel: (234 9) 523 2966
Fax: (234 9) 523 2966

SECRETARIAT OF THE MEETING SECRETARIAT DE LA REUNION

A. EFA FORUM SECRETARIAT

UNESCO, ED/EFA
7 place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France
Tel: (33) 1 45 68 08 90
Fax: (33) 1 45 68 56 49

Mr Svein Ostveit
Executive Secretary,
World Education Forum
General Administration

Ms Ulrika Peppler-Barry
Deputy Executive Secretary
Programme Administration

Ms Anne Muller
Assistant Programme
Specialist/Media Officer
Media

Mr Olve Hollas
Associate Expert
Exhibitions

EFA Forum Team

Mr Warren Mellor
Senior Programme Specialist
Drafting Group, Framework for Action

Mr Wolfgang Vollmann
Programme Specialist
E-9

Mr Hilaire Mputu
Programme Specialist
Data Information

Ms Karine Brun
Consultant
NGOs

Mr Eliam Nguni
Programme Specialist
Surveys

Ms Teresa Murtagh
Assistant Programme Specialist
Grassroots Session, Media

Ms Chantal Pacteau
Education Specialist
EFA Reports

Secretarial Assistance

Ms Ramata Diakité

Ms Mercada Hassine

Ms Mary Konin

Ms Jacqueline Lefebvre

Ms Mairéad Maguire

Ms Maral Sanosyan

Ms Cecil Villa-Sayag

Consultants

Mr Peter Herold
Assistant Conference Administrator

Mr Michael Lakin
Strategy Session Organizer

Mr A. Da Costa
Press Room Coordinator

Technical Personnel

Mr Bertrand Ambry
Multimedia Graphist

Ms Jill Britland
Documentation

Ms Jocelyne Fernandes-Barreto
Registration: Conference Center

Mr Edouard N'Diogoye
Documentation

Mr Claude Sauvageot
Statistics

B. LOCAL ORGANIZING COMMITTEE UNESCO – DAKAR

Secretarial Assistance

Ms Penda Bâ

Mr D. Boubacar

Ms Marietou C. Diagne

Ms Aminata Miranda

Ms Fatou Ndiaye

Ms M. Wade

Registration Desk

Ms Khadid Diop

Ms Natalia Massé

List of Participants

Ms A. Alcantara

Ms Faye Fatime

Mr Boucar Sy

Documents Control

Mr Saloum Diop

Mr Mademba Paye

Mr Aliou Sagna

Mr Demba Sagne

Mr Youssou Seck

Exhibition

Ms Agnes Beynis

Ms Magna Zormelo

Payment Desks

Mr Justin Adjanahoun

Mr Frantz de Laleu

Liaison with Host Country

Mr J. de Bosch Kemper

Mr M. Cabral

Strategy and Plenary Sessions

Mr Bernard Audinos

Mr Souleymane Baldé

Ms Katrien Beeckman

Mr Ausutin Mariro

Mr Juma Shabani

Translation/Interpretation

Ms Zeynabou Guèye

C. REGIONAL TECHNICAL ADVISORY GROUP

Mr Victor Billeh
RTAG-Arab States and North Africa
Director
UNESCO Regional Office for the Arab States
Beirut, Lebanon

Ms Aline Bory-Adams
RTAG-West Africa
Regional Education Adviser
UNICEF West Africa and Central Africa
Abidjan, Côte d'Ivoire

Mr Robert Fuderich
RTAG-Europe
Regional Education Adviser
UNICEF Europe and Tokyo Offices
Geneva, Switzerland

Ms Elaine Furniss
RTAG-East Asia
Senior Education Adviser
UNICEF

Ms Shamse Hasan
RTAG-South Asia
Regional Education Adviser
UNICEF South Asia
Kathmandu, Nepal

Ms Claudia Harvey
RTAG-Caribbean
Director UNESCO Kingston
Jamaica

Mr Garren Lumpkin
RTAG-Latin America
Regional Education Adviser
UNICEF Latin America and Caribbean
Bogota, Colombia

Ms Ana Luiza Machado
RTAG-Latin America
Director, UNESCO Regional Office for Latin America and the Caribbean
Santiago, Chile

Mr Moegiadi
RTAG-South and West Asia
Director UNESCO New Delhi
India

Mr Pai Obanya
RTAG-Central and Western Africa
Director
UNESCO Regional Office for Africa
Dakar, Senegal

Mr Victor Ordoñez
RTAG-East Asia
Director
UNESCO Regional Office for Asia and the Pacific
Bangkok, Thailand

Mr Kadayapreth Ramachandran
RTAG-East Africa
Senior Education Programme Officer
Eastern and Southern Africa
UNICEF Ethiopia

Mr Jorge Sequeira
RTAG-Central Asia
Regional Education Adviser
UNESCO Almaty
Kazakhstan

Ms Edna Tait
RTAG-Pacific
Director
UNESCO Apia
Apia, Samoa

Mr Ko-Chin Tung
RTAG-Southern and Eastern Africa
Chair, EFA Sub-Saharan Africa RTAGs
UNESCO Harare
Zimbabwe

D. DRAFTING GROUP

Mr Abhimanyu Singh
(Chairman of the Drafting Group)
Joint Secretary
Ministry of Human Resource
Development
Government of India

Ms Delia Barcelona
Senior Technical Officer
Technical and Policy Division
UNFPA

Dr Nadia Gamal Eldin
Regional Center for Educational
Research and Development
Cairo, Egypt

Mr Tesfamichael Gerahtu
Director General, General Education
Ministry of Education
Asmara, Eritrea

Ms Vena Jules
(Co-writer of the Caribbean
Synthesis Report on EFA)
The University of West Indies
Trinidad, West Indies

Mr Warren Mellor
Senior Programme Specialist
ED/EFA
UNESCO

Ms Patricia Miaro
Education Specialist
Africa and Middle East Branch
Canadian International Development
Agency (CIDA)
Québec City, Canada

Mr Steve Packer
Deputy Head Education Department
(Policy and Programme
Development)
Department for International
Development (DFID)
London, United Kingdom

M. Claude Pair
Recteur d'Académie
Membre de la Commission française
pour l'UNESCO
Paris, France

Mr Kailash Satyarthi
Global March against Child Labor
New Delhi, India

Mr Ronald Siebes
Sector Expert Basic Education, DCO
Ministry of Foreign Affairs
The Hague, The Netherlands

Ms Camilla Croso Silva
Associação Brasileira de ONGs
(ABONG)
Ação Educativa
Brazil

Mr Naresh Singh
Principal Poverty Advisor
UNDP

Mr Sheldon Shaeffer
Chief, Education Section
Programme Division
UNICEF

M. Gorgui Sow
Responsable Pédagogique
Aide et Action Sénégal
Dakar, Sénégal

Mr Kevin Watkins
Senior Policy Adviser
OXFAM GB
Oxford, United Kingdom

E. FUTURES GROUP

Mr John Langmore
(Chairman of Futures Group)
Director, Division for Social Policy
and Development, Department of
Economic and Social Affairs
United Nations

Mr David Archer
International Education Unit
ActionAid UK
London, United Kingdom

Mr Dieter Berstecher
Director, Global Action Plan
on Education for All
UNESCO

Mr Ghanem Bibi
General Co-ordinator
Arab Resource Collective
Beirut, Lebanon

Mme Claudine Bourrel
Chargée de mission
Mission pour la coopération
multilatérale
Ministère des affaires étrangères
Paris, France

Ms Anjimile Mtila Doka
Senior Advisor
Social Analysis and Policy
(Education)
UNDP

Dr German Bula Escobar
Minister of Education
Ministry of Education
Bogota, Colombia

Mr Sergio Haddad
Asociación Brasileira de ONGs
(ABONG)
Ação Educativa
São Paulo SP, Brazil

Mr Jack Jones
Health Education Specialist
Department of Health Promotion
WHO

Mr Elie Jouen
Deputy General Secretary
Education International (EI)
Brussels, Belgium

Mr Alexander Kondakov
Deputy-Minister of Education
Moscow, The Russian Federation

Ms Agneta Lind
Head of Education Division, SIDA
Stockholm, Sweden

Professor Angela Little
Institute of Education
University of London

Mr Tom Maiyashi
Civil Society Action Committee on
EFA (CSAEFA)
Kaduna, Nigeria

Mr Errol Miller
(Resource Person – Futures Group)
Professor, Faculty of Education
University of West Indies
Kingston, Jamaica

Ms Maris O'Rourke
Director, Education, Human
Development Network
The World Bank

Ms Mary Pigozzi
Senior Education Advisor
UNICEF

Ms Shaheen Attiqur Rehman
Minister for Literacy
Government of Punjab
Lahore, Pakistan

Mr Pape Momar Sow
Ministry of Education
Senegal

Mr Falai Taafaki
Ministry of Education
Marshall Islands

Mr Ali Ugur Tuncer
Chief, Coordination Branch
Technical and Policy Division
UNFPA

Ms Emily Vargas-Baron
Deputy Assistant Administrator
Director, Center for Human Capacity
Development
USAID

F. CONFERENCE SERVICES

Ms Zohra McDoolley-Aimone
Conference Administration

Mr Alain Perry
Conference Clerk

Mr Stephen Hewitt
English Translator

Ms Paula Anne Kacher
English Translator

Ms Chafika Ben-Mehidi
French Translator

Mr J-Pierre Leray
French Translator

Ms D. Thornborough
English Typist

Ms V. Westbrook
English Typist

Ms B. Couturier
French Typist

Ms M. Madoui
French Typist

Mr Saied Latifi
Documents Control

G. INTERPRETATION

Mr Mourad Boulares,
Chief Interpreter

Ms A. Abdel Alim

Mr A. Bespalov

Ms C. Bret

Ms L. Carpenter

Ms Emily Fan Chiu Kee

Ms Salmah Farchakh

Ms Li Feng

Ms J. Harding

Ms C. Lattanzio Honthaas

Mr B. Hubble

Ms G. Leibrich

Ms A. Moran

Ms Lui Ninghui

Ms N. Sideris

Ms L. Ouedraogo

Ms Kathleen Taylor

Ms A. Thaler

Mr V. Viscovi

Interpreters from Abidjan

Ms Faye Avomoka

Ms Isabelle Polneau Anthony

Mr A.K. Bruce

Mr Savane Habbib

Mr Imboua Niava

Ms K. Vieyra



En avril 2000, quelque 1100 personnes venant de 164 pays se sont réunies à Dakar (Sénégal) pour assister au Forum mondial sur l'éducation. Ce Forum a rassemblé des participants de tous horizons, enseignants, chercheurs, ministres ou encore dirigeants des principales organisations internationales.

Le Forum s'est ouvert sur le discours inaugural de Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, qui a annoncé une initiative majeure en faveur de la promotion de l'éducation des filles et des femmes. Il s'est conclu trois jours plus tard sur l'approbation formelle par les participants du Cadre d'action de Dakar, dans lequel ces mêmes participants s'engagent à réaliser un ensemble d'objectifs éducatifs au plus tard en 2015.

L'objectif de l'«éducation pour tous» (EPT) a été articulé par la communauté des nations lors de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous qui s'est tenue à Jomtien (Thaïlande) en mars 1990. Au Forum de Dakar, il s'agissait d'analyser les progrès effectués depuis cette conférence, de réaffirmer les engagements en faveur de l'EPT et de planifier des stratégies et des ressources appropriées pour réaliser de nouveaux objectifs.

Les participants du Forum mondial sur l'éducation étaient bien conscients que le monde a subi des changements qui ne pouvaient pas être anticipés à Jomtien. La fin de la Guerre froide, la pandémie du VIH/sida, l'émergence d'Internet et des nouvelles technologies de l'information, la prolifération des conflits ethniques et le nombre croissant de réfugiés et déplacés ont grandement modifié le contexte dans lequel la bataille pour l'éducation pour tous avait été engagée.

Ce volume est un rapport sur les personnes, les idées et les engagements qui ont influencé le Forum mondial sur l'éducation et qui ont rappelé à la communauté des nations à l'aube du nouveau millénaire l'importance de réaliser une «éducation pour tous».

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le Bureau du Sous-Directeur général pour l'éducation



7, Place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP, France
Tél : +33 (0) 1 45 68 10 00
Fax : +33 (0) 1 45 68 56 29
Mél : efa@unesco.org
Site web : www.unesco.org